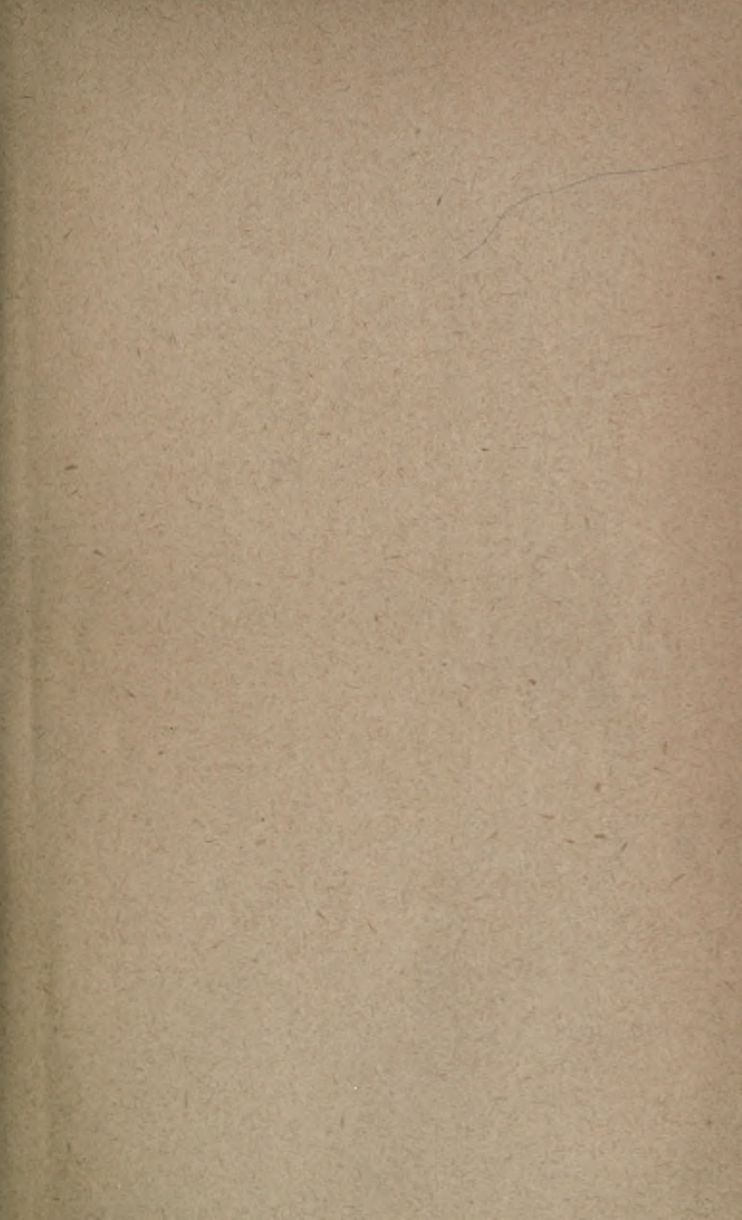

3 1761 04780764 9



# Les Démocraties latines de l'Amérique



MEXIQUE
Mexico
CUBA
HAITI
S. DOMINGUE
PETITS ÉTATS DE L'AMÉRIQUE CENTRALE
Panama
Caracas
VENEZUELA
Bogota
COLOMBIE
GUYANES
EQUATEUR
Quito
PÉROU
Lima
BRÉSIL
La Paz
BOLIVIE
PARAGUAY
Assomption
Rio Janeiro
Santiago
URUGUAY
ARGENTINE
Montevideo
Buenos Ayres
CHILI
30°
15°
0°
15°
30°
45°
105°
90°
75°
60°
45°
Capitales

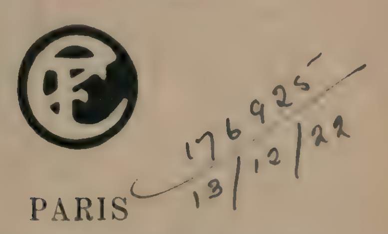
Bibliothèque de Philosophie scientifique

F. GARCIA-CALDÉRON

# LES Démocraties latines de l'Amérique

PRÉFACE DE M. RAYMOND POINCARÉ

De l'Académie Française
Président du Conseil des Ministres




PARIS
ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR
26, RUE RACINE, 26

1912

A Monsieur ÉMILE BOUTROUX

de l'Institut.

*Veuillez me permettre de vous offrir ce livre en hommage d'admiration et de reconnaissance. Souvent, le soir, à l'heure grave du crépuscule, à vous entendre commenter une page de Platon ou un vers de Gœthe, m'expliquer avec une inépuisable bienveillance, avec une merveilleuse clarté, les inquietudes de l'heure présente, j'ai mieux compris le magnifique rayonnement du genie français. Et toujours, en vous quittant, j'aimais à me répéter la pensée d'Emerson, d'Emerson que vous aimez, sur l'utilité des grands hommes*: « They make the earth wholesome. They who lived with them found life glad and nutritious ».

F. G.-C.

Paris, Novembre 1911.

Vient ensuite la phase coloniale, avec ses déceptions croissantes, ses abus et ses erreurs : la domination d'une théocratie oppressive, des monopoles écrasants, l'insolence des castes privilégiées, l'indignité des agents péninsulaires. Une soif d'indépendance s'empare peu à peu des colonies espagnoles et portugaises. Elles ne se révoltent pas seulement contre la tyrannie économique et fiscale qui pèse sur elles ; elles se soulèvent aussi contre les rigueurs d'une tutelle politique et morale qui ne leur laisse aucune liberté politique. C'est une grande et terrible crise. Le mouvement libérateur s'achève en trois étapes : les colonies cherchent, d'abord, à obtenir des réformes de la métropole, tout en voulant demeurer loyalistes ; elles songent ensuite à se donner des rois européens ; et enfin l'idée républicaine apparaît, se développe, s'impose victorieusement.

Cycle des précurseurs, cycle des libérateurs, M. Caldéron expose cette tragique histoire avec une émotion reconnaissante. Il scrute d'un regard clairvoyant les causes profondes de la Révolution : les excès de l'absolutisme espagnol, l'influence de l'*Encyclopédie* et des doctrines de 1789, l'exemple de l'Amérique du Nord, l'argent de l'Angleterre et l'intervention diplomatique de Canning, forces diverses et convergentes dont la combinaison fulminante crée un monde nouveau, mal préparé à la vie sociale, douloureux et morcelé.

M. Caldéron nous transporte en quelques-unes des parties de cette renaissante Amérique. C'est pour lui l'occasion de mettre sous nos yeux toute une galerie de tableaux vigoureusement brossés ; et voici que passent successivement dans le champ de notre vision, le Paraguay, avec la longue dictature de son premier « caudillo », taciturne et sombre, le Dr Francia, avec ses traditions autoritaires et ses instincts guerriers ; l'Uruguay avec l'intensité de sa vie nationale ; l'Equa-

teur, avec la forte empreinte que lui donne Garcia-Moreno ; le Pérou, avec sa vie tourmentée, avec la puissante et heureuse mainmise de don Ramón Castilla et de Manuel Pardo, avec sa fièvre spéculatrice, la griserie du salpêtre et du guano, l'abus des emprunts, la guerre et l'anarchie, avec son effort actuel de relèvement économique et de restauration nationale ; la Bolivie, avec la froide et astucieuse ambition de Santa-Cruz ; le Vénézuéla, avec l'audace grossière et réaliste de Paez, avec le despotisme empirique de Guzman Blanco, politicien sans doctrine, affamé de pouvoir, mais patriote et paternel. Comme le dit M. Caldéron, l'histoire de ces Républiques se confond presque avec la biographie de leurs « caudillos », hommes représentatifs, qui personnifient, à une heure donnée, les besoins, les vertus et les vices de leurs peuples.

Après la magnifique épopée de Simon Bolivar, que M. Caldéron rappelle avec une gratitude enthousiaste, s'ouvre une ère agitée d'anarchie militaire. L'ambition des « caudillos » déchire l'Amérique du Sud et multiplie les États. Mais, dans le sang des champs de bataille, se trempe l'âme des peuples naissants, et, malgré des divisions factices, il se forme chez chacun d'eux une conscience nationale. C'est l'époque troublée des guerres et des révolutions. Le Sud-Américain vit dangereusement, comme le Florentin de la Renaissance, comme le Français de la Terreur, mais bientôt, à l'ombre de la puissance militaire, la richesse se développe, l'ordre s'établit, les intérêts se rassurent, l'existence devient plus terne et plus monotone ; c'est l'avènement de l'industrie, de la fortune et de la paix. Il me semble que M. Caldéron éprouve quelque tristesse d'être venu trop tard dans un monde trop vieux. Ce qu'il appelle le crépuscule des « caudillos » lui laisse au cœur le regret mélancolique du temps passé. Les tyrans, qui se sont, en général, appuyés sur les nègres

et sur les métis, ont contribué à détruire les oligarchies et les différences de races. Ils ont ainsi fondé des démocraties que l'esprit libéral de M. Caldéron ne peut considérer sans bienveillance, mais qui manquent trop, à son gré, du sens de la solidarité, qui sont maladroites, inorganiques, incapables d'associer les efforts humains, que la rivalité des familles et la haine des factions absorbent et troublent, comme les Républiques médiévales, et qui, sous le brillant vernis d'idées françaises, abritent des mêlées confuses d'Européens et d'Indiens, d'Asiatiques et d'Africains.

Dans ces républiques turbulentes, M. Caldéron découvre cependant, sans peine, les symptômes rassurants d'une vitalité puissante et il ne désespère pas de les voir prochainement assagies par les disciplines latines. Depuis l'érudition scolastique de l'époque coloniale, il suit attentivement l'évolution intellectuelle des populations sud-américaines, à travers les brouillards passagers de l'idéologie politique, jusqu'aux imitations encore pâles des philosophies européennes. Malgré la diversité des races qui s'entrecroisent dans le continent méridional, il est convaincu que l'action constante et séculaire des lois romaines, de la religion commune et des idées françaises, a donné à ces jeunes Républiques une conscience latine, intangible et sacrée. Et il exprime le souhait, très raisonnable et très avisé, que les peuples de l'Amérique du Sud s'amendent et se perfectionnent, sans rompre avec les traditions qui leur sont propres et sans s'asservir à des influences étrangères.

Il passe en revue le danger allemand, le danger nord-américain, le danger japonais. Il ne méconnaît pas le premier et dénonce les progrès de l'immigration commerciale des Allemands, surtout dans les provinces méridionales du Brésil ; mais il pense que l'élément germain ira se perdre, en la fécondant, au sein de la masse nationale. Il est, au contraire, très

vivement préoccupé du péril nord-américain. Non qu'il ne sache pas rendre justice aux merveilleuses qualités de la race anglo-saxonne, non qu'il soit indifférent au prestige de la Grande République ou qu'il oublie les services qu'elle a rendus à l'autonomie américaine ; mais il sent s'alourdir peu à peu le poids d'une tutelle qui fut bienfaisante et il s'écrie avec inquiétude : *quis custodiet custodem* ? Il ne lui échappe pas que la doctrine de Monroë s'est transformée, qu'elle est insensiblement passée de la défensive à l'intervention et de l'intervention à la conquête ; et cette métamorphose lui donne à réfléchir. Quelle que soit la grandeur de la civilisation yankee, ce n'est pas la civilisation latine et M. Caldéron n'entend pas que celle-ci soit jamais sacrifiée à celle-là. Il conjure l'Amérique du Sud de se défendre contre la menace de l'hégémonie saxonne, de s'enrichir d'influences européennes, d'encourager l'immigration française et italienne, de purifier sa race par l'infusion d'un sang nouveau.

M. Caldéron voit, dans le Japonais, comme dans l'Allemand, un émissaire infatigable d'idées impérialistes. Il n'est pas, suivant lui, d'antagonisme plus irréductible que celui de l'Amérique et du Japon. Les ouvriers nippons envahissent les chantiers chiliens, péruviens, brésiliens. Ce sont des éléments réfractaires, qui jamais ne s'assimilent. Mais la puissance de cette vaillante race asiatique ne laisse pas d'effrayer M. Caldéron. Il pressent que la suprématie du Japon pourra bientôt s'étendre sur tout le Pacifique, et que, pour faire front à cette force redoutable, ce ne sera pas trop de toute l'Amérique.

D'un bout à l'autre de ce livre, se répercute donc le cri de ralliement des Républiques latines. Je crois bien qu'au fond de lui-même, M. Caldéron est attristé de l'émiettement excessif des États sud-américains. Mais le problème de l'unité, souvent posé dans des congrès

et des conférences, lui paraît insoluble, et faute de mieux, il se contenterait d'alliances intellectuelles, d'unions économiques ou douanières, qui, tout de même, permettraient aux diverses Républiques de se rapprocher, de se mieux connaître et d'associer, le jour venu, leurs efforts défensifs.

Je ne me reconnais pas le droit de juger les conseils politiques que M. Caldéron donne à ses compatriotes.

Je n'ai pas, notamment, à apprécier ses opinions sur le régime présidentiel des Républiques sud-américaines et sur leurs méthodes constitutionnelles qui diffèrent sensiblement de nos habitudes parlementaires françaises.

Dirai-je seulement que M. Caldéron a raison de prémunir les États américains contre un fléau que nous connaissons aussi un peu en France, mais qui, dans des sociétés jeunes, dépourvues de longues traditions, privées d'organes anciens et éprouvés, pourrait être exceptionnellement dangereux : l'invasion d'une bureaucratie parasitaire qui irait se développant peu à peu aux dépens des parties saines de la nation et qui rongerait lentement les tissus les plus vivaces et les plus résistants ?

Pourrai-je enfin, sans trop d'indiscrétion, approuver l'austère réquisitoire que dresse M. Caldéron contre la politique des emprunts excessifs ? C'est en s'endettant par des prodigalités sans frein que certaines Républiques sud-américaines se sont fait en Europe la réputation d'États à finances avariées et ont nui, par voisinage, au bon renom de pays plus sages et plus économes.

Puisque les Républiques de l'Amérique du Sud ont besoin de l'or européen, elles auraient grand tort de l'effrayer par des budgets obérés ou désordonnés.

Jamais, je pense, ne sonnera l'heure lugubre, dont l'imagination de M. Caldéron entend déjà le son fu-

nèbre, l'heure où, chassés par les Germains et par les Slaves, les Latins du vieux monde seront forcés de se réfugier sur les bords de la mer bleue qui porta leur berceau flottant, et il sera permis à un Français de ne pas croire que la capitale de la culture classique puisse jamais passer de Paris à Buenos-Ayres, comme elle a passé de Rome à Paris. Mais, sans nous attarder à des anticipations alarmantes, nous pouvons réjouir nos yeux de perspectives plus prochaines et plus lumineuses. Que l'Amérique du Sud, tout en restant elle-même, tout en cultivant, comme le lui conseille M. Caldéron, son idéal américain, devienne de plus en plus hospitalière à notre littérature, à nos arts, à notre commerce, à nos capitaux. La grande famille latine ne pourra qu'y gagner en prospérité matérielle et en autorité morale.

RAYMOND POINCARÉ.
De l'Académie française.

M. Poincaré a écrit et remis cette préface à M. Caldéron en décembre 1911, avant d'avoir accepté les fonctions de Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères.

# AVANT-PROPOS

Il y a deux Amériques : au Nord, l' « Outre-Mer » de Bourget, une république industrielle puissante, vaste contrée d'âpre énergie, de « strenuous life » ; au Sud, vingt Etats nonchalants, de civilisation inégale, troublés par l'anarchie et le métissage. L'éclat des Etats-Unis, leur impérialisme, leur richesse, ont fait oublier et mépriser ces républiques du Sud, inquiètes et latines. Le nom d'Amérique semble s'appliquer seulement à la grande démocratie impériale.

Or, il se trouve, parmi ces nations américaines, des peuples riches dont l'organisation intérieure s'est considérablement améliorée, tels l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou, la Bolivie, l'Uruguay. On ne saurait les confondre avec les républiques de l'Amérique Centrale, avec Haïti ou le Paraguay. Des écrivains et des politiciens français, M. Anatole France, M. Clemenceau, M. Jaurès, qui ont visité l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, y ont trouvé, avec une culture latine solide, de nobles efforts pour affermir la paix intérieure, de merveilleuses richesses. Ils s'accordent pour déclarer qu'il y a, dans ces pays jeunes, des forces économiques et un optimisme qui leur préparent un avenir brillant.

Plusieurs de ces Etats viennent de célébrer leur premier centenaire. Leur indépendance fut conquise dans les premières décades du XIX^e siècle. L'année 1810 est le point de départ d'une nouvelle époque pendant laquelle, sur les débris du pouvoir

espagnol, tragiquement, se forment des républiques autonomes.

L'heure est venue, semble-t-il, d'étudier ces peuples, leur évolution, leur progrès, si nous ne voulons pas accepter d'emblée, sans discussion, que les Etats-Unis sont en Amérique le seul foyer de civilisation et d'énergie.

Nous nous proposons de dresser le bilan de ces républiques latines : c'est le but de ce livre. Nous demandons à l'histoire de ces Etats les raisons de leur infériorité et les données de leur avenir.

Il nous faut étudier premièrement la race conquérante qui a découvert et colonisé l'Amérique. Nous analyserons donc le génie espagnol et portugais, le génie ibérique, moitié africain, moitié européen. Après la conquête, de nouvelles sociétés se constituent sous la forte domination du Portugal et de l'Espagne. Ce sont des théocraties d'outre-mer, jalousement isolées de tout commerce européen. En opposition de l'Amérique saxonne, où les émigrants anglais et hollandais se séparent rudement de l'Indien, le chassent, lui imposent la marche vers l'Ouest, dans le Sud-Amérique, vainqueurs et vaincus se mêlent. Les métis deviennent les maîtres par le nombre, ils ambitionnent le pouvoir, ils haïssent Espagnols et Portugais orgueilleux et dominateurs. La guerre éclate entre Ibères et Américains : c'est une guerre civile. De nouveaux Etats s'organisent alors, rapidement, sans traditions de gouvernement, sans de solides classes sociales.

Ces Etats sont dominés par des chefs militaires, des « caudillos ». De la barbarie, de l'anarchie périodiques naissent les dictateurs. Nous étudions quelques individualités représentatives de cette période, nous séparons du développement monotone des événements l'histoire de quelques nations, comme le Brésil et le Chili, où le principe d'autorité domine la mêlée so-

ciale. Nous distinguons, en Argentine, au Brésil, au Mexique, au Pérou, en Bolivie, au Chili, un nouveau régime industriel, où la vie politique devient moins troublée et les « caudillos » perdent leur autorité. (Livres I et II.)

L'étude de l'évolution intellectuelle nous montre combien est puissante l'idéologie dans ces démocraties naissantes. Elles imitent la Révolution Française, elles subissent l'influence des idées de Rousseau et des Romantiques, celle des doctrines individualistes. L'Amérique, espagnole et portugaise par l'origine, par les traditions, devient française par la culture. (Livre III.)

Nous voici amené à étudier quelle est la part de l'esprit latin dans la formation de ces peuples, les périls qui les menacent, qu'ils viennent des Etats-Unis, d'Allemagne ou du Japon, à étudier les défauts et les qualités de cet esprit. (Livre IV.) Nous analysons ensuite les problèmes et l'avenir de l'Amérique Latine. (Livre V.)

Une conclusion se dégage de cette étude. La vie politique des peuples ibéro-américains est encore confuse, mais déjà quelques-uns d'entre eux se sont libérés d'une hérédité déprimante. Outre-mer, la liberté et la démocratie deviennent progressivement des réalités. Dans les futures batailles, l'apport de l'Amérique sera utile aux grands peuples de la Méditerranée qui luttent pour la suprématie latine.

# Les Démocraties latines de l'Amérique

## LIVRE I

### LA FORMATION DES SOCIÉTÉS AMÉRICAINES

Quand les Ibères arrivèrent à l'Amérique, ils trouvèrent, soit des tribus, soit des peuples à demi civilisés. Les indigènes différaient des envahisseurs à un tel point, que la conquête espagnole et portugaise fut une vraie création de nouvelles sociétés sur les ruines d'anciens états barbares. Avant d'analyser les divers aspects de l'histoire américaine, il est donc nécessaire de connaître le génie de la race conquérante.

Vainqueurs et vaincus se mêlèrent, le territoire modifia l'esprit des dominateurs, et les colonies songèrent à conquérir leur autonomie. Après une guerre de vingt ans, la république devient le régime politique de ces sociétés fatiguées de la tyrannie espagnole. Deux périodes, l'une d'anarchie militaire, l'autre d'ordre intérieur, de richesse, d'industrialisme, se succèdent dans les nouveaux Etats.

## CHAPITRE I

### LA RACE CONQUÉRANTE

Ses caractères psychologiques. — L'individualisme : ses aspects. — Le sentiment de l'égalité. — Le fanatisme africain.

Voyageurs et psychologues retrouvent chez le Grec moderne l'astuce d'Ulysse, l'habileté rhétorique des sophistes d'Athènes, l'anarchie des brillantes démocraties groupées autour de la mer bleue. Dans la race pourtant abâtardie au choc de l'Afrique et des Turcs, subsiste l'ancien esprit hellénique. On observe, en Amérique, semblable vitalité. Le créole d'outre-mer est un Espagnol du siècle héroïque, énervé par le métissage et le climat. Impossible d'expliquer son caractère sans tenir compte du génie espagnol. Les guerres d'Indépendance donnèrent au Nouveau Monde latin la liberté politique, trompeuse nouveauté de formes, d'institutions, car sous elles l'esprit de la race persiste : la République reproduit les lignes essentielles du régime colonial. Dans les villes que trouble le cosmopolitisme, subsiste la vie ancienne, silencieuse, monotone autour d'un clocher séculaire. Les mêmes petites inquiétudes agitent les hommes, qui n'ont plus la hautaine rigidité morale des anciens hidalgos. Croyances, causeries, intolérances, conservent l'étroitesse que leur imposa en un isolement de trois siècles l'esprit espagnol orgueilleusement exclusif. Etudier l'histoire politique et religieuse du siècle dernier dans les démocraties américaines, c'est

écrire un chapitre de l'évolution ibérique. Au delà de l'Océan et des colonnes légendaires que renversa la pique des conquistadors, vit une autre Espagne, divisée et tropicale, où la grâce andalouse a vaincu l'austérité castillane[1].

Si l'on pouvait réduire à la simplicité d'une formule l'inquiète existence de la métropole, cette formule expliquerait du même coup l'histoire tourmentée de vingt républiques américaines, comme l'on découvre en germe, dans la racine profonde, le vicieux développement d'un arbre tropical. Mais rien de plus malaisé que de réduire le trouble développement espagnol, d'anarchie et de sang, à une unité abstraite et violente. La Péninsule divisée en régions hostiles, refuge de races ennemies, présente en son passé des contradictions rebelles à toute synthèse. Chez ce peuple théocratique, les libertés municipales se développèrent prématurément. Tandis que la féodalité étendait sur le reste de l'Europe son rude vasselage, en Espagne se formaient des cités libres. A côté de l'éternel don-quichottisme qui renonce au vulgaire royaume de l'utile pour ne se préoccuper que d'idéal, de sages refrains populaires expriment un réalisme dense, positif, prosaïque. Le peuple catholique par excellence fournit au duc d'Albe des troupes qui iront conquérir Rome. Après de longues années de monarchie absolue, le vieil esprit démocratique ressuscite dans les juntes péninsulaires, contre l'invasion française. Du Cantabrique à Cadix, il existe, dans l'unité castillane, une splendide variété de types provinciaux. La dureté asturienne s'oppose au rythme andalou; l'impétuosité extrémadurienne à la séche-

1. On peut dire des Portugais conquérants qu'ils ressemblaient aux Espagnols par leur individualisme et leur goût de l'aventure. Le fanatisme était certes moins aigu chez ceux-là, peut-être parce qu'ils n'avaient pas eu à lutter contre les ennemis de leur foi.

resse catalane ; la ténacité des Basques à l'orgueilleuse paresse des Castillans.

Une vie turbulente naît du territoire complexe : lutte séculaire en faveur de l'unité nationale, généreuse épopée catholique contre l'Islam, conquête de continents mystérieux, sombre poursuite de l'unité religieuse en holocaustes inquisitoriaux. L'histoire même de l'Europe se transforme au delà des Pyrénées. La féodalité s'arrête, la croisade contre les infidèles dure huit siècles, la religion et l'empire se fondent superbement, comme dans les théocraties orientales. Dans la richesse de ce développement national, persistent d'essentiels caractères de race qu'il faut fixer : l'individualisme, la démocratie, l'esprit local ennemi de vastes unités, le fanatisme africain qui se satisfait seulement de sensations excessives et d'extrêmes solutions ; bref, les dons d'une race grave et héroïque, en perpétuelle tension morale, orgueilleuse devant Dieu, le Roi et le Destin.

L'individualisme est la note fondamentale de la psychologie espagnole. Trait ibérique, il a la force d'un impérieux atavisme. Il exalte toute forme d'action, d'affirmation de soi ; il inspire une confiance démesurée en la propre force ; il tend à développer l'énergie humaine, à défendre l'indépendance nationale contre toute pression du dehors, contre la rigueur de la loi, la morale impérative, le devoir inflexible ; il crée dans les âmes exaltées, une ardente volonté de domination.

Strabon observe chez les Ibères primitifs, divisés en tribus hostiles, un immense orgueil contraire à l'union et à la discipline. L'Espagnol révèle, en sa vie et en son attitude, toutes les formes intérieures et extérieures de l'individualisme. L'austérité, l'arrogance qu'on trouve dans les plis de la cape des hidalgos, en leur démarche majestueuse, en la langue sonore, en le geste seigneurial, la valeur personnelle qui transforme l'histoire en épopée, l'audace, l'amour

de l'aventure, l'isolement, sont des formes d'exaltation personnelle. « Les Espagnols hors de leur naturel — disait l'Ecuyer Marcos de Obregon — se persuadent qu'ils sont les maîtres absolus. »

L'individualisme explique les analogies entre l'histoire ibérique et l'évolution anglaise : la civilisation péninsulaire rappelle, par quelques-uns de ses caractères, celle qui brilla dans l'île saxonne. En toutes deux nous trouvons l'affirmation prématurée de la liberté, un orgueil excessif, la longue lutte contre les invasions. Il en naît un impérialisme agressif : commercial dans le Nord, religieux dans le Sud. En Angleterre, le climat et le territoire donnent à l'individualisme une direction utilitaire; en Espagne, la guerre contre l'Islam, une direction guerrière. L'idéalisme, la vie intérieure, l'exaltation imaginative créent en Angleterre des puritains; en Espagne, des mystiques et des inquisiteurs. Mais dans la conquête du milieu hostile, le Saxon acquiert un sens réaliste; et l'Ibère, sous un soleil amoureux, se transforma, en Espagne comme en Amérique, en chasseur de chimères. Un symbole consacre la ressemblance des deux histoires : Ariel et Caliban; Don Quichotte et Sancho Pança représentent la même éternelle dualité d'idéalisme et de réalisme. Caliban a donné à l'Angleterre un vaste empire; le Chevalier Errant a regagné sa Manche natale, fatigué de sa stérile aventure.

L'évolution espagnole, les aspects moraux et religieux de la vie péninsulaire s'expliquent par cette perpétuelle exaltation de l'individu. Le stoïcisme est la forme morale de l'individualisme. Il prêche la virilité (*esto vir*, dit Sénèque); il développe la volonté humaine contre le Destin; c'est un évangile d'austérité devant la douleur, d'héroïsme silencieux devant la mort. Sénèque est un professeur d'énergie pour l'Espagne romaine : de ses leçons procède cette foi tenace en le caractère qui donne à l'histoire péninsulaire une

gravité virile. Le christianisme, qui proclame la dignité humaine, s'étend au delà des Pyrénées jusqu'à devenir religion nationale. Suivant les stoïciens, les hommes sont égaux devant le Destin; suivant Jésus-Christ, ils sont égaux devant Dieu : de ces deux doctrines naît un orgueil formidable. Finalement, dans le mysticisme, expression originale du génie religieux espagnol, rien ne rappelle le panthéisme oriental, l'annihilation de l'homme devant l'Absolu. Les mystiques péninsulaires exaltent leur individualité, puisent de l'énergie dans la visite de l'Ami, se divinisent en l'extase, aspirent à la possession de Dieu avec une ardeur de conquistadors. Contre la Réforme allemande, qui croyait à la prédestination, les théologiens défendent, en Espagne, le libre arbitre humain, l'efficacité de l'action, la dignité et le mérite de l'effort. La religion espagnole ne se satisfait point de la contemplation : elle porte à l'action, prêche l'énergie. Les luttes de la Péninsule ont une signification religieuse : les héros sont des mystiques; les mystiques, des « chevaliers de l'ordre divin ». Ignace de Loyola et sainte Thérèse, rêvent d'entreprises héroïques, et lisent des romans de chevalerie. Le mysticisme inspire les guerriers; la foi purifie la convoitise des conquistadors.

Volontaire et mystique, le tempérament espagnol est actif, il s'affirme extérieurement en conflits ; il se manifeste en comédies et en tragédies. Le génie péninsulaire est dramatique : l'aventure, le mouvement, le choc des passions, se développent en un théâtre abondant qui exprime tous les aspects de l'individualisme exacerbé. On lutte non seulement pour l'indépendance, mais encore pour le prestige du nom, pour conserver devant l'opinion l'intégrité de l'honneur. Jalouse et vindicative, cette préoccupation de l'honneur, profondément espagnole, inspire force tragédies. Antagonismes, dissociations, thèses et antithèses abondent dans l'histoire ibérique : positivisme

de Sancho, idéalisme de Don Quichotte, opiniâtreté et paresse, lenteur et violence, parasitisme et aventure, tétrique gravité, séculaire tristesse comme dans les tableaux de Zurbaran et de Ribera, et aussi frivolité, danses harmonieuses, fête et vertige sous le soleil ; foi en la volonté et acceptation du destin, ardeur de mystiques et de conquistadors, cynisme de mendiants et de coquins, désintéressement héroïque et convoitise passionnée, voici d'irréductibles contradictions de l'âme espagnole, et qui en expliquent la longue inquiétude, l'intensité du drame intérieur. Sur la scène, nous retrouvons le reflet de ces luttes, des volontés endurcies, des passions subtiles, des orgueils grandioses, des caractères altiers, des tragédies aux aspects bouffons, des comédies aux perspectives mystiques. La littérature chevaleresque, l'immense floraison de romans, les rudes poèmes primitifs, le Cid, les Infants de Lara, sont le commentaire de l'individualité et de l'action. Les grands types littéraires : le héros, l'aventurier, le mystique, le chef de grande compagnie, le chevalier, le galant, sont des individualités exaltées. Le *picaro* lui-même appartient à cette famille hardie : il est orgueilleux comme un chevalier, et bon nombre de chevaliers sont des *picaros*. Subtil et sceptique, il use de ruse et d'héroïsme dans la quotidienne lutte pour la vie. Du gongorisme, école littéraire espagnole, Martinez-Ruiz a écrit qu'il est l'expression du mouvement dans le langage, une poésie dynamique pour hommes d'action. Drames et romans d'énergie, épopées violentes et sans l'ancienne sérénité, forment la véritable littérature espagnole.

En art, en philosophie, en littérature, point d'écoles ; mais des écrivains, des philosophes, des artistes, des génies, comme le Greco, qui ne laissent pas d'imitateurs ; des personnalités solitaires, comme Gracian et comme Quevedo. Seules, triomphent en Espagne les organisations politiques et militaires où l'individu est

le plus libre : le peuple, la tribu, la guerrilla, le bataillon. Le culte de l'énergie rebelle, exubérante, est général. Dans les relations entre le Roi et ses sujets, nous trouvons le même individualisme péninsulaire :

« Por besar mano de rey
No me tengo por honrado,
Porque la besó mi padre
Me tengo por afrentado. »

disent certains vers espagnols. L'obéissance au roi est conditionnelle : elle se base sur le respect du monarque à l'ordre suprême de la justice, sur sa soumission à un contrat tacite ou formulé entre le roi et le peuple. Chartes, usages, traditions, limitent l'absolutisme monarchique. Aux Cortès de Ocaña, de 1469, on déclare que le roi est « mercenaire » de ses sujets qui lui paient une « solde »[1]. Toute l'obéissance espagnole est pénétrée de cet orgueil; les nobles aragonais se sentent individuellement égaux au roi, et collectivement supérieurs à lui. Les cités confédérées en « hermandades », en unions, traitent avec le monarque : elles constituent un Etat dans l'Etat, elles s'élèvent contre le gouvernement, lui imposent la reconnaissance de leurs privilèges. En 1226, les cités d'Aragon et de Catalogne exigent de Jaime I^er^ l'octroi d'une charte des droits populaires. Fréquentes sont les insurrections contre le pouvoir, et un héros de rudes épopées les incarne : le Cid. Un historien autorise toute violence contre la tyrannie royale : Mariana.

Cet individualisme défend la stricte justice contre la forme étroite des lois, et les discussions byzantines des légistes; contre les sentences, les peines et les tribunaux. Les poèmes, les refrains, expriment ce choc incessant de l'idéal juridique et de la loi : la conscience péninsulaire condamne la justice relative

1. Cf. Joaquín Costa. *Concepto del Derecho en la Poesía española* (*Estudios jurídicos y políticos*. Madrid, 1884.)

et précaire des codes. Joaquin Costa écrit : « De toutes celles que je connais — nationales ou de race — l'épopée espagnole est celle qui a élevé le plus haut le principe de la justice et lui a rendu le culte le plus fervent ». Austère, inviolable, le droit représente un ordre de relations éternelles, vis-à-vis duquel toute individualité est petite, même celle du Roi, toute institution fragile, même l'Eglise.

Stoïque parce qu'elle croit en la justice pure, nourrie de rudes héroïsmes, de visions intérieures, de romans et de légendes, divinisée en des dialogues mystiques, endurcie par des siècles de guerres religieuses, l'âme espagnole arrive, pleine d'élan, à la Renaissance, au XVI[e] siècle, qui découvre des continents contre l'Océan, révèle des lois naturelles contre le mystère, crée des personnalités impérieuses contre le destin. L'individualisme espagnol éclate alors en mysticisme, en audace, en aventure : c'est l'époque des conquistadors, des politiciens, des inquisiteurs, de Jimenez et de Pizarre, de Torquemada, de Loyola et de Cortez. L'Espagne rompt le cercle du monde ancien, défend la civilisation chrétienne à Lépante, le catholicisme en Allemagne et en Flandre, ambitionne le domaine de la Méditerranée, colonise un monde immense et inconnu, menace l'Europe par l'impérialisme religieux de Charles-Quint et de Philippe II ; impose sa volonté au Pape grâce aux légions du duc d'Albe. Sa politique a la majesté et la force romaines; la littérature est à son « siècle d'or » ; la philosophie propose de vastes solutions harmonieuses avec Fox Morcillo, pose les bases du droit naturel et des gens avec Francisco de Vitoria et Domingo de Soto. C'est une splendide prodigalité d'énergie, de création, de conquête, d'héroïsme, étape finale d'une histoire de stoïcisme violent qui annonce une longue décadence majestueuse.

Inquiet de hiérarchies, l'individualisme espagnol

crée des formes sociales démocratiques. Traditions, doctrines, coutumes et lois dénotent un sens précis de l'égalité humaine. « Démocratie monacale », dit de l'Espagne Menendez-Pelayo, parce que la nivellation de tous offre des traits conventuels et qu'il existe un fond chrétien dans la ferveur égalitaire; démocratie « picaresque », écrit Salillas en faisant allusion à l'égalité du chevalier et du picaro, au double phénomène d'un peuple orgueilleux, aux prétentions de noblesse, et d'une aristocratie insouciante qui se change constamment en démocratie par le manque de classes moyennes et par la traditionnelle paresse des hidalgos. Démocratie anarchiste contraire à la hiérarchie, indisciplinée et orgueilleuse, suivant l'analyse de Unamuno, en son livre profond : *En torno al Casticismo*; césarisme démocratique, pense Oliveira Martins, car l'absolutisme des monarques n'est pas royauté féodale, mais bien principauté romaine. Le roi préside une démocratie de chevaliers, de mystiques, d'aventuriers, de picaros. Cet esprit égalitaire peut s'observer même dans la formation de l'aristocratie espagnole : la noblesse gothique, héréditaire, féodale, est étrangère à l'évolution péninsulaire. L'aristocratie nationale se trouve au sein de l'Eglise; elle est élective, ouverte aux troubles courants populaires, au point que les Conciles sont plus « racés » que les Conseils militaires et les Assemblées. La servitude est moins rude dans l'Espagne médiévale que dans le reste de l'Europe : le colonat se développe, mais disparait de l'autre côté des Pyrénées devant l'invasion du féodalisme; le colon emphytéote ou salarié est presque libre. Il est des hommes nobles tributaires : entre la démocratie et la noblese, point n'existent d'irréductibles divisions.

Ce développement égalitaire est notable dans l'ordre politique. En effet, le féodalisme n'est pas en Espagne une institution nationale et l'esprit des rois

goths se transforme sous l'influence ibérique. En Léon, en Castille, la noblesse est moins puissante qu'en France ou dans d'autres régions espagnoles : la Catalogne, la Navarre et l'Aragon[1]. Les classes sociales ne se superposent pas dans un ordre rigoureux ; les cités acquièrent des franchises ; il se forme des « seigneuries plébéiennes ».

La monarchie nivelle, « démocratise ». Le César poursuit l'équilibre dans l'égalité : il détruit les privilèges excessifs de l'aristocratie et du peuple : dans la lutte politique, il penche d'un côté et de l'autre, alternativement. Le langage populaire consacre l'égalité des classes sociales : « De cent en cent ans, dit-il, les rois deviennent des vilains ; au bout de cent six ans, les vilains sont rois ». « Tous sont égaux au roi, argent en moins ».

La Commune espagnole dure, parce qu'elle est le centre de cette grande démocratie. Depuis les origines de l'histoire péninsulaire, la cité lutte pour son indépendance. On a retrouvé en le *djemaa* de l'Atlas, par delà le détroit, chez les Berbères, parents des Ibères, l'antécédent africain de la Commune espagnole : tous deux distribuent les biens avec égalité et tâchent d'éviter la misère. *Djemaa*, municipalité, commune, isolées, autonomes, constituent l'unité politique : l'Etat est une confédération de Cités libres. Les villes espagnoles défendent leur indépendance contre toute unité artificielle, phénicienne, grecque ou romaine. Rome règne pendant sept centuries, mais c'est qu'elle reconnaît partiellement l'autonomie des municipalités, la démocratie espagnole ; elle étend les droits civils, fonde de petites Républiques qui élisent leurs magistrats, administrent les finances communales, discutent le paiement de l'impôt et la distribution des terres dans la curie. Ainsi se trouve satisfait

1. Altamira. *Historia de España y de la Civilización española*, t. 1er, p. 229 et suiv.

l'individualisme espagnol. Rome, centralisatrice absorbante sous les Césars, détruit la liberté locale; mais un courant profond rétablit l'autonomie des peuples quand le pouvoir romain décroît. Des assemblées de citoyens libres gouvernent les villes; la monarchie visigothe, sous la suggestion de l'Eglise nationale, respecte l'organisation municipale. Il se forme ainsi un régime hybride, féodal par le caractère germanique de l'aristocratie dominante, démocratique par les Conciles, par l'Eglise, par le pouvoir tenace des cités. Dans la lutte contre les Maures, les rois transigent avec les villes orgueilleuses; ils concèdent des chartes et des fueros en échange d'un tribut d'or et de sang.

La liberté et la démocratie sont plus anciennes en Espagne qu'en Angleterre. La charte de Léon, de 1020, antérieure à la grande charte anglaise, octroyait aux municipalités une juridiction administrative et judiciaire; elle reconnaissait le droit héréditaire du serf à la terre qu'il cultive, et sa pleine liberté de changer de seigneur : c'était là un féodalisme mitigé. Les premières chartes de Castille reconnaissent les droits des villes. Aux conciles de Burgos en 1169, de Léon en 1188, figurent des délégués des municipalités; aux Cortès même d'Aragon, où règne la tradition germanique, on accepte des représentants des villes, dès le XII[e] siècle. Le seigneur qui étend son protectorat sur une ville ne la dépouille pas de son antérieure souveraineté; les « Behetrias » sont précisément des villes ou des groupes de villes qui choisissent comme tuteur un baron ou un chef guerrier, sans rien perdre de leur autonomie. Les cités, orgueilleuses de leurs privilèges, s'unissent au pouvoir royal en lutte contre la noblesse : trente-quatre d'entre elles constituent, en 1295, la « Hermandad », de Castille, à laquelle adhèrent ensuite jusqu'à cent villes. Dans l'Espagne ancienne, on découvre toujours quelque chose de contractuel, un concert de volontés libres.

un concordat perpétuel entre gouvernants et gouvernés. De la tribu ibère à la ville romaine, de la cité dotée de franchises aux villages qui se groupent en « hermandades » et de ceux-ci aux juntes populaires qui défendent l'Espagne contre la domination française et organisent une épique résistance, il y a une continuité historique évidente. Le patriotisme local est contraire aux ambitieuses constructions politiques. Divers peuples : sémites, berbères, arabes, copthes, touareg, syriens, celtes, grecs, phéniciens, carthaginois, romains, francs, suèves, vandales, goths, envahirent la Péninsule, s'y superposèrent comme des strates géologiques, se divisèrent dans l'Espagne montagneuse, et convertirent la querelle de provinces, l'émulation de cités, en bataille de régions et en antagonisme de races.

Dans le choc des individualités espagnoles, dans la rude affirmation des prérogatives municipales, dans l'évolution démocratique hostile à la hiérarchie, se révèle un patriotisme africain, sémitique, qui convertit l'histoire en sanglante tragédie. Dans l'aride plaine castillane, aux horizons sans nuances, des hommes fiers défendent des principes absolus, avec une foi agressive, sous le soleil brûlant. La religion est sèche et ardente comme le désert. A propos de l'Espagne, M. de Unamuno écrit[1] qu' « elle est un peuple fanatique plus encore que superstitieux, auquel convient mieux le monothéisme sémitique que le polythéisme aryen ». Au nom d'idées simples, rigides, d'une intolérance religieuse et politique à la fois, on chasse de la Péninsule Juifs et Maures. On obtient ainsi l'intégrité spirituelle de l'Espagne; mais l'industrie déchoit, la misère augmente, la décadence arrive, et dans l'Espagne, saignée par les autodafés et les émigrations, s'élève une croix solitaire, symbole

1. *En torno al Casticismo*. Madrid, 1902, p. 115.

d'un christianisme africain sans l'amour des hommes.

L'Espagne est africaine dès sa préhistoire. L'Ibère ressemble aux hommes de l'Atlas : il est comme eux brun, dolichocéphale. Le douar kabyle et le village espagnol présentent de grandes analogies. De primitives révolutions géologiques séparèrent par un détroit deux terres semblables; des invasions successives infusèrent aux Péninsulaires du sang africain. Phéniciens et Carthaginois fondent des colonies dans l'Espagne maritime; en 711, sept mille Berbères s'établissent dans le sud de la Péninsule; l'invasion des Almohades, en 1145, unit derechef Ibères et Africains. Durant les longs siècles de lutte entre chrétiens et Arabes, les deux races se croisent sous l'élégante tolérance des kalifes. Les rois goths en leurs querelles demandent aide aux chefs arabes; le Cid est un condottière qui combat alternativement dans les armées musulmanes et chrétiennes, et sert les chefs acheteurs de l'héroïsme de sa cohorte. A leur tour, les monarques espagnols interviennent dans les luttes entre les kalifes; et Alphonse VI s'allie au roi maure de Séville pour conquérir Tolède, en 1185. Les Arabes servent de devins et de maîtres dans les capitales espagnoles, tandis que les Espagnols étudient l'arabe, s'initient à la science orientale. La langue conserve des traces du commerce de ces races. Les Arabes, sceptiques, raffinés, seigneurs énervés par la grâce andalouse, gouvernent sans fanatisme; ils laissent aux vaincus leur religion et leurs usages, leurs lois, leurs autorités et leurs juges; ils libèrent les esclaves chrétiens, qui se convertissent à l'Islam. Les Mozarabes, chrétiens qui vivaient dans les Etats musulmans, sans renier leur foi ni renoncer à leurs coutumes, préparaient la fusion des races ennemies. Malgré la guerre séculaire, vainqueurs et vaincus, sous l'indifférence des Arabes étrangers, subissent, comme les premiers rois goths, l'influence nationale.

Il semble que va se reconstituer, par œuvre lente de la vie en commun, le type primitif d'hommes qui peupla l'Ibérie depuis les Pyrénées jusqu'à l'Atlas.

En face du développement des nations indo-européennes, l'originalité espagnole vient d'Afrique, de l'atavisme des ibères, de la longue domination des Maures, de l'Orient sémitique.

L'anarchie de la tribu persiste; le clergé est tout-puissant, comme les marabouts africains. A la noblesse féodale, aux Parlements européens, la Péninsule oppose les Conciles; aux luttes du Sacerdoce et de l'Empire, la fusion orientale de la religion et de la monarchie, l'Inquisition, l'omnipotence du clergé; à la Réforme, aux coalitions de catholiques et protestants, à la ligue de princes chrétiens avec le Sultan, un christianisme fanatique qui réalise l'unité nationale, en expulsant Juifs et Maures, en brûlant sorciers et hérétiques en de crépitants autodafés. Quand l'Espagne entre en décadence, ses anciens caractères : l'individualisme, l'esprit municipal, la ferveur démocratique, disparaissent; les influences africaines et sémitiques dominent. Sous la théocratie, le peuple conquistador dégénère : à Villalar, la monarchie vainc les cités libres et la noblesse arrogante. Le clergé règne sur les écoles et les palais : c'est la caste supérieure, comme en Orient. Les ruffians et les picaros succèdent aux héros et aux aventuriers, le parasitisme oriental envahit la Péninsule, des légions de mendiants orgueilleux peuplent les chemins castillans. C'est la crise finale du donquichottisme héroïque. Les Maures se sont vengés de leur défaite en imposant à la Péninsule appauvrie leur fanatisme africain. De nouvelles Espagnes se lèvent outre-mer contre la métropole décadente. Fatiguée de créer des nations, la race conquérante se repose, et vingt démocraties se préparent à recueillir son héritage moral.

## CHAPITRE II

### LES COLONIES D'OUTRE-MER

Les conquérants. — Les races vaincues. — Influence de la religion dans les nouvelles sociétés. — La vie coloniale.

La race espagnole conquiert les divers royaumes d'Amérique au XVIe siècle et fonde de nouvelles sociétés, en détruisant d'anciens empires, en improvisant des cités dans le désert, en multipliant lois et expéditions guerrières, au siècle suivant. De l'une à l'autre époque, de la rude épopée de la conquête à la plate existence des colonies disciplinées, un étrange contraste s'observe.

Dans la première, l'intérêt est le *deus ex machina* du vaste poème mis en action par les conquistadors : la lutte est barbare et sanglante contre la terre inconnue, les Indiens ennemis, les bois mystérieux, les fleuves immenses et le désert qui engloutit les légions. A ces merveilleuses journées succède, dans les cités silencieuses, une vie monotone, dévote, puérile. Fatiguée d'héroïsme, la race décline, se mêle aux Indiens, importe d'Afrique des esclaves noirs, obéit aux inquisiteurs et aux vice-rois, commente autour des places désertes les événements obscurs de son existence lamentable. Grisâtre et uniforme est cette période appelée la « Colonie », car les inquiètes sociétés d'Amérique reflètent la vie de l'Espagne ; intense de cupidité et de sang, la première, la Conquête, dans laquelle d'impétueux aventuriers promènent, de

Mexico à la Patagonie, leur rêve héroïque et brutal, comme dans le sonnet de Heredia.

L'Espagnol et le Portugais du XVI[e] siècle sont des hommes de la Renaissance, de l'âge troublé devant le spectacle rénové du monde. Voyages, découvertes, mythes de Grèce, vers classiques qui emplissent le passé d'héroïsme et de légende, donnent aux Latins de la Méditerranée l'ambition d'explorer terres et océans. L'individualité se développe énergiquement, jusqu'au crime. Tyrans ou conquistadors aspirent au pouvoir, à l'aventure, vivent au delà du bien et du mal. Mystiques, car la tristesse médiévale pèse encore sur l'Europe, ils unissent la cupidité à la foi, renoncent à la contemplation pour reculer les limites du monde. Héritiers de l'ambition phénicienne, les Portugais ont parcouru l'Afrique avant de découvrir l'Amérique; force capitaines espagnols, avant d'envahir les domaines d'outre-mer, ont guerroyé en Flandre, saccagé Rome, et refait le voyage de Don Quichotte à travers la Manche.

Dans l'âme du conquistador, s'amalgament l'audace et la convoitise, les superstitions et les cruautés, l'orgueil de l'hidalgo et la rigueur des ascètes, un rigide individualisme, l'ambition de gloire et la confiance inébranlable en la grandeur du propre destin. Ils sont professeurs d'énergie, comme le condottière italien, comme les capitaines de l'épopée napoléonienne. Un groupe d'aventuriers asservit l'empire mexicain, détruit le pouvoir des Incas, soumet l'indomptable Araucan. Cortez brûle ses vaisseaux quand ses compagnons parlent de renoncer à la dure entreprise de la conquête. Pizarre, avec douze de ses lieutenants, résolut, dans une île déserte, d'envahir le Pérou.

Cortez conquiert le Mexique; les Pizarre et Almagro, le Pérou; Valdivia et Almagro, l'Araucanie; Jimenez de Quesada et Benalcazar, les territoires de Colombie;

Pedro de Alvarado, le Guatémala ; Martinez de Irala, le Paraguay ; Juan de Garay, la province de La Plata ; Martin Affonso, les Souzas et d'autres capitaines, le Brésil. D'aucuns importent d'Italie l'esprit de la Renaissance : tel Pedro de Mendoza, enrichi dans le sac de Rome, qui organisa en 1544 une expédition au Rio de la Plata. Le XVI[e] siècle, le siècle des découvertes, est aussi celui de la conquête. De toutes les provinces d'Espagne et de Portugal arrivent en Amérique des aventuriers. Les Basques énergiques dominent ; mais il y a aussi force Extrémaduriens impétueux, austères Castillans, Portugais réfléchis et Andadous spirituels. Ils viennent triompher, et ont besoin pour avancer vers la conquête de détruire des cités et de tuer des Indiens. Leur invraisemblable prouesse les expose à mourir sur la terre même où ils sont des explorateurs intrus.

L'Amérique, qu'Espagnols et Portugais dominèrent, était peuplée par diverses races, occupée par des civilisations différentes. Les envahisseurs unifièrent toutes ces régions, en leur imposant, lois, religion et coutumes uniformes. Au Brésil existaient d'éparses tribus : *Tupis*, *Tupinambas*, *Caribes;* les *Güaranies*, au Paraguay ; et dans l'Uruguay, les *Charruas*. Simple est l'organisation sociale de ces peuples chasseurs et pêcheurs qui obéissent à leurs chefs en temps de guerre, comme en temps de paix. Ces vastes territoires présentent des différentes langues, d'infinies variétés de tribus, de clans et d'états sociaux, depuis l'anthropophagisme et la sauvagerie, jusqu'aux primitives formes de culture, du nomadisme à la vie sédentaire. Les Araucaniens du Chili, peuple guerrier, tiennent des assemblées pour décider la guerre, se confédèrent, obéissent à un « cacique » qui est le plus vigoureux et le plus courageux des hommes de la tribu. Ils s'isolent pour cultiver leur indépendance.

Trois monarchies barbares : les « Chibchas » ou

« Muiscas », en Colombie ; les « Incas », au Pérou, et les « Aztèques » au Mexique, dans lesquelles existent des lois, des cités majestueuses, des classes sociales, des collèges de prêtres, des dynasties régnantes, des armées organisées, des mythes scolaires, et même des hiéroglyphes et des astrologues, comme en Assyrie, diffèrent profondément des tribus d'Amérique par leur organisation politique compliquée. Sans être les « Incas », les princes libéraux dont rêva Marmontel, ni l'histoire de leur domination une idylle, leur tyrannie minutieuse et bienfaisante organisa dans le vieux « Tahuantisuyu », après de longues conquêtes, un grand empire obéissant et silencieux, réalisation anticipée des idéaux du socialisme d'Etat. La propriété y était collective, et la vie soumise à de sévères règlements. Les Incas rendirent le travail obligatoire, présidèrent aux occupations agricoles, et respectèrent, en étendant leurs domaines, les rites et les coutumes des races vaincues.

Si la monarchie incasique rappelle les vastes empires de l'Asie, la Chine et l'Assyrie, le Mexique, par contre, semble un royaume féodal où persistent, à côté du roi absolu, des « caciques » qui gouvernent de vastes provinces. « Il n'y est point de seigneur général de tous », observe le conquistador Cortez. Il existait une autorité centrale, comme au Pérou ; mais le despotisme mexicain fut plus rude et plus barbare que celui des Incas : sur les autels fumants courait le sang des victimes humaines. L'organisation sociale n'arriva pas au point de perfection qu'elle atteignit dans la monarchie incasique.

Les conquistadors espagnols et portugais, par leurs idées médiévales, un fanatisme africain, d'audacieuses caravelles, la violence de leurs armes, épouvantèrent ces peuples qui vivaient encore à l'âge de bronze ou de la pierre polie. Les historiens nous rapportent la surprise de ces faméliques aventuriers devant les

richesses du Mexique et du Pérou. Atahualpa offre à Pizarre de remplir d'or la chambre où ce dernier le retenait prisonnier. La cour de Montezuma étale un faste asiatique : entouré de femmes, de bouffons, d'idoles, d'oiseaux étranges, sous un pallium resplendissant, chargé d'or et de bijoux, s'avance le roi aztèque, comme dans un conte oriental. Des princes orgueilleux l'escortent. Dans la ville impériale abondent les temples, les chaussées et les étangs : elle est mélancolique et somptueuse, la capitale mexicaine. Les chroniqueurs de l'époque nous disent comment s'exaspère la cupidité des conquistadors qui abandonnent une Espagne ruinée et trouvent en Amérique d'immenses trésors : ils écrivent pour des hidalgos appauvris, et craignent de n'être pas crus quand ils parlent de cette fabuleuse abondance d'or. Depuis les temps d'Ophir et de la reine de Saba, dit un de ces historiens « on n'avait signalé dans aucun écrit ancien que l'or, l'argent et les richesses » aient été découverts en quantités aussi grandes que celles que la Castille va en recevoir de ses nouvelles colonies.

Les soldats de la conquête violent ces trésors, saccagent temples et palais, se disputent la fortune en des luttes tragiques. Autour des mines se fondent des cités et des partis ; c'est ainsi qu'au Potosi, *Vicuñas* et Vascongades, excités à la vue du métal qui satisfait leur cupidité, prolongent la dureté des premières batailles. Où existent des minéraux, la vie coloniale est instable, âpre, cruelle; dans les pays pauvres, au Chili, en Argentine, se forment lentement des sociétés qui cultivent la terre, des oligarchies tenaces liées à la nouvelle patrie par de solides intérêts.

Différents entre eux sont et les races vaincues et les conquistadors. De là, au milieu de l'unité politique et morale, des caractères divergents et des antagonismes prématurés. Espagnols et Portugais s'unissent à des femmes indiennes : les chefs se marient aux prin-

cesses du Mexique et du Pérou; les soldats fondent des foyers provisoires aux colonies. Les Andalous arrivent au Tropique; les Basques recherchent les régions tempérées et dans les villes abondent les Castillans. Une curieuse affinité de race, comme entre les Basques et les Araucaniens; des analogies dans le climat, dans le paysage, et à défaut de cela la marche errante des conquérants, expliquent cette originale diversité des provinces américaines. Pourraient-ils être identiques, les métis de doux Indiens « quéchuas » et d'ardents Andalous, et les rejetons de virils Araucaniens et de Basques sensés? Là où la population indigène est plus abondante, par suite de l'organisation politique plus compliquée, comme au Mexique et au Pérou, son influence sur le métissage est plus puissante que dans les colonies où l'Indien disparaît — *Charruas* de l'Uruguay, tribus nomades du Brésil — sous la poussée de la civilisation envahissante. Le climat, âpre sur les plateaux, propice au développement de l'énergie; suave et énervant sur la côte, concourt à la variété du type humain. Dans les premières familles que créa, à travers le nouveau continent, la sensualité des conquistadors, on trouve déjà les éléments du futur développement américain.

C'est une époque de création : races et villes, nouveaux rites et coutumes surgissent du croisement d'Ibères et d'Indiens. La diversité des éléments dont la fusion prépare l'avènement d'une nouvelle caste, donne aux hommes une intéressante variété. Le nègre, qu'importèrent les Espagnols pour la culture des terres tropicales, ajoute encore à la complication des premières unions de castes. De bizarres générations, avec toutes les nuances du teint et toutes les formes du crâne, naissent en Amérique de ces unions stimulées par les rois d'Espagne. Dans les provinces saxonnes de l'Amérique du Nord, seul le climat transforme les envahisseurs; dans les colonies ibériques, la race

vaincue, le territoire, l'ambiant, modifièrent les conquistadors. Création, synthèse d'éléments humains, action et réaction entre la terre et l'homme qui la domine, laboratoire continuellement agité par d'insolites fusions de races, tout cela donne à l'évolution du Sud-Amérique l'intensité et l'apparence d'un perdurable conflit. Depuis le nègre « bozal », récemment importé d'Afrique, jusqu'au « quinteron », rejeton d'esclaves épuré par de successives unions avec le blanc ; depuis l'Indien qui déplore dans la solitude des montagnes sa monotone servitude, jusqu'au métis inscrit aux Universités, on trouve, aussi bien au XVII[e] siècle qu'au XIX[e], aussi bien dans la colonie que dans la République, toutes les variétés de cette mêlée d'Ibères, d'Indiens et d'Africains. Au point de vue social, le rang des individus correspond généralement à la couleur de leur épiderme. « En Amérique — écrivait Humboldt au commencement du XIX[e] siècle — la peau plus ou moins blanche décide de la place qu'occupe l'homme dans la société. »

L'Espagnol dégénère dans les colonies. Le passage d'une époque de violence à une autre de quiétude conventuelle traduit cette lente décadence de l'envahisseur, sous la pression du climat et du contact avec les races vaincues. Le créole, Espagnol né en Amérique, a perdu les caractères anguleux de l'hidalgo : le fier individualisme, le goût de l'aventure sanglante, le stoïcisme, la ténacité dans la résistance et dans la lutte, la rigidité de sa foi.

En flexibilité, en brillant, en grâce, il a vaincu le rude Ibère ; mais son effort n'est point continu, ni ferme sa volonté, et ses haines sont éphémères, comme ses amours. La nouvelle race n'engendre pas plus de mystiques que d'hommes d'action ; mais des poètes, des orateurs, d'admirables intrigants, des docteurs superficiels, des commentateurs brillants d'idées exotiques, succèdent dès le XVII[e] siècle à la

première génération de colons audacieux, de moines héroïques et de capitaines aguerris.

Pour étendre les domaines du monarque, pour « faire vivre les Indiens dans la connaissance de notre foi catholique », ils conquirent l'Amérique, les Espagnols ; et ils portèrent au Nouveau Monde une religion, un régime politique, des universités, un système économique, tous les éléments — enfin — d'une civilisation traditionnelle. Absolutisme dans le Gouvernement, monopole dans l'ordre financier, intolérance sur les questions de dogme et de morale, tutelle, isolement rigoureux : voilà les bases de l'action espagnole. Les méthodes pratiquées par les Hollandais et les Saxons dans leurs colonies n'en diffèrent pas essentiellement. Tocqueville et Boutmy ont étudié les effets, aux Etats-Unis, de l'intolérance calviniste et du monopole commercial. Ils ont rappelé l'esclavage des nègres dans les colonies agricoles de Virginie et la cupidité des émigrants qui poursuivent les Indiens avec une puritaine ardeur.

Le vice-roi, représentant du monarque, exerce dans les colonies la plénitude du Gouvernement. Il préside la « Real Audiencia », tribunal du roi, il est superintendant des Finances, protecteur de l'Eglise et chef de l'Armée. Tout pouvoir : ecclésiastique, militaire et civil, lui est subordonné. Une cour somptueuse l'entoure ; la flatterie courtisane l'enivre ; la subornation le domine. Parfois, les vice-rois personnifient les aspirations véritables de leurs colons : ce sont de graves législateurs, comme Francisco de Toledo, au Pérou ; ou ils défendent les colonies menacées par les expéditions de flibustiers avec une telle énergie que de ces intenses campagnes surgit le sentiment de la nationalité. D'autres fois, ils s'enrichissent de la vente des emplois, épuisent le trésor d'outre-mer, ou traversent, orgueilleux seigneurs entourés de faste et d'or, les cités recueillies.

Au despotisme politique correspond, dans l'ordre économique, le monopole commercial que l'Espagne établit dans ses domaines. Humboldt a défini dans son « *Essai sur le Gouvernement de la Nouvelle-Espagne* » l'idéal des anciens peuples conquérants : « Une colonie, pendant des siècles, n'a été regardée comme utile à la métropole qu'autant qu'elle fournissait un grand nombre de matières premières et qu'elle consommait beaucoup de denrées et de marchandises qui lui étaient portées par les vaisseaux de la mère-patrie »[1]. L'Angleterre, la Hollande, l'Espagne, le Portugal, obéissent au même exclusivisme : aussi inflexibles sont sur ce point les ordonnances de Cromwell que les cédules de Philippe II. La liberté commerciale, la concurrence industrielle étaient condamnables au même titre que la rébellion et l'hérésie.

Politique, économie se subordonnent à la religion : en elle se concentrent l'absolutisme de la première, le monopole de la seconde. La conquête de l'Amérique est un apostolat. Les capitaines espagnols luttent pour convertir les infidèles d'outre-mer. L'impérialisme de Charles-Quint et de Philippe II a un caractère religieux. Pour préserver de l'hérésie les colonies, il ferme les ports, condamne le commerce avec les étrangers, impose à un monde la réclusion conventuelle. L'Eglise est le centre de la vie coloniale. Elle gouverne dans l'ordre spirituel, impose des châtiments, flagellations ou exils, excommunie; livre incrédules et sorciers à l'Inquisition purificatrice. En morale, elle conserve les bonnes mœurs; en politique, elle défend les Indiens, et se dresse contre les gouverneurs. Vice-roi et « cacique » la craignent également. Formidable pouvoir moral, elle contribue à discipliner les créoles remueurs, à unir classes et races, à constituer des nations. Les villes s'enorgueil-

1. Tome IV, page 285; Paris, 1811.

lissent de leurs temples et de leurs couvents. Et à ces couvents, par une pieuse pensée, les hidalgos lèguent souvent tous leurs biens.

Ainsi, se trouve monopolisée la propriété par les moines. D'où pléthore de religieux; et accumulation de grandes richesses, à Mexico et à Lima. Au Pérou, la rente annuelle de l'archevêque monta jusqu'à 40.000 pesos — 200.000 francs — et celle de quelques évêques à 100.000. — Entre évêques et vice-rois, c'était du faste à l'envi. Un catholicisme pompeux, sensuel, satisfait la fantaisie des créoles, la crainte superstitieuse des Indiens, le matérialisme réjoui des nègres. — L'Aztèque, le « *Quechua* » acceptent du moine un dogme étrange, byzantin, mélanges d'idées d'Aristote et de mystères d'Orient. L'indigène confond tôt deux mythologies. A Mexico, rapporte Humboldt, « le Saint-Esprit, c'est l'aigle sacré des Aztèques ». De nouveaux rites somptueux s'ajoutent à la religion traditionnelle. Processions et fêtes, une kermesse divine unit toutes les races. De la religion, on aime le culte, les manifestations extérieures, les vierges chargées de lourds ex-votos, les christs dolents, les saints parés, la pluie d'or et de soie.

Confesseur, le prêtre influe sur la famille, dirige l'éducation des enfants; orateur sacré, il condamne l'immoralité, et juge les gouvernants. Comme à Byzance, ou en la Florence de Savonarole, le moine de la colonie, parlant au nom du peuple exploité, est un austère professeur de vertu. Le créole admire sa science ecclésiastique, aime son attitude invincible en face du pouvoir; l'Indien trouve en lui un protecteur.

Par la fortune et la composition sociale, diffèrent les colonies d'Amérique. Le nègre abondant au Pérou, à Cuba, disparaît tôt dans le Chili et l'Argentine. La pauvreté de l'Araucanien contraste avec l'opulence de Caracas, de Lima et de Mexico. Quelques sei-

gneurs terriens jouissent, dans la capitale aztèque d'un million de francs de rentes. Frézier évalue les bijoux d'une riche Liménienne à 240.000 livres d'argent. La Sierra mélancolique, peuplée d'Indiens, s'oppose à la côte brillante, où de fastueuses métropoles attirent les voyageurs. Nous trouvons dans les villes de l'intérieur, Cordoba ou Charcas, des traditions plus fermes, de la ténacité, de la tristesse; dans les capitales du littoral, au contraire, tout est luxe, instabilité et licence.

L'Espagne tend à détruire cette variété par des lois uniformes[1]. L'originalité lui est aussi odieuse que l'hérésie : identiques seront costumes et croyances, hiérarchies et privilèges. Grave et monotone se déroule ainsi la vie coloniale. Les cités sommeillent bercées par le murmure des prières et des fontaines. L'oisiveté est la condition naturelle des créoles; de longs repas et des siestes quotidiennes limitent la mince activité. Un long silence plane sur les places désertes : des affiches ordonnent des réjouissances; la gaîté aussi est une imposition. Il semble que va s'arrêter le cours du temps dans les métropoles aux rues parallèles, et que l'idéal de tous y soit l'absolue quiétude.

L'hidalgo de noble origine, possesseur de vastes domaines, gouverne ses fils et ses esclaves avec la sévérité d'un patricien romain. Il ne pourra être ni industriel, ni commerçant, « vils métiers ». Le barreau, la subtilité des docteurs, l'érudition, la poésie courtisane l'attirent. Que ce soit à l'Université ou au « cabildo » (municipalité), son existence sera pareille. Il chantera la gloire des vice-rois en rimes gongoriques ou commentera Duns Scoto, ou encore, cons-

1 La colonisation portugaise au Brésil est moins rigide, l'isolement commercial moins rigoureux et la religion n'est pas aussi fanatique ni aussi puissante que dans les colonies espagnoles.

truira minutieusement des acrostiches et des syllogismes. Au café, dans les réunions mondaines, dans les salons littéraires, il chuchotera contre les gouvernants et les évêques ; discutera les titres de noblesse d'un marquis de fraîche date ou la pureté de sang d'un mulâtre enrichi. Un chapitre conventuel, la querelle d'un évêque et d'un vice-roi, une corrida de toros, le passionneront. Le matin à la messe, et le soir en luxueuse calèche, à travers de somptueuses promenades, le hautain caballero s'ennuie majestueusement. Le soir, dans son grave foyer, il trouve sa femme priant le rosaire, entourée d'esclaves soumises.

Sensualité et mysticisme agitent les colons. Les couvents eux-mêmes, malgré leurs murs élevés, ne sont pas à l'abri de cette volupté aiguë. Des moines licencieux, des nonnes qui ont des amants, des abbés égrillards, comme dans les contes italiens, figurent dans les chroniques de l'époque. Le cloître avec ses riches arabesques, le patio (la cour) parfumé d'orangers fleuris, le jet d'eau murmurant, évoquent la passion andalouse. La société dévote livre aux couvents insatiables des vierges et des richesses comme tribut ; l'amour, fuyant les cités mortes, se réfugia dans les cellules agitées par des ambitions et de troubles désirs.

La femme, gardée à la manière orientale, dans la maison sévère comme une forteresse, attire dans les salons par sa grâce versaillaise ; elle brille par son aménité et sa subtilité, dans un milieu de lourds docteurs. Sa fidélité pour l'hidalgo est une question d'honneur. Le mari se venge des offenses par de terribles châtiments, comme dans les drames caldéroniens, tandis que l'héroïque amant porte son désir exaspéré au balcon mauresque où l'attend la dame en angoisse. Hors du foyer, pullulent les unions bâtardes, les concubinages et les clandestines amours.

La passion sera tragique, et la dévotion voluptueuse : au lieu de mystiques, il y aura des illuminés. Le diable est le personnage essentiel de cette minutieuse religion : par lui, la plate existence coloniale s'entoure de mystère ; ses apparitions et ses manœuvres émeuvent les créoles. Lutins, sorciers, sortilèges, vol d'hosties consacrées, exorcismes occupent l'Inquisition ; des histoires d'incubes et de succubes, de pactes avec Satan, de revenants qui expient leurs péchés anciens dans de vieilles maisons abandonnées ; d'absurdes miracles de saints, des processions mêlées de danses d'esclaves, des temples bigarrés, des rites parasitaires qui étouffent la croyance traditionnelle, dépouillent le catholicisme espagnol de sa sémitique rigidité.

Le merveilleux entoure la vie des pieux colons. Ils aiment la nature avec une foi ingénue, et attribuent à des saints et à des démons une continuelle intervention dans leur placide existence. Un bruit inattendu révélera la présence d'une âme en peine ; un tremblement de terre, la colère divine : la maladie, de diaboliques influences ; la santé, l'efficace vertu d'une amulette. Dans les pharmacies, se vendent des produits chimériques : graisse de condor, onces d'unicorne, ongles de la « grande bête ».

Les heures monotones se passent à des dévotions et à des futilités, à des prières et de conventuelles disputes, à de longues cérémonies et à de vaniteuses réunions. Quelquefois interrompent le cours égal de la vie une troublante prouesse, une fête où se prodiguent l'or et le servilisme : les sceaux royaux sont arrivés, une princesse est née en Espagne, on a découvert un trésor, un port a été saccagé par des pirates audacieux, des sorciers ou des Juifs portugais brûlent en un imposant autodafé. Les villes provinciales que parcourent lentement de somptueuses processions, s'agitent alors ; mais cette vision éblouissante n'est qu'éphé-

mère, et tôt reviennent la grise uniformité, les querelles mesquines, l'indolence, les rites excessifs.

Les sceaux royaux arrivent sous pallium, et un cheval luxueusement harnaché s'avance, porteur du trésor. Les spectateurs s'agenouillent devant le symbole de la majesté monarchique ; et l'encens exprime, comme aux pieds d'une icone byzantine, l'adoration des croyants. Le vice-roi entre aussi sous pallium, en procession solennelle dans les villes soumises, tandis que les cloches de cent églises célèbrent son avènement, et qu'un solennel défilé de « cabildantes » en golille, de graves auditeurs, de religieux de tous ordres et de docteurs chamarrés, loue avec une dévotion courtisane la gloire du messager royal. Dans les fêtes du culte, des autels majestueux que les dévots, en signe de pénitence, chargent sur leurs épaules, portent des madones vêtues de velours et éblouissantes de joyaux, des saints qui se font des révérences comme de cérémonieux hidalgos, des Christs qui pleurent devant la foule émerveillée. Tout autour de ces luxueux autels dansent les esclaves, et les moines chantent une triste mélopée. Dominés par une folie sacrée, hommes et femmes flagellent leurs corps jusqu'au sang.

Le cri de douleur se confond avec la monotone prière, dans le tremblement religieux des fidèles.

Les autodafés étaient la suprême fête du sang. Les chroniques de l'époque vantent le « merveilleux » spectacle. La funèbre procession avançait vers le bûcher, au milieu des groupes burlesques et fanatiques. Des moines gémissants encadraient les sorciers, les blasphémateurs, les hérétiques : les uns portaient un voile jaune, d'autres un voile vert, lugubres habits sur lesquels de minutieuses peintures révélaient les tourments infernaux; d'autres encore des bonnets d'infamie qui excitaient la cruauté des gens. Quand les condamnés marchaient au bûcher, une foule affamée de martyre, ivre de soleil, accla-

mait l'holocauste sous l'impassible tribune des Inquisiteurs. La farce, l'invention grotesque se mêlait à la tragédie, le faste oriental, à la terreur mystique ; et la même grande dame, qui dansait la pavane dans un salon, aspirait dévotement l'âcre parfum de la chair carbonisée.

## CHAPITRE III

### LES LUTTES POUR L'INDÉPENDANCE

I. — Aspect économique et politique de ces luttes. — Monarchie et République. — Les chefs : Miranda, Belgrano, Francia, Iturbide, le roi Pierre Ier, Artigas, San Martin, Bolivar. — Bolivar, le Libérateur : ses idées, son action.

II. — L'idéologie révolutionnaire. — Influence de Rousseau. — Les Droits de l'Homme. — L'exemple des Etats-Unis. — Les idées anglaises dans les projets de Constitution de Miranda et de Bolivar. — L'action européenne : Canning. — Nationalisme contre américanisme.

I. — Opprimées par la théocratie et les monopoles, par les castes privilégiées et les fonctionnaires péninsulaires, les colonies espagnoles et portugaises aspirent à l'indépendance. Les provinces saxonnes du Nord se séparent de l'Angleterre pour des raisons pratiques; dans les luttes du Sud, on observe le double caractère économique et politique. Dans quelques vice-royaumes, comme celui de La Plata, la lutte se doit principalement à l'opposition d'intérêts : dans d'autres provinces, comme le Vénézuéla, les idées de réforme politique dominent.

On a voulu expliquer l'unanimité du mouvement libérateur par un « matérialisme historique », analogue à celui de Karl Marx et de Labriola; mais la réalité, plus riche et plus complexe, ne se soumet pas à cette logique simplicité. La révolution n'est pas seulement une protestation économique; elle nourrit de con-

crètes ambitions sociales. Mouvement égalitaire, elle poursuit la destruction des privilèges, de l'arbitraire hiérarchie espagnole, et, finalement, quand s'est exacerbé son instinct niveleur, la destruction de l'autorité au profit de l'anarchie. Les créoles privés de toute fonction politique se révoltent; ils condamnent, dans l'ordre économique, les impôts excessifs, les monopoles; dans l'ordre politique, la servitude, l'Inquisition, la tutelle morale. Charles III a reconnu en 1783, malgré les conseils de son ministre Aranda, l'indépendance des Etats-Unis, qui servira de précédent à ses propres colonies; il a expulsé d'Amérique les Jésuites, défenseurs de l'Indien contre l'oppression des gouverneurs péninsulaires. La corruption des tribunaux, la vente des charges, la tyrannie des vice-rois s'ajoutent à toutes les causes de mécontentement, d'inquiétude et de misère.

Les créoles fondent la nationalité contre les Espagnols; les métis créeront ensuite la démocratie contre les oligarques. Ce sont deux phases d'une grande révolution. En 1830 se termine la première bataille, et la lutte commence entre la classe privilégiée et la démocratie. Elle atteint son point culminant vers 1860, avec l'affranchissement des esclaves; puis continue durant tout le siècle, et engendre une interminable discorde civile.

Les provinces espagnoles, soumises à l'absolutisme politique, se transforment en Républiques : ce n'est pas sans une crise morale que se produit un tel changement de régime. Tout en dirigeant des batailles, les créoles exaltés cherchent avec inquiétude une forme nouvelle pour leur libéralisme. Devant le désordre envahissant, ils pensent à la monarchie, à la république oligarchique, à la présidence inamovible, formes diverses de la stabilité nécessaire. — On distingue trois étapes dans le mouvement libérateur : coloniale, monarchique et républicaine.

Dans la première, les colons manifestent leur loyauté envers le monarque péninsulaire.

Les premières juntes coloniales, en 1809 et 1810, désirent que se continue la seigneurie espagnole. Elles invoquent le lien féodal qui les unit au monarque, Ferdinand VII prisonnier; le pouvoir français triomphant dans la Péninsule, elles jurent obéissance au Roi absent. L'invasion étrangère ayant détruit le vasselage, les colonies, suivant une loi de « Las Partidas », acquièrent le droit de « self-government »: on les réserve pour le Roi. Les juntes déguisent leur radicale ambition sous des formes légales. Leur effort traditionaliste est peut-être sincère en certaines occasions, mais le courant révolutionnaire, qui se forme dans les entrailles de l'histoire, détruit ces visées provisoires. C'est ainsi que le « cabildo » de Buenos-Ayres déclare qu' « on ne reconnaîtra pas d'autres obligations que celles dues à Sa personne » (celle du Roi): Espagnols et Américains prêtent un serment solennel de fidélité à Ferdinand VII. Le capitaine-général de Vénézuéla, destitué de ses fonctions en 1810, est remplacé au Gouvernement par une « Junte suprême, conservatrice des droits du souverain »: le serment de fidélité au monarque est observé. En 1809, la Junte « tuitiva » de La Paz qui émancipe les créoles, et la révolte de Quito reconnaissent la même tutelle royale. Le règlement chilien de 1811 établit que le pouvoir exécutif gouverne au nom du Roi. En 1821, Iturbide proclame sa soumission au Roi, en fondant l'empire du Mexique.

Ephémère est cette loyauté envers un Roi qui abdique, qui subit l'exil, et qui, après les Cortès libérales de Cadix, rétablit un gouvernement despotique. Ce n'est point pour rendre son trône à un prince incapable que se soulèvent d'immenses colonies. Tandis que des généraux improvisés gagnent des batailles, l'autonomie politique se réalise. Les créoles, qui ont

dirigé le mouvement révolutionnaire, cachent à la foule passive, routinière, royaliste parfois, l'audace de leurs ambitions.

L'élite américaine est monarchiste. En libérant un continent, des généraux et des hommes d'Etat prétendent assurer aux nouvelles nations la stabilité des monarchies. Iturbide est empereur à Mexico. Les lieutenants de Bolivar offrent à celui-ci une couronne : Paez lui suggère tenacement l'ambition impériale. Belgrano disait en 1816, au congrès de Tucuman, que la forme de gouvernement, la meilleure pour les provinces argentines, était une « monarchie tempérée » ; et force députés demandèrent en cette Assemblée, la restauration du trône des Incas, et de son siège traditionnel, le Cuzco : c'était la création d'une dynastie américaine.

Bolivar voulait pour la Colombie et l'Amérique espagnole des monarchies constitutionnelles avec des princes étrangers. Les ministres auraient à étudier un plan « de vigilance ou sauvegarde, de médiation ou influence, de protection ou tutelle » de la part des grands Etats européens au sujet de la nation colombienne. Partisans d'une monarchie furent aussi Florès, Sucre, Monteagudo, Garcia del Rio, Riva-Agüero, le directeur argentin Posadas qui désirait établir l'ordre dans les provinces de La Plata « sur des bases solides et permanentes », le dean Funes, les colombiens Nariño, Mosquera, Briceño Mendez... Ses fondateurs de l'Indépendance comprirent que seul un régime fort, pouvait arracher les nouvelles nations à la démagogie, à l'anarchie, aux guerres entre généraux, aux ambitions prématurées des provinces. Ils voulaient l'autonomie sans la licence, la monarchie sans le despotisme, la solidité politique sans la tutelle espagnole.

Malgré cette conviction des révolutionnaires, la République naît. Alberdi écrit qu'elle avait une ori-

gine involontaire et que l'expliquent l'indifférence européenne et l'égoïsme yankee : plus qu'involontaire, elle fut spontanée. Les démagogues et les foules l'acceptèrent comme négation de la monarchie. Celle-ci symbolisait le despotisme gothique, l'ancienne domination humiliante, la persistance de castes et de *fueros*. Dans la pensée populaire, naturellement simplificatrice, monarchie était esclavage ; anarchie, et république, liberté : point de distinction entre le roi espagnol et d'autres princes, entre l'absolutisme de Ferdinand VII et la monarchie constitutionnelle anglaise. Une haine uniforme condamnait tous les rois. La république ne fut donc pas une organisation, un système politique ; mais une négation. A elle s'unirent indissolublement les idées cardinales de patrie, d'égalité et de liberté.

La monarchie offrait à l'Amérique stabilité et indépendance ; elle eût empêché les guerres civiles et évité un demi-siècle d'anarchie. C'était l'unique tradition américaine. Les batailles de la révolution donnèrent l'hégémonie à des généraux ambitieux : contre eux, un gouvernement central, au-dessus des querelles de partis, eût défendu les institutions libérales. Un prince constitutionnel apportait à ces nations divisées l'unité, la continuité sous la pression desquelles s'organisent finalement ambitions, partis et classes. L'élévation sociale des métis et des mulâtres eût été moins violente sous un tel régime.

Finalement, l'Amérique monarchique entrait dans le groupe des nations occidentales, et la doctrine de Monroë ne l'aurait jamais isolé politiquement de l'Europe qui lui envoie hommes, capitaux et idées.

Mais, était-il possible de fonder en Amérique des dynasties respectables et durables ? La chute de deux empires, au Mexique et au Brésil, nous dit que la république est obscurément unie aux destins du continent. Les nouveaux Etats n'avaient point de noblesse

pour entourer un prince, ni ne pouvaient soutenir le faste d'une cour.

L'instinct égalitaire condamnait en Amérique toute hiérarchie, et les rois nationaux créateurs de la Patrie, comme dans l'Europe moderne, manquaient. Les vice-rois et les barons semi-féodaux exerçaient un éphémère empire, et n'étaient pas Américains : les colonies s'étaient habituées au changement fréquent d'autorités. A ces raisons en faveur de la république, s'ajoute le péril constitué par les monarques étrangers qui eussent livré le continent au jeu des complications diplomatiques d'Europe. Et peut-être même la Sainte-Alliance eût-elle rendu ses colonies à l'Espagne, comme on ramène un enfant prodigue à ses parents.

Bolivar signala les défauts d'une monarchie étrangère. Il préféra au roi importé la présidence inamovible, le Sénat anglais ; et s'il pensa, devant l'anarchie envahissante, à des princes européens, il comprit bientôt qu'ils ne constituaient point pour les problèmes du Nouveau Monde une solution radicale. « Il n'est de pouvoir plus difficile à maintenir que celui d'un prince nouveau », disait-il aux Boliviens. Il croyait qu'en Amérique « il n'y a ni grands nobles, ni grands prélats, et sans ces deux appuis nul monarque n'est permanent ». Les rois symbolisaient pour le Libérateur la tyrannie ; il liait l'indépendance à la République, et pensait que la nature elle-même s'opposait sur le continent au régime monarchique. En 1829, dans une lettre à Vergara, ministre des Affaires étrangères de Colombie, il formule avec grande précision ses arguments contre la monarchie : « Aucun prince étranger — écrit-il — n'accepterait pour patrimoine une principauté anarchiste et sans garanties ; les dettes nationales et la pauvreté du pays ne laissent pas les moyens d'entretenir un prince et une Cour, voire misérablement ; les classes inférieures s'alarmeraient,

craignant les effets de l'aristocratie et de l'inégalité ; les généraux et les ambitieux de tout acabit ne pourraient supporter l'idée de se voir privés du commandement suprême ; la nouvelle noblesse, indispensable dans une monarchie, sortirait de la masse du peuple, avec toutes les jalousies d'une part, et l'orgueil de l'autre. Nul ne subirait sans impatience cette misérable aristocratie couverte d'ignorance et de pauvreté, et animée de ridicules prétentions ». Créateur de cinq nations, Bolivar connaît profondément la nouvelle masse sociale, désorganisée et trouble. Il comprend que l'ambition de ses lieutenants et la tendance égalitaire des foules s'opposent à une monarchie américaine ou à une principauté étrangère : Iturbide et Maximilien, empereurs détrônés et fusillés, justifient cette critique.

L'Angleterre, qui eût pu fonder des monarchies constitutionnelles en Amérique, en face de la Sainte Alliance, poursuivait une influence plutôt commerciale que politique. Lord Aberdeen annonce, en 1829, que son gouvernement ne permettra pas l'établissement d'un prince anglais ou français, ni d'aucune autre dynastie européenne en Colombie. Il accepte seulement un prince espagnol, ou la monarchie de Bolivar lui-même[1]. Le comte de Aranda proposa au roi d'Espagne la division de l'Amérique en nations gouvernées par des Infants, et son plan ne fut point suivi. Une fois l'Indépendance réalisée, et le despotisme de Ferdinand VII rétabli, aucun prince espagnol ne pouvait plus être populaire en Argentine ou en Colombie. Devant l'indifférence européenne, les tentatives monarchistes se terminent en Amérique, et le continent acquiert son originalité définitive. En face des monarchies de droit divin se lève un monde libéral : nations incohérentes, prématurées, qui adoptent des consti-

1. Gil Fortoul. *Historia Constitucional de Venezuela*, Berlin, 1907. T. 1°, p. 465.

tutions égalitaires, et qui, dans un avenir lointain, entasseront sur leur territoire désolé d'immenses forces matérielles et morales.

Du Mexique au Chili, la même ferveur révolutionnaire engendre des mouvements partiels de 1808 à 1811. Des conspirateurs pareils aux « carbonari » d'Italie, des loges dans lesquelles au milieu de rites ingénus on parle de liberté, des universitaires qui ont lu les Encyclopédistes français, préparent la grande croisade. L'an 1809 est le premier de la Révolution. Le 1[er] janvier, une agitation populaire se produit à Buenos-Ayres; le 16 juillet, une révolte à La Paz; le 2 août, un meeting a lieu à Quito. En 1806, une expédition anglaise attaque Buenos-Ayres. A l'aventure, de retour d'Afrique, un capitaine ambitieux de nouveaux domaines et de nouvelles richesses, sir Home Popham, envahit la capitale du vice-royaume de La Plata. Cette ville est défendue non par la légitime autorité espagnole, mais par un noble « caudillo » qui sera bientôt un vice-roi populaire, Santiago de Liniers, héros de la « Reconquête ». Dans cette lutte contre l'envahisseur impérialiste, le peuple argentin trouve la première révélation de la patrie. Il se libère des Anglais, d'abord; ensuite, des Espagnols. Le 25 mai 1810, le « cabildo abierto » (la municipalité et le peuple), réuni le 22, proclame l'Indépendance, exige la démission du vice-roi, et élit une junte gouvernementale et révolutionnaire, indécise et patriote. Déjà en 1808, à Montevideo, une junte formée au cours d'un intense mouvement populaire, s'était soulevée contre le vice-roi de Buenos-Ayres.

L'Espagne, implacable, condamne les précurseurs de l'Indépendance. Elle exile ou étrangle les rebelles. Zela, au Pérou, le D[r] Espejo, dans l'Equateur, Gual y España, au Vénézuéla; deux curés indomptables, Hidalgo et Morelos, au Mexique; le Père Camilo Henriquez et le D[r] Martinez de Rosas, au Chili; Tiradentes,

au Brésil; Nariño, en Colombie, luttent, entre 1780 et 1810, contre les gouverneurs et les vice-rois, et annoncent en leur enthousiasme libéral l'audace des guerres futures. Le plus notable de ces précurseurs est un personnage byronien, le Vénézuélien Francisco de Miranda. Il était né à Caracas en 1756. Il parcourut l'Europe en une brillante carrière, connut ministres et monarques, fut le favori de Catherine de Russie, lutta à côté de Dumouriez dans les armées de la Révolution française, s'en alla aux Etats-Unis avec la légion qu'y envoyait l'Espagne combattre pour l'indépendance américaine, obtint du ministre Pitt protection pour diriger des expéditions révolutionnaires contre les autorités espagnoles du Vénézuéla, influa sur tous les mouvements libérateurs de son époque aussi bien à Caracas qu'à Buenos-Ayres. Il unit les destins du continent à l'ambition anglaise, à l'or des banques de Londres, à l'intérêt des marchands saxons, et contribua ainsi, mieux que par ses entreprises avortées, à la liberté américaine.

Le cycle des Précurseurs fermé, celui des Libérateurs s'ouvre. La réaction espagnole n'a pas vaincu le principe révolutionnaire. Les premiers « caudillos » meurent, et surgissent de nouveaux directeurs, énergiques, passionnés : Belgrano et San Martin, en Argentine ; le Dr Francia, au Paraguay ; Artigas, dans l'Uruguay ; Iturbide, au Mexique ; le général Morazan, dans le Centre-Amérique ; le roi Pierre Ier, au Brésil ; Bolivar, le libérateur de cinq républiques.

Belgrano, réformateur dans l'ordre économique, partisan de la liberté commerciale, fondateur d'écoles, fut le général de l'émancipation argentine. Il combat dans le Paraguay où il suggère des idées d'autonomie, dans l'Uruguay ; dans la Sierra argentine ; sur les frontières du Haut-Pérou. Il n'est pas un général fortuné : il gagne la bataille de Tucuman ; mais il est battu par les royalistes en d'autres combats : Vilcapugio,

Ayohuma. Il se retire, puis revient à la lutte; prend part aux guerres civiles contre les chefs dissidents, défend au congrès de Tucuman la monarchie constitutionnelle, personnifie de 1808 à 1820 la marche incertaine de la révolution argentine.

San Martin lui est supérieur en succès guerriers, par l'ampleur de son action libératrice : c'est une figure continentale. Grand général, qui sait organiser des armées et diriger des combats, esprit conservateur et méthodique, ennemi des abstractions, concret et positif dans ses plans, il délivre le Chili, et contribue à l'indépendance du Pérou. Tandis que d'autres rédigent des programmes politiques, lui gagne des batailles. Il rappelle Washington par le désintéressement et la noblesse de caractère : il renonça au pouvoir après avoir libéré deux nations, et se condamna à l'exil, entouré de généraux ambitieux qui se disputaient le commandement. Son action est simple, ordonnée, ascendante; faisant preuve d'admirables dons guerriers, il bat les Espagnols à San Lorenzo, en 1813; puis dirige l'armée du Nord, qui combat dans le Haut-Pérou, et devient intendant d'une province argentine, Cuyo, en 1814; il forme là une armée, se propose de traverser les Andes et d'aider les patriotes chiliens. Suivant un critique militaire français, M. Charles Malo, « le passage des Andes ne le cède en rien au plus glorieux passage des Alpes par les Français ». Les sommets de la Cordillère s'élèvent à quatre mille mètres : par eux, l'armée de San Martin, héroïque et décimée, vainquant la fatigue et le froid, se dirigea sur le Chili. Le chef argentin fut dès lors un général américain. Au pied de la Cordillère, à la côte de Chacabuco, il gagne sur les Espagnols une bataille décisive (1817). Il les déloge des sommets qu'ils occupent, et entre triomphant à Santiago où on l'acclame directeur suprême du Chili. Il accepte seulement le commandement des armées, et est derechef victorieux, à

Maïpo (1818), où son artillerie met en déroute les royalistes. L'indépendance chilienne assurée, il aspire à de nouvelles victoires dans le Pérou. L'autonomie américaine, voilà sa tenace ambition.

Le vice-royaume péruvien est le centre du pouvoir espagnol, trésor et arsenal des royalistes. Bolivar, en Colombie, et San Martin, au Chili, comprennent que toutes leurs victoires resteront stériles, s'ils ne vainquent pas l'Espagne dans le plus riche et le plus inexpugnable de ses domaines. Un marin anglais, noble corsaire dans la Méditerranée, lord Cochrane, réunit une escadre dans les eaux chiliennes, afin de dominer le Pacifique (1819). Il bat la flotte espagnole au Callao, et déclare le blocus des ports péruviens jusqu'à Guayaquil. Pendant ce temps, San Martin prépare avec des soldats argentins et chiliens son expédition libératrice : les révolutionnaires péruviens l'attendent. Il débarque à Pisco avec son armée (1820), proclame l'indépendance du Pérou à Lima abandonné par les Espagnols, le 28 juillet 1821. Désigné comme Protecteur de la République qu'il a fondée, il promulgue une Constitution provisoire. Du Nord, arrive alors un autre Libérateur, Bolivar, pour discuter avec San Martin, dans la mystérieuse entrevue de Guayaquil, les destins du Nouveau Monde espagnol.

San Martin, stoïque et silencieux, cède à l'impétuosité de Bolivar, lui abandonne le Pérou, théâtre de futures prouesses, renonce au pouvoir (1822) et quitte l'Amérique. Son ambition est limitée, comme son génie : il préfère la gloire militaire aux dictatures, il croit aux bienfaits de la monarchie étrangère, organise des armées ; mais il reste impuissant devant l'anarchie.

Bolivar est le plus grand des Libérateurs américains. Il dépasse les uns en ambition, les autres en héroïsme, et tous en activité multiforme, en don prophétique, en empire. Il fut, au milieu de glorieux généraux et de

« caudillos » ennemis, le héros de Carlyle, « source de lumière, d'intime et native originalité, virilité, noblesse et héroïsme, au contact de laquelle toutes les âmes se sentent dans leur élément ». Devant lui cédaient tous les pouvoirs. « Parfois — écrivait le Général Santander — je m'approche de lui plein de rancune, et de le voir seulement je suis désarmé, et je ressors plein d'admiration ». Le peuple, avec un infaillible instinct, comprend sa mission héroïque et le divinise, le clergé l'exalte, et dans les églises catholiques on chante la gloire de Bolivar. Il est homme d'État et guerrier, il critique l'ode d'Olmedo sur la bataille de Junin, détermine la forme d'un journal, et trace des plans de bataille, organise des légions, rédige des statuts, donne des conseils de diplomatie, dirige de grandes campagnes : son génie est aussi riche, aussi divers que celui de Napoléon. Cinq nations, qu'il a arrachées à la domination espagnole, lui semblent une scène étroite pour son action magnifique : il conçoit un vaste plan de Confédération continentale. Il réunit à Panama les ambassadeurs de dix Républiques, et rêve déjà d'une ligue amphictyonique de ces nations, qui influera sur les destinées du monde.

Simon Bolivar naquit à Caracas, le 24 Juillet 1783, d'une noble famille vascongade. Dans sa jeunesse, il voyagea à travers l'Europe, en compagnie de son maître, Simon Rodriguez, austère mentor. Il lut les classiques latins, Montesquieu, Rousseau, Holbach, et les Encyclopédistes. Devant son maître, à Rome, sur le Monte-Sacro, il jura comme Annibal aux temps anciens, de consacrer son existence à la liberté de sa patrie. Il était nerveux, impétueux, sensuel, traits du créole américain ; actif et constant, en ses entreprises, en bon héritier de Basques tenaces ; généreux jusqu'à la prodigalité, vaillant jusqu'à la folie. Il avait l'attitude et la physionomie des caudillos : le front haut,

le cou droit, le regard lumineux qui impressionnait amis et ennemis, la démarche résolue, le geste élégant. Individualité forgée pour l'action sans hésitations ni retards, figure et génie d'*imperator*. A Caracas, après ses longs voyages, il tint son serment de Rome. De 1813 à 1830, il bataille contre les Espagnols et contre ses propres généraux, infatigable en son œuvre libératrice. Deux terribles chefs ibériques, Boves et Morillo, portent en Vénézuéla la « guerre à mort ». Bolivar les combat,aidé par Briceño Mendez, Mariño, Paez, lieutenants alternativement rebelles et dociles à son action guerrière. Des Antilles, il prépare diverses expéditions. On le nomme chef suprême, président provisoire, directeur de la campagne : ses généraux doutent de lui, jalousent son prestige, conspirent contre son autocratie, mais Bolivar continue la guerre au milieu de l'anarchie colombienne.

Il met en déroute les Espagnols à Carabobo (1821) et entre victorieux à Caracas. La Colombie libérée, il se dirige sur Quito. Un de ses lieutenants, Sucre, héroïque et noble comme les héros des temps classiques, a gagné de nouvelles batailles à Bombona et Pichincha (1823). Le Pérou fait appel au libérateur, à « Bolivar, le héros d'Amérique ».

Le caudillo colombien n'ignore pas les périls de l'entreprise : les troupes espagnoles sont aguerries ; elles ont vaincu, elles possèdent des ressources dans la Sierra ; les alliés colombiens et péruviens leur sont inférieurs en expérience et en cohésion. « L'affaire de la guerre du Pérou exige un effort immense et des ressources inépuisables » — écrivait-il à Sucre. Poussé par son génie, il accepte l'offre des Péruviens, il n'oublie pas que « la perte du Pérou entrainerait nécessairement celle de tout le sud de la Colombie ». Le congrès de Lima lui confère « la suprême autorité militaire sur tout le territoire de la République ». Deux grandes batailles, Junin et Ayacucho (1824),

assurent l'indépendance de l'Amérique. A Junin, Bolivar dirige une charge de cavalerie qui décide de la victoire et que suit une lutte corps à corps, sonore cliquetis de sabres, sans un coup de mousqueton. Sucre est le héros de Ayacucho : il combine l'admirable plan de combat. Les patriotes sont 6.000 ; les Espagnols, 9,000. L'artillerie espagnole est supérieure à celle des alliés. Les ennemis ouvrent le feu, en dévalant des versants de collines ; les deux lignes de bataille se rapprochent. La nuit sert de trêve aux combattants, des officiers des deux armées devisent en groupes fraternels, avant le prochain combat. Dans la matinée du 9 décembre, une charge de cavalerie du général Cordova disperse les bataillons espagnols : alors intervient la réserve des royalistes. La gauche des alliés fléchit, on parvient à la renforcer, et c'est le triomphe complet. L'armée espagnole capitule, ses généraux se rendent, le Pérou est abandonné par ses anciens dominateurs. Bolivar loue l'héroïsme de Sucre « père d'Ayacucho, rédempteur des fils du soleil » et Lima porte aux nues le Libérateur, le déclare père et sauveur du Pérou, et l'en élit président inamovible. Après ces victoires, la prise de Potosi par les légions de Sucre, la reddition du fort de Callao, où se conservent les pénates d'Espagne, terminent la magnifique carrière de Bolivar. Ses dernières années sont mélancoliques, comme un lent crépuscule tropical. Paez et Santander se soulèvent contre son pouvoir ; successivement on lui confie la première magistrature et on l'en dépouille, on lui offre une couronne et on conspire contre son autocratie. Le Libérateur mourut, abandonné et tragique à Santa-Marta, sur la déserte côte colombienne, comme Napoléon dans l'ile saxonne, à l'âge de 47 ans, le 17 décembre 1830.

Homme d'Etat et général, Bolivar est encore plus grand dans les congrès que sur les champs de

bataille. Egal à San Martin et à Sucre comme tacticien, il est comme politicien supérieur à tous les « caudillos ». Il est le penseur de la Révolution : il rédige des statuts, analyse l'état social des démocraties qu'il libère, annonce l'avenir avec la précision d'un voyant. Ennemi des idéologues comme le Premier Consul, idéaliste, romantique, ambitieux de synthèses en idées et en politique, il n'oublie point les rudes conditions de son action. Son rêve latin parait tempéré par un réalisme saxon. Il veut, disciple de Rousseau, que « la volonté du peuple soit le seul pouvoir qui existe sur la terre » ; mais devant la démocratie anarchiste, il cherche inquiètement un pouvoir moral. En 1823, il pensait que la souveraineté du peuple n'est pas illimitée ; « la justice en est la base, et l'utilité parfaite y met un terme ». Ce républicain — « depuis — dit-il — que Napoléon (qu'il admirait tant) fut roi ; sa gloire me semble le reflet de l'enfer » — ne voulait être Napoléon ni Iturbide, malgré le servile enthousiasme de ses amis. Il dédaigne les pompes impériales pour n'être que soldat de l'Indépendance. Il analyse profondément les défauts d'une future monarchie dans les anciennes colonies espagnoles. A la conférence de Guayaqual (1822) San Martin représenta la tendance monarchique ; Bolivar, le principe républicain. Leur opposition était irréductible, dit Mitre, historien argentin, car l'un poursuivait l'hégémonie argentine, l'autre la colombienne : la première respecte l'individualité de chaque peuple, et n'accepte qu'exceptionnellement des interventions ; la seconde prétend unir les divers peuples, suivant un « plan absorbant et monocratique »[1]. Cet antagonisme exigeait un point supérieur d'accord, une synthèse, car la doctrine colombienne amena comme réaction la formation prématurée d'incertaines démo-

1. *Historia de San Martin*. Buenos-Ayres, 1903, p. 3, t. I.

craties, et la théorie argentine favorisa l'indifférence, l'égoïsme et l'isolement entre des nations unies par la race, la tradition et l'histoire.

Le génie, l'orgueil aristocratique, l'ambition de Bolivar, le portent à l'autocratie. Il exerce la dictature, et croit aux bienfaits de la présidence inamovible. « Dans les Républiques — affirmait-il — le pouvoir exécutif doit être le plus fort, car tout conspire contre lui; tandis que dans les monarchies, le plus fort doit être le pouvoir législatif, car tout conspire en faveur du monarque. D'où la nécessité d'attribuer à un magistrat républicain plus d'autorité que n'en possède un prince constitutionnel ». Il n'oublie pas les périls d'une présidence autoritaire, il s'inquiète de l'anarchie, « l'hydre féroce de la discordante anarchie » qui croît comme une végétation nocive, étouffant son œuvre triomphale. Il contemple, atterré, les contradictions de la vie américaine : le désordre amène la dictature, et celle-ci est l'ennemie de la démocratie. « La permanence au pouvoir d'un même individu — écrit le Libérateur — a marqué fréquemment la fin des gouvernements démocratiques ». Mais aussi « la liberté indéfinie, la démocratie absolue sont les écueils contre lesquels sont venues s'échouer toutes les espérances républicaines ». Liberté sans licence, autorité sans tyrannie, tel est l'idéal de Bolivar. En vain, il lutte pour lui au milieu de généraux ambitieux, de peuples désordonnés : il comprend avant de mourir la vanité de son effort. « Ceux qui ont servi la cause de la Révolution — s'écrie-t-il — ont labouré dans la mer... S'il était possible qu'une partie du monde retournât au chaos primitif, celle-ci serait la dernière période de l'Amérique ». Il dénonce la misère morale de ces nouvelles Républiques avec la dureté des prophètes hébreux. « Il n'y a de foi en Amérique ni chez les hommes, ni chez les nations. Leurs traités sont des paperasses; leurs constitutions, des livres;

les élections, des combats ; la liberté, l'anarchie ; et la vie, un tourment ».

Ce pessimisme qui fut le *credo* de sa maturité était né de l'implacable analyse des défauts américains. Bolivar comprit l'originalité et les vices du nouveau continent. « Nous sommes — disait-il — un petit genre humain ; nous possédons un monde à part, entouré de mers immenses ; nouveaux dans presque tous les arts et toutes les sciences, quoique, en certaine façon, vieux dans les usages de la société civile. L'état actuel de l'Amérique rappelle la chute de l'Empire romain, quand chaque partie forma un système politique distinct, conforme à ses intérêts, à sa situation ou à ses Corporations. » « Nous ne verrons pas, non plus que la génération qui nous suivra, — écrivait-il en 1822 — le triomphe de l'Amérique que nous fondons : je considère l'Amérique comme en chrysalide ; il y aura une métamorphose dans l'existence physique de ses habitants ; il y aura enfin une nouvelle caste de toutes les races, qui produira l'homogénéité du peuple. »

Tandis que les docteurs fabriquent des utopies, imitent en des statuts improvisés la Constitution fédérale des Etats-Unis, légifèrent pour une démocratie idéale, Bolivar étudie les conditions sociales de l'Amérique. « Nous ne sommes pas des Européens — écrit-il — ni des Indiens non plus ; mais une espèce moyenne entre les aborigènes et les Espagnols : Américains de naissance, Européens de droit, nous nous trouvons dans l'obligation de disputer aux naturels les titres de possession et de nous maintenir dans le pays qui nous vit naître, contre l'opposition des envahisseurs : ainsi notre cas est le plus extraordinaire et le plus compliqué. » « Gardons-nous d'oublier — ajoute-t-il — que notre peuple n'est ni l'Européen, ni l'Américain du Nord ; mais plutôt un composé d'Amérique et d'Afrique, qu'une émanation d'Europe, puisque

l'Espagne elle-même cesse d'être européenne par son sang africain (arabe) par ses institutions et son caractère ».

Le Libérateur propose des formes politiques adéquates à un continent original par son territoire, sa race et son histoire. Il défend l'autorité tutélaire : « Les Etats américains ont besoin des soins de gouvernements paternels qui pansent les plaies et les blessures du despotisme et de la guere. » Il exècre le fédéralisme et la division du pouvoir. « Abandonnons les formes fédérales : elles ne nous conviennent pas — disait-il. — Une semblable forme sociale est une anarchie régularisée, ou plutôt la loi qui prescrit implicitement l'obligation de se dissocier et de ruiner l'Etat et tous ses membres... Abandonnons le Triumvirat du Pouvoir Exécutif, en le concentrant en un Président, en lui conférant l'autorité suffisante pour réussir à se maintenir en luttant contre les inconvénients inhérents à notre récente situation. » Il donne de hautes leçons de sagesse publique : « Pour former un Gouvernement stable, il faut la base d'un esprit national qui ait pour objet une inclination uniforme vers deux points capitaux : modérer la volonté générale et limiter l'autorité publique. Le sang de nos concitoyens est différent, mêlons-le pour l'unir; notre constitution a divisé les pouvoirs, confondons-les pour les unir... On doit fomenter l'immigration des gens d'Europe et de l'Amérique du Nord, afin qu'ils s'établissent ici, et y apportent leurs sciences et leurs arts. Ces avantages, un gouvernement indépendant, des écoles gratuites, le mariage avec des Européens et des Anglo-Américains changeraient totalement le caractère du pays, et le rendraient instruit et prospère... Il nous manque des mécaniciens et des agriculteurs, et c'est d'eux que le pays a besoin pour avancer et progresser. » Dans les écrits de Bolivar se trouve le meilleur des programmes de réformes politiques et

sociales pour l'Amérique, le premier traité de sociologie pour ces romantiques démocraties.

Carabobo et Junin furent ses grands triomphes militaires ; la lettre de Jamaïque (1815), le projet constitutionnel d'Angostura (1819), le statut de Bolivie (1825), le Congrès de Panama (1826) sont ses admirables créations politiques. Réunir les nations américaines, en une assemblée permanente, opposer au pouvoir saxon une force latine, facteur nécessaire de l'équilibre continental, travailler en faveur de l'unité, de la synthèse, voilà le but de l'Assemblée avortée de Panama. La lettre de Jamaïque fut une prophétie que la docile réalité accomplit le siècle dernier. « Par la nature des localités, des richesses, de la population et du caractère des Mexicains, — dit le Libérateur — j'imagine qu'ils tenteront au début de rétablir une République représentative dans laquelle aura de grandes attributions le Pouvoir Exécutif concentré en un seul individu qui, s'il gouverne avec sagesse et justice, en viendra presque naturellement à conserver une autorité inamovible », et « si le parti prépondérant est militaire ou aristocratique, il voudra d'une monarchie qui, probablement, sera limitée et constitutionnelle d'abord, mais ne tardera pas à devenir absolue ». La présidence de Porfirio Diaz, l'empire d'Iturbide et de Maximilien, appuyés par le parti monarchiste, la dictature même de Juarez, les pouvoirs que les constitutions mexicaines confèrent au chef de l'Etat, confirment les prédictions de Bolivar. « Les Etats de l'isthme de Panama jusqu'au Guatémala formeront une fédération. » Cette fédération exista, en effet, jusqu'en 1842, et aujourd'hui encore les Républiques Centro-Américaines y reviennent lentement. Panama est pour le Libérateur l'emporium de l'univers : « Ses canaux raccourciront les distances du monde, resserreront les liens conventionnels entre l'Europe, l'Amérique et l'Asie, et apporteront à

cette heureuse région les tributs des quatre parties du monde. Peut-être là seulement pourra-t-on fixer la capitale de la terre, comme Constantin prétendit faire de Byzance celle de l'ancien hémisphère ».

« La Nouvelle-Grenade s'unira au Vénézuéla pour former une République Centrale dont la capitale sera Maracaïbo, ou une nouvelle ville qui, sous le nom de Las Casas (en honneur de ce héros de la philanthropie) s'élèvera sur les confins des deux nations, sur le superbe port de Bahia-Honda. » Bolivar maintint unis le Vénézuéla et la Nouvelle-Grenade jusqu'en 1830 ; puis de nouveaux chefs, comme le général Mosquera, voulurent rétablir la fédération qui aujourd'hui encore est le but des politiciens de l'Equateur, du Vénézuéla et de la Colombie. « A Buenos-Ayres, il y aura un Gouvernement central dans lequel les militaires auront la suprématie comme conséquence des divisions intestines et des guerres extérieures. » C'est, prédite, l'histoire argentine jusqu'à l'avènement de Rosas, les luttes des « caudillos », l'anarchie de 1820. « Cette constitution dégénérera forcément en « une *oligarchie* ou en une *monocratie* ». En effet, un groupe ploutocratique domine à Buenos-Ayres, et au-dessus des chefs s'éleva la monocratie de Rosas. « Le Chili est appelé par la nature de sa situation, par les coutumes simples de ses vertueux habitants, par l'exemple de ses voisins les fiers républicains de l'Araucanie, à jouir des bienfaits que procurent les justes et douces lois d'une République. Si quelque république dure longtemps en Amérique, j'incline à penser que ce sera la chilienne... Elle n'altérera point ses lois, ses mœurs, ses pratiques ; elle conservera l'uniformité de ses opinions politiques et religieuses. » La longue stabilité de la nation araucane, l'homogénéité de sa population, l'efficace durée de sa charte politique, le caractère conservateur de ses institutions, le développement ferme et lent du Chili jusqu'à la guerre du Pacifique et la révolution

de 1891, réalisent pleinement les prophéties de Bolivar. « Le Pérou renferme deux éléments ennemis de tout régime juste et libéral : *or* et *esclaves*. Le premier corrompt tout; le second est corrompu par soi-même. L'âme d'un serf arrive rarement à priser la saine liberté. Elle entre en fureur dans les tumultes, ou s'humilie dans les chaînes. Quoique ces règles soient applicables à toute l'Amérique, je crois qu'avec plus de justice encore elles visent Lima. — Là, les riches ne toléreront pas la démocratie et les esclaves, ni les libérés ne toléreront l'aristocratie : les premiers préféreront la tyrannie d'un seul, pour n'avoir pas à subir les persécutions populaires et pour établir un ordre au moins pacifique. » L'évolution du Pérou démontre la profondeur de cette affirmation. L'oligarchie accepte les dictateurs militaires qui défendent la propriété et apportent la paix. — Dès 1815, alors que l'Amérique était encore un domaine espagnol, Bolivar, attentif au spectacle des forces sociales en conflit, annonce non seulement les luttes immédiates : mais encore le développement séculaire de dix nations. Il est un grand prophète. Aujourd'hui, après un siècle, le continent obéit à ses prédictions comme à un étrange *fatum*.

A Angostura, le Libérateur livre à la méditation des Colombiens un projet de constitution. Les bases en sont le gouvernement républicain, la souveraineté du peuple, la division des pouvoirs, la liberté civile, l'abolition de l'esclavage et des privilèges. Dans ce remarquable essai se confondent les théories de Montesquieu, de Rousseau et de Bentham, le réalisme anglais et l'enthousiasme démocratique de France. Le pouvoir législatif se compose de deux chambres : la première, d'élection populaire, et le Sénat, héréditaire suivant la tradition saxonne, formé par les Libérateurs qui fonderont la noblesse d'Amérique. Le président est une sorte de roi constitutionnel ; ses ministres,

responsables, gouvernent. Le pouvoir judiciaire acquiert stabilité et indépendance. Une nouvelle autorité, le Pouvoir Moral, complète ce cadre politique. Ce pouvoir est. dans la République du Libérateur, une imitation de l'Aréopage athénien et des Censeurs Romains : il se charge de l'éducation et d'assurer le respect de la morale et des lois, « il châtie les vices par l'opprobre et l'infamie, et récompense les vertus publiques par les honneurs et la gloire. Bolivar tendait au despotisme intellectuel et moral : ce tribunal astreindrait aux bonnes mœurs. Plus tard, le Libérateur condamne les textes de Bentham dans les Universités de Colombie, et accepte le catholicisme comme instrument de Gouvernement. L'article 2 du projet d'Angostura dit que « l'ingratitude, le détachement envers les parents, les maris, les vieillards, les magistrats, les citoyens reconnus et proclamés vertueux ; le manquement à la parole donnée en quelque matière que ce soit ; l'insensibilité devant les malheurs publics ou affectant des amis ou des parents immédiats, se recommandent spécialement à la vigilance de ce pouvoir moral. » C'était la tyrannie paternelle s'exerçant sur les sentiments, la conduite et les passions.

Bolivar crée une République : le Haut-Pérou, qui s'appellera Bolivie en souvenir de son fondateur. Il lui donne une Constitution qu'il veut, mais vainement, appliquer au Pérou et à la Colombie. Il y développe les idées exposées dans l'essai d'Angostura, et y définit son idéal de République : c'est, en somme, une monarchie où le pouvoir est héréditaire. Le Président doit être inamovible et irresponsable, « car dans les systèmes sans hiérarchie, il faut — plus que dans les autres — un point fixe autour duquel tournent les magistrats et les citoyens, les hommes et les choses ». Contre l'anarchie, un magistrat inamovible ; contre la tyrannie, des pouvoirs indépendants :

le judiciaire, élu par le Congrès parmi les citoyens désignés par les collèges électoraux; le législatif composé de trois Chambres : tribuns, sénateurs et censeurs. Les premiers exercent leurs fonctions pendant quatre ans ; les seconds, pendant huit, et les derniers, permanents, « exercent un contrôle politique et moral » : ils constituent le « pouvoir moral ». Avec ce système, le Libérateur évitait l'anarchie politique, la dissolvante ambition des « caudillos », constituait deux forces stables dans d'incertaines démocraties, les censeurs et le président inamovible; adaptait à la République l'unité et la permanence, caractères de la monarchie constitutionnelle. Les généraux comprirent bientôt que cette Constitution était pour eux une menace, et ils s'élevèrent contre elle en Bolivie, au Pérou et dans la Colombie.

Les fondateurs de l'Indépendance sont entourés de chefs brillants, comme O'Higgins, les Carrera, Güemes, La Mar, Santander, Santa-Cruz, Sucre, admirable comme héros et comme homme d'Etat; mais au-dessus d'eux se dresse, les dominant tous, tel un chêne au milieu d'arbustes, suivant la classique image, Bolivar, Libérateur du Vénézuéla, de la Colombie, de l'Equateur, du Pérou et de la Bolivie.

Il fut le génie de la Révolution américaine. Il se sentait dominé par « le démon de la guerre ». Comme toutes les grandes âmes tourmentées, depuis Socrate, il obéissait dans ses impétueuses campagnes à une divinité intérieure. Dans ses actes et dans ses discours, dans sa dignité et dans sa foi, il y a une remarquable grandeur. Il travaille pour l'éternité, accumulant rêves et utopies, dominant la terre hostile et les hommes frondeurs : il est le surhomme de Nietzsche, le personnage représentatif d'Emerson. Il appartient à l'idéale famille de Napoléon et de César ; sublime créateur de nations, plus grand que San Martin, et plus grand que Washington.

II. — De France arrivent en Amérique, émissaires porteurs d'idéal, les doctrines de la Révolution. Dans l'*Encyclopédie* se trouve l'origine intellectuelle des inquiétudes sud-américaines. Les patriciens font risette à Voltaire dans les archaïques cités coloniales. Ils adoptent les idées essentielles de Rousseau, le contrat social, la souveraineté du peuple, l'optimisme qui concède à l'esprit humain, non déformé par la culture, de suprêmes droits. Bolivar avait lu le *Contrat social* en un exemplaire ayant appartenu à la bibliothèque de Napoléon : par testament, il légua ce livre à un ami intime. Les grandes promesses sonores : démocratie, souveraineté, droits humains, égalité, libéralisme, s'agitent, comme des fragments d'un évangile attendu, aux tribunes patriotiques. Les loges maçonniques travaillent silencieusement contre le pouvoir espagnol et portugais : elles défendent la pensée humanitaire française. Dans la Loge de Lautaro, San Martin et Alvear reçoivent l'initiation révolutionnaire. Au Mexique, la Loge de York se transforme en club jacobin. En 1794, Antonio Nariño, précurseur de l'Indépendance colombienne, traduit les Droits de l'Homme. Le Vénézuélien Miranda combat dans les armées révolutionnaires de France ; le Péruvien Pablo de Olavide, ami de Voltaire, prend part aux travaux de la Convention. Raynal, Mably, Condorcet ont des disciples américains. Montesquieu est lu dans les Universités comme antidote à l'absolutisme des vice-rois ; on suit Beccaria, Filangeri, Adam Smith. Non seulement dominent les idées françaises, mais encore la Révolution, la Terreur, la passion jacobine, l'éloquence des Girondins, la dictature du Premier Consul, l'Empire... exercent une irrésistible suggestion sur les naissantes démocraties. Iturbide, empereur mexicain, copie Napoléon. A Buenos-Ayres, il y a un Directoire comme à Paris ; dans le Paraguay, des consuls, et Rivadavia est un Girondin perdu parmi les « gauchos ».

Aux théories françaises se joint l'exemple de l'Amérique du Nord : Washington et le fédéralisme servent de modèles aux hommes des Etats ibéro-américains. Belgrano exaltait le premier président des Etats-Unis, héros « digne de l'admiration de notre époque et des générations à venir, exemple de modération et de véritable patriotisme. » Il traduit la *Farewell Adress* qui était sa lecture de prédilection. Bolivar voulait être le Washington de l'Amérique du Sud. Un des précurseurs de l'Indépendance brésilienne, José Joaquin da Maia, connaît à Paris Jefferson et lui révèle que « les Brésiliens considèrent la Révolution de l'Amérique du Nord comme l'expression de ce qu'ils désirent et qu'ils comptent sur le concours des Etats-Unis ». Les premières Constitutions sud-américaines traduisent cette double influence ; elles adoptent le fédéralisme, copient l'organisation politique des Etats-Unis, et s'inspirent d'idées françaises. Elles détruisent les privilèges de la noblesse et rétablissent l'égalité des castes. C'est ce qui se produit avec la première Constitution vénézuélienne, malgré les efforts de Miranda et de Bolivar, adversaires de la fédération. La Constitution chilienne de 1822, la péruvienne de 1823 confèrent au Sénat une fonction conservatrice, comme dans la République nord-américaine ; les premiers statuts chiliens établissent la fédération. Au Mexique, dans l'Amérique Centrale, le principe fédéral domine dans les Constitutions de 1824 et de 1826. La Constitution argentine de 1819 copiait « pour les provinces unies du Sud-Amérique la déclaration d'Indépendance des Etats-Unis ».

Aux doctrines françaises, à l'exemple nord-américain, s'ajoutent des influences saxonnes. Miranda et Bolivar admirent la Constitution politique anglaise, et s'en inspirent. Bolivar recommande, en 1818, l'étude de cette Constitution : « Vous y trouverez — dit-il — la division des pouvoirs, unique moyen de créer des

esprits francs et indépendants; la liberté de la presse, antidote incomparable des abus politiques. » Son enthousiasme pour Voltaire et Rousseau se tempéra à l'étude des méthodes saxonnes. Il défendit dans le projet d'Angostura le Sénat inamovible, reproduction de la Chambre des Lords. Le Pouvoir Exécutif britannique, souverain entouré de ministres responsables, lui semble « le plus parfait modèle, soit pour un royaume, pour une aristocratie ou pour une démocratie ». La Constitution colombienne de Cucuta (1821), dans laquelle dominent les idées politiques du Libérateur, mérita les éloges du marquis de Lansdowne. « Elle a pour base — dit le ministre anglais — les deux principes les plus justes et les plus solides » : la propriété et l'éducation. Miranda proposa à Pitt un essai constitutionnel inspiré d'idées saxonnes, avec Chambre des Communes, Chambre Haute composée de « caciques » de l'Inca héréditaire, et des censeurs : dans ce curieux projet s'unissaient des traditions américaines et des formes politiques empruntées à l'Angleterre.

L'Espagne contribue aussi au développement des idées révolutionnaires. Elle unifie sous son autorité écrasante les populations d'Amérique : elle réunit en un seul faisceau toutes les castes déshéritées qui lutteront pour l'indépendance. « La rigueur despotique de l'autorité — écrit Bauza — unit d'un lien étroit tous ces éléments hétérogènes, et en forma une race »[1]. L'invasion napoléonienne provoque dans la Péninsule une réaction : les juntes, représentations provisoires de la nationalité, se substituent au roi prisonnier. La junte centrale proclame en 1808 que « les provinces américaines ne sont pas des colonies, mais des parties intégrantes de la monarchie, égales en droits aux autres provinces espagnoles ». En 1810,

1. *Historia de la Dominación española en el Uruguay*. T. 2°, p. 647.

la Régence annonce aux colonies d'Amérique : « votre sort ne dépend ni des ministres, ni des vice-rois, ni des gouverneurs : il est entre vos mains. » La Constitution des Cortès de Cadix (1812), auxquelles assistèrent des députés des colonies, déclare que « l'Union espagnole ne peut être patrimoine ni d'une personne, ni d'une famille ; que la souveraineté réside essentiellement en la nation ; que le droit de faire des lois appartient aux Cortès et au Roi. » Indépendance, souveraineté nationale, idée de patrie, fonctions des Assemblées, arrivent outre-mer en ces documents de la métropole. Les luttes contre les corsaires, contre les invasions anglaises à Buenos-Ayres, hollandaises, au Brésil ; l'influence du territoire, ont créé en Amérique le sentiment national. Des idées françaises, saxonnes, espagnoles, fécondent cette vague aspiration. Avant de s'imposer dans les Universités et les assemblées, elles révèlent à l'oligarchie créole, dans les journaux et dans les réunions du « cabildo », son ambition d'indépendance.

De 1808 à 1825, tout conspire en faveur de la liberté américaine : révolutions d'Europe, ministres anglais, indépendance des Etats-Unis, excès de l'absolutisme espagnol, doctrines constitutionnelles de Cadix, foi romantique des libérateurs, ambition politique des oligarchies, idées de Rousseau et des Encyclopédistes, décadence de l'Espagne, haine de toutes les castes américaines contre les inquisiteurs et vice-rois. Tant de forces réunies engendrent un monde divisé et lamentable. La genèse de ces républiques est rude et héroïque comme une chanson de geste. L'histoire dégénère ensuite, jusqu'à se transformer en comédie d'intérêts mesquins, en orgie révolutionnaire : telle est l'évolution sud-américaine pendant le dernier siècle.

# CHAPITRE IV

## L'ANARCHIE MILITAIRE ET LA PÉRIODE INDUSTRIELLE

Anarchie et Dictature. Les guerres civiles : leur signification. Caractères de la période industrielle.

Spencer observait dans le développement humain l'invariable succession de deux périodes : militaire et industrielle. Bagehot opposait à une époque primitive d'autorité un âge postérieur de discussion. Summer-Maine découvrait une loi historique : le passage du *status* au contrat, du régime imposé par des gouvernements despotiques, à la flexible organisation acceptée par de libres volontés. Ainsi s'exprime en trois formules diverses un même principe d'évolution. A l'origine, l'autorité guerrière et théocratique fixe le rituel, les coutumes, le dogme et les lois. La conscience commune est forte ; l'individualité accepte sans discussion, sans scepticisme, les règles essentielles de la vie sociale. L'histoire est ensuite lutte entre l'autorité et la liberté, progressive affirmation de volontés autonomes, individualisme dissolvant et frondeur.

En Amérique, le développement politique présente les mêmes fondamentales étapes. Invariablement, s'y succèdent les deux périodes militaire, civile ou industrielle. L'Indépendance réalisée, dans toutes les Républiques commence la seigneurie du militarisme. Après une période d'extension diverse, la caste militaire est

renversée du pouvoir, on l'abandonne sans violence, quand dominent les intérêts économiques. Le « civilisme » règne alors en politique. Le régime militaire n'est point ici théocratique, comme dans certaines monarchies européennes : le Président ne réunit pas les fonctions religieuses et l'empire. La période civile n'amène pas non plus une réaction fatale contre l'Eglise, l'anticléricalisme ou le radicalisme. La Révolution se réduit à un changement d'oligarchies : le groupe militaire cède la place à la ploutocratie.

Comme les généraux d'Alexandre se disputaient à sa mort les provinces d'Europe, d'Asie, d'Afrique, restes épars du festin impérial, et fondaient des dynasties en pleine décadence orientale, ainsi les lieutenants de Bolivar dominent, durant un demi-siècle, la vie américaine. Florès dans l'Equateur, Paez au Vénézuéla, Santa-Cruz en Bolivie, Santander dans la Colombie, gouvernent en qualité de légataires du Libérateur. Tandis que s'étend sur les destins de l'Amérique l'ombre du magnifique guerrier, les « caudillos » triomphent, consacrés par le choix de Bolivar. Le principe monarchique s'impose ainsi aux hommes inconscients : le Libérateur a laissé une dynastie américaine.

Les guerres de peuples sont alors des luttes civiles, des querelles de généraux ambitieux d'hégémonie. Unies dans l'indépendance, unies dans la vie coloniale, les nouvelles nations se séparent sous la suggestion de ces guerriers : ainsi l'Equateur, le Pérou et la Bolivie au nom de Santa-Cruz ou de Gamarra, de Castilla ou de Florès. La conscience nationale se forme rudement, sur les champs de bataille. Les généraux imposent des limites arbitraires aux peuples ; ils sont des créateurs dans l'histoire américaine, ils impressionnent les foules par leur faste, par les défilés militaires aussi brillants que les processions bigarrées du culte catholique, par les magnifiques escortes, les

décorations et les formules d'étiquette; ils s'appellent Régénérateurs. Restaurateurs, Protecteurs.

Cette première époque est trouble; mais pleine de couleur. d'énergie et de violence. L'individu acquiert comme aux âges héroïques, comme aux temps de la Renaissance toscane, de la Terreur française et de la Révolution anglaise, un prestige extraordinaire. La main rude, ensanglantée des « caudillos » impose à la masse amorphe des formes durables. Ce sont des capitaines ignorants qui dominent dans le Sud-Américain; aussi l'évolution de ces Républiques sera-t-elle incertaine. Il n'y a point alors d'histoire proprement dite. car il n'y a pas de continuité : un « ricorso » perpétuel ramène par de successives révolutions, les mêmes hommes avec les mêmes promesses et les mêmes méthodes. La comédie politique se répète périodiquement : une révolution, un dictateur, un programme de restauration nationale. Anarchie, militarisme, sont les formes universelles du développement politique.

Comme dans les révolutions européennes, l'anarchie amène la dictature; et celle-ci provoque d'immédiates contre-révolutions. Du désordre spontané, on passe à la tutelle formidable. L'exemple français s'est répété sur une nouvelle scène : l'anarchie de la Convention annonce l'autocratie de Bonaparte. Les dictateurs, comme les rois du féodalisme, abattent les « caciques » locaux, les généraux de province : ainsi firent Porfirio Diaz, Garcia-Moreno, Guzmán-Blanco... Et les révolutions succèdent aux révolutions jusqu'à l'arrivée du tyran attendu, qui domine, durant vingt ou trente ans, la vie nationale.

Le progrès matériel est œuvre de l'autocratie : en témoignent les périodes où dominèrent Rosas, Guzmán-Blanco, Portales. Porfirio Diaz. Les grands « caudillos » abandonnent toute abstraction : leur esprit réaliste les porte à encourager le commerce,

l'industrie, l'immigration, l'agriculture. En imposant une longue paix, ils favorisent le développement des forces économiques.

Dans l'ordre politique, dans l'ordre économique, les dictateurs professent l'américanisme. Ils représentent la nouvelle race métisse, le territoire, la tradition ; ils sont hostiles à toute tutelle de l'Eglise romaine, du capital européen, de la diplomatie étrangère. Leur fonction essentielle, comme celle des rois modernes après le féodalisme, est de niveler les hommes et d'unir les castes diverses. Les tyrans fondent des démocraties : ils s'appuient généralement sur le peuple, sur les métis et les nègres, contre les oligarchies ; ils dominent la noblesse coloniale, favorisent le croisement des races, affranchissent les esclaves.

L'anarchie est spontanée, comme celle que Taine découvrait dans la Révolution jacobine. Il y a un mouvement hostile à l'organisation, à la civilisation : ainsi Artigas lutte à la fois contre le Roi espagnol, la Révolution argentine et les Portugais. Il ne veut point de sujétion; il est patriote jusqu'au démembrement, jusqu'à la mort. Güemes bataille contre Espagnols et Argentins. Les « caudillos » semblent des chefs de tribus barbares : ils défendent l'autonomie locale, la division, le chaos. Sarmiento compare Lopez, Ibarra, Quiroga, chefs violents de la sierra et de la pampa argentines, à Gengis-Khan ou à Tamerlan. « L'individualisme — dit-il — constituait leur essence ; le cheval, leur arme exclusive ; la pampa, leur théâtre ». Les « montoneras » sont des hordes tartares, bronzées, dévastatrices. Leurs chefs représentent le génie du continent ; ont la fatalité, la rudesse des forces naturelles. Comme l'Igdrasil, arbre fantastique de la mythologie scandinave, ils enfoncent leurs racines dans la terre profonde, dans l'obscur royaume de la mort.

Les idées générales de cette période sont simples.

On croit à l'efficacité des constitutions politiques, on les multiplie ; on aspire à la perfection idéologique. On croit à l'omnipotence des congrès, et on se défie du Gouvernement. Les Constitutions séparent les pouvoirs, affaiblissent l'Exécutif, le rendent éphémère ; divisent l'autorité en créant des triumvirats, des consulats, des *juntes* de gouvernement. Notable est le libéralisme des chartes. Elles établissent généralement trois pouvoirs, suivant la règle traditionnelle de Montesquieu, pour assurer l'équilibre politique ; elles reconnaissent toutes les libertés théoriques, de presse, de réunion, le droit de propriété, la liberté industrielle et commerciale. Elles acceptent le jugement par les jurys, la pétition populaire, le suffrage universel, bref, tout l'idéal républicain. Elles consacrent une religion d'Etat : le Catholicisme, préparant ainsi les révolutions religieuses, les intransigeances — rouge et noire — de l'histoire américaine. L'élection est directe dans quelques Républiques ; dans d'autres, au deuxième degré, par le moyen de collèges électoraux qui désignent le Président et les membres des Chambres législatives. Du Nord au Sud, les institutions sont démocratiques : elles accordent généreusement les droits politiques. Le pouvoir judiciaire est indépendant, élu parfois par le peuple, généralement par les Congrès. Les juges dépendent souvent du Pouvoir Exécutif. La justice et la loi restent inefficaces. Le Président ne peut être réélu.

Ces constitutions imitent celles de la France et des Etats-Unis, les tendances démocratiques de la première, le fédéralisme des seconds : ce sont des Chartes hybrides et généreuses. Le régime présidentiel existe en réalité comme aux États-Unis ; les parlements sont importants par le texte constitutionnel, impuissants dans la vie politique en face de la pression des chefs militaires. La théorie du pacte

social, l'idéologie des révolutionnaires dominent dans les discours.

Le sens des guerres civiles est divers. On lutte pour des « caudillos » dans l'Equateur: pour des idées en Colombie : pour ou contre l'oligarchie dans le Chili. Toutes les forces de ces nations entrent en conflit. La révolution est leur héritage commun. Les races qui peuplèrent l'Amérique furent guerrières. aussi bien les Indiens que les Espagnols, et leur esprit explique le désordre républicain. Castes et traditions sont ennemies; l'instabilité psychologique, caractère de ces peuples primitifs, lutte contre la discipline et l'autorité.

Deux classes sociales : militaire et intellectuelle ou universitaire, s'opposent depuis l'origine de la République. Elles se disputent le pouvoir, ou bien les intellectuels collaborent à l'œuvre des généraux. Les « docteurs », à l'aide de raisonnements byzantins, justifient aussi bien la dictature que la Révolution. Un député vénézuélien, Coto-Paul, faisait, en 1811, un lyrique éloge de l'anarchie.

Les généraux se méfient des avocats qui représentent la tradition intellectuelle de la colonie : Paez haïssait les jurisconsultes comme Napoléon les idéologues. Et les docteurs, vaincus par le pouvoir militaire, deviennent les secrétaires dociles de généraux et de « caudillos » ; ils rédigent lois et constitutions, et expriment par des formules brillantes la rude volonté des chefs. Ils opposent à la violence de ces derniers, la subtilité; à l'ignorance des despotes, le savoir scolastique qu'ils acquirent dans les universités espagnoles.

A la lutte de classes s'ajoute la guerre de races : les métis combattent l'oligarchie nationale; la nouvelle classe américaine est hostile à l'aristocratie des capitales. Les Indiens vivent dans les villes de l'intérieur pour lesquelles continue l'isolement colonial; la métropole — Buenos-Ayres, Lima, Caracas — est

encore espagnole, et, partant, étrangère. Sur la côte, où la sensation est plus rapide et la volonté plus variable, arrivent les idées réformatrices, les exotismes en modes et en idées; la Sierra[1], plus américaine que le littoral, est lente et triste, étrangère à la brillante inquiétude des capitales. Ainsi se forme un triple mouvement : des castes inférieures contre l'aristocratie coloniale; des provinces contre la métropole absorbante; de la Sierra métisse contre le littoral cosmopolite.

Les provinces veulent l'autonomie, la capitale aspire au monopole, à l'unité; la métropole est libérale; la Sierra, conservatrice. La lutte politique change de noms, mais cet antagonisme est universel. Les chefs déguisent, sous des idées générales, leurs ambitions profondes; ils défendent l'unité ou la fédération, le régime militaire ou le régime civil, le catholicisme ou le radicalisme. Dans l'Argentine, les provinces combattent la capitale; au Vénézuéla, la classe moyenne métisse, les oligarchies; au Chili, les libéraux luttent contre les « pelucones » propriétaires du sol; au Mexique, les fédéraux contre les monarchistes; dans l'Equateur, les radicaux s'opposent aux conservateurs; au Pérou, les « civilistes » aux « caudillos » militaires. On perçoit, dans la diversité de telles querelles, un principe essentiel : deux classes sont en lutte : propriétaires de « latifundia » et plèbe misérable, espagnols et métis, oligarches et généraux d'une barbare démocratie.

Dans chaque République, le territoire et les traditions donnent des nuances diverses à cette bataille uniforme. Dans l'Argentine, les provinces, sous les vice-rois et les intendants, jouissaient d'une partielle autonomie : le fédéralisme y avait des antécédents lointains. L'unité semble une imposition de Buenos-

1. C'est la région froide des hauts plateaux, séparée de la côte par des chaînes de montagnes.

Ayres qui possède le trésor, la douane de la nation, monopolise la rente et les crédits nationaux. Au Chili, le pays long, étroit, avec la Cordillère au fond comme une frontière de granit, crée matériellement une République unitaire. Les disputes entre centralisation et fédération se terminent là bien vite. L'unité est possible au Pérou, brillant vice-royaume, centre d'un fort pouvoir séculaire. Quelques aspects de ces violentes luttes restent cependant obscurs. Dans l'Equateur, au Pérou, au Vénézuéla, au Mexique, existe l'opposition, entre la côte et la Sierra. Lima et Caracas sont des capitales voisines de la mer ; Mexico et Quito en sont éloignées. Pourtant, au Pérou, luttent militaires et civils ; dans l'Equateur, conservateurs et libéraux ; au Vénézuéla et au Mexique, fédéraux et centralistes. Pourquoi les luttes religieuses, si longues en Colombie, n'existent-elles pas en Bolivie ou en Argentine ? Pour expliquer cette diversité, il serait nécessaire d'étudier la psychologie des différents conquistadors — castillans, basques, andalous, portugais — des races dominées — quéchuas, araucaniens, chibchas, aztèques — de la proportion dans laquelle ils se mêlèrent ; de la réaction du territoire varié — tropique et zones tempérées, côte et sierra — sur les différents métissages.

Grande est la confusion de ces luttes dans certaines démocraties. Les oligarques ne sont pas toujours conservateurs, ni les métis toujours libéraux. Il est des autocraties réactionnaires, comme celle de Portales, au Chili ; il en est de libérales, comme celle de Guzman-Blanco, au Vénézuéla. Les fédéraux sont généralement démocrates et libéraux ; mais on peut en trouver aussi de conservateurs et d'autoritaires. Les démocrates du Pérou sont réactionnaires en religion ; ceux du Chili, radicaux. Le régime civil est conservateur en Bolivie avec Baptista, dans l'Equateur avec Garcia-Moreno ; il est libéral au Mexique

avec Juarez, au Chili avec Santa-Maria et Balmaceda. Le militarisme est radical avec le général Lopez en Colombie; conservateur avec le général Castilla au Pérou. Quand la logique domine dans les évolutions politiques, fédéralisme, libéralisme et démocratie forment une trilogie, et les oligarques sont conservateurs et unitaires.

Les révolutions, en opposant les castes les unes aux autres et en élevant les métis, préparent une nouvelle époque. Mais une société démocratique se constitue difficilement contre les anciennes classes et l'esclavage subsiste, quoique adouci par des constitutions libérales. La classe militaire, accessible à tous, remplace l'ancienne noblesse. Les races vont se confondant dès 1850, quand des lois généreuses affranchissent les nègres et que de nouveaux intérêts économiques compliquent ces sociétés démocrates. Révolutions, dictatures, anarchie ont été des aspects nécessaires de la dissolution de la vie ancienne.

L'époque des généraux cède la place à une période industrielle dans laquelle la richesse augmente, les industries se compliquent, le travail se divise et l'association s'étend dans le commerce et dans la production agricole. La coopération, l'organisation, la solidarité qui manquaient à l'époque d'anarchie, sont des aspects de l'intense développement économique. Les intérêts créés cherchent la paix, l'ordre intérieur qui favorise leur expansion.

La politique dédaigne les querelles idéologiques et les libertés constitutionnelles acquièrent précision et efficacité. Des ploutocraties se forment, qui aspirent à gouverner contre les révolutions intérieures et les guerres étrangères : l'immigration, qui transforme les classes sociales, facilite leur avènement. Le progrès national se réalise malgré les gouvernements : c'est l'œuvre collective, anonyme. Aux individualités énergiques de l'époque militaire succède la foule labo-

rieuse. Le « caudillo » passant au second plan sur la scène politique, des capitaines d'industries le remplacent, des commerçants, des banquiers. Le courage était le titre suprême des hommes ; la richesse sert à présent de critérium pour juger les individus et les peuples. La table des valeurs humaines change : instruction, prévision, sens pratique déterminent le succès dans les démocraties industrielles. Dans l'ascension sociale des générations que l'industrie et le commerce lancent à la conquête de la vieille société patricienne, les préjugés de religion et de classe s'atténuent, et, après un siècle de luttes, les nations modernes surgissent.

Dans les Républiques australes d'Amérique, l'industrialisme domine : dans l'Argentine, l'Uruguay, le Chili, voire le Brésil tropical. Dans la Bolivie et le Pérou, les derniers chefs ne sont pas morts, les partis sont personnalistes ; mais leur influence n'est plus aussi décisive qu'il y a trente ans. Chez les peuples septentrionaux, du Mexique à l'Equateur, l'anarchie et le « caudillisme » persistent : l'inquiétude politique n'y a pas été dominée par le principe d'autorité. La longue dictature du général Castro et de quelques présidents centro-américains démontre que, seule, cette forme de gouvernement peut maintenir la paix dans ces pays.

Il n'est guère possible de fixer le « moment historique » où ces Républiques passent du régime militaire au régime industriel. Long est le crépuscule des « caudillos ». Même dans l'Argentine, où la vie économique est splendide et compliquée, leur influence persiste. Au Pérou, en Bolivie, au Brésil, existe un militarisme latent qui peut détruire vite l'œuvre des présidents civils. Depuis dix ans, les gouvernants se succèdent, au Pérou, dans l'Uruguay et la Bolivie, sans violence révolutionnaire ; mais, peut-on dire qu'a disparu pour toujours l'anarchie d'un demi-siècle?

L'ordre politique s'affirme lentement, et la relation est évidente entre le développement de la richesse, l'accroissement de l'immigration et la paix. L'évolution industrielle, elle-même, est l'œuvre de quelques « caudillos » pacificateurs : le général Pando en Bolivie, le général Roca dans l'Argentine, Piérola dans le Pérou. Battle y Ordoñez dans l'Uruguay, sans oublier le plus grand de tous : Porfirio Diaz.

Economiquement, cette époque de développement matériel est supérieure à la première, toute de révolutions stériles; elle l'est aussi au point de vue politique, car les institutions s'y perfectionnent et leur action constitutionnelle s'y définit. Les municipalités et le pouvoir législatif acquièrent une relative autonomie: ils la conquièrent contre le Pouvoir Exécutif, omnipotent à l'époque militaire. En intensité et en beauté, les années prosaïques de l'industrialisme restent néanmoins inférieures. Avant elles, des personnalités vigoureuses surgissaient, l'histoire avait la vitalité d'une tragédie, on se jouait avec le destin et la mort comme au temps de la Renaissance italienne. « La tyrannie, écrit Burckhardt, des anciennes Républiques latines, commence par développer au plus haut degré l'individualité du souverain, du *condottiere.* » Puis il observe le caractère tout aussi personnel des hommes d'Etat et des tribuns populaires dans l'histoire florentine[1]. Cette analyse est applicable aux chefs américains. Audace héroïque, perpétuelle inquiétude virile caractérisent ces luttes de « caciques ». Le cycle militaire fermé, les Républiques perdent cet intérêt dramatique. Au lieu d'écrire l'histoire des gouvernements, il faut étudier l'évolution économique des nations, les statistiques, l'industrie, le commerce. Dans la tragédie, le chœur, la foule, devient le personnage essentiel : il juge et exécute,

1. *La Civilisation en Italie, au temps de la Renaissance.* Paris, 1885, t. I, pp. 165 et suiv.

il est spectateur et créateur, tandis que s'évanouissent dans la brume des ans passés les anciens héros, vainqueurs du destin et fondateurs de cités.

A ces changements politiques correspondent des transformations dans les mœurs, dans les villes qui perdent leur archaïsme. L'invasion cosmopolite impose une brillante monotonie, l'intérêt devient le seul stimulant de l'action; après la guerre permanente on a la paix à outrance, les Républiques gagnent en médiocrité et en richesse. C'est une époque de transition : on n'y distingue pas les fermes linéaments de la cité future.

Seront-ce de grands Etats ploutocratiques comme les Etats-Unis, l'Argentine et le Brésil? Le Chili qui copie l'organisation sociale de l'Angleterre, subira-t-il comme l'Empire saxon les attaques de la démagogie? Le spectacle de ces nations enrichies permet seulement d'affirmer que dans l'Amérique révolutionnaire, quatre nations : l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Chili, seront, avant un siècle, des Républiques définitivement organisées.

Il reste cependant dans ces Etats d'anciens caractères de race.

« Les morts fondent la race », a écrit M. Gustave Le Bon. « Les générations mortes nous imposent non seulement leur constitution physique, mais aussi leurs pensées. Les formes de gouvernement importent peu »[1]. Dans les démocraties latines américaines, la « révolution fondamentale » dont se targuaient les politiciens a été stérile; sous le déguisement républicain, se maintient, profonde et séculaire, l'hérédité espagnole. Les formes varient, mais l'âme de la race reste identique. Les présidents-autocrates remplacent les vice-rois ; les anciennes luttes entre gouverneurs de l'Etat et évêques persistent, pour le *patronat* dans

1. *Les lois psychologiques de l'Evolution des peuples*, Paris, 1900, pp. 13 et 71.

les affaires ecclésiastiques, le prestige des docteurs, et des titres académiques. La caste dominante, héritière des préjugés espagnols, méprise l'industrie et le commerce, vit de la politique et de ses futiles agitations. Les seigneurs terriens dominent comme avant la Révolution. Subsistent les anciens *latifundia*, grands domaines qui expliquent le pouvoir des oligarchies. Les assemblées exercent une fonction secondaire, comme les « cabildos », municipes d'autrefois. Le catholicisme est toujours l'axe de la vie sociale. Les « picaros » du roman espagnol, parasites hautains et ingénieux, s'imposent. La bureaucratie engloutit les richesses du fisc : elle était formée, il y a un siècle, de Castillans voraces ; aujourd'hui, d'Américains sans volonté. Malgré l'égalité, que proclament les Constitutions, l'Indien est soumis à l'implacable tyrannie des autorités locales, au curé, au juge de paix, au « cacique ». Sous d'autres noms, revivent les petits despotes de l'époque espagnole.

Les démocraties d'Amérique sont donc espagnoles, quoique leur élite se soit toujours inspirée des idées françaises. Démocraties de « pronunciamiento » et d'anarchie, niveleuses et métisses, où l'individu acquiert parfois une signification héroïque comme dans les biographies de Carlyle ; républiques médiévales divisées en factions et en familles irréductibles, gouvernées par des marchands enrichis ; républiques grecques, hostiles à leurs propres chefs, jalouses de la vertu d'Aristide et de la sagesse de Thémistocle, mais sans l'ardeur plébiscitaire des sociétés helléniques.

# LIVRE II

## LES « CAUDILLOS » ET LA DÉMOCRATIE

L'histoire de ces républiques se réduit à la biographie de leurs hommes représentatifs. L'esprit national se concentre en les « caudillos », chefs absolus, tyrans bienfaisants. Ils dominent par la valeur, le prestige personnel, l'audace agressive. Ils ressemblent aux démocraties qui les déifient. Si l'on n'étudie point Paez, Castilla, Santa-Cruz, Lavalleja, il est impossible d'expliquer l'évolution du Vénézuéla, du Pérou, de la Bolivie, de l'Uruguay.

# CHAPITRE I

## VÉNÉZUÉLA

## PAEZ — GUZMAN-BLANCO

L'autorité morale de Paez. — Les Monagas. — La tyrannie de Guzman-Blanco. — Progrès matériels.

Deux figures centrales : Paez et Guzman-Blanco, dominent l'histoire vénézuélienne. — Le premier fonde une République contre la volonté unificatrice de Bolivar. Le second établit une longue autocratie sur les factions et les querelles d'un demi-siècle.

Paez est un chef individualiste et nomade, passionné de la patrie locale contre les vastes concentrations politiques. Comme la pampa argentine engendre Quiroga et le désert de l'Arabie la mystique aventure des kalifes, les « llanos » (plaines) du Vénézuéla créent Paez.

A côté de l'orgueilleux « llanero », dans l'Apure, se forma ce cavalier avide de plaines infinies, chef d'une troupe anonyme, héros de toutes les aventures, romantique et brutal. Il naquit en 1790. Il était métis, représentant des forces indigènes en lutte contre l'oligarchie espagnole et l'aristocratie créole. Démocrate à la façon de Castilla et de Rosas, robuste, audacieux, ayant la perspicacité de l'Indien et la fierté du chef de tribu, il veut seulement diriger des légions. Il déteste les « lettrés », les « juges », les idéologues. Lieutenant du Libérateur, il l'accompagne dans cent batailles ; mais repousse toute discipline, et son insu-

bordination prématurée diminue, en 1818, les succès de Bolivar. Son orgueil se révolte contre toute tutelle, même juste. Parfois, il veut que Bolivar soit chef absolu, monarque invulnérable; d'autres fois, il se soulève contre lui. En 1819, il décide du succès des patriotes dans les « llanos » ; il obtient pouvoir et honneurs, et étonne toujours par son insoumission. En 1821, il s'oppose à l'ordre d'enrôlement que donne Santander, vice-président de Colombie. La municipalité de Caracas partage son désir d'autonomie, le Vénézuéla s'unit à son chef, représentant des instincts nationaux. Bolivar intervient pour renforcer l'union colombienne, et il cède à Paez. En 1826, celui-ci conseille au Libérateur de se faire couronner.

La fusion des peuples, l'unité contre la discorde étaient l'idéal bolivien. Pendant ce temps, l'esprit des nationalités travaille obscurément, et des Républiques spontanées surgissent. La race, fatiguée de tutelles, cherche avec inquiétude la division, croyant y trouver l'autonomie; et Paez, profondément Américain, obéit à cette direction et exile Bolivar. Il rompt l'unité colombienne, comme Santander en Nouvelle-Grenade et Florès dans l'Equateur et libère sa patrie en 1830. Le guerrillero nomade doit alors organiser le pays, lui donner stabilité et continuité: son esprit souple s'adapte à de nouvelles fonctions. Par instinct, écrit un historien éminent, Gil Fortoul, il tendait à jouer le rôle de certains rois constitutionnels laissant à ses ministres le gouvernement. Sans renier son passé démocratique, il fréquenta des lettrés et des oligarques. Sa présidence, de 1831 à 1835, amena la paix intérieure, un ordre sévère dans les finances, la conciliation politique et le progrès économique.

Le D[r] Vargas, ennemi du militarisme, lui succède, mais les frères José Tadeo et José Gregorio Monagas qui déjà, en 1831, s'étaient soulevés contre

Paez, renouvellent leur tentative en 1835. Le Président indécis, impuissant, nomme Paez commandant général de l'armée, tandis que les révolutionnaires de Caracas le proclament chef suprême. Son immense force morale plane paternellement au-dessus des luttes de partis : il est l'arbitre des querelles vénézuéliennes.

Il défend la Constitution et la présidence de Vargas, mais ce dernier ne peut pas conserver le pouvoir et abandonne le gouvernement aux mains du vice-président. Le « chef des plaines » est élu pour une seconde période présidentielle en 1838. Le militarisme décline sous son gouvernement, le crédit extérieur augmente, le service de la Dette est assuré, le progrès continue dans l'ordre. En 1843, son loyal ami, le général Carlos Soublette, républicain à l'antique, austère et libéral, est son successeur. Derechef, l'omnipotence de Paez a triomphé.

La quiétude politique de ces deux périodes recèle des transformations sociales. Le Vénézuéla n'est pas une République démocratique; une oligarchie y domine, comme au Chili. La Constitution de 1830 établit que seuls jouissent des droits politiques les propriétaires, les rentiers et les employés; comme dans la nation australe, les seigneurs terriens commandent et l'esclavage subsiste. Les docteurs appartiennent au groupe dominant. Les oligarques sont conservateurs; ils défendent l'ordre, la propriété et la richesse contre le militarisme et la démagogie. Ils ne reconnaissent point de religion d'Etat, ni ne pratiquent l'intolérance.

En 1840, une réaction libérale commence contre la dictature de Paez et le clan conservateur; on demande des « hommes nouveaux » et des institutions démocratiques. C'est une lutte de classes et de races. La masse obscure — « pardos » (mulâtres), métis, prolétaires — soumise à l'esclavage ou à la servitude, oppri-

mée par les privilèges, hybride, anarchiste, attaque la caste intronisée. Ainsi, à l'inquiétude politique s'ajoute le conflit social. Antonio Leocadio Guzman, brillant démagogue, comprend l'ambition libératrice des foules et fonde, dans la haine contre les hiérarchies et les traditions, un parti populaire. Tribun et journaliste, il attaque violemment Paez, Soublette et leurs ministres; il offre au peuple la liberté des esclaves et la répartition des terres avec la rudesse de tous les créateurs de démocraties, depuis Tibère Gracque jusqu'à Lloyd George. Il est candidat à la présidence en 1846; Paez soutient le général Tadeo Monagas, personnage sombre, qui représente les oligarques. Les partisans de Guzman se soulèvent contre l'influence de Soublette et la tutelle du grand « llanero », et une révolution sociale commence sous la forme d'une querelle politique. Les libéraux veulent renverser les « goths oligarques » du pouvoir, Guzman est fait prisonnier. On le juge comme ces anciens tribuns qui affolaient la classe patricienne par le tumulte d'une démocratie famélique. Condamné à mort comme conspirateur et comme anarchiste, il voit sa peine commuée en bannissement.

Les conservateurs ont vaincu : l'évolution démocratique ne se réalisera point grâce à l'avènement de quelques rudes démagogues. Comme au Chili, le libéralisme modéré germera dans le sein même du groupe conservateur. Jusqu'en 1861 est maintenue la Constitution oligarchique de 1830, comme au Chili la Constitution analogue de 1833 persiste dans toute sa rigidité jusqu'en 1891. Les libéraux se séparent à peine des conservateurs : le démocrate Guzman lui-même accepte l'esclavage. Point ne s'annonce donc une violente guerre de castes; mais plutôt la lente infiltration des principes libéraux chez la classe aristocratique. L'homme de cette époque de transition est le Président Monagas. Il gouverne avec les libéraux

et les conservateurs et fonde un régime personnel. Le Congrès veut le mettre en accusation, mais le peuple défend le dictateur contre le Congrès. L'Assemblée indépendante se trouve dissoute, au milieu des cadavres, un jour tragique, le 24 janvier 1848. et le Pouvoir Exécutif triomphe. A la domination des oligarchies succède le personnalisme ou l'autocratie. Monagas lutte contre Paez, ces deux influences dominantes ne peuvent pas coexister. Le vieux « caudillo » prend la tête d'une révolution; il est vaincu et, comme Guzman, exilé... Curieuse analogie de destin entre le chef des oligarques et celui des démocrates!

José Tadeo Monagas est remplacé par son frère José Gregorio. Ils forment tous deux une étrange dynastie dans laquelle l'hérédité est collatérale. Guzman ayant reperdu la présidence, ses partisans et ceux de Paez se soulèvent en 1853 et 1854 contre le gouvernement: celui-ci est vainqueur et affranchit les esclaves en 1854. Mieux que les apostrophes du tribun populaire, cette mesure radicale prépare l'avènement des démocrates. Après José Gregorio Monagas, son frère José Tadeo devient Président en 1855. Une nouvelle Constitution de 1857, à tendance centraliste, permet la réélection du Président et Monagas reste au pouvoir. Le général Castro le vainc, à la tête d'une coalition de tous les partis. Les anciens groupes politiques se réorganisent; les luttes entre centralistes et fédéraux recommencent; et dans le déclin des oligarchies, la démocratie avance. La Convention de Valencia (1858) promulgue une Constitution libérale, laquelle établit l'autonomie des provinces avec gouverneurs et Congrès qui leur soient propres; la capacité électorale, restreinte par l'ancien statut, est élargie; on institue le système des jurés; on affaiblit le Pouvoir Exécutif en souvenir du personnalisme de Monagas. Une guerre civile, où se mêlent fédéraux, libéraux, centralistes, conservateurs,

constitutionnels ou idéologues en rencontres bigarrées inquiète le pays. Ces batailles manquent de la simplicité des anciennes directions, de la rigidité des vieilles hiérarchies. La démocratie croît douloureusement, les factions libérales éprouvent l'ivresse des niveleurs. Leurs chefs — Falcon, Zamora — sont des démagogues à cheval. Devant tant de barbarie, Paez, revient des Etats-Unis en 1861, apportant la réaction et l'autocratie. Le 10 septembre, il se proclame chef suprême contre le pouvoir fédéral : octogénaire, il réunit dans ses mains tremblantes tout le pouvoir, triste symbole de l'oligarchie épuisée en lutte contre l'envahissante démocratie. En vain accumule-t-il les décrets tyranniques : il ne peut empêcher le triomphe de la fédération. Guzman-Blanco, général des forces fédérales, négocie avec Rojas, le secrétaire omnipotent de Paez, à Coche, un accord qui met fin à l'instable dictature. L'action du fondateur du Vénézuéla, « l'homme des plaines », représentant de l'aristocratie conservatrice, est terminée. Il meurt en 1873, quand déjà se dresse pour continuer, sous une autre forme, son œuvre d'un demi-siècle, un grand « caudillo » : Antonio Guzman-Blanco.

Il était le fils de Antonio Leocadio-Guzman, chef du parti libéral. Il voyagea aux Etats-Unis, fut diplomate, suivit des cours de droit, et de retour au Vénézuéla dirigea les opérations militaires pendant la révolution contre Paez. Il avait des dons de capitaine : il organisait habilement l'attaque et la retraite dans cette difficile lutte de factions à travers les plaines, se révélait héroïque conducteur d'hommes, impétueux et tenace. En 1862 il atteignit le grade de Général en chef de l'Armée. L'Assemblée générale l'élut vice-président de la République, sous la présidence de Falcon, après les accords de Coche. Guzman-Blanco contracte alors un emprunt d'un million et demi de livres sterling à Londres, où le crédit du

Vénézuéla était ruiné. Il était nécessaire de relever les finances publiques après la longue crise révolutionnaire. L'opération fut onéreuse, et le chef libéral, critiqué. Le Congrès Vénézuélien lui accorda cependant un prix en espèces.

En 1865 et 1866, pendant les absences du Président Falcon, il exerça le commandement avec un tact politique admirable, introduisant de sévères économies dans les finances, régularisant la dette, supprimant des emplois et des pensions. Dans l'ordre politique, malgré le triomphe des fédéraux, il demanda qu'on renforçât le pouvoir central, contre l'anarchie des provinces autonomes. En effet, une nouvelle constitution extrêmement libérale, promulguée par l'Assemblée de 1864, avait concédé aux provinces une excessive indépendance.

Une révolution renverse le Président fédéral, et les conservateurs, les mécontents, ramènent José Tadeo Monagas. L'anarchie continue et Guzman-Blanco intervient pour réprimer des révoltes partielles, conseiller la tolérance politique, et négocier à l'étranger l'unification de la dette publique; de Paez, il a hérité le pouvoir moral. Monagas veut l'attirer dans son parti, lui offre la succession présidentielle. La lutte augmente d'intensité : les « bleus » de Monagas, comme à Byzance, se méfient des « jaunes » de Guzman-Blanco. La guerre civile dure cinq ans; le pays cherchant la stabilité, même dans l'autocratie, José Ruperto Monagas succède à son père et l'essai monarchique se répète. Le chef des fédéraux est l'ennemi du président qui l'exile, après une attaque nocturne à sa maison, le 14 août 1869.

Guzman arrive à Curaçao et, en septembre, commencent ouvertement les travaux révolutionnaires. Monagas veut transiger, poursuit une de ces conventions si fréquentes dans l'histoire vénézuélienne; mais le « caudillo » impose de dures conditions. Son

père, le tribun démagogue, l'accompagne comme journaliste. Après des batailles partielles, la Révolution triomphe à Caracas (avril 1870), et Guzman-Blanco assume la dictature. Le régime autocratique n'accepte ni conciliation avec les vaincus, ni artifices légaux; la figure de l'Impérator plane au-dessus de la foule passive, contre la désorganisation fédérale, le gaspillage économique et l'incessante anarchie. Le chef libéral attaque énergiquement ses adversaires, il dirige des batailles, fait des prodiges de stratégie à Valencia et à Apure. Les « bleus » reculent, perdent successivement Valencia, Trujillo, Maracaïbo. Le général Matias Salazar, chef libéral séditieux, ami du dictateur, est fusillé. Comme Porfirio Diaz, l'autocrate vénézuélien mate l'anarchie en décapitant des généraux. Des exils, des combats, des confiscations de biens, préparent la paix définitive. Deux ans dure la guerre civile, et en 1872, Guzman-Blanco, despote bienfaisant, commence la transformation matérielle du pays. Il connait les hommes, il a le don du commandement, une irrésistible décision, un caractère d'acier. Il réduit les droits d'importation, annule ceux d'exportation; fonde une compagnie de crédit qui émet des bons garantis par le Gouvernement, et amortit la dette publique. Tout en introduisant de sévères économies dans les finances, il attaque ses ennemis politiques avec des emprunts forcés et des contributions spéciales. Dans l'ordre politique, il réprime sans hésitation les révoltes des Bleus, ne leur accorde aucune amnistie; il exile l'archevêque parce qu'il refuse de célébrer par un « *Te Deum* » le triomphe de la Révolution libérale. Le dictateur est nationaliste contre les pressions et les menaces étrangères : il aspire à la reconstitution du Vénézuéla, dans l'ordre intérieur et extérieur, contre l'anarchie des factions et l'agiotage européen. Des conflits diplomatiques surgissent avec les Etats-Unis, la Hollande, l'Angleterre et la Papauté.

Guzman-Blanco protège l'instruction : il désire « une école dans chaque rue ». Il réforme les codes civil et pénal, établit le mariage et le registre civils. En 1873, il renonce à la dictature devant le Congrès; mais celui-ci l'élit président, et lui accorde de suprêmes honneurs. Des statues, des rues portant son nom, des médailles, les titres pompeux d' « Illustre Américain » et de « Régénérateur du Vénézuéla » : rien ne lui est refusé par des députés serviles et prodigues. Sa statue, érigée à Caracas en 1875, près de celle de Bolivar, unissait dans la gloire le Libérateur et le Régénérateur. Le dictateur populaire satisfait les ambitions de chacun : il apporte la paix que désirent les oligarques, il est l'idole des foules, et attaque l'Eglise, comme les libéraux et les francs-maçons.

De 1870 à 1877, le Gouvernement favorise le développement matériel par la construction de chemins de fer et de routes, d'édifices publics dans les grandes villes, par la transformation et l'embellissement de Caracas. On dit qu'il voulut imiter Napoléon III en ouvrant des promenades et des avenues. Le crédit prospère, le service de la Dette est assuré, les rentes publiques augmentent, on établit des budgets ordonnés et économiques, la statistique est organisée. Le Président renforce et discipline l'armée; intervient dans la politique des Etats, malgré le fédéralisme. Il essaie de fonder une Eglise Vénézuélienne, avec un archevêque libéral et des curés élus par les fidèles; supprime les congrégations et en convertit les biens en propriétés nationales. Son autocratie ne respecte pas de pouvoirs étrangers. Dans l'ordre économique, il stimule les industries par un fort protectionnisme. Admirateur de l'art français, il crée des musées au Vénézuéla.

En 1877, lui succède le général Alcantara. Guzman-Blanco disait dans son message, en résumant son œuvre de sept années, qu'il laissait la paix, l'organi-

sation administrative et politique, le crédit extérieur, la liberté du vote, le « triomphe de la dignité et du droit de la Patrie ». On l'acclame jusqu'à l'apothéose. Il se dirige en Europe, et, durant son absence, les statues du dictateur sont renversées et on annule les décrets par lesquels on lui avait conféré les honneurs. La démocratie, instable et féminine, brûle ce qu'elle avait adoré. Guzman-Blanco retourne au Vénézuéla en 1878, dévoré de désirs dictatoriaux. Il avait essayé, à Paris, de fonder une compagnie qui, à l'instar des compagnies anglaises de l'Afrique et des Indes, transformerait son pays. Il ambitionne le pouvoir qu'il a abandonné à une foule ingrate. A son arrivée une révolution favorable l'accueille. l'Etat de Carabobo le proclame dictateur et dix autres Etats le suivent. Les révolutionnaires triomphent, et ceux-là mêmes qui avaient renversé les statues et annulé les honneurs, portent le dictateur aux nues. Guzman-Blanco propose la réforme de la Constitution : la fédération suisse lui sert de modèle politique. Il réduit le nombre des Etats au Vénézuéla, dépouille le Pouvoir Exécutif de force attributions qu'il confie à un Conseil fédéral. Les Provinces approuvent la Constitution « Suisse » de 1882.

L' « Illustre Américain » retourne alors en France pour réaliser un plan financier qui transformera son pays, et passer un contrat avec la haute banque juive. Il forme une Compagnie privilégiée qui exploitera le pays, obtiendra des concessions de terrains, organisera ce que les financiers appellent la *mise en valeur* de territoires nouveaux. La constitution promulguée, Guzman-Blanco est élu Président du Conseil général. En 1882, il expose au Congrès les bienfaits de son autocratie : développement matériel, budgets avec *superavit*, extension de la culture, fermeté politique.

Jusqu'en 1886, Guzman-Blanco est président de la

démocratie vénézuélienne, ou ministre dans les capitales européennes. Son pouvoir est absolu : il impose de nouveaux chefs, quitte le pays, y revient; il est le protecteur de la République. Il dirige, des bords enchantés de la Seine, le développement fébrile du Vénézuéla. Comme Porfirio Diaz au Mexique et Rosas en Argentine, il vainc les autres chefs, impose la paix, organise et unifie, domine par la terreur ou par le sentiment. « Caudillo » sans idées politiques définies, il aime le pouvoir et la patrie. Etat, Eglise, partis, richesses lui appartiennent : ce sont les domaines de ce baron féodal. Ses ennemis l'accusent de s'être enrichi des deniers nationaux; mais son œuvre, dans l'ordre matériel, est féconde : il construit des chemins, érige des édifices, stimule le développement de la fortune nationale. Dans l'ordre politique, il affirme l'inviolabilité de la patrie contre les agressions étrangères; il est démocrate contre l'oligarchie conservatrice. Il aime le faste, le triomphe, l'extériorité somptueuse, la phrase sonore, le servilisme des foules.

Son œuvre, il y croit orgueilleusement; il s'écrie, en 1883, que le Vénézuéla sous son autorité « a entrepris un voyage infini vers un avenir infini. » Sa dictature lui paraît nécessaire, providentielle : « les peuples l'imposèrent pour nous sauver de l'anarchie ». Il a voulu « la régénération de la patrie »; et, de cette œuvre, sienne est la responsabilité ; mais sienne aussi la grandeur. « Je n'ai jamais suivi la pensée d'autrui mais la mienne » dit-il[1] ; on peut lui appliquer la phrase classique de l'absolutisme, « l'Etat c'est moi ».

1. *En defensa del Septenio*. Paris, 1878, p. 29

## CHAPITRE II

### LE PÉROU

### LE GÉNÉRAL CASTILLA — MANUEL PARDO — PIEROLA

L'œuvre politique du général Castilla. — La paix intérieure. — Les richesses du guano et du salpêtre. — Manuel Pardo, fondateur du parti civil contraire au militarisme. — Le dernier « caudillo », Pierola : ses réformes.

Lente est la gestation de la République au Pérou. Le vice-royaume se défend contre les troupes colombiennes, péruviennes et argentines; contre les armées de Bolivar et de San Martin. Là se gardent les pénates espagnols : le trésor, l'aristocratie vigilante, les armées aguerries. C'est en 1824, quand l'Amérique est déjà indépendante, que la victoire d'Ayacucho libère le Pérou de la domination espagnole.

Bolivar veut lui donner la même Constitution qu'à la Bolivie; imposer à l'anarchie de ces républiques la présidence inamovible; mais la municipalité de Lima repousse ce projet. — Les Péruviens exaltent le Libérateur; « héros, demi-dieu », l'appellent les poètes; on chante son éloge dans les églises; le Congrès lui accorde richesses et honneurs. Les généraux de Bolivar luttent pour le commandement. Le héros colombien retourne dans sa patrie, et alors, présidents et révolutions se succèdent au Pérou. L'histoire des premiers vingt ans de la République n'enregistre, comme dans l'Argentine ou au Mexique, que le choc des forces sociales organisées et disciplinées

par le régime colonial. Généraux et docteurs, l'autocratie et l'anarchie, l'oligarchie du vice-royaume et la démocratie qui avance, combattent entre eux. Des factions byzantines montent à l'assaut du pouvoir dans les congrès et dans les casernes. Les présidents-aristocrates : Riva Agüero, Orbegoso, Vivanco; les présidents-militaires : La Mar, La Fuente, Gamarra, se succèdent avec une rapidité vertigineuse. Dans le sud, Arequipa, mère d'hommes tenaces, engendre de terribles révolutions. Des guerres extérieures, contre la Colombie en 1827, contre la Bolivie en 1828 et 1835, pour repousser le protectorat de Santa-Cruz, sont des querelles de généraux ambitieux qui se disputent la succession de Bolivar. — Les nouvelles nations, aux frontières indécises, n'ont pas encore la conscience nationale. Santa-Cruz, président de Bolivie, unifie le Pérou, fonde une confédération, de Tumbez à Tarija, nécessaire à l'équilibre politique américain; mais c'est un président étranger. Au-dessous de la foule des chefs provinciaux s'élève bientôt un général, don Ramon Castilla, qui, durant vingt ans, est le directeur énergique de la vie nationale.

Il rappelle Paez plutôt que Rosas. Il n'est point un tyran invulnérable; mais un « caudillo » de grande influence. Originaire de Tarapaca, le pays du salpêtre, né en 1796, il était métis, ayant du sang indien dans les veines par sa grand'mère. Cette origine explique peut-être sa résistance et son astuce. Son père était Asturien, d'une race guerrière. Castilla passa sa jeunesse à Tarapaca, dans une région d'immenses plaines et de vallées étroites et le désert le fit, comme en Arabie, nomade, chef de légions. Soldat espagnol au Chili, il est fait prisonnier à Chacabuco; remis en liberté, il parcourt l'Argentine et le Brésil, et, de retour au Pérou, il offre ses services à San Martin, en 1821, se bat à Ayacucho, aux côtés de Sucre, suit le général Gamarra contre la Bolivie, et, refait

prisonnier à Ingavi, il finit par devenir général, puis maréchal. Petit, de traits virils, le regard pénétrant, grand capitaine, il est, en campagne, tenace et fort. Son allure est martiale; on devine que l'opposition l'irrite, qu'il est autoritaire par vocation. Sans grande culture, à force d'astuce, il paraît instruit. Il connaît intuitivement la valeur des hommes, et la façon de les gouverner. Son fort est le don du commandement. L'expérience l'ayant rendu sceptique et moqueur, sa phrase est dure, incisive. Simples sont ses idées: conservateur dans l'ordre politique, il respectait le principe d'autorité. — Comme San Martin, à qui il écrivit du pouvoir des lettres suggestives, il haïssait l'anarchie. Au milieu du tumulte révolutionnaire, il comprit la nécessité d'un gouvernement fort. Il bat le dictateur Vivanco, en des escarmouches et en des batailles, à Carmen-Alto, et devient président du Pérou, en 1845. Il accorde l'amnistie aux vaincus et rétablit l'ordre. Son gouvernement marque, après vingt ans de révolutions, le commencement d'une nouvelle période de stabilité administrative dans laquelle le commerce se développe, les rentes publiques augmentent; de nouvelles richesses, le salpêtre et le guano, transforment la vie économique du pays. Le télégraphe unit Lima au Callao, en 1847; le premier chemin de fer péruvien s'inaugure en 1851. Le service de la dette extérieure créée par les emprunts commence, et la dette intérieure se consolide. La première présidence du général Castilla ramène la paix et le progrès économique.

Après lui, le scandale financier, les consignations du guano, les spéculations, l'impure fièvre de lucre engendrent le mécontentement. La prophétie de Bolivar s'est accomplie : l'or a corrompu le Pérou. Castilla hésite avant de se révolter contre un gouvernement constitutionnel. Homme d'ordre, il respecte l'autorité chez les autres et en soi. A la fin, la révo-

lution éclate, et triomphe à La Palma, en 1855. Le congrès de cette même année élit Castilla président.

Déjà, l'année précédente, le général-président avait décrété l'émancipation des esclaves noirs pour rendre sympathique la révolution à la tête de laquelle il se trouvait. Le Congrès déclare aboli le tribut personnel des Indiens. Une nouvelle Constitution, base de celle de 1860 qui régit encore le Pérou, transforme des aspects essentiels de l'organisation politique. Elle supprime le Conseil d'Etat et le remplace par deux vice-présidents; elle organise les municipalités; fixe à quatre ans la durée de la période présidentielle. Vivanco se soulève contre Castilla en 1857: mais il est vaincu. Le gouvernement du général Castilla se termine pacifiquement : de 1844 à 1860, il a dirigé d'une main de fer la politique nationale. Nul, avant lui, n'avait donné à la vie du pays pareille continuité. Toutes les forces économiques et morales de la nation se sont développées : les exportations ont atteint le chiffre de trois millions de livres sterling, dépassant ainsi le montant des importations; chemins de fer et lignes télégraphiques suppriment le désert, le crédit du pays va permettre de nouveaux et importants emprunts. Le Pérou, conscient de son énergie progressive, aspire à étendre ses domaines. Castilla déclare la guerre à l'Equateur en 1859, à propos d'une question de frontières : vainqueur, il accorde une paix généreuse. Il construit des navires pour s'opposer à la future suprématie maritime du Chili; devine, enfin, l'importance de l'Est péruvien, et envoie des expéditions sillonner les grands fleuves ignorés. Comme Garcia-Moreno dans l'Equateur et Portales au Chili, il affermit la paix, stimule la richesse, protège l'instruction, crée une marine, impose une nouvelle Constitution au pays. Son action n'est pas seulement politique, mais encore sociale : en affranchissant les esclaves et les Indiens, il prépare la future

démocratie. Les journaux de l'époque condamnent son absolutisme. « La formule du général est : *L'Etat, c'est moi,* » écrivait, en 1852, don José Casimiro-Ulloa. Castilla fut, durant quinze ans, le dictateur nécessaire dans une république instable.

Après lui, la vie nationale est personnifiée par un président civil. Manuel Pardo, qui représente la réaction des avocats et des hommes d'affaires contre le militarisme de Castilla et de ses prédécesseurs. Il ne gouverne point en deux périodes comme le général autocrate, ni son action personnelle ne dure dix ans; et, pourtant, son prestige croît après sa mort, de sorte que son nom préside à la fortune d'un parti.

Pardo naquit à Lima en 1834. Il était le fils d'un poète, don Felipe Pardo, mais il dédaigna bientôt le rêve pour l'action : les intérêts matériels lui paraissent supérieurs à toutes les autres questions. Il déteste la « politique pure »; il estime que la Constitution est « lettre morte dans la vie nationale ». Sa vocation le pousse à la gestion financière : il fut ministre des finances de 1866 à 1868, agent fiscal à Londres; et fonda une banque à Lima. Son meilleur discours traite de l'impôt. Président, il décréta, en 1875, le monopole du salpêtre, mesure économique provoquée par l'état inquiétant de la fortune fiscale. Economiste, homme d'ordre, il continua l'œuvre de Castilla, triompha des révolutions et organisa le pays.

En 1862, après avoir été ministre, maire de Lima, une élection populaire le porte au pouvoir. En quatre ans, son extraordinaire activité réforme tous les services publics : instruction, finances, immigration. Il ordonne la formation du cens en 1876, attire les étrangers; fonde la Faculté de Sciences politiques et l'Université de Lima pour l'éducation de diplomates et d'administrateurs, l'Ecole des Arts et Métiers pour l'instruction populaire; ouvre de nouvelles écoles primaires, fait venir des professeurs allemands et

polonais, et leur livre la direction pédagogique du pays. Il promulgue un nouveau règlement d'instruction inspiré de l'éducation classique européenne. Il rétablit la garde nationale comme l'avait fait Portales au Chili; organise les juntes départementales dans un but de décentralisation. Son action est inquiète, universelle. Il veut une politique positive, sans luttes doctrinaires; rêve d'une *république pratique*, comme Rafael Nuñez en Colombie et Guzman-Blanco au Vénézuéla; préfère la Faculté de Sciences politiques qui forme des administrateurs, à celle de Lettres, qui crée des littérateurs et des philosophes.

Cependant, le pays fait banqueroute. Les emprunts, les grandes constructions du président Balta, les spéculations sur le guano et le salpêtre l'ont épuisé. Pardo ne peut empêcher le désastre financier. Il assure le service de la dette extérieure et annonce la ruine à la démocratie enivrée dans l'orgie économique. Il cherche inutilement l'alliance de l'Argentine et de la Bolivie pour élever un triple bastion contre les ambitions du Chili. Son effort reste stérile, tant au dedans qu'au dehors. — Au chef du parti civil succède un président militaire. L'alliance du Pérou et de la Bolivie est impuissante contre la force chilienne, et Pardo lui-même meurt assassiné par une réaction suprême de la démagogie qu'il voulut dominer.

La mort rendit son influence plus durable comme il arriva aussi avec Garcia-Moreno et Balmaceda. Fort directeur d'hommes, il réunit autour de lui des partisans enthousiastes, des fanatiques. Son œuvre réformatrice devint l'évangile d'un parti, le parti civil qu'il avait fondé. Le dictateur Vivanco avait réuni, dès 1841, en un groupe conservateur, les personnalités choisies de l'époque : Pando, Andrès Martinez, Felipe Pardo. Ureta, rival de Manuel Pardo dans la campagne présidentielle, réunit les premiers éléments d'un parti civil.

Mais ce fut son émule qui groupa toutes ces forces, leur imprimant une durable harmonie. Rejeton d'anciennes familles, les Aliaga, les Lavalle, Pardo représentait les traditions coloniales dans une démocratie agitée.

Il s'était soudainement formé au Pérou, grâce à la découverte de richesses nouvelles : le salpêtre et le guano, et à des monopoles fiscaux, une ploutocratie forte par le prestige de la fortune qui devait bientôt vaincre les anciennes familles. Pardo, docile à la transformation nationale, s'unit à cette ploutocratie ; et son parti, renforcé par ces alliances, devint le défenseur tenace de la propriété, des réformes lentes, de l'ordre, contre l'anarchie créole. Il fut conservateur sans rigidité, libéral sans violence, comme les groupes modérés des monarchies, comme les progressistes sous la troisième République française. Après avoir été une force aristocratique, dédaignant son ancienne sévérité, il se transforma en parti des classes riches, et accepta dans son sein des mulâtres et des métis. De la même façon, dans d'autres démocraties sud-américaines, s'est substituée à l'ancienne oligarchie une ploutocratie dans laquelle figurent des fils d'immigrants, de métis et de banquiers.

L'action de Pardo dépassa celle de Castilla en intensité et en durée. Elle répondait à de nombreux besoins du Pérou : entre le militarisme et la démagogie, l'élément civil était l'unique agent d'ordre et de progrès. L'œuvre de Manuel Pardo, interrompue durant la guerre avec le Chili (1879-1884) et la période d'anarchie postérieure à celle-ci, malgré les efforts d'un chef militaire qui lutta héroïquement dans la guerre contre le Chili, le colonel Cacerès, fut continuée — ironie des choses humaines — par l'ennemi juré de Pardo, par Pierola, le dernier des grands caudillos péruviens, inquiet, romantique, toujours prêt à conquérir le pouvoir par l'œuvre violente des révolutions.

A trente ans, en 1869, il fut ministre des Finances, après Garcia-Caldéron, qui avait renoncé à ce poste, ne voulant pas autoriser la dangereuse politique des emprunts. Dix ans après, en 1879, Pierola se proclama dictateur, et prépara, avec une rare énergie, la défense du Pérou envahi par le Chili. Réformateur, d'après la méthode jacobine, il croyait transformer le pays en accumulant des décrets, et en changeant le nom des institutions. Son noble enthousiasme fait oublier ses erreurs.

Les armées péruviennes vaincues, Pierola ne résigna pas le pouvoir et divisa le pays. Dix ans plus tard, en pleine maturité intellectuelle, il fut élu président (1895-1899) : de lui date ce qu'on peut appeler la renaissance péruvienne. Sans user de l'emprunt, il transforma un pays épuisé en république stable. Comme tous les grands « caudillos » américains, il se révéla excellent administrateur de la richesse fiscale, il établit l'étalon d'or comme base du nouveau régime monétaire, promulgua un code militaire, une loi électorale, il appela une mission française qui devait changer une armée docile à l'ambition des factions en un pouvoir conservateur de la paix intérieure. Son talent organisateur, son patriotisme, son imposante supériorité, surprirent alors ceux qui n'avaient connu que le meneur de révolutions.

Il fonda un parti démocratique comme Pardo, le parti ennemi du militarisme. Malgré ces dénominations, le dernier de ces groupements a prêté son appui à des chefs militaires et aucune loi en faveur des ouvriers n'est due aux démocrates. Pierola qui se faisait appeler « protecteur de la race indigène », établit l'impôt sur le sel, très dur pour cette race misérable.

Le chef des démocrates est lui-même aristocrate, non seulement par ses origines, par l'élégance un peu archaïque de son style et par ses goûts de patricien,

mais parce qu'il aima toujours s'entourer de vieilles et nobles familles, les Orbegoso, les Gonzalez, les Osma, les Ortiz de Zevallos, etc. Cette contradiction entre l'esprit de Pierola et le nom du parti qu'il a fondé, ne nuit pas à la grande popularité dont l'ancien président jouit au Pérou. Il s'impose par des qualités très personnelles comme celles de Manuel Pardo, et ses partisans deviennent des fanatiques. Ses phrases maniérées, son héroïsme, son audace, ont pour ces croyants une signification religieuse : comme le Facundo de l'épopée de Sarmiento, il est le kalife nomade, qui apporte à la démocratie en mal d'anarchie la promesse d'un message divin.

## CHAPITRE III

### BOLIVIE

### SANTA-CRUZ

Santa-Cruz et la Confédération du Pérou et de la Bolivie. Les tyrans : Belzu, Melgarejo. — Les derniers caudillos : Pando, Montes.

La Bolivie naît, tout entière et armée, comme dans le mythe classique, de la pensée de Bolivar. Le Libérateur lui donne un nom, une Constitution, un Président. Il crée, en 1825, dans les territoires coloniaux, dans le district de Charcas, par décret, une République autonome; il en est le Protecteur. Sucre, le général d'Ayacucho, lui succède en 1826. Ce noble ami de Bolivar pendant les guerres d'indépendance, s'éloigne, désenchanté, du pouvoir, Patrocle de l'Iliade américaine.

Dès lors et pour vingt ans, domine dans cette naissante République un grand « caudillo », Andres Santa-Cruz. Lieutenant du Libérateur, il hérita comme Florès et Paez d'une partie de son legs de nations : il fut Président de Bolivie et voulut l'être du Pérou.

En 1826, il présida le Conseil d'Etat à Lima et gouverna en l'absence de Bolivar. En 1827, il est chef de la République bolivienne et lutte difficilement contre l'anarchie nationale. Son ambition s'agite sur la vaste scène de l'ancien vice-royaume; il veut unir la Colombie. la Bolivie et le Pérou et, dans ce but, organise la franc-maçonnerie comme force politique, depuis La

Paz jusqu'à Lima. Président de la République bolivienne pour la deuxième fois, en 1828, il forme un gouvernement fort contre les révolutions. Il est, comme Garcia-Moreno ou Guzman-Blanco, un civilisateur. Fils d'une Indienne de noble origine, la « Cacica » de Guarina, il a peut-être, par atavisme, des ambitions impériales. Il aime le pouvoir et le faste, reçoit du roi Louis-Philippe la Légion d'honneur et institue un ordre analogue pour la Confédération bolivienne. Il accumule les titres sonores : capitaine général et président de Bolivie, grand maréchal, pacificateur du Pérou, protecteur suprême des Sud et Nord-Péruviens, chargé des relations extérieures. En politique intérieure, il est un organisateur qui défend l'ordre cruellement, un administrateur rigoureux. Il promulgue des codes, suivant l'exemple napoléonien; discipline l'armée et restaure les finances. Les rentes augmentent; le crédit s'affermit; l'impérialisme naît. Santa-Cruz attire les Européens et protège les nationaux, car la population le préoccupe; c'est, en effet, le grand problème bolivien et sud-américain. Il propose, en 1833, l'exclusion des célibataires de la magistrature, la protection aux familles nombreuses. Comme tous les « caudillos », il se préoccupe de développer le Trésor public.

Les triomphes locaux ne le satisfont pas. Méfiant, astucieux, froid, sans l'éloquence déclamatoire d'autres présidents, ambitieux de richesse et de pouvoir, il veut de nouveaux Etats pour son sceptre despotique. Imitant Napoléon, comme Iturbide au Mexique; et, songeant aux succès du Premier Consul, il prépare des expéditions de conquête et favorise l'anarchie dans le Pérou qu'il a l'intention de gouverner derechef, comme en 1826. Orbegoso, président de la République voisine, l'appelle à son aide (1835) pour vaincre Salaverry, brillant colonel, qui s'est proclamé dictateur. Santa-Cruz s'érige alors en arbitre des querelles péru-

viennes, et envahit le territoire. Il bat Salaverry à Socabaya, et Gamarra, son allié, à Yanacocha. Le dictateur meurt fusillé en 1836, et le Président bolivien fonde contre l'anarchie péruvienne une vaste Confédération : il reconstitue le vice-royaume. Son ambition le conduit jusqu'à attaquer Rosas, le tyran argentin. Il a hérité de l'idéal unificateur de Bolivar, et se prépare à le réaliser. Trois Etats : la Bolivie, le Nord et le Sud du Pérou, chacun avec sa capitale, son président et son Congrès, forment la Confédération sous l'autorité impériale du nouvel Inca. Santa-Cruz organise avec une activité extraordinaire les trois Etats, leur impose des constitutions et des codes; se flatte de gouverner à Lima, la métropole élégante ; on dirait qu'il est le vengeur de la race métisse opprimée par l'oligarchie coloniale. La Confédération existe depuis 1837 ; mais, au Sud, le Chili, envieux de l'hégémonie pérou-bolivienne, la menace. Portales, le ministre omnipotent, cherche des prétextes pour attaquer cette solide construction politique. Il accuse Santa-Cruz d'ourdir des expéditions, comme celle de Freire, contre les conservateurs chiliens; il l'appelle « violateur injuste de la souveraineté du Pérou » ; il craint que son pouvoir ne porte atteinte à l'indépendance des républiques sud-américaines. Portales et Santa-Cruz représentent deux ambitions inconciliables : ils ont le même esprit organisateur et autoritaire ; professent tous deux un étroit nationalisme et un patriotisme violent. L'oligarchie chilienne, menée par Portales, organise alors la *campagne libératrice* du Pérou. L'historien Walker Martinez justifie cette politique d'intervention dans les affaires d'Amérique, contre laquelle se sont prononcés toujours, après la guerre du Pacifique, les diplomates chiliens.

Deux expéditions successives se dirigent vers les côtes du Pérou. Santa-Cruz bat la première, dirigée par le général chilien Blanco Encalada, en 1837. Le

général Bulnes est le chef d'une autre armée « libératrice ». Des généraux péruviens : Gamarra, Castilla et Orbegoso lui-même, le secondent. La bataille de Yungaï, en 1838, met fin à la Confédération, et Santa-Cruz perd tout pouvoir sur les peuples de Bolivie et du Pérou.

Son œuvre politique, la Confédération. tendait à réunir deux peuples que Bolivar sépara malgré les traditions coloniales; elle organisait, sur les bords du Pacifique, une force stable contre le naissant impérialisme du Chili. Des hommes éminents du Pérou : Riva-Agüero. les Tristan, Orbegoso. Garcia del Rio. Necochea, des généraux et des politiques. secondèrent l'effort unificateur du général bolivien.

Son œuvre brisée, Santa-Cruz se retira en Europe en 1845, tenta. excité par de zélés partisans, de retourner dans sa patrie; mais le Chili et le Pérou s'opposèrent à ce projet. Il fut ami de Napoléon III à Paris. où il représenta la Bolivie plusieurs fois et mourut en 1865. La Confédération qu'il voulut inutilement fonder eût changé le destin des peuples du Pacifique. en donnant la suprématie politique à la Bolivie et au Pérou unis. Les successeurs de Santa-Cruz à la présidence de Bolivie : Ballivian, Velasco, étaient de ses amis et continuèrent son œuvre ambitieuse quoiqu'ils se fussent révoltés contre son autocratie. Après le grand chef métis, aucun gouvernant n'atteignit son prestige, ni l'ampleur de sa mission politique. Des présidents postérieurs, civils les uns : Baptista. Arce... les autres militaires : Pando, Montes... ce dernier organisateur remarquable et constructeur de chemins de fer qui évitent à sa patrie un dangereux isolement. exercent une véritable influence sur l'histoire bolivienne, mais n'ont pas cependant l'importance des premiers présidents. Ils appartiennent à une époque prosaïque de ferme développement économique. La Bolivie a eu aussi des tyrans. fauves de

tragi-comédie, vulgaires et sombres, comme Melgarejo, rouge incarnation de la barbarie créole. C'est la figure néronienne de Bolivie, l'homme de toutes les cruautés et de toutes les licences; audacieux, énergique, il inaugure le régime de la terreur, s'entoure d'une garde prétorienne, représente les instincts destructeurs de la populace, exacerbés par l'envie. C'est enva in que des dictateurs bien intentionnés, comme Ballivian, en 1841, et Linares, en 1857, s'appliquent à continuer, entre deux épisodes barbares, l'œuvre civilisatrice de Santa-Cruz. Ils rêvent de fonder dans une République Aimara, comme Renan dans les domaines de Caliban, la tyrannie des éléments intellectuels. Leur effort reste stérile. Jusqu'en 1899, année dans laquelle le Président Pando inaugure le régime civil, l'histoire de Bolivie est une succession funambulesque de révolutions et de tyrans. Un écrivain remarquable qui a étudié son « peuple malade »[1] écrit que « de 1825 à 1898 éclatèrent plus de soixante révolutions et toute une série de guerres internationales; il y eut six présidents assassinés : Blanco, Belzu, Cordova, Morales, Melgarejo et Daza, sans compter ceux qui moururent en exil. »

1. *Pueblo enfermo*, par A. Arguedas. Barcelona, 1906.

## CHAPITRE IV

### L'URUGUAY

### LAVALLEJA — RIVERA — LES NOUVEAUX CAUDILLOS

Les factions : les Blancs et les Rouges.
Les chefs : Artigas, Lavalleja, Rivera. — La période moderne.

Petite république australe, située entre un Etat impérialiste, le Brésil, et une nation ambitieuse d'hégémonie, l'Argentine, l'Uruguay, « la province orientale » a lutté pour sa liberté politique dès les débuts du XIXe siècle. Artigas représente la nationalité dans de longues guerres contre Buenos-Ayres et les armées espagnoles : il est le premier « caudillo », précurseur de l'Indépendance. Rivera et Lavalleja héritent de son indomptable patriotisme, et proclament l'indépendance uruguayenne. En 1822, sans l'aide constante d'armées libératrices, comme celles de San Martin et de Bolivar, par l'héroïque effort de ses propres soldats, l'ancienne province du vice-royaume de La Plata se constitue en un nouvel Etat, régi par une constitution unitaire.

Artigas a guerroyé pour la liberté de la province uruguayenne contre toutes les tutelles. Rivera et Lavalleja transigent au début de la nouvelle campagne libératrice. Un Congrès tenu à Montevideo a proclamé l'incorporation de l'Etat oriental au Portugal. Les deux « caudillos » désirent l'union de l'Uruguay au Brésil. Un autre chef, Manuel Oribe, veut la protection des légions argentines pour conquérir l'indépen-

dance de sa patrie. Un ambassadeur de Buenos-Ayres, don Valentin Gomez, propose au Brésil, en 1825, que l'Uruguay rebelle redevienne province argentine; mais l'Empire repousse cette combinaison politique. Lavalleja, qui recherchait la protection brésilienne, change de plan : il sollicite l'aide argentine, qu'elle vienne de la capitale ou des chefs fédéraux, tandis que Rivera reste fidèle à son ancien programme d'union avec le Brésil méridional. Une prouesse, digne des conquistadors espagnols, met fin à ces indécisions. Lavalleja, à la tête des « Trente-Trois », petit groupe de héros comparable aux compagnons légendaires de Pizarre et de Cortez, débarque sur la côte uruguayenne le 19 avril 1825. Il réclame « la liberté ou la mort ». Rivera s'unit à eux, et la lutte pour l'indépendance orientale acquiert une plus grande intensité. On installe à Florida un gouvernement provisoire qui décrète la séparation d'avec le Brésil et le Portugal, proclame la souveraineté nationale, et décide l'union, dans une organisation fédérale, aux provinces argentines. Argentins orientaux » — c'est ainsi que Lavalleja désignait ses compatriotes. Les gouverneurs argentins ne se décident pas à appuyer les libérateurs uruguayens.

En hostilité avec le Brésil, abandonnés par Buenos-Ayres, les indomptables Orientaux commencent une guerre exaspérée, jusqu'à obtenir l'indépendance. Rivera bat le général brésilien Abreu à Rincon-de Haeda d'abord, ensuite à Sarandu, bataille décisive que Zorrilla de San Martin compare à Chacabuco. Les Argentins maintiennent leur neutralité, mais le Congrès de 1825, docile aux suggestions de Rivadavia, déclare au Brésil qu'il reconnaît l'incorporation de la province orientale « qui a récupéré par ses propres efforts la liberté de son territoire ». La guerre éclate avec le Brésil ; Buenos-Ayres et Rio de Janeiro aspirent à dominer à Montevideo. Le conflit dure de 1826 à

1828 : Argentins et Uruguayens y prennent part, unis. La campagne est dirigée par Lavalleja et le général Alvear qui fut, à Buenos-Ayres, un dictateur élégant. Rivera s'est séparé de l'armée. Vaincu le Brésil à Itazango, où 3.000 Orientaux et 4.000 Argentins luttèrent contre 9.000 soldats brésiliens, tout annonce que l'Uruguay sera une nation indépendante. Les Orientaux n'admettent plus ni l'hégémonie du Brésil, ni la tutelle argentine ; ils décident de poursuivre la lutte sans l'aide de Buenos-Ayres. La guerre sera ainsi plus lente, mais aussi plus sûre en ses résultats. Lavalleja remplace Alvear au gouvernement. Rivera, qui a débarqué à Soriano, combat et triomphe à Misiones (1828) et continue seul la campagne comme Artigas. Il se défie de Buenos-Ayres et de Lavalleja lui-même, et — grâce à son constant effort — la paix avec le Brésil est, enfin, signée le 27 août 1838. L'Empire reconnaît l'indépendance de « la province de Montevideo », et la constitution d'un « Etat souverain », facteur nécessaire de l'équilibre politique dans La Plata.

Sept ans plus tard, sous la tyrannie de Rosas, l'Uruguay voit son autonomie menacée. Le dictateur argentin aspire à conquérir la petite république et à dominer comme les vice-rois espagnols dans toutes les provinces de La Plata, depuis Tarija jusqu'à Montevideo. Le président oriental Oribe, élu en 1825, est l'allié de Rosas contre les unitaires argentins réfugiés à Montevideo et que Rivera appuie. Uruguayens et Argentins se confondent dans les deux partis ; mais Rivera représente un nouveau conflit, comme dans les querelles avec Lavalleja : l'esprit irréductible de la nationalité. Défait en 1837, il continue, dans le territoire brésilien, une guerre tenace contre Oribe. Il le bat, et se fait proclamer président de l'Uruguay. Oribe figure alors dans les armées argentines, comme général de Rosas.

La lutte entre unitaires et fédéraux acquiert à ce moment, autour de Montevidéo surtout, une signification transcendante. Le Brésil intervient derechef dans les disputes de la Plata. Imprenable, comme le Paraguay de Lopez, la province orientale continue la guerre contre Oribe, son ex-président, et contre les légions du tyran argentin. Un noble croisé de la liberté, Garibaldi, à la tête de l'escadre orientale, qui défend Montevideo, donne à la lutte un caractère romantique. Oribe, génie de la destruction, ravage le pays, et assiège Montevideo par terre en 1843. Etrangers : Français, Italiens, Turcs, et nationaux, défendent la cité menacée. L'Angleterre, la France et le Brésil offrent d'abord leur médiation repoussée par Oribe; puis envoient des escadres pour défendre l'autonomie de l'Uruguay, et pour assurer, en harmonie avec les intérêts commerciaux de l'Europe, la libre navigation dans le fleuve Parana. Après une longue guerre et d'héroïques combats, Urquiza, chef des armées coalisées contre l'autocratie de Rosas, met Oribe en déroute (1861) et soustrait Montevideo à la menace argentine.

Lavalleja et Rivera, grands « caudillos » dans la lutte pour la liberté, se disputent le pouvoir et l'influence morale. Rivera représente, comme Artigas, le patriotisme agressif, hostile à toute influence, le nationalisme intégral. Généreux, anarchiste, de type indigène, il est plus libéral, plus démocrate que Lavalleja; il défend toutes les libertés, de conscience, d'industrie, de la presse. « Gaucho » nomade, il organise et dirige les « guerrillas », campagne d'escarmouches incessantes. Lavalleja, de peu d'instruction, rude, autoritaire, à demi Espagnol, par sa fierté et ses méthodes coloniales, est le chef des classes aristocratiques et cultivées. Plus conservateur, plus policé que Rivera, il s'oppose à la démocratie rurale, ambi-

tionne l'indépendance dans l'ordre, la liberté sans l'indiscipline : Lavalleja est un tyran quand il gouverne. Il désunit les partisans de Rivera, dissout la Chambre des représentants, réforme l'administration de la justice, et indispose les autorités des départements. Rivera, président de 1830 à 1834 et de 1838 à 1843, est — comme la plupart des « caudillos » américains — un protecteur zélé du commerce et de l'industrie. Les rentes nationales montent de 27 p. 100; importations et exportations augmentent; la population double; écoles et bibliothèques sont fondées. Rivera extermine les Indiens « charruas » qui pillent villes et campagnes ; il stimule l'élevage, et dans son élan démocratique, interdit le trafic des esclaves en 1839, et affranchit ces derniers en 1842.

Dans l'opposition de ces chefs on découvre déjà les éléments des futures luttes civiles. Deux partis politiques, les Blancs et les Rouges, se disputent le pouvoir comme dans les autres républiques américaines : leurs rancunes, longues et violentes, révèlent un antagonisme plus profond que le simple conflit d'intérêts politiques. L'Uruguay est, comme le Vénézuéla et le Pérou, un pays de « Caudillaje »; mais dans l'Etat oriental, tous les chefs, depuis Rivera jusqu'à Battle Ordoñez, réalisent non seulement des œuvres de progrès matériels, mais encore des réformes dans l'ordre religieux et moral : ceci explique la haine violente entre Rouges et Blancs. Qu'il s'agisse de questions locales, de convictions nationales, de traditions, des instincts formidables s'entre-choquent et le problème politique se simplifie. Deux grands groupes, l'un conservateur, l'autre libéral, représentés tous deux par des chefs tenaces, se disputent la suprématie dans les gouvernements et les parlements. Les Blancs sont partisans de l'absolutisme, sont nationalistes, catholiques, intolérants envers les cultes étrangers : l'ancienne aristocratie espagnole, le clergé, les docteurs,

tous ceux qui voudraient constituer une oligarchie intellectuelle, sympathisent avec ce parti autoritaire et traditionaliste. Les Rouges traitent leurs adversaires d'égorgeurs (parce qu'au nom de la raison d'Etat, au nom de l'ordre, ils ne respectent pas la vie humaine), parce qu'ils condamnent les libertés excessives : ce sont les libéraux, ennemis de l'Eglise. Les loges et les campagnes les appuient ; ils forment le parti populaire. Les Blancs les appellent « les Sauvages ». Quoique de très anciennes familles figurent dans les deux clans, les nouvelles classes sociales, les métis. les fils d'étrangers, penchent plutôt vers les Rouges tandis que dans le parti Blanc prennent place les possesseurs de *latifundia*.

Lavalleja meurt en 1853, Rivera, en 1854. Après ces deux chefs, une guerre barbare continue entre les deux partis, qui représentent la tradition et la démocratie. En vain quelques présidents : Giró, Florès, Berro, tentent-ils de réaliser l'unité uruguayenne et de constituer un parti national. Les luttes durent encore, car les groupes obéissent à un antagonisme nécessaire : l'oligarchie conservatrice et la démocratie métisse sont opposées dans l'Uruguay, comme au Vénézuéla et au Mexique. Les anciennes familles, *beati possidentes*, défendent la grande propriété contre les étrangers et les métis.

A la chute de Florès (1865) le parti blanc perd sa suprématie politique, et le parti libéral récupère ses anciennes positions. Florès protège le commerce, réédifie les cités détruites par tant de guerres, construit des chemins de fer : sa dictature se termine en 1868. Le chef des Rouges revient à la présidence de 1875 à 1876 et son parti s'affermit au pouvoir. Malgré de nouvelles révolutions, il n'abandonne pas le gouvernement, et réalise de grandes réformes sociales. Un autre « caudillo », l'actuel président, don José Battle y Ordonez, est, par son *credo* libéral, par son

influence, par l'audace de son programme politique, une personnalité éminente au milieu des querelles mesquines qui divisent les hommes d'Amérique : il a hérité de l'autorité de Rivera, de Florès, de Lorenzo Battle.

De la lutte entre deux partis traditionnels est né l'Uruguay moderne, petite nation d'intense vie commerciale, comme la Belgique et la Suisse. République harmonieuse, elle n'oublie point, dans ses conquêtes matérielles, la suggestion d'Ariel. Un admirable maître, José-Enrique Rodo, a établi à Montevideo une chaire d'idéalisme. Immigration, *superavit* dans les budgets[1], service rigoureux de la dette intérieure, accroissement de la population, tous les aspects du progrès économique vont unis au développement de l'instruction, à l'abondance d'écoles, à l'importance du journalisme, à la vigueur morale d'une jeunesse qui ambitionne pour sa patrie un noble rôle en Amérique. Les lois les plus avancées — divorce, suppression de la peine de mort, code de protection des ouvriers, séparation de l'Eglise et de l'Etat — donnent à la civilisation uruguayenne un aspect profondément libéral. Le métissage est arrêté après la destruction des *charruas* et la race plus homogène sent avec force le patriotisme. L'enthousiasme uruguayen a baptisé Montevideo « Nouvelle Troie », car la possession de cette ville imprenable fut, dans les *Iliades* d'Amérique, l'ambition de tous les conquistadors : en elle se réfugièrent les pèlerins de la liberté, étrangers ambitieux, unitaires argentins, un soldat romantique, Garibaldi. Et quand les peuples d'Amérique, fatigués de la discorde civile, veulent unifier leurs lois et glorifier l'héroïsme de leurs luttes passées, ils vont à Montevideo, comme à la Haye ou à Washington, en de périodiques congrès de paix.

1. Ce *superavit* a été de 8 millions de piastres entre 1906 et 1910.

# CHAPITRE V

## L'ARGENTINE

### RIVADAVIA — QUIROGA — ROSAS

L'anarchie de 1820. — Les caudillos : leur rôle dans la formation de la nationalité. — Un Girondin, Rivadavia. — Le despotisme de Rosas. — Sa durée et ses aspects essentiels.

L'Argentine traverse une crise d'anarchie, comme les autres nations d'Amérique. Mais la lutte entre l'autocratie et les révolutions prend, sur la vaste scène de la pampa, des proportions d'épopée : c'est le choc de forces organiques. Traditions, géographie, races, lui donnent une rare intensité. Les provinces bataillent contre la capitale; la côte, contre la sierra; les « gauchos »[1] contre les hommes du littoral ; les partis représentent des instincts nationaux.

L'anarchie et l'ambition des provinces commencent dès les premières années de la vie argentine. Les gouvernements se succèdent à intervalles rapprochés; les Constitutions et les règlements se multiplient; on essaie des formes politiques, de modèle romain ou français : la Junte, en 1810; le Triumvirat, le Directoire, en 1813 et 1819. Chaque deux ans, avec une inflexible régularité, de 1811 à 1819, cette République inquiète s'octroie une nouvelle Constitution. Les légions argentines, comme les armées de la Révolution française, portent la liberté au Chili et au Pérou;

1. Le gaucho est l'homme des plaines, héroïque et barbare qui hait les villes policées et les conventions sociales.

mais, dans la vie nationale, l'effort de Buenos-Ayres pour dominer les provinces est moins heureux.

On a écrit qu'en l'an 1820, la discorde argentine fut si intense que l'effort des révolutionnaires de Mai parut épuisé. A Buenos-Ayres, c'est le divorce des factions, la lutte entre « caudillos » unitaires et fédéraux : Alvear, Sarratea, Dorrego et Soler, entre la capitale et les campagnes, entre les municipalités et les troupes rebelles; dans la nation, la lutte des chefs provinciaux contre Buenos-Ayres et le Directoire.

A travers cette histoire agitée, se forme la démocratie fédérale : les provinces concluent des traités, la capitale transige avec les « caciques », gouverneurs des provinces, le « Cabildo » conserve son caractère représentatif ; les éléments militaire et civil entrent en lutte l'un contre l'autre.

Enfin, en 1821, le parti « directorial », aristocratique et unitaire, est vainqueur. Bernardino Rivadavia est la figure représentative de cette époque. Secrétaire du gouvernement de Rodriguez, de 1821 à 1824, président de 1826 à 1827, dictateur civil comme Portales au Chili, homme d'Etat remarquable, réformateur comme Moreno et de Belgrano, il préside à une réalisation prématurée de l'idéal démocratique et symbolise les principes unitaires en toute leur force, la suprématie de Buenos-Ayres, le constitutionnalisme, la civilisation européenne, la République idéale ; il est l'émule de Lamartine et de Benjamin Constant dans une démocratie barbare. Il a tous les dons : arrogance physique, prestige oratoire, honnêteté, enthousiasme, patriotisme. Il devine les éléments de la grandeur argentine : l'immigration, la navigabilité des fleuves, la solidité des banques, le commerce extérieur. Mais Buenos-Ayres était alors une République plébiscitaire où le « Cabildo » et le peuple résolvaient tous les problèmes, et Rivadavia subit l'ostracisme, comme il avait joui de l'instable

popularité dont les démocraties entourent leurs chefs.

C'était, suivant l'expression de M. Groussac, un vigoureux forgeur d'utopies. Il accorde tous les droits politiques, il veut une République à libre suffrage, et double le nombre des représentants du peuple, il supprime les municipes qui ont préparé la Révolution. Le pouvoir exécutif renonce à ses facultés extraordinaires, et se soumet au pouvoir législatif. Etait-il sage, dans un pays révolutionnaire, en face de provinces désunies, cet abandon d'énergiques pouvoirs? Rivadavia organise le pouvoir judiciaire, comme entité suprême et autonome. Il déclare, dans des messages de haute doctrine politique, que la propriété et les personnes sont inviolables, il proclame la liberté de la presse et reconnaît la liberté de conscience.

Il commence la campagne contre l'Eglise, supprimant les couvents, soustrayant leurs biens à la mainmorte, méconnaissant le « fuero » ecclésiastique, sécularisant les cimetières. Il aspire, comme Guzman-Blanco, à fonder, avec des éléments traditionnels, une religion nationale, démocratique. Grand éducateur, il croit aux bienfaits de l'instruction populaire, construit des édifices pour les écoles et les collèges, attire des professeurs étrangers, promulgue un plan d'études dans lequel les sciences physiques et les mathématiques, oubliées sous l'ancien régime, occupent le premier rang. Il fonde de nombreuses institutions pédagogiques : la Faculté de Médecine, le Musée, la Bibliothèque, des écoles spéciales de mécanique, d'agriculture et des collèges de jeunes filles.

Il n'oublie point les progrès matériels. La réforme financière est radicale ; le budget national est formé ; une contribution sur la rente est établie, les impôts des douanes sont régularisés. Le ministre Garcia contribue à cette transformation financière. Rivadavia comprend que l'Océan civilisateur est tout l'avenir

de Buenos-Ayres, et il ordonne le creusement de quatre ports sur la côte. Il favorise l'immigration, protège l'agriculture, améliore les voies et les moyens de communication et de transport, réforme la police; contracte le premier emprunt.

Dans l'ordre politique, c'est sous le gouvernement de Rivadavia que se promulgue la Constitution de 1826. Ce statut s'inspire des doctrines de J.-J. Rousseau, du *Contrat social;* mais il consacre, avec une rare énergie, la centralisation et l'autorité. Les sénateurs devaient exercer leurs fonctions pendant douze ans : ils étaient le pouvoir conservateur. Le mandat des députés et du directeur ne durait que quatre ans. C'est une constitution unitaire, qui fait de Buenos-Ayres, malgré la protestation fédérale, la capitale des Provinces-Unies du Rio de la Plata, le centre qui « règle tous les peuples, et sur lequel tous s'appuient ».

Rivadavia impose l'unité, propage ses idées, accumule les réformes, mate l'Eglise: il est le civilisateur par excellence. Il ambitionne de transformer une province espagnole en une nation européenne, un peuple barbare en une démocratie, une société lente et fanatique en une république libérale. Il gouverne pour Buenos-Ayres, pour le littoral, pour la future démocratie latine, et néglige le désert, l'anarchie des provinces, la sierra indomptable, les « caciques » et les tribus d'Indiens. Il est vaincu par la barbarie féodale, la confuse démocratie hostile à l'organisation et à l'unité ; mais son œuvre reste, comme un programme constitutionnel. Alberdi écrit qu'il a donné à l'Amérique le plan de ses améliorations et innovations progressives : c'est une immense construction politique, un évangile de la démocratie. Si à Buenos-Ayres surgissaient spontanément, devant l'Océan évocateur, des mythes populaires, comme dans les cités grecques amoureusement baignées par la Méditerranée, Riva-

davia serait le génie de la culture argentine, le patron de la cité, le créateur de ses arts et de ses lois.

Tandis que prodiguait les réformes le Président magistral, la démagogie triomphait de sa tentative unitaire. Son œuvre constitutionnelle échoue dans les provinces : les gouverneurs n'acceptent pas l'orgueilleuse suprématie de Buenos-Ayres. Ils luttent pour le pouvoir en de rudes guerres civiles, dans le Nord et sur le littoral. D'incertains Congrès provinciaux s'installent et Montevideo renonce à la vie argentine. Un « caudillo » qui atteint parfois la grandeur morale des Libérateurs, Artigas, veut l'indépendance pour sa patrie, l'Uruguay. L'empire du Brésil et la démocratie argentine se disputent cette province. Rivadavia renonce alors stoïquement, en 1827, à la présidence, où il se montra créateur somptueux et prophète éminent; il abandonne le pays, car il a fatigué la démocratie de son génie inventif[1]. On élit à sa place le général Dorrego gouverneur de Buenos-Ayres : c'est le chef fédéral de la ville, comme Rosas l'est de la campagne. La guerre continue contre le Brésil; mais, en 1828, un traité se signe qui reconnaît l'autonomie de l'Uruguay.

Cette victoire brésilienne indigna les unitaires argentins : ils renversèrent Dorrego, et élurent gouverneur le général Lavalle. Un vent de tragédie souffle sur la ville en discorde. Dorrego est fusillé sur l'ordre de Lavalle et alors commencent les ter-

1. Carlos Octavio Bunge a donné aux luttes entre la capitale et les provinces, dans son livre remarquable *Nuestra América*, un sens de race, un caractère économique. Il distingue trois périodes dans l'évolution argentine : de 1810 à 1816, le « métissage créole » lutte contre les « Goths »; de 1816 à 1825, les masses rurales se soulèvent contre la bourgeoisie riche des provinces ; de 1825 à 1830, Buenos Ayres, — ville-capitale, riche, créole, — entre en conflit avec les cités provinciales, — indiennes ou métisses.

ribles haines entre fédéraux et unitaires, la lutte jacobine.

L'audacieuse révolte des provinces a coïncidé avec la promulgation de la Constitution de 1826. Depuis 1820, les régions argentines s'agitent contre l'ordre qu'impose ou suggère Buenos-Ayres : c'est l'époque des « caudillos ». Ils opposent à la présidence aristocratique de Rivadavia la terreur. En eux se concentre la barbare énergie provinciale. Ils réalisent la fédération, la cimentent par de longues querelles, des haines sanguinaires, des conventions, des amitiés, des alliances. Dans la nation, les provinces se combattent; dans la province, les cités; dans la cité, les familles. Un inflexible individualisme — profonde tradition espagnole — dissout les cristallisations provisoires de la société et de la politique. Ce n'est pas une simple désagrégation fédérale, un choc de seigneurs ambitieux qui aspirent à réunir de nouveaux domaines autour de leurs manoirs: c'est une mystique barbarie dans laquelle les chefs rappellent les Tamerlans, nomades et fanatiques. Une force les pousse, étrange, rude, désordonnée, prodigue ; génie de la pampa, instinct d'une race vagabonde.

Le général Quiroga, le « *Facundo* » de Sarmiento, est le prototype de ces « *gauchos* » turbulents. Par conquêtes ou par alliances, il étend son gouvernement sur plusieurs provinces. — Le mesquin Bustos, la famille des Reinafé, l'astucieux Lopez, Ferré, sont aussi des « caudillos » argentins : Lopez réunit sous son sceptre Entre-Rios, Santa-Fé et Cordoba. — Facundo les domine tous par l'ampleur de son action et de son influence. Il vient des Andes à la conquête du littoral et des grands fleuves; il règne à Rio, à Jujuy, à Salta, à Tucuman, à Catamarca, à San Juan, à San Luis, à Mendoza, groupe de vastes provinces, prépare l'unité future ; il est le précurseur de Rosas. Cruel et loyal, noble et sanguinaire, honnête, frugal et

agressif, produit de la pampa, il se sent mû par des primitives forces, par des instincts, des passions simples, l'héroïsme, l'amour du péril. Puissant, la chevelure abondante, les sourcils épais, les yeux dominateurs, il semble un de ces Kalifes sombres qui apportaient d'Orient la terreur mystique. Lui aussi proclame sur son étendard, contre le libéralisme de Rivadavia : « religion ou mort » : c'est le « gaucho mauvais », ennemi de disciplines sociales, qui vit hors de la cité et des lois, conscient et orgueilleux de sa barbarie. Sarmiento rapporte qu'il éprouvait « grande aversion des personnes décentes », et qu'il haïssait la ville seigneuriale, Buenos-Ayres. Il lutte avec succès contre les généraux unitaires : Paz, La Madrid ; contre des chefs secondaires : López, Reinafé. Sa vie est une chasse à courre continuelle à travers les montagnes abruptes, vers la cité de Rivadavia et du Directoire : sanglantes sont les campagnes, et dignes d'une époque informe où la barbarie ne fait que changer de nuance, de Buenos-Ayres à Rioja. Il dépouille, exécute, triomphe en de rudes journées, à Tala, à la Campaña de Cuyo. Il écrit au général Paz (1830), en son franc parler : « En l'état avancé des provinces, il n'est pas possible de satisfaire les prétentions locales, sinon par le système de fédération. Les provinces seront déchiquetées, peut-être ; mais dominées, jamais ! » Assassiné à Barranca-Yaco par la main traîtresse des Reinafé, et avec la complicité probable de Rosas, il laisse pour héritier ce dernier « caudillo ».

Rosas est un de ces êtres hyperboréens auxquels Gobineau confère une perdurable autorité sur le troupeau des hommes. Il a des blasons, des yeux bleus un esprit dominateur. Sobre, astucieux, orgueilleux, énergique, il réunit tous les caractères des grandes individualités impérieuses. Il n'obéit pas à des conceptions générales, ni à de vastes plans politiques : c'est

une volonté servie par des ambitions. Son caractère autoritaire de patricien espagnol fit de lui le *pater familias* de la démocratie argentine. Il ambitionne le pouvoir par instinct, par besoin physiologique ; et gouverne en faveur de la fédération, cette idée concrète, pratique, qu'il a comprise au contact de régions diverses, du « gaucho » nomade, des fortes volontés provinciales ; qu'il expose en 1824, dans une lettre fameuse à Quiroga[1]. Il ne poursuit pas, Don Quichotte d'étrangères Dulcinées, la simple réalisation du régime nord-américain : son idéal, c'est une fédération nationale. Il est persuadé de « la nécessité d'un gouvernement général, seul moyen de donner vie et respectabilité » à la République ; mais, seuls, les Etats bien constitués pourront accepter cette autorité centrale. Une république fédérative, écrit-il, est ce qu'on peut imaginer de plus chimérique et de plus désastreux quand elle ne se compose pas d'Etats déjà bien organisés. L'anarchie argentine n'est pas une situation propice pour fonder la fédération ou l'unité : Rosas affirme, en rappelant les Etats-Unis, que « le Gouvernement général dans une République fédérative n'unit pas les peuples fédérés ; mais les représente, unis. » Aussi veut-il unir les provinces : « il faut donner le temps aux éléments de discorde de se détruire chez les peuples, il faut que chaque gouvernement fomente l'esprit de paix et de tranquillité ».

Au milieu des gouvernants dogmatiques, de révolutionnaires impénitents, ce Président qui désire la fédération réelle, qui accepte, comme facteur des luttes humaines, le temps, créateur de nations stables, semble étrange. Rosas laisse « aux éléments de discorde le temps de se détruire » ; il préside, dictateur

1. Publiée par David Peña. Cf. *Juan Facundo Quiroga*, pp. 389 et suiv., Buenos-Ayres, 1907.

invulnérable, à l'obscure gestation nationale, isolant son peuple; détestant l'étranger, comme s'il voulait préparer, sans influence perturbatrice, la fusion de races antagoniques, l'épuration de haines locales, l'harmonie des gens, traditions et provinces, dans un organisme plastique, fécond. Du chaos surgira une fédération spontanée, de style nord-américain : comme dans la formation politique des Etats-Unis, les provinces, en possession de leur autonomie, concluent des pactes d'union. Tel fut le pacte fédéral de 1831, entre les provinces du littoral, Corrientes, Entre-Rios, Buenos-Ayres et Santa-Fé; telle fut, vingt ans plus tard, la Constitution de 1853.

Pactes et chartes reconnaissaient « la souveraineté, la liberté et l'indépendance de chacune des provinces ».

L'œuvre de Rosas est profondément argentine. Elle présente une triple signification civilisatrice : elle vainc les « caudillos » partiels; conquiert le désert, fonde une confédération organique. Traditionnelle, car elle respecte des libertés centenaires; opportune, adaptée à ce « moment » de l'évolution nationale, car elle empêche la désagrégation par l'œuvre de chefs inconscients. Comme Porfirio Diaz, Rosas détruit les caudillos provinciaux : c'est un Machiavel de la pampa. Il dissimule sa volonté unificatrice; divise les gouverneurs, stimule leurs haines, préside à leurs querelles; il groupe ou isole ses émules, figures mobiles du tréteau politique. Quand augmente le pouvoir de Quiroga, il protège Lopez, et laisse tomber sur le premier la haine des Reinafé; Quiroga assassiné, il met ceux-ci en accusation. Il exige que les gouverneurs reçoivent son exequatur : les demi-dieux tombent au coup de sa hache impériale. « Rosas est le Louis XI de l'histoire argentine », a écrit avec juste raison Ernesto Quesada : au-dessus de la division féodale des barons créoles, il élève une magnifique

construction unitaire. Il est le créateur de la nationalité.

Rosas s'entoure de gens choisis : les Lopez, les Anchorena, les Mansilla, les Sarratea, les Riglos. Les classes cultivées demandent un gouvernement fort, renoncent à la liberté avec une joie dyonisiaque, et livrent à Rosas le « pouvoir sans limite ». Le tyran gouverne, en effet, au-dessus des droits et des coutumes. Il édicte des lois pour interdire le Carnaval, souvenir populaire des bacchanales païennes, et pour fixer les règles du deuil; il est lui-même la loi, la raison, le *logos* : devant sa volonté césarienne s'incline, sans distinctions hiérarchiques, tout un peuple délirant. C'est le nivellement suprême, la terreur, l'universelle servitude. Rosas, comme l'imposent de profondes traditions de race, devient le César d'une démocratie.

« Gauchos » et nègres l'appuient; avec l'aide du peuple, il soumet les classes dirigeantes. Il unifie, il détruit les privilèges sociaux, invertit l'ordre dans les hiérarchies, dans la ville aristocratique et unitaire. Simples sont en politique ses méthodes. Instinctivement, il applique d'infaillibles règles psychologiques. Il connaît le pouvoir de la répétition, de l'habitude, des devises, des formules; l'action énervante de la panique; l'effet des couleurs violentes et des mots sonores sur la foule métisse. « Fédération ou mort! » répètent ses proclamations. « Sauvages, immondes unitaires; unitaires impies », lit-on chaque jour dans les journaux et les documents officiels; une couleur, le rouge, signale les fédéraux. Rosas écrit à Lopez : « Répétez le mot : sauvage jusqu'à satiété, jusqu'à ennuyer, jusqu'à fatiguer. »

Ce que ne produisent pas ces influences, un niveleur efficace l'obtient : la terreur. Rosas abat les volontés rebelles; il domine ses ennemis, les unitaires impies, immondes et sauvages; il est le jacobin

de la fédération. Une légion prétorienne, la « *Mazorca* », fauche les têtes qui se dressent. Il est un fanatique démocrate, un inquisiteur laïque : découvre-t-il une hérésie politique, il la condamne sans pitié. Comme « caudillo » national, il protège la religion, attire à soi le clergé et attaque les unitaires, non seulement parce qu'ils sont sauvages, mais aussi parce qu'ils sont impies. Comme Portales, il fait de la religion un outil. Il défend le « patronat », condamne les Jésuites comme conspirateurs, non pas comme religieux. Le clergé voyait en lui l'homme élu par Dieu « pour présider aux destinées du pays qui le vit naître ». Rosas gouverne avec la tradition, avec l'histoire, en se servant de la haine des classes, du fanatisme des foules, du servilisme indigène : voilà pourquoi il est catholique et démocrate.

Comme les grands dictateurs américains, Rosas se révèle administrateur éminent du Trésor public. Au milieu de l'inquiétude nationale, des dépenses militaires, il déploie un zèle extraordinaire à organiser et publier les comptes du pays. Sa méthode est simple autant que scrupuleuse : il désigne des hommes intègres pour les hautes dignités représentatives. Les journaux officiels publient mensuellement la balance fiscale : recettes et dépenses, le cours du papier-monnaie, l'état de la dette. Rosas assura rigoureusement le service de cette dernière ; il n'accumula ni emprunts, ni impôts nouveaux. Sa politique économique était ordonnée et prévoyante. On lui doit la construction d'œuvres publiques à Buenos-Ayres, d'une promenade somptueuse, *Palermo*, où il fixa sa résidence autocratique. Il assied sa dictature invulnérable sur des progrès matériels et l'ordre fiscal.

Il est aussi le défenseur du continent contre les expéditions européennes. Comme Juarez et Guzman-Blanco, il professe un individualisme jaloux : son œuvre se lie ainsi à la race et au territoire. Conti-

nuateur de l'œuvre révolutionnaire de 1810, il veut, non seulement la liberté contre l'Espagne, mais aussi l'autonomie contre le monde.

Rosas a réalisé l'unité fédérale en vingt-cinq ans, 1829 à 1852. Il est d'abord gouverneur et chef de « gauchos »; en 1835, il conquiert le pouvoir absolu pour cinq ans, qu'étendent de successives réélections. Avant lui, c'est l'anarchie de 1820, la banqueroute unitaire de 1826; après lui, la forte unité de 1853 et de 1860, le progrès triomphal de la démocratie argentine. Entre cette discorde et cette unité, se place son despotisme fécond, la terreur nécessaire. Sa dictature est plus efficace que l'autocratie de Guzman-Blanco ou la tyrannie ecclésiastique de Garcia-Moreno. — Porfirio Diaz et Portales, deux créateurs d'unité politique, sont ses émules. Il est l'architecte d'une fédération possible, car il est « gaucho » et écoute les voix intérieures de la race; il gouverne en Américain, sans rien emprunter aux méthodes politiques européennes. Sans lui, l'anarchie se fût perpétuée, et on eût assisté à l'irrémédiable désagrégation du vice-royaume de La Plata. Comme le dieu romain, Rosas a deux visages, il ferme une époque et en ouvre une autre : pour le passé, la guerre et la terreur; pour l'avenir, l'unité, la paix, le développement démocratique et le progrès industriel.

Il défend le territoire contre d'étrangères coalitions, et son pouvoir, contre les conspirations et les révoltes, contre les strophes vengeresses de Marmol, contre le journalisme agressif de Rivera, Indarte et Varela; contre les rudes pamphlets de Sarmiento et la dialectique minutieuse d'Alberdi. A l'insulte unitaire, il oppose la rouge campagne des « *mazorqueros* »; à la tutelle européenne, l'individualisme des « gauchos ».

Rivadavia est la thèse; Facundo, l'antithèse; Rosas, la synthèse. Le premier représente l'unité absolue; l'autre, la multiplicité anarchique; le dernier, l'un

dans le multiple, la pluralité coordonnée, l'union sans simplifications violentes. Rivadavia a compris la nécessaire suprématie de Buenos-Ayres, en face de l'Océan qui apporte richesses et hommes, l'unité fondamentale de La Plata. Facundo a élevé, en face de cette unification prématurée, la province autonome, pure, diverse. Rosas apporte l'harmonie finale des forces argentines. Il unit comme Rivadavia; il sépare comme Facundo ; il domine la cité-capitale, modère le provincialisme, fonde douloureusement la Confédération. Sa renommée arrive jusqu'en Europe : lord Palmerston fut son ami; de grands journaux étrangers : le *Temps*, le *Journal des Débats*, la *Revue des Deux-Mondes*, discutèrent sa politique et son influence. — Alberdi reconnait qu'il contribua au prestige argentin à l'étranger, par son héroïque défense du territoire. — Sa cruauté fut efficace; sa barbarie, patriotique.

« Como hombre te perdono mi cárcel y cadenas ;

« Pero como Argentino, las de mi patria, no ! »[1]

s'écriait Marmol. — Chaînes nécessaires, car elles écartèrent la féodale dispersion, vainquirent le provincialisme dissolvant, et donnèrent unité et fermeté à la démocratie.

Après Rosas, son œuvre politique : la confédération, subsiste, malgré les ambitions de Buenos-Ayres. Un développement logique affirme les liens qui unissent les provinces, et groupe et organise toutes les forces nationales autour de la cité-capitale. En quatre-vingt-dix ans, de l'anarchie de 1820 à la gloire du Centenaire, l'Argentine s'est transformée, en race, en politique, en richesse, en culture, en histoire : c'est une grande nation latine qui aura bientôt l'hégémonie intellectuelle et morale dans l'Amérique du Sud.

1. « Comme homme, je te pardonne ma prison et mes chaînes : Mais non pas, comme Argentin, celles de ma patrie ! »

# LIVRE III

## LE PRINCIPE D'AUTORITÉ AU MEXIQUE, AU CHILI, AU BRÉSIL, AU PARAGUAY.

---

Quelles républiques s'écartent de cette évolution normale du Vénézuéla, du Pérou, de la Bolivie : en elles, point de révolutions ni de perdurable anarchie. Le progrès social s'accomplit sous la pression de longues tutelles; le principe d'autorité domine contre le désordre, contre la licence. Ce sont des peuples plus stables et moins libéraux. La liberté n'y est point un don spontané des chartes ; mais une conquête contre de dures oligarchies ou des tenaces despotes. Tel est le cas du Mexique, du Chili, du Brésil, du Paraguay.

---

# CHAPITRE I

## LE MEXIQUE

## LES DEUX EMPIRES — LES DICTATEURS

L'empereur Iturbide. — Les luttes entre fédéraux et unitaires. — La Réforme. — L'empereur étranger. — La dictature de Porfirio Diaz. — Progrès matériel et servitude. — L'influence yankee.

Nous trouvons au Mexique, tour à tour, des révolutions et des dictateurs. Le principe d'autorité domine jusqu'à engendrer deux empires et une présidence inamovible; il y eut toujours un parti monarchique bien organisé. Le Mexique moderne, créé par une bienfaisante autocratie, démontre l'excellence des pouvoirs forts sur le continent divisé.

La nation aztèque naquit à la vie libre en 1821, des capitulations de Cordoba. Le vice-roi O'Donoju reconnait le triomphe d'Iturbide, les droits du Mexique; le chef espagnol et le « caudillo » patriote décident la création d'un empire conservateur des droits de Ferdinand VII, comme les juntes de l'Amérique méridionale; l'élection d'un Congrès constituant; la nomination d'un gouvernement provisoire qui présiderait aux destinées nationales dans l'indécision crépusculaire d'un régime.

Iturbide, bientôt, incarne l'indépendance nationale; une ambition impérieuse le conduit, et des triomphes napoléoniens le hantent. Il avait étudié les classiques, il était orateur brillant et persuasif. Son cou-

rage, son activité, son caractère dominateur, lui valent une soudaine popularité. Bolivar, dans une lettre à Riva-Agüero, disait : « Bonaparte en Europe. Iturbide en Amérique : voilà les deux plus extraordinaires hommes que l'histoire moderne puisse offrir ». Le clergé, la noblesse mexicaine, les légions, le bas peuple qui le considère comme le libérateur de la patrie, l'entourent. Le Congrès lui est, en partie, hostile : les généraux Bustamante et Santa-Anna l'appuient à l'Assemblée ; les généraux Victoria et Guerrero l'y attaquent. Les députés comprennent qu'il aspire à l'absolutisme, qu'il ambitionne l'héritage des grands seigneurs de l'Anahouac. Une révolution prétorienne le proclame « empereur constitutionnel du Mexique », le 21 mai 1822. Les opinions politiques du pays sont divisées. Les monarchistes désirent un prince espagnol ; les républicains, la fédération, une démocratie des libertés. De ces derniers, Iturbide a dit : « Ils furent mes ennemis parce que je m'opposais à l'établissement d'un gouvernement qui ne pouvait convenir au Mexique. La nature n'a produit rien soudainement ; elle agit par étapes successives »[1]. L'Empereur répond aux aspirations populaires, flatte l'imagination de la foule par le faste de son couronnement, la splendeur de sa cour ; il est le monarque national, créateur de la patrie, comme en Europe les rois féodaux. Convaincu de son prestige, poussé par son ambition, il dissout le Congrès. Dès lors, son gouvernement est menacé par les « caudillos » qui défendent la constitution violée. Iturbide abdique en mai 1823 ; et quand il revient dans son pays, on lui applique la peine de mort prononcée contre lui par contumace. Il périt, fusillé, en 1824.

Santa-Anna qui a dirigé la révolution contre l'Empereur, est le véritable « caudillo » mexicain, pareil au

1. *Mémoires autographes*. Paris, 1824 ; p. 28.

Facundo des pampas argentines, ou à Paez des plaines du Vénézuéla. Il ne professe point de doctrines politiques définies : il est, d'abord, réformiste radical ; ensuite, il accepte avec un opportunisme prudent, les idées conservatrices. Astucieux, ambitieux, ignorant, démocrate par instinct, il finit par devenir fétiche de la tourbe, héros des guerres civiles ; il gouverne comme président, comme général, comme suprême autorité, dans sa patrie divisée. Entre Iturbide et Juarez, entre l'Empereur et le Réformateur, il est, durant vingt ans, une figure sombre qui s'impose. Son triomphe de 1824 a consacré le fédéralisme : la Constitution reconnaît deux Chambres ; la période présidentielle dure quatre ans ; le pouvoir judiciaire est inamovible, et les assemblées provinciales élisent le Sénat national. Sous ce régime, le général Victoria devient président. C'est alors que par crainte de l'Espagne et de la monarchie, commence une politique de rapprochement avec la grande République du Nord. Les loges *yorkinas*, d'esprit radical, acquièrent influence, et travaillent en faveur de l'hégémonie nord-américaine ; par contre, le prestige des anciennes loges écossaises décroît.

Santa-Anna dirige une nouvelle révolution qui livre le pouvoir au général Guerrero, et la vice-présidence au général Bustamante. La crise économique se trouve accentuée par ces soulèvements successifs, le Gouvernement vit d'emprunts onéreux, la dette croissante épuise le Trésor et le mécontentement suscite une nouvelle révolution. Un partisan d'Iturbide, le général Bustamante, autoritaire et conservateur, est proclamé président : il fusille l'ancien chef de l'Etat, le général Guerrero, étouffe des révoltes provinciales, rétablit l'ordre intérieur. Une guerre civile l'oblige, en 1832, à transiger avec le directeur de toutes les luttes politiques, Santa-Anna.

Avec lui, les libéraux triomphent, et une transfor-

mation sociale commence. Les libéraux sont les « hommes nouveaux », comme au Vénézuéla, sous Antonio-Leocadio Guzman. L'oligarchie coloniale, la bureaucratie républicaine, le haut clergé, les classes enrichies composent le groupe conservateur qui fonde l'empire avec Iturbide, et désire la royauté avec Lucas-Alaman. Contre lui se soulève la démocratie réformatrice, libérale ou radicale : c'est une lutte de principes et de classes. Les avocats, le petit clergé, la classe moyenne métisse s'imposent en 1833, et la grande réforme économique, religieuse et sociale commence : Juarez lui donnera plus tard la majesté constitutionnelle. Dans la lutte contre l'Eglise conservatrice et monarchiste, les libéraux méconnaissent le for ecclésiastique, arrachent à la mainmorte les biens des communautés religieuses, répandent l'éducation laïque, sécularisent l'Université réactionnaire, comme Garcia-Moreno, dans l'Equateur, condamnait l'Université libérale ; et, impulsés par un radicalisme pernicieux, ils suppriment l'armée chez un peuple en proie à l'anarchie.

Après Santa-Anna, un caudillo métis, Benito Juarez, est le défenseur des idées réformistes (1839) : avec lui, le mouvement libéral atteint un sens profond de race. Juarez représente les indigènes, la démocratie en face de l'oligarchie coloniale, il est rédempteur d'Indiens comme Tupac-Amaru, protecteur de vaincus comme Las Casas. Il a fixé mieux que Guzman-Blanco et que Rosas l'idéal de ces Républiques américaines opprimées par le souvenir de la colonie : haine de tout privilège, chimère de liberté absolue, guerre à l'Eglise tutélaire, ferme despotisme pour créer classes et idées.

Il proclame la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la confiscation des biens ecclésiastiques. Lerdo de Téjada est l'économiste, l'idéologue de la Réforme ; Juarez en est le muscle, la volonté de diamant : il

réalise sans transactions l'ancien programme libéral. Le Congrès, divisé en juaristes et en antijuaristes, l'élit président. Toutes les lois contre l'Eglise sont appliquées ; mais cela n'enrichit point le pays. Agiotages, scandales, gaspillages, banqueroutes s'accumulent en terribles arguments contre les libéraux « purs » : ceux-ci défendent avec des prescriptions et des violences les nouvelles lois de réforme. Et, derechef, l'ombre de l'empire plane sur la turbulente démocratie.

Ce n'est plus l'empire national de Montezuma ou d'Iturbide ; mais bien les aigles exotiques. Napoléon III, conquérant par tradition de famille, intervient dans les luttes mexicaines ; il veut, comme Louis-Philippe, des colonies outre-mer ; il défend la civilisation latine contre la menace yankee, protège l'Eglise contre la Réforme, étend sur des pays barbares l'empire aimable de l'esprit français : clarté, méthode, harmonie[1]. En 1861, le Congrès mexicain suspend le service de la dette, comme remède à la banqueroute financière, et cette mesure provoque l'intervention française qui est une croisade de créanciers ambitieux contre le Mexique. L'Angleterre et l'Espagne signent à Londres un accord contre la démocratie en faillite. On excite alors la haine mexicaine contre l'Espagne, dont le ministre est expulsé : le Gouvernement fédéral refuse de traiter avec le chargé d'affaires espagnol. Le général de la Réforme, Zaragoza, organise le pays pour le défendre contre l'invasion française : il est vainqueur à Puebla. La résistance se concentre sur le plateau central où sont les pénates du Mexique ancien. Zaragoza meurt ; Puebla, attaquée par les Français, se défend héroïquement ; la guerre nationale devient aussi une guerre civile. Les monarchistes

1. Le brillant historien mexicain Bulnes écrit que l'intervention française fut « la révolte de Napoléon III contre la doctrine de Monroe ». *El verdadero Juarez*. Mexico, 1904 ; p. 816.

désirent un prince, la restauration catholique, la consolidation de l'oligarchie conservatrice et le clergé partage ces vœux. L'archiduc Maximilien, à qui les conservateurs ont offert le trône d'Iturbide arrive, et de 1863 à 1864, après de rudes batailles, les envahisseurs dominent le pays patriote. Maximilien, entouré par les aristocrates, entre triomphant dans la capitale aztèque ; et le peuple, dominé par la splendeur de la nouvelle cour, accepte le roi étranger.

Le monarque, pompeux et ambitieux, veut fonder, comme Napoléon III, un « empire libéral », une royauté démocratique ; il ne condamne pas la Réforme, il prétend la sauver, la purifier de son origine jacobine. Héritier de vice-rois et de dictateurs, Maximilien rétablit le droit de « patronat », défend la tolérance religieuse. Quelques réformistes applaudissent à son libéralisme ; mais ni libéraux, ni conservateurs ne sont satisfaits : ceux-là parce qu'ils rêvent d'une république laïque ; ceux-ci parce qu'ils conçoivent seulement une monarchie cléricale. La révolution continue. Le roi isolé, effacé, comme le Mikado, ne gouverne pas : son taïkoun, le général Bazaine, à la tête d'une armée française, est la véritable autorité.

Sa période présidentielle terminée, en 1865, Juarez se proclame dictateur pour continuer sa résistance contre l'Empire oscillant entre un monarque et un général, entre les cléricaux mécontents et les réformateurs agressifs. La République Nord-Américaine condamne la monarchie au nom de la doctrine de Monroë : c'est l'intervention contre l'intervention. La guerre de Sécession est terminée aux Etats-Unis, qui redoutent le voisin impérial. La fortune abandonne dès lors le roi mexicain. Napoléon III a besoin de retirer ses troupes : la Prusse, ambitieuse d'hégémonie en Europe, l'inquiète, la Prusse victorieuse à Sadowa. Il conseille à Maximilien d'abdiquer ; mais point ne veut céder le monarque orgueilleux qui

devient réactionnaire et défend violemment sa dignité impériale. L'heure tragique de l'abandon et du désastre sonne et la révolution mexicaine s'étend (1866). Porfirio Diaz, évadé de Puebla assiégée par les Français, organise la reconquête à Guerrero. Sombre et viril, il se réfugie sur les hauts plateaux, comme le roi goth dans les montagnes d'Asturies ; il prend Puebla après une glorieuse journée. Cerné par les troupes républicaines, Maximilien se réfugie à Queretaro ; il y est fait prisonnier avec son armée et ses généraux les meilleurs. On le condamne à mort ; et Juarez, inflexible comme les dieux aztèques, refuse la grâce. L'empereur est exécuté à Queretaro, le 19 juin 1867. Le surlendemain, Mexico se rend aux légions de Diaz. La Réforme a vaincu deux empereurs, elle a élevé deux échafauds.

Dans ces luttes, Juarez, le « caudillo » métis, et Porfirio Diaz, le général invincible, ont acquis une durable influence : Juarez, président et dictateur, organise le pays. Il renforce le Pouvoir Exécutif contre l'anarchie, veut fonder un Sénat conservateur, maintient l'ordre grâce à une armée disciplinée, améliore l'état des finances par de sévères économies. Ses ministres, plus instruits et plus intelligents que le chef, réalisent de vastes réformes, tandis que lui attire les généraux victorieux. Le nouveau gouvernement confie l'Ecole Préparatoire à un grand éducateur, Gabino Barreda : comme Rivadavia dans l'Argentine, il s'attache à la transformation matérielle et morale du pays. Il protège le capital étranger, établit la liberté commerciale, favorise la colonisation, s'occupe d'irrigation, commence les travaux du chemin de fer de Veracruz à Mexico. L'idéal de Juarez, c'est l'éducation de la race indigène, noyau de la nationalité : de même qu'Alberdi, il croit que le protestantisme sera une féconde doctrine morale pour les Indiens. « Ils ont besoin, disait-il à don Justo Sierra, d'une religion qui les oblige à lire, et non pas dépenser leur argent en

cierges pour les saints. » Il fonde la démocratie industrielle, l'Etat laïque.

Mais entre ses idées politiques et son action dictatoriale, il existe un divorce qui explique la stérilité finale de son effort. « Le seul livre qu'il ait bien lu, c'est la Politique de Benjamin Constant, apologie du régime parlementaire »[1]. Juarez se confie en la démocratie, en les Chambres qui gouvernent ; il aspire à être, comme les rois constitutionnels, un témoin somptueux dans les luttes des partis. Ses idées le portent au parlementarisme ; son ambition, à la dictature. Il prétend à concilier tous les intérêts nationaux, à être la personnification de la démocratie mexicaine ; mais ses haines sont mesquines. Sévère, impassible, grand caractère par sa résistance et sa ténacité silencieuse, il n'a point de grand idéal ; il n'est pas orateur, ni ne conquiert les foules. Il est seulement le « cacique » suprême d'une nation métisse.

Malgré lui, l'anarchie continue dans les Etats. Les militaires qui ont vaincu dans la guerre nationale troublent par leurs ambitions la paix intérieure ; à Yucatan, à Sonora, à Puebla éclatent des révolutions que Juarez réprime avec énergie. Sa période présidentielle terminée, il aspire à être réélu, vainc Lerdo de Tejada, le financier, et le guerrier Diaz ; mais sa victoire est fragile. La grande révolution, dans laquelle figure Diaz, commence et Juarez meurt au milieu de la lutte pour le pouvoir. Lerdo de Tejada, continuateur des réformes entreprises, est son successeur : avec lui les principes libéraux figurent définitivement dans la Constitution mexicaine. Lerdo fortifie le pouvoir central, dirige sa campagne contre les « cacicazgos », tyrannies de la Sierra, fonde un Sénat tutélaire. Il aspire, comme Juarez, à la réélection, et un nou-

1. Bulnes. *Ouv. cit.*, p. 101.

veau mouvement à Tuxtepec prépare sa chute. La Cour Suprême se croit autorisée à examiner les titres des candidats à la Présidence, et invalide la réélection de Lerdo. En 1877, la Révolution a dominé le pays.

Elle impose le héros de la reconquête, Porfirio Diaz qui devient le nouveau « caudillo » national et hérite de l'ambition impériale d'Iturbide, de l'astuce de Santa-Anna, de la dictature morale de Juarez.

Le pays est désorganisé, sans crédit sur les marchés européens, ni ordre dans les finances nationales. De petits « caciques » se divisent le sol ensanglanté; le radicalisme amène la démagogie, la liberté dégénère en anarchie. Le jacobinisme a triomphé avec la révolution et condamné la réélection présidentielle, la fonction du Sénat conservateur; l'omnipotence de la Chambre populaire est proclamée. On obtient ainsi un gouvernement faible, éphémère; dans l'absence d'un pouvoir modérateur, règne une assemblée radicale. Il manque un organisateur contre le chaos: Porfirio Diaz est l'autocrate nécessaire, l'homme représentatif d'Emerson.

Sévère, sombre, il se préparait au sacerdoce. Il naquit en 1833, fut élevé dans la pauvreté. Métis, il unit en soi la valeur ibérique et la dissimulation indigène. Il connut l'efficacité du travail, de la persévérance, de l'ordre; il enseigna le latin, fut professeur de droit naturel à l'Université d'Oaxaca, fit des études juridiques; il connut les domaines de la justice plus tôt que ceux de la force. Grand chasseur, maître en exercices virils, il donna à sa volonté en tension de solides bases physiques. C'est avant tout un homme d'action: caractère servi par de robustes organes, énergie dans l'organisation et dans la résistance, lui servent pour dominer et dompter. Son intelligence s'applique à des choses concrètes: il n'impose point aux faits la transformation que révèle un idéal; il n'a pas d'idées générales, ni de vastes plans; il est

lent dans la délibération et rapide dans l'action. Sa politique est un machiavélisme organisé : comme Louis XI, il divise pour régner, dissimule pour vaincre. Ses idées de gouvernement sont simples : « peu de politique et beaucoup d'administration », disent ses faits et ses programmes.

Machiavel, dans *le Prince*, enseigne les moyens de dominer dans les Etats qui ont eu des gouvernements autonomes : il suggère l'implacable extermination des familles régnantes. Le général Diaz suit partiellement ces conseils. Pour vaincre l'anarchie, il poursuit les obscurs tyrans de province, il fusille, il exile; ou bien il allèche par des honneurs et des présents. Il impose la paix par la terreur. Il comprend que l'ordre est la base pratique du progrès, comme dans la formule de Comte populaire chez les Mexicains : cet ordre il l'établit fermement.

La destruction de l'instinct révolutionnaire constitue le côté négatif de son œuvre : Diaz construit sur ce fondement une république industrielle, pratique, laborieuse. Fatigué de stériles idéologies, il oublie la Réforme et ses idées jacobines et cherche activement la richesse et le progrès matériel; accepte et stimule l'influence yankee qui inquiétait Lerdo; vainc la barbarie et le désert par le rail; accumule les emprunts rénovateurs. Il est le président d'une époque industrielle.

Son œuvre économique est imposante : en vingt-cinq ans, le Mexique se transforme de République divisée en Etat moderne, de nation en faillite en peuple d'immense crédit, et de pays illettré en groupement instruit. Diaz rappelle les dieux constructeurs de cités qui gonflent la terre avec l'or des épis féconds, et enseignent les vertus du métal et du feu. « Le Mexique moderne — écrivait le *Times* en 1909 — est la création du génie du général Diaz : c'est le plus grand homme d'Etat qu'aient produit depuis

leur fondation les communautés latines d'au delà de l'Atlantique. » Cet organisateur de la paix étonne des nations séculaires qui écoutent, attentives, des lèvres du demi-dieu aztèque, la parole génératrice de la lumière.

Dès 1884, le président Diaz réorganise les finances. Il est secondé dans sa tâche par d'éminents secrétaires comme Limantour et Macedo. L'or des Etats-Unis envahit le marché : on l'emploie à la construction de chemins de fer et à des entreprises industrielles. En 1905, le ministre Limantour a fixé, comme base du régime monétaire, l'étalon d'or. Le service de la Dette est régularisé, d'accord avec les créanciers étrangers ; les budgets se liquident sans déficit : en dix ans, l'excédent atteint le chiffre de 7 millions de pesos. Dès 1894, les exportations dépassent les importations. Grâce à cette balance commerciale favorable, le crédit s'accroît et les industries se multiplient ; la richesse nationale exubérante attire le capital étranger, l'enracine dans le pays. Voici quelques chiffres de cette progression. En 1876, au début de la domination de Porfirio Diaz, les importations mexicaines s'élevaient à 28 millions de pesos argent, et les exportations à 32 millions ; en 1901, le montant des premières est de 143 millions pour 148 millions correspondant aux secondes. Les importations, exposant de la richesse du pays ont quintuplé ; les exportations signe de la production agricole et minière, ont quadruplé. En vingt ans, de 1880 à 1900, l'industrie minière s'élève de 24 à 60 millions ; dans la même période 20 banques sont fondées. Un emprunt de 40 millions de dollars se contracte en 1904 à 94 p. 100 et à 4 p. 100 d'intérêt, sur la seule garantie du crédit national, c'est-à-dire suivant le type d'opérations analogues des grandes nations européennes. En dix ans, le budget s'élève de 50 à 100 millions. Le *superavit* des exercices fiscaux est consacré à diminuer

les contributions, à développer l'instruction, à construire des édifices publics, à organiser l'armée de terre et de mer. Avec une continuité rare en Amérique s'assure le service de la dette extérieure, plus du 30 p. 100 de certains budgets recevant cet emploi. L'évolution industrielle commence au détriment de l'agriculture, comme dans l'Allemagne de Bismarck et dans la Russie du comte Witte : on établit des fabriques de tissus, de chapeaux, de papier. Les produits agricoles sont exportés, une fois la consommation nationale satisfaite : le tabac, le caoutchouc, le sucre. Le réseau de chemins de fer se complique par la construction de multiples lignes et les travaux d'irrigation commencent. Des colonies de Boers s'installent au Mexique. Rien n'arrête l'invasion de capitaux, le développement de la vie économique, le progrès politique du pays, révélé par le crédit extérieur.

Ainsi, le Président, avec de la monnaie saine, des finances en équilibre et l'or étranger, a fondé une république pratique. Il a dominé les révoltes traditionnelles, l'ardeur des Jacobins, la passion de la race par sa campagne utilitaire ; il a créé un Etat silencieux où on écoute seulement le bruit confus des fabriques. Grand niveleur, il a été, suivant la tradition espagnole, un césar à la tête d'une démocratie, arbitre des conflits nationaux, « Caudillo » suprême, docile aux voix traditionnelles.

Tolstoï le compare à Cromwell, dictatèur puritain de sombre mysticisme. Don Justo Sierra, le ministre athénien, et Bulnes, l'historien tumultueux, l'exaltent en de beaux dithyrambes. — Sierra dit que le général Diaz a créé la « religion politique de la paix ». Mais dans la nation aztèque, ce culte exige des sacrifices. Bulnes croit que le dictateur a ramené la paix grâce au « système d'Auguste exposé par Machiavel » ; il a donné aux « caciques » richesses et honneurs, mais

non pas le gouvernement. En effet, Porfirio Diaz a bâti la nouvelle patrie mexicaine, en la libérant des luttes sectaires et de la conquête étrangère qui menaçaient de la détruire ; mais dans son œuvre règne l'incertitude et une ombre tenace pèse sur les esprits inquiets. Le Président a abandonné le pouvoir après une sanglante révolution, et l'on ne sait trop encore si sa disparition ne ramènera pas l'anarchie ou de nouvelles dictatures. Son ministre, Justo Sierra, a écrit que le régime politique du dictateur « est terriblement dangereux pour l'avenir, car il impose des coutumes contraires au gouvernement par soi-même, sans lequel il peut y avoir de grands hommes, mais non pas de grands peuples » ; et Bulnes dit : « Le régime personnel est magnifique comme exception », car « sous son empire un peuple s'accoutume à tout attendre de la faveur ou de la grâce ; à être l'esclave du premier qui le frappe, ou la prostituée impudique du premier qui le caresse. »

Ces critiques prouvent que le général Diaz n'a pas appliqué les méthodes saxonnes, préparation au *self-government* par le moyen de fermes tutelles. Ceux qui condamnent sa longue autocratie prétendent qu'il a énervé les âmes par la terreur, accentué la tristesse aztèque par un absolutisme étroit et monotone. La dictature n'est point une fabrique d'hommes libres : elle donne aux groupes humains l'uniformité et le servilisme. En abandonnant le pouvoir après avoir enraciné l'ordre et la paix, en présidant comme autorité morale au libre développement des institutions républicaines, Porfirio Diaz eût été, comme don Pedro au Brésil, le suprême éducateur de la démocratie.

Il a gouverné avec le parti « scientifique » : ce groupe croit en la vertu puissante de la science, exile théologie et métaphysique, nie le mystère, consacre l'utilitarisme comme pratique, le positivisme comme doctrine. Les politiciens mexicains, en renonçant au

catholicisme après la Réforme et les lois jacobines, n'ont pas abandonné le dogme, l'absolutisme dans la doctrine et dans la vie. Comme au Brésil moderne, le positivisme devient au Mexique doctrine officielle. Lentement reviennent au catholicisme les héritiers de Juarez : ils aspirent à de définitives certitudes, ils ont leur Syllabus. Chez le Président, la majesté politique et le pontificat religieux sont unis comme chez les czars moscovites et les rois espagnols.

Dans la restauration de l'ordre colonial, Juarez et Lerdo de Tejada attirèrent le capital européen, car la suprématie yankee les préoccupait. Contre cette politique basée sur des intérêts de race, le général Diaz a défendu et protégé le capital nord-américain : banquiers et aventuriers envahissent le pays, dominent dans les industries, construisent des chemins de fer. Comment vaincre ce courant fatal qui charrie du Nord l'or dominateur? La transformation nationale est l'œuvre des magnats de la finance de Wall-Street : le Mexique devient une « zone d'influence » pour les Etats-Unis.

Le parti scientifique, enivré dans l'orgie utilitaire, n'a point cherché des liens européens qui arrêtassent la grande ploutocratie du Nord.

Unité, richesse, paix : voilà les magnifiques traits du Mexique moderne, œuvre admirable de la dictature. Péril yankee, dogmes laïques qui entravent l'évolution intellectuelle, nivellement dans la médiocrité, utilitarisme sans idéal d'expansion, de culture, de défense latine, nouvelles révolutions sont les aspects inquiétants de cette longue tutelle. Si le pays triomphe des agents obscurs de dissolution, l'influence de Porfirio Diaz sera aussi durable que celle de Pedro II, de Portales et de Rosas.

## CHAPITRE II

### LE CHILI
### UNE RÉPUBLIQUE DE TYPE SAXON

Portales et l'oligarchie. — Les présidences de dix ans. — Montt et son influence. — Balmaceda le réformateur.

Au Chili l'évolution politique est vraiment originale. Ses premières années de vie républicaine sont aussi troubles que celles de l'Argentine, de la Bolivie et du Pérou : c'est l'époque anarchique. Carrera, dictateur, renverse quatre gouvernements ; il y a des mutineries de caserne et des querelles de généraux ; le dictateur O'Higgins tombe en 1823 ; une junte lui succède, et, après elle, cinq gouvernants : Freire, Blanco, Encalada, Eyzaguirra, Vicuña, figures éphémères qu'une démocratie turbulente élève et détruit. Elles occupent, trois mois durant, la scène mobile et puis s'en vont. Pendant l'administration Pinto, de 1827 à 1829, on ne compte pas moins de cinq révolutions. On essaie de la fédération dans un pays géographiquement unitaire, les Congrès sont des assemblées dissociatrices, une obscure démagogie s'élève en 1828 et en 1829, contre les conservateurs de l'ordre social. La vie nationale est troublée : vandalisme dans les campagnes, paralysie du commerce, de l'industrie, finances en désarroi, crédit nul, politique révolutionnaire. Les partis luttent pour le pouvoir : « vieilles perruques » *pelucones* ou conservateurs et « blancs-becs » *pipiolos* ou libéraux. Ces derniers gouvernent un peuple enthou-

siasmé pour la liberté. L'orgie politique continue jusqu'en 1830 : le peuple chilien va de la liberté à la licence et de la licence à la barbarie. Cette démagogie, un homme supérieur la contient : c'est Diégo Portales, fondateur de la stabilité araucanienne.

La Constitution sociale du Chili, les castes en contact, les traditions favorisaient son œuvre organisatrice. Territoire étroit où s'unissent les races, long littoral qui engendre des désirs d'expansion aventurière sont la base géographique d'une race homogène. Les Araucaniens ne montrent pas la sombre passivité des *Quechuas* et des *Aymaras* : ils sont rudes et guerriers. Le métissage ne s'y complique pas, comme au Pérou et au Brésil, d'apports asiatiques et africains : il est simple, sans terribles « hybridismes ». De là dérivent l'unité nationale et la continuité de son histoire. Sur cette masse servile, règne, orgueilleuse et distante, une étroite oligarchie formée de Basques austères et positifs, de Saxons lents, de commerçants et de marins.

Point d'esclaves comme au tropique; mais des *inquilinos*, serfs féodaux de barons terriens. L'oligarchie est agricole, et, par cela même, stable et profondément nationale. En somme, une copie de la société saxonne ou de la première république romaine; une fausse démocratie gouvernée par des seigneurs absolus.

Avec ces forts éléments conservateurs, Portales construit une nation austère. Il était né en 1793, et comptait trente-sept ans à sa première intervention dans la vie politique; c'était un homme nouveau, commerçant, aux idées précises. Il avait le pouvoir suggestif des « caudillos », une intelligence concrète, une instruction moyenne, de la volonté, de la réflexion et de l'autorité. Il pouvait devenir le chef d'une race sans enthousiasme lyrique, ni belles chimères, le directeur sensé d'un peuple pratique.

Ministre d'Ovalle en 1830, il profite de la victoire du général Prieto sur les « pipiolos ». Ses idées conservatrices, autoritaires, le portent au pouvoir. Il ne sera jamais président; mais ministre puissant, comme Disraëli ou Bismarck. Trois ou quatre idées simples, concrètes, le guident en politique : en premier lieu, l'organisation du Chili contre l'anarchie. La religion est une force ordonnatrice, et Portales l'utilise sans arriver, comme Garcia-Moreno, à la théocratie ; le principe d'autorité est nécessaire pour organiser un pays, et le chef des « pelucones » veut un pouvoir exécutif fort, avec des facultés extraordinaires. Entre deux excès : l'autocratie et la démagogie, il penche plutôt vers le premier, et devient un ministre dictateur.

Portales gouverne contre le désordre : il destitue les chefs révolutionnaires; les hommes, il les divise en bons et en mauvais. Il s'entoure de bons; et, naturellement, ce sont des conservateurs. Il hait les *sargentadas* (mutineries de casernes) ; il instruit les soldats, et fonde une garde nationale pour combattre le militarisme. Il détruit les bandits qui infestent les campagnes. Des écoles primaires et normales sont ouvertes, où il favorise l'instruction religieuse. — Une sévère économie est introduite dans les finances nationales. — Et cette œuvre reçoit les formes légales et économiques d'un juriste péruvien, Juan Egaña, et d'un ministre de finances, Tocornal.

Le ministre veut pour son œuvre la majesté des choses éternelles : point ne lui suffit son action personnelle, éphémère comme la vie. Il pense à un statut, à un inflexible moule pour l'avenir. La Constitution de 1833, que d'autres promulguèrent, sous son égide souveraine pour ainsi parler, est son légat politique.

Elle crée un Sénat conservateur et un Pouvoir exécutif fort : le premier défend les traditions, le second dirige le progrès national. Les assemblées provin-

ciales, vestiges du fédéralisme, sont supprimées, et les municipalités se chargent des services publics. Le président peut, en présence de troubles intérieurs, déclarer l'état de siège et suspendre les garanties constitutionnelles ; mais il ne juge ni n'applique de peines. Les départements élisent les députés ; un suffrage restreint désigne les sénateurs, dont le mandat dure neuf ans. Le *patronat* s'organise, l'Eglise devient institution d'Etat, car elle défend la propriété, l'ordre, les « bonnes idées » des *pelucones*; elle consacre la pure oligarchie.

Cette Constitution explique le lent progrès libéral du Chili, la longue paix intérieure, la durable hégémonie d'un groupe oligarchique. Alberdi attribue la paix chilienne à un « pouvoir exécutif vigoureux », à la Constitution de 1833.

Cette réforme du statut réalisée, Portales organise tranquillement le pays : il impose l'ordre « par la raison ou par la force ». Il se retire du pouvoir, et de ce fait le parti conservateur traverse une crise, au cours de laquelle luttent Rengifo et Tocornal ; mais Portales réapparaît, comme ministre de la guerre de Prieto et Tocornal, éminent financier, est à ses côtés. Le *caudillo* de l'ordre reprend avec une incomparable activité son œuvre d'organisation : son ambition patriotique ne se satisfait pas du triomphe sur les querelles intestines. Il comprend que le Chili est un peuple maritime, commerçant et oligarchique, comme Carthage ; et il aspire à la domination de l'Océan.

Dans le Nord, sous l'inspiration de Santa-Cruz, s'unissent le Pérou et la Bolivie : Portales craint cette confédération, intervient dans les affaires du Pérou, envoie deux expéditions contre Santa-Cruz, fomente l'anarchie péruvienne. Il détruit l'œuvre du grand « cacique » bolivien, et durant un demi-siècle son impérialisme fait des progrès. Le Pérou a des richesses, du brillant, des traditions. Le Chili lui arrache l'hégé-

monie du Pacifique, en une guerre de quatre ans (1879-1884).

L'œuvre de Portales a été considérable. Il a créé la paix intérieure et suscité l'ambition de dominer; il a organisé le pays sous une autorité forte aidée par une Eglise tutélaire; il a favorisé le progrès matériel, chemins, richesse, population, voies ferrées. Une constitution assurera pour un demi-siècle sa dictature morale. Les libéraux eux-mêmes : Lastarria, Huneeus-Gana, reconnaissent son action magistrale en une époque d'indiscipline. Un conservateur, Walker Martinez, lui consacre une brillante apologie. Vicuña Mackenna, l'historien, écrit qu' « il fut plutôt un grand esprit qu'un grand caractère », alors que toute l'œuvre de Portales, depuis la répression de l'anarchie jusqu'à la campagne du Pérou et la guerre au militarisme, disent bien qu'il fut plutôt un grand caractère qu'un grand esprit. Portales mourut assassiné, en 1837.

Manuel Montt continue son œuvre politique. Son ministre, Antonio Varas, le seconda, comme Tocornal avait aidé le chef des « pelucones ». Ces esprits conservateurs commencent de gouverner en 1851 et la réélection de Montt en 1856 étend leur action dans le temps : c'est le « décennat », époque autoritaire et sanglante. Les Monttvaristes deviennent un parti national; ils défendent à outrance l'ordre par la violence, par la dictature, contre les radicaux d'abord, contre les radicaux et les « pelucones » ensuite. Ces dix années d'organisation douloureuse séparent deux périodes : la période conservatrice de Prieto et Portales, et la période libérale de Perez et Errazuriz.

Un libéralisme mieux défini que celui des *pipiolos* inquiète au Chili les hommes d'ordre. L'éloquence d'un tribun, de Matta, patriarche du radicalisme; la propagande de Bilbao et de Lastarria; l'œuvre des clubs révolutionnaires, comme la « Société de l'Egalité », forment une jeunesse romantique qui cherche

à se sacrifier pour son idéal. Montt et Varas réagissent contre elle, condamnent à mort ou à l'exil les futurs libéraux, Santa-Maria, Vicuña-Mackenna... Ils pensent que le Chili n'est pas suffisamment préparé pour les libertés théoriques que défendent Lastarria et Bilbao : ils éduquent à la manière saxonne, pour la liberté et le *self-government*. Ce sont des personnages représentatifs de l'oligarchie créole, grande force conservatrice, rude et bienfaisante. La répression dictatoriale ne détruit pas le libéralisme : libéraux seront les présidents de l'avenir et Montt lui-même change lentement de direction politique. En 1858, dans les dernières années du décennat, les *pelucones* l'attaquent parce qu'il a toléré le culte protestant à Valparaiso.

Sous le gouvernement monttvariste, comme sous la dictature de Guzman-Blanco et de Garcia-Moreno, le pays progresse économiquement : on construit des voies ferrées, des routes, des lignes télégraphiques. Montt protège l'agriculture, la colonisation des terres du Sud, par la fondation d'un « crédit foncier » ; il ouvre près de cinq cents écoles, et une Banque nationale. Le commerce maritime se développe, et les rentes publiques doublent durant le décennat ; finalement, l'admirable code civil d'Andrès Bello, promulgué en 1857, donne stabilité et discipline à la vie civile. Portales, Bello, Montt et Varas ont organisé socialement et politiquement le Chili.

Après Montt, les présidences de Perez en 1861, de Errazuriz en 1871, de Santa-Maria en 1881, se séparent des tendances conservatrices. Toutes les conquêtes libérales : le registre civil, le mariage civil, la tolérance religieuse, deviennent des lois d'Etat. Le libéralisme n'a pas affaibli l'autorité présidentielle : Perez a gouverné dix ans comme Montt. De longues autocraties et des Constitutions conservatrices expliquent la force chilienne, au milieu de l'anarchie américaine.

Portales est le génie organisateur; Montt représente une époque de défense sociale; Balmaceda est le réformateur démocrate dans un pays oligarchique, le président libéral en face de traditions conservatrices. Balmaceda est la plus haute figure chilienne, après Portales : sa présidence suscite une révolution et transforme la vie politique de son peuple.

José Manuel Balmaceda appartient à l'oligarchie chilienne. Il descend d'une très ancienne famille coloniale. Juan de Balmaceda fut président de la « Real Audiencia », tribunal du roi, vers la fin du XVIII$^e$ siècle. Le nom de la famille révèle son origine Basque. Balmaceda naquit à Santiago, en 1838. Son père, don Manuel José Balmaceda, était conservateur, possesseur de vastes *latifundia*, comme les chefs des familles traditionnelles.

Balmaceda adopte les idées démocratiques. « Apostat ! » l'appellent les conservateurs, oubliant qu'il a changé de doctrine, mais non pas de mysticisme : il croit à la liberté, comme antan aux dogmes inflexibles. Il appartient au « *Club de la Réforme* », de Santiago, dans lequel une brillante jeunesse défend toutes les idées libérales, la foi romantique de 1848, antithèse des idées des *pelucones* et des monttvaristes. Au pouvoir exécutif despotique, il oppose la liberté électorale, la suppression de la rééligibilité présidentielle, l'autonomie des municipes, la restriction des pouvoirs du Président; à l'oligarchie catholique, la tolérance religieuse; aux traditions d'autoritaires, la reconnaissance formelle de la liberté de la presse, d'association, de réunion, de pétition; à la confusion des pouvoirs, leur indépendance. Balmaceda fut le président du « *Club de la Réforme* ». Il n'attaque pas avec une ferveur plébéienne, vengeresse d'une longue servitude, les positions d'un groupe traditionnel : il quitte ses rangs, riche et patricien, pour condamner l'autocratie et ses privilèges. C'est l'atti-

tude de Winston Churchill dans l'Angleterre libérale.

Balmaceda dispose de forts éléments pour son action future : fortune personnelle, base de l'indépendance ; un *credo* sympathique ; un parti qui devient puissant sous les gouvernements de Perez et d'Errazuriz.

On peut distinguer trois étapes dans son action politique : député, il défend des lois de réforme ; ministre des Affaires étrangères, il écarte l'intervention nord-américaine dans la guerre du Pacifique ; président, il exalte le pouvoir contre la tyrannie du Congrès. De 1870 à 1879, il est un parlementaire passionné et croit à l'efficacité de la liberté contre les excès du régime conservateur. Il défend à la Chambre, comme député et comme ministre de l'Intérieur et des Cultes, les lois libérales : cimetière laïque ; mariage et registre civils ; liberté de culte. Au lieu de l'absolue séparation de l'Eglise et de l'Etat, irréalisable au Chili, il propose l'union des deux pouvoirs sur les bases du « patronat » traditionnel et de la liberté religieuse. Il ne désirait point de radicales réformes : « Renonçons — disait-il — à vouloir tout faire en peu de temps, et à porter nos solutions, guidés par un esprit d'abstraction rigoureuse, au delà de ce que les véritables besoins réclament pour la correcte application de la doctrine libérale et pour la commune félicité. » Balmaceda, radical en 1879, modère ses ambitions dix ans plus tard, en demandant au Parlement chilien des réformes.

Ministre des Affaires Étrangères du gouvernement de Santa-Maria, en 1881, il consolide les victoires du Chili dans la guerre du Pacifique. Les campagnes militaires étaient finies, et le Pérou vaincu, défendait son intégrité territoriale contre les ambitions conquérantes de l'Arauco. Ce que les armées n'avaient pu, la diplomatie voulut le réaliser. L'intervention nord-américaine prépare, comme solution de la guerre, la

paix sans conquête : c'est la politique de M. Blaine qui rêvait pour l'Amérique une harmonie durable sous la règle d'or de l'arbitrage. Un ministre nord-américain, M. Trescott, porte au Chili la formule d'arrangement. Garcia-Caldéron, Président du Pérou, défenseur de l'intégrité du territoire et de l'union nationale, stimule l'intervention des Etats-Unis ; mais les médiateurs sont dociles à la nation victorieuse. Le président yankee Garfield meurt, et la politique nord-américaine change. Le président péruvien est prisonnier du Chili : de Rancagua à Quillota, de Santiago à Valparaiso, il devient le symbole irréductible du Pérou vaincu. Les Etats-Unis l'abandonnent; leur politique finit par devenir indécise, trouble, machiavélique. Balmaceda impose la paix au Pérou; la paix dont il rêvait, et le traité se signe, qui livre au Chili les richesses du Pérou méridional.

Le ministre impérialiste a vaincu : il aspire à la présidence de sa patrie. Santa-Maria l'impose et l'opinion l'accepte, orgueilleuse de ses triomphes diplomatiques. Une époque d'abondance commence après la longue austérité chilienne. Balmaceda gouverne avec des énergies centuplées : l'or du Pérou, le pouvoir moral de la victoire, ses ambitions d'homme d'Etat, la vocation pour l'empire que développe chez les peuples énergiques une guerre heureuse.

Dans l'ordre matériel, il transforme le Chili ; dans le domaine moral, il préside à sa dissolution ou à sa décadence. Ni cette dégénération, ni ce progrès ne sont l'œuvre exclusive du président autocrate. La richesse énerve un peuple sobre, elle permet l'érection de monuments, mais, en même temps, elle affaiblit les caractères. Honnête et prévoyant, Balmaceda emploie à des œuvres matérielles les millions qu'il a retirés de la guerre ; il construit des écoles sur tout le territoire ; des instituts spéciaux, agricoles et miniers ; des écoles professionnelles ; il commence la construc-

tion de nouveaux chemins de fer, d'une digue à Talcahuano, de palais pour les services administratifs; il fortifie quelques ports, acquiert de nouveaux cuirassés, encourage l'immigration, fonde des écoles militaires et livre à l'armée un nouvel armement. Il supprime les contributions, assure le service de la Dette intérieure, amortit le papier-monnaie et exige des Banques des garanties. Quand vous demandez au Chili l'origine d'une œuvre publique, d'une école, d'une prison, on vous parle de Balmaceda. En finances, en instruction, en colonisation, il réalise une rénovation fondamentale : il est le Président constructeur.

Balmaceda fut porté à la présidence par trois partis : les libéraux, les radicaux et les nationaux, c'est-à-dire par trois aspects d'une idée centrale, depuis un libéralisme atténué qui se rapproche des idées conservatrices (les nationaux) jusqu'à un libéralisme violent, voisin de la démagogie (les radicaux). La victoire balmacediste étouffa toute velléité de réaction cléricale : Balmaceda était un réformateur. Son ambition ne pouvait être satisfaite par les progrès matériels et les conquêtes pratiques. Comme idéologue, il appliquait des idées abstraites à la politique. Il voulut unir tous les libéraux en un parti prépondérant, assurer une plus grande indépendance aux pouvoirs publics — judiciaire et municipal; — dépouiller le Pouvoir exécutif de ses attributs traditionnels; fonder contre l'oligarchie une démocratie instruite et virile, libérale et militaire, dans laquelle tous les rêveurs pourraient vivre leur utopie.

Il existait, entre ses doctrines et son caractère, un grave divorce. Autoritaire par vocation, par tempérament, parce que patricien, il affaiblit cependant le pouvoir exécutif par la loi des municipalités, qui octroie à ces dernières une ferme autonomie; par la loi des incompatibilités, qui concède une pleine indépendance au Congrès envers les autres pouvoirs : « Le

mandat de député — déclarait cette loi — est incompatible avec l'exercice de toute fonction publique rémunérée. » A cette heure de confusion des partis, Balmaceda dépouillait le Pouvoir exécutif d'efficaces agents au sein du Parlement. Il préparait ainsi, par une réforme parfaite dans le domaine des idées, de graves luttes futures.

Le Président libéral condamne la Constitution de 1833, base de l'ordre chilien ; il croit qu'à la nouvelle époque, où il gouverne, convient un statut nouveau. « Ni les désirs du pays, ni ceux des partis ou des cercles en action — écrit-il — ne se peuvent plier au régime centralisé et d'autorité que consacra la Constitution de 1833 » [1]. Il critique dans l'ancienne charte « les attributions dévolues au chef du Pouvoir Exécutif, l'affaiblissement de l'initiative et des « fueros » locaux par l'excès de vigueur dans le pouvoir central ; la part qui correspond au Pouvoir Exécutif dans la formation du pouvoir judiciaire, son influence sur l'élection et le fonctionnement du Pouvoir législatif, la centralisation administrative et les œuvres génératrices du progrès matériel. »

Mais en abandonnant, par un suicide héroïque, les forces que lui confère un statut traditionnel, Balmaceda fonde l'omnipotence du Congrès. *Pelucon* par atavisme, despote élégant, il méconnait bientôt ce pouvoir que lui-même a élevé au-dessus de la Présidence décadente. La contradiction entre sa vie et ses doctrines, son hérédité et son idéal, imprime à sa noble figure de patricien la majesté de ces personnages d'Eschyle que le destin annihile et ennoblit. Balmaceda affaiblit le pouvoir exécutif et a des candidats officiels ; établit la prépondérance des Congrès et veut avoir des ministères indépendants ; détruit la Constitution de 1833, et est autoritaire. Renan se com-

1. Cf J. Bañados-Espinosa. *Balmaceda, su gobierno y la revolución de 1891*. T. I, pp. 455 et suiv.

paraît à l'*hircocerf* scolastique qui porte en soi deux natures hostiles : c'est aussi le destin de Balmaceda.

Son idéal politique est celui de Benjamin Constant, de Lamartine, de Laboulaye. Il n'accepte pas le despotisme du président, ni la tyrannie du Congrès.

Le parfait équilibre des pouvoirs pouvait-il se réaliser au Chili ou bien n'était-ce rien autre qu'un noble rêve d'idéologue ? A l'omnipotence des gouvernements centralisés se substitua bientôt la dictature des Parlements anarchiques. Les partis imposèrent à Balmaceda des ministères, lui présentèrent des listes de candidats, parmi lesquels le Président, enchaîné, devait choisir des conseillers.

C'était une transformation radicale, car dès l'époque de Portales, le gouvernement était intervenu dans les élections, avait imposé des députés et des Présidents. Balmaceda méconnaît sa propre œuvre, se révolte contre le Congrès, gouverne sans budget, défend les droits du pouvoir qu'il a détruits par des lois imprévoyantes : il prétend imposer, suivant la tradition, un Président, et le Congrès ne l'accepte point. On a très bien dit que le gouvernement de Balmaceda fut la crise de l'intervention électorale[1]. Le Parlement refuse au Président la loi des contributions, lui renverse des ministères, proteste contre la désignation d'un candidat officiel : il se forme dans son sein, comme au temps de la Révolution française, un Comité révolutionnaire. Les dictatures choquent. La révolution éclate en 1891 ; l'escadre se soulève ; la guerre civile divise les familles ; le Congrès lutte pour la Constitution ; le Gouvernement, pour l'autorité. De la Moneda, Balmaceda dirige les batailles, dans une terrible lutte contre les forces combinées de la marine, des Banques et du Parlement. Une funeste

1. Phrase de Don Juan Enrique Tocornal, homme politique chilien.

ardeur s'empare des factions; les haines et les représailles s'accumulent comme dans une guerre de races. Deux batailles, Concon et La Placilla, détruisent le pouvoir du Président.

Les révolutionnaires prennent le dessus, envahissent Valparaiso et Santiago et la barbarie araucanienne incendie les demeures des amis du Président, et parcourt, alcoolisée et brutale, les villes silencieuses. Balmaceda se réfugie à la Légation argentine, et ses partisans se cachent, tandis qu'un peuple de Vandales accumule les ruines. Le Président vaincu devient alors une figure stoïque, un héros de Plutarque : il transforme sa chute en apothéose; il purifie, par une catastrophe, la tragédie locale. Serein comme les vieillards classiques, il se suicide, après avoir rédigé un noble testament politique. « Parmi mes plus violents persécuteurs d'aujourd'hui — écrit-il — figurent des politiciens de divers partis que j'ai comblés d'honneurs, que j'ai exaltés et servis avec enthousiasme. — Point ne me surprennent ni cette inconséquence, ni l'inconstance des hommes... Tous les fondateurs de l'indépendance sud-américaine moururent dans les cachots, dans les cellules ou furent assassinés, ou encore périrent dans la proscription et l'exil. Telles ont été les guerres civiles dans les anciennes et les modernes démocraties. C'est seulement quand on est témoin de la fureur à laquelle s'abandonnent les vainqueurs dans les guerres civiles que l'on comprend pourquoi, antan, les vaincus politiques, encore qu'ils fussent les plus insignes serviteurs de l'Etat, finissaient par se précipiter sur leurs propres épées. »

Après ces considérations de philosophie politique, la ferme protestation de l'hidalgo. Il ne peut se soumettre au « critérium de juges qu'il éloigna de leur poste à cause de leurs idées révolutionnaires ». Deux voies lui restent ouvertes : la fuite ou la mort, et il préfère la seconde, pour atténuer la persécution et les

maux qu'endurent ses amis. « Je pourrais encore m'évader — dit-il dans son testament — en quittant le Chili ; mais cet expédient ne correspond pas à mes antécédents, ni à ma fierté de Chilien et de caballero. Je suis fatalement livré à l'arbitraire ou à la pitié de mes ennemis, puisque n'ont plus de force la Constitution et les lois. Mais vous savez, Messieurs (il s'adresse à MM. Claudio Vicuña et Julio Bañados-Espinosa), que je suis incapable d'implorer la faveur, voire la bienveillance, d'hommes que je méprise pour leurs ambitions et leur manque de civisme. » Il pensait que dans les grandes crises ou les drames, il faut un protagoniste ou une victime, et il accepta son destin jusqu'à mourir. Au-dessus des « caudillos » métis, au-dessus de la foule obscure qui s'agite dans les palais et les parlements, affamée de pouvoir et de faste, ce patricien se dresse, dominateur et solitaire.

Dans son testament politique, il condamne le régime existant : « tant que subsistera au Chili le gouvernement parlementaire tel qu'on a voulu le pratiquer et tel que le soutient la révolution triomphante, il n'y aura point de liberté électorale, ni d'organisation sérieuse et constante dans les partis, ni de paix entre les groupes du Congrès. » Sa dure prophétie s'est accomplie : le régime parlementaire excessif, stérile, a vaincu avec les révolutionnaires. De Portales à Balmaceda, le Président est la suprême autorité ; après Balmaceda, les Congrès gouvernent, et le Président, esclave des groupes qui y dominent, ne peut dissoudre le Parlement, ni en appeler à un référendum populaire. On a obtenu la liberté de vote ; mais elle consacre la tyrannie des Assemblées. Les partis se fractionnent ; l'autorité, sur laquelle reposait la grandeur chilienne, décline. Un Président sans action propre, un ministère incohérent, un Parlement divisé et incertain : voici le tableau de la politique. « Le Gouvernement du Congrès est le Gouvernement des partis, et

ces entités politiques n'existent au Chili que sous la forme d'antipathies ou de souvenirs »[1].

Le parti balmacediste lui-même n'échappe pas à l'universelle dissolution. Il défend encore le régime présidentiel; mais il le fait sans la rigidité de son fondateur : il est libéral démocratique et parlementaire : sa force réside en les congrès. « Dans le libéralisme — a pu écrire don Julio Zegers[2] — les balmacedistes sont ceux qui préfèrent aux doctrines les pactes utilitaires. »

Dans l'ordre politique, la tradition des *pelucones*, l'autorité forte et tutélaire, se meurt : dans l'ordre social, l'oligarchie perd ses anciens privilèges devant le progrès des classes moyennes. Balmaceda, fondateur d'écoles et de lycées, défenseur de toutes les libertés, réalise cette transformation nationale. Il se prépare au Chili, après la révolution politique de 1891, une révolution sociale, guerre de castes, choc sanglant des seigneurs féodaux et du Tiers Etat formé dans les lycées, libéral et industriel. Deux partis, radical et démocrate, s'organisent pour les futures batailles. « Le parti radical — écrit un observateur — se compose des ennemis exaltés du clergé et d'une grande partie de la jeunesse de la classe moyenne qui unit aux haines religieuses un certain degré d'animadversion contre les classes riches et considérées »[3]. M. Edwards croit que cette tendance socialiste, dominante chez les radicaux, « constitue un sérieux danger pour l'avenir. » Le parti démocrate est, comme le *Labour Party* anglais, comme les socialistes unifiés de France, un groupe ouvrier.

La révolution de 1891 fut dirigée par les banquiers.

1. Alberto Edwards, *Bosquejo histórico de los partidos politicos chilenos*. Santiago, 1903, p. 116.

2. Cité par Vicuña-Subercasseaux dans son étude sur Balmaceda. Cf. *Gobernantes y Literatos*. Santiago, 1907, p. 64.

3. Edwards, *Ouv. cit.*

Après la guerre du Pacifique, l'oligarchie chilienne se dissout ; il se forme une ploutocratie, sans austères traditions, qui domine dans les Parlements et qui veut être maîtresse du Gouvernement. Balmaceda ne céda point devant le pouvoir des hommes nouveaux : comme aristocrate, il était l'ennemi des marchands. Si Portales fonda une société de patriciens, le Président libéral ne put, par contre, organiser cette démocratie rêvée. Les financiers s'unirent aux grandes familles : devant la menace des grèves formidables, devant l'élévation intellectuelle de la classe moyenne, se groupèrent propriétaires et banquiers en une oligarchie plus accessible, plus ouverte comme dans la République yankee. Balmaceda est le dernier représentant de la grande tradition chilienne, de l'oligarchie tutélaire qui éduque le peuple, et se défie des ploutocrates.

## CHAPITRE III

### LE BRÉSIL

### L'EMPIRE — LA RÉPUBLIQUE

L'influence du régime impérial. — Un Marc-Aurèle d'outre-mer, dom Pedro II. — La République fédérale.

Tandis que les Républiques d'Amérique passent, sans prudentes transitions, de la dépendance coloniale au *self-government*, le Brésil se prépare, sous de paternelles autocraties, à la réalisation tardive des rêves républicains. La liberté n'y est pas le don immédiat de constitutions irréalisables, mais le terme logique d'une conquête douloureuse. Le Brésil est, successivement, colonie tributaire, monarchie indépendante, empire absolutiste, République fédérale et démocratique. Un principe, celui d'autorité, domine cette évolution. Un despotisme étroit va cédant de séculaires prérogatives devant les tenaces attaques d'un ardent libéralisme; les progrès sont définitifs et l'ordre durable; les révolutions échouent contre le principe de la continuité monarchique.

Le Portugal n'a pas été envahi par les armées françaises. La famille royale, emportant les pénates monarchiques, fuit vers la lointaine colonie, vers le Brésil idyllique et tropical. Nous sommes en 1807; Marie, reine de Portugal, est folle; Jean de Bragance,

le régent, placide et indécis, aspire à un ostracisme bourgeois, sans convulsions politiques.

Au Brésil, le monarque guidé par des esprits conservateurs, transforme le régime économique, décrète la liberté des ports, et le monopole métropolitain se trouve de ce chef aboli. L'Angleterre, protectrice de l'exode du Roi, avait exigé protection pour ses produits. Les fabriques qu'une politique de rivalités néfastes avait fermées, se rouvrent. Dès 1808, le roi désire fonder, dans cette colonie sans personnalité politique, un empire; en 1815, il l'éleva à la catégorie de royaume, posant ainsi les bases de la nationalité. L'indépendance, après cet acte, sera la ségrégation naturelle d'un organisme déjà formé.

Le gouvernement du roi portugais développa toutes les forces nationales, embryonnaires dans la colonie : art, pensée, droit. Il fonda la Banque du Brésil, établit une académie militaire, la bibliothèque, un jardin botanique; protégea l'agriculture et l'immigration. On dirait que les nouveaux domaines ont transformé le roi médiocre. Sous l'influence de son épouse, la reine Charlotte, ambitieuse de pouvoir et de faste, il voulut étendre son empire à l'Uruguay, au Paraguay; peut-être même reconstituer à son profit le vice-royaume de La Plata. Il s'empara de la Guyane française qui resta jusqu'en 1817 sous le pouvoir du Brésil.

Mais de si vastes plans ne renforçaient pas le pouvoir du monarque. La Cour, silencieuse et prodigue, déplaisait aux Brésiliens; le roi favorisait les commerçants portugais avec une prodigalité extrême. Il créa une nouvelle noblesse, celle des « *filhos do Reino* », qui fatigua par son influence au palais et son faste insolent les anciens colons. L'ancien régime continuait : une bureaucratie parasitaire, recrutée parmi les Portugais, pesait sur les destins du Brésil.

Une révolution en Portugal, en 1820, invite le roi à retourner en Europe, à accepter la constitution que

défend la junte révolutionnaire de Lisbonne. Le monarque laisse au Brésil son fils, Don Pedro de Alcantara, et quitte le pays. On rapporte[1] qu'en prenant congé de Don Pedro, il lui dit : « Bientôt le Brésil se séparera du Portugal; s'il en est ainsi, couronne-toi avant que quelque aventurier s'empare du sceptre ».

Le Parlement de Lisbonne veut détruire les réformes de Juan VI au Brésil, transformer en colonie féodale une nation monarchique; les députés brésiliens qui se trouvent en Portugal, protestent et émigrent en Angleterre. Une révolution à Pernambouc, en 1817, avait levé l'étendard du nationalisme. Le manifeste des révolutionnaires ou « *Preciso* » formulait les plaintes de la colonie. « Il n'y a plus de distinction — disaient les patriotes victorieux — entre Brésiliens et Européens, tous se considèrent comme frères, comme descendants de la même origine, comme habitants du même pays, comme croyants de la même religion ».

Le journalisme naissant s'agitait, du nord au sud, pour la défense de principes constitutionnels. La déclamation jacobine, l'idéologie romantique crée dans la colonie taciturne un grand mouvement : des juntes de gouvernement se forment dans les provinces. Portugais et Brésiliens luttent pour la domination politique et sociale; mais une armée lusitanienne impose, malgré les protestations populaires, le serment à la Constitution qu'ont promulguée pour la métropole les Cortès lointaines.

Le prince empêche la disgrégation fédérale, fonde l'unité brésilienne. Il réunit les représentants des provinces rebelles, convoque en 1822 une Assemblée constituante, visite le pays, devient le « Défenseur perpétuel du Brésil ». Comme les rois goths devant

1. João Ribeiro. *Historia do Brazil.* Rio-Janeiro, 1901; p. 458.

l'invasion Sarrasine, ou les princes français en face de l'anarchie féodale, il fonde une dynastie nationale, lie l'unité et l'indépendance brésiliennes aux destins de la royauté. Jean VI avait élevé le Brésil à la dignité monarchique; Pedro Ier le rend indépendant du Portugal, « Indépendance ou mort! » s'est-il écrié dans son odyssée triomphale à travers les provinces rebelles. A Ipiranga flotte le nouveau drapeau, or et vert, de l'empire naissant. Pedro Ier est couronné Empereur constitutionnel en décembre 1822.

José Bonifacio Andrade è Silva, naturaliste, philosophe et soldat, encyclopédiste suivant la tradition française, est le ministre de cette transformation nationale : il condamne la révolution, après avoir défendu les droits naturels et les libertés excessives. Il supprime des journaux et le monarque dissout l'Assemblée constituante, dont les violences et le lyrisme nuisent à l'action politique d'un ministère conservateur.

Il s'est formé dans le pays des groupes extrêmes que le prince tient à ménager : réactionnaires qui veulent un gouvernement absolu, exaltés qui rêvent d'une république, modérés, monarchistes conciliateurs qui cherchent un progrès lent dans un ordre stable. Fatigué de révolutions, l'Empereur a inauguré le régime despotique : il s'est séparé de l'Assemblée, exilé les rebelles, entre autres Andrade, aujourd'hui radical, hier réactionnaire, toujours avide de pouvoir. Il s'entoure de légionnaires portugais, choie les *filhos do Reino*, et la presse l'attaque au nom du sentiment national. Elle réclame la persécution des favoris comme on décréta, dans les colonies espagnoles, l'expulsion des anciens dominateurs.

L'Empereur réunit derechef des esprits modérateurs, et leur demande une constitution, à laquelle le pays prête serment en 1824 : c'est une charte constitutionnelle, imitation des lois libérales européennes.

En 1826, il convoqua une nouvelle Assemblée nationale. Les révolutions ont continué dans le pays : quelques provinces veulent se séparer du nouveau royaume. Pernambouc est toujours le centre du libéralisme. Un ancien patriote, Paez de Andrade, ambitionne de réunir aux Etats brésiliens du Nord, la confédération de l'Equateur. Le monarque a envoyé des légions qui s'imposent par la terreur et la chambre basse condamne ce despotisme ; un prêtre libéral, Diego Antonio Feijó, dirige l'opposition radicale. Il est révolutionnaire au Parlement : il réclame la responsabilité gouvernementale, et condamne les ministres qui imposent, en s'appuyant sur des légions étrangères, sur des mercenaires germains et irlandais, la paix aux provinces.

Les Chambres sont envahies par les républicains et les fédéraux ; et Pedro Ier n'abandonne point ses ministères réactionnaires. Ces derniers se succèdent en de perpétuelles crises. La guerre extérieure complique le problème politique : l'Uruguay s'est soulevé, comptant sur l'aide de régiments argentins. Battus, les Brésiliens reconnaissent par le traité de 1828 l'indépendance de cette province.

Le roi Jean est mort en 1826, et l'empereur reste indécis entre le royaume traditionnel et l'empire nouveau. Il forme un cabinet libéral pour satisfaire radicaux et fédéralistes qui ont triomphé aux élections de 1830. Inutile transaction ! Les ministères tombent, le gâchis financier augmente, le peuple se soulève à Rio-Janeiro, et l'Empereur abdique. José Bonifacio, créateur du régime politique, sera le tuteur du prince-enfant.

La Régence fut un gouvernement modérateur s'éloignant à la fois des réactionnaires et des exaltés, de l'absolutisme et de la République. Le père Feijó, ministre de la Régence, devint, comme force radicaux, conservateur : il organisa la garde nationale, supprima les meetings militaires, imposa la paix

intérieure. Les mouvements subversifs se succèdent et le ministre invulnérable les réprime. L'administration progresse; des écoles sont fondées; l'Assemblée donne de sages codes. Le régent Andrade fait prisonnier et déposé, Diego Feijó est élu tuteur du prince en 1835 : l'ancien politicien radical arrive à la dictature. Il représenta le pouvoir modérateur contre les révolutions; abandonna — dans les cas extrêmes — le libéralisme pour l'autocratie. Dès 1836, son autorité politique commence à décliner et la campagne libérale se fait plus ardente. Feijó passe la régence à son ami Aranjo Lima, et abandonne le Gouvernement. Ce représentant de l'autorité dans un pays en proie à l'anarchie fut autocrate par patriotisme : comme tous les dictateurs américains, il étouffa les révolutions dans le sang.

Souvent les libéraux d'hier deviennent modérés ou conservateurs dans le Brésil monarchique : Andrade, Feijó, Pereira de Vasconcellos sont des exemples de ces transformations nécessaires. La liberté est le *credo* de ces politiciens contre l'absolutisme colonial, contre la servitude antérieure à la monarchie et à l'empire : ils la conquièrent, la réalisent; et le règne des principes démocratiques amène le désordre. L'excès d'autorité ou l'excès d'anarchie s'opposent au progrès et à la paix. Les directeurs de la politique brésilienne oscillent : ils sont libéraux contre le despotisme, autoritaires contre la démagogie.

En 1840, l'Infant atteint sa majorité : les libéraux puissants au Parlement, demandent que se termine la Régence. Le pays veut la paix intérieure; mais la discorde ne cesse pas entre les partis. De nombreuses révolutions inquiètent le pays. Minas et Pernambouc, où la sédition est passée à l'état chronique, se soulèvent en 1842 et 1848 respectivement.

Pedro II gouverne avec les libéraux; mais les dangers du libéralisme excessif, de la démocratie

prématurée le poussent à l'autocratie. C'est un Marc Aurèle savant et sceptique, un stoïque qui a lu Voltaire. « Démocrate simple et modeste, sans rien perdre de sa distinction personnelle, — écrit l'historien Ribeiro — généreux et désintéressé, savant sans affectation, exemple de toutes les vertus domestiques, il capte, plutôt que la popularité, la respectueuse sympathie de la foule »[1]. Il est le premier républicain du Brésil; il préside une nationalité qui se transforme. Devant le choc de races, l'inquiétude révolutionnaire, l'utopie radicale; son gouvernement maintient les traditions, réagit contre les réformes violentes, favorise la lente formation d'un monde nouveau.

En 1841, il confie le ministère au marquis de Paranagua qui exile les révolutionnaires, renforce l'unité politique, rétablit le Conseil d'Etat. De nouveaux ministères poursuivent la réaction conservatrice. Sans affranchir les esclaves, on prohibe le trafic de cette marchandise noire, sous la suggestion de l'Angleterre. L'Empire, fidèle à ses traditions, intervient dans les affaires de La Plata.

Le vicomte de Itaborahy, une fois le conflit extérieur terminé, préside un ministère d'administration. On attire des immigrants qui fonderont des colonies teutonnes, dans le sud, on protège la navigation intérieure, on conquiert par le rail les régions élevées de la Sertaò. Nouveau code commercial, organisation administrative, lois agraires, réforme du Trésor, telles sont les formes diverses de la pensée impériale. Au vicomte Itaborahy succède un ministre autoritaire : le marquis de Parana, figure politique de longue influence nationale.

Grand administrateur, il organise l'instruction publique, étend les chemins de fer et le service de navigation des fleuves intérieurs. A son œuvre colla-

1. Œuvre citée, p. 516.

borent des hommes d'Etat distingués, un juriste : Nabuco de Araujo, un diplomate : le baron de Rio-Branco. Son action n'est pas seulement qu'administrative : elle est aussi politique et sociale. Il veut la réconciliation des partis ; il absorbe les éléments libéraux dans le groupe conservateur, préparant par cette fusion de partis vieillis l'apparition de nouveaux groupements dominés par une ferme pensée de conservation ou de liberté. Les cabinets réactionnaires, l'Empereur philosophe, ont fondé l'ordre contre la dispersion révolutionnaire. Mais cet ordre, victoire d'étroites traditions, ne peut être stable. De multiples races, Portugais, Indiens, Africains, s'agitent dans la nouvelle société : la démocratie sera la protestation des esclaves rédimés contre les fortes oligarchies. Le marquis de Parana, après avoir attiré les libéraux, transforme son propre groupe conservateur, consolide l'ordre en réunissant les factions, et comprend que la réaction ne saurait être perdurable dans une démocratie incohérente. Il est le dernier des conservateurs et le premier des libéraux.

Les cabinets réactionnaires de Caxias, de Olinda, de Ferraz, gouvernent après lui et d'autres partis s'organisent, le conservateur autoritaire, le libéral intransigeant, le conciliateur. Les élections de 1860 sont un triomphe démocratique. De grands orateurs dominent avec une éloquence tropicale : ces hommes nouveaux agitent, comme Antonio Léocadio Guzmán au Vénézuéla, les passions populaires. En face de leur programme radical, s'unissent au Congrès, conservateurs et libéraux modérés. Les réactionnaires ont gouverné de 1848 à 1862, les radicaux ambitionnent maintenant le pouvoir. Les derniers cabinets conservateurs s'écroulent devant l'opposition parlementaire et la protestation des foules. On condamne le monarque despotique ; on défend la royauté constitutionnelle : de nouvelles élections, en 1863, augmentent les forces

des libéraux et démocrates. La guerre du Paraguay, contre la dictature de Lopez, donne une importance exceptionnelle à la vie extérieure du pays : devant elle cesse l'agitation politique brésilienne.

Pedro II, représentant des intérêts conservateurs, de l'histoire, de la continuité nationale, s'oppose au libéralisme tumultueux. Après un ministère libéral, il choisit deux cabinets modérés, de Olinda et Vasconcellos, sympathiques aux conservateurs, et finalement le vicomte de Itaborahy qui dissout la chambre basse. L'Empereur fait un retour en arrière de dix ans : le même ministère de 1852, à l'époque du triomphe des conservateurs, va gouverner en 1864, devant le flot montant de la démocratie. Monarque constitutionnel suivant les lois, il n'en est pas moins un autocrate, car il impose des ministères à la Chambre ennemie et dirige la politique contre la volonté populaire, contre les nouveaux élus du suffrage.

Les libéraux se soulèvent contre l'Empereur réactionnaire et demandent la réforme ou la révolution. Transformation dans le régime électoral, dans la justice soumise à des codes draconiens, dans l'armée qui sert de légion prétorienne au pouvoir absolu ; dans l'ordre social, émancipation des esclaves : tel est le programme de 1869. Un groupe conservateur dissident s'unit aux libéraux ; et un patricien, Nabuco de Araujo, signe le manifeste des réformateurs.

C'est la crise de la monarchie. Sa fonction historique touche à sa fin : elle organisa la paix, créa l'unité et la patrie, prépara dans l'ordre la formation de la nouvelle race brésilienne. L'autocratie, nécessaire à l'aube du siècle, est aujourd'hui contraire au développement démocratique : après 1870, les libéraux aspirent à la République, ouvertement.

Le ministère du vicomte de Rio-Branco, de 1871 à 1876, maintient le *statu quo*. Grand administrateur, comme le marquis de Parana, il réforme l'instruction

en créant des écoles spéciales; il lève le cens du pays; il étend le réseau des chemins de fer. L'immigration augmenta sous son gouvernement, et, au point de vue des finances, le change s'affermit. Une grande réforme sociale changea la face de l'Empire : en 1871, l'esclavage fut aboli. Les classes séparées vont se fondre, et la démocratie métisse en surgira. L'esclavage aboli, les castes confondues, les libéraux mécontents, les réactionnaires vieillis, il reste seulement à l'horizon indécis, suprême espérance, la République : c'est l'idéal collectif comme le fut l'Empire aux derniers jours coloniaux. Elle est proclamée sans violences en 1889.

L'Empereur qui abdique, symbole du passé majestueux, a préparé cette République qui le frappe d'ostracisme. Il fut libéral en idées, protecteur des sciences, philosophe souriant; et en favorisant la transformation intellectuelle du Brésil, il livra à la critique des libéraux, sa propre autocratie. En abolissant l'esclavage, il affaiblit le pouvoir de l'oligarchie régnante; en détruisant les privilèges et en unissant les classes opposées, il créa une démocratie.

L'Empire représente, dans l'Amérique divisée, l'autorité tutélaire. Entre la colonie féodale et la République — deux points extrêmes du développement politique — s'élève la monarchie brésilienne comme pouvoir modérateur. Elle apporte l'équilibre nécessaire et, avec lui, le progrès. Elle fonde l'autonomie, d'abord; et ensuite, un ordre, une dynastie nationale; elle conserve les traditions et organise les forces sociales. A côté d'elle, s'élève une oligarchie conservatrice, liée au sol; se créent des castes, des intérêts permanents. Les seigneurs terriens défendent la stabilité de l'empire, et une politique admirable impose la paix à un peuple hétérogène, chez lequel s'entrechoquent les races et la province s'oppose au littoral. De 1848 à 1862, la monarchie forme la nationalité.

Dans les Républiques sud-américaines, l'anarchie détruit l'unité, trouble la cristallisation de classes sociales. Au Brésil, les révolutions abondent aussi, sous la Régence; les chefs militaires convoitent le pouvoir, mais il existe contre le désordre une autorité permanente, inviolable. L'Empereur est « caudillo de caudillos » chef des chefs ; la Constitution justifie partiellement son despotisme. Sans la violer, il impose avec des ministères conservateurs une paix durable et de lentes réformes. Contre le César inflexible lutte la démocratie brouillonne : elle lui arrache certains privilèges, conquiert des libertés limitées, jusqu'à la naissance de la République, terme prévu de l'évolution politique et sociale. La rigueur du principe d'autorité a épargné au Brésil la perpétuelle crise révolutionnaire endurée par d'autres nations américaines.

## CHAPITRE IV

### LE PARAGUAY
### LA DICTATURE PERPÉTUELLE

Le docteur Francia. — Opinion de Carlyle. — Les deux Lopez. Tyrannie et esprit militaire au Paraguay.

De l'ancien régime, le Paraguay conserve la réclûsion et l'absolutisme. L'indépendance est en d'autres républiques une violente condamnation des méthodes coloniales. Libre de la tutelle espagnole, la démocratie paraguayenne n'en conserve pas moins sa vie retirée, sous des monarques paternels. Son évolution est originale : ni continuelle anarchie comme dans le tropique, ni querelles de « caudillos » qui se disputent provinces et richesses. Des dictateurs, des tyrans, imposent à la nation méditerranéenne leur volonté inviolable. L'autocratie nivelle classes et races, et prépare l'apparition, dans le Paraguay isolé, d'une nouvelle caste par la fusion de Guaranies et d'Espagnols. Ces dictateurs professent un américanisme étroit : ils expulsent les étrangers et veulent, avec un orgueilleux patriotisme, que la République se suffise à elle-même. Leur idéal est essentiellement espagnol : démocraties gouvernées par un César.

Le Dr Francia est le premier dictateur dans cette République fondée par des Jésuites. Personnalité sombre, d'intense vie intérieure, comme Garcia-Moreno, il semble un puritain de Cromwell. Taci-

turne et solitaire, véridique, ponctuel et méthodique, comme les Saxons; ambitieux, mais sans passion ni exaltation, il admire Bonaparte, et, comme lui, devient, de consul, empereur.

Il naquit en 1758. Il était fils d'un Portugais ou Brésilien, Garcia Rodriguez Francia. Il étudia la théologie à l'Université coloniale de l'austère et silencieuse Cordoba. Quand le général Belgrano fomenta la rébellion des Paraguayens contre la domination espagnole et qu'une junte de gouvernement s'installa, Gaspar Rodriguez Francia fit partie de cette dernière. La petite République élit, comme Rome, des triumvirs et des consuls. Un Congrès se tient dans la même année et décrète l'Indépendance du Paraguay. Le pays se libère non seulement de l'Espagne, mais aussi de Buenos-Ayres. Ne reconnaissant plus les limites de l'ancien vice-royaume, la junte refuse de traiter avec Belgrano s'il ne reconnaît pas l'autonomie paraguayenne.

Le Congrès de 1813, auquel assistent mille députés, continue de parodier Rome ; il nomme consuls Francia et Fulgencio Yegros, il promulgue un règlement politique. César et Pompée deviennent les noms des nouveaux magistrats qui alternent au pouvoir. La liberté du Paraguay se consolide et les consuls refusent d'envoyer des délégués au Congrès de La Plata, que réunit à Buenos-Ayres, la hautaine métropole. Ces magistrats condamnent les Espagnols et les Argentins à la mort civile, et leur interdisent le mariage avec des femmes paraguayennes de race blanche. En un troisième Congrès (1814), Francia et Yegros demandent la dictature temporaire.

Yegros est ignorant et populaire. Francia, énergique, dissimulé et docte, obéissant à de classiques souvenirs et à la tradition napoléonienne, aspire au pouvoir absolu. On le nomme directeur pour trois ans, et il conquiert bientôt le pouvoir suprême. Il

improvise sa politique en lisant l'histoire ancienne de Rollin : les républicains de Rome lui servent de perpétuels modèles dont il imite l'énergie et l'austérité.

Eduqué pour le sacerdoce, il devint avocat. Il connaissait les lois et la théologie comme un lettré colonial, subtil et dogmatique. Avant d'être consul, il avait rempli diverses fonctions municipales; secrétaire de la municipalité d'abord, ensuite Maire, il étudia les besoins locaux et se prépara à gouverner dans un sens national.

Il se sert de la religion comme García-Moreno et comme Portales pour rendre efficace son action politique. Il est tolérant pour les croyances et condamne l'athéisme ; il comprend que l'Eglise est l'unique force morale dans ces confuses démocraties. Il n'accepte point une religion internationale, veut un culte paraguayen, américain, comme le prétendit aussi Guzman-Blanco. Il se déclare le chef de l'Eglise nationale, et méconnaît l'autorité du Saint-Siège, il supprime le séminaire et les ordres monastiques de San-Francisco, de la Merced, de Santa-Domingo et procède lui-même à la nomination des vicaires et des curés. L'Inquisition est abolie; les processions sont interdites, et le nombre des jours fériés réduit au minimum. Francia ordonne le paiement de la dîme; protège la religion, étend les droits que le patronat conférait aux rois espagnols ; vend les biens de l'Eglise, pour bâtir écoles et casernes. Bref, il aspire à gouverner une république chrétienne débarrassée de cléricalisme.

La religion consacre son autorité : l'Eglise paraguayenne enseigne que tout pouvoir, même la tyrannie, est d'essence divine. Quand l'action morale ne suffit plus, Francia, pareil à Rosas, fait appel à la terreur. Les conspirations se multiplient contre sa tyrannie et le dictateur fusille les rebelles. Ses châti-

ments révèlent une cruauté orientale. En 1821, il exécute les représentants de la noblesse paraguayenne. Il nivelle ses sujets, il gouverne sans ministres, entouré seulement de délateurs et de prétoriens. Un Congrès lui confère en 1860 la dictature perpétuelle et il dissout le Congrès. Il supprime les « cabildos » et les remplace par des juntes que lui-même choisit, annihile toute hiérarchie et tout privilège ; assassine Yegros, son compagnon de consulat. Ses ennemis, il les emprisonne, les exile ou les tue. Son ambition est de faucher les têtes qui se dressent au-dessus d'une foule uniforme, anonyme et laborieuse.

Il fonde l'ordre intérieur sous son autocratie. « Les querelles — dit-il — paralysent les industries, et nuisent à la prospérité d'une nation. »

Il a créé une Eglise et une Patrie. Pour affirmer son œuvre, il éloigne les Espagnols et isole son pays. Il protège tous les étrangers qui ne proviennent pas d'Espagne ; ferme les portes au commerce, et barre les fleuves à la libre navigation.

Son effort est contradictoire. Il hait l'Espagne, veut abolir les privilèges du clergé et de la noblesse, et il restaure le régime colonial, il l'aggrave même, et lui donne une sévérité inouïe. Il rétablit l'absolutisme, le monopole commercial, le communisme des Jésuites : il est des « estancias » (fermes) dites de la Patrie dont les produits satisfont les besoins du fisc. Il concède difficilement licence pour commercer ou naviguer sur les fleuves ; ouvre de grands magasins qui rappellent les foires de la colonie pour la vente de marchandises. Le Paraguay s'isole prodigieusement ; les transactions déclinent, la monnaie circulante disparait.

Pendant ce temps, la population augmente. Le dictateur favorise les créoles, provoque par des mesures sévères les croisements d'Indiens et d'étrangers, choisit soigneusement parmi ces derniers pour

qu'ils améliorent par des unions imposées la population paraguayenne : il continue ainsi l'œuvre des Jésuites. Une démocratie homogène, une conscience nationale se forment.

Comme les grands dictateurs américains, il stimule les progrès matériels, et réédifie Assomption, la cité métropolitaine. Il construit des œuvres publiques, des forteresses pour arrêter la marche des Indiens ; protège l'agriculture, crée une industrie. Son idéal, c'est la pleine autonomie dans un isolement peut-être barbare. Par des règlements successifs, il oblige les propriétaires à ensemencer leurs terres, à étendre la surface cultivée ; comme les Incas péruviens, il ne veut pas d'oisifs dans son royaume. Il distribue la tâche et en impose l'exécution.

Il gouverne de 1811 à 1840, durant une longue période de trente ans que, seul parmi les autres dictateurs américains, Rosas a atteinte aussi. Son œuvre est rude et imposante : il crée une race, affranchit sur tous les terrains, politique, économie et religion, sa patrie menacée. Un prêtre disait en un ardent panégyrique : « Le Seigneur ayant jeté un regard de pitié sur notre pays, lui envoya pour le sauver le docteur Francia ». Le tyran devient ainsi rédempteur et a sa légende étrange. A soixante-dix ans, il apparait comme un personnage retiré et divin. D'un palais secret, il gouverne un peuple discipliné. Il a militarisé le pays, exalté le patriotisme, le fort sentiment national des petites nations, de l'Uruguay et du Paraguay en Amérique, de la Serbie, du Monténégro et de Bulgarie en Europe.

Sa longue tyrannie n'avilit point la race. Quand il meurt, Francia est pleuré par son peuple, un peuple qui révélera dans une guerre prochaine une ténacité spartiate, un tranquille héroïsme. Le Paraguay est indomptable : il se dépeuple, la population masculine disparait, mais la République reste debout

et agressive. Francia a formé une race guerrière et fière. C'est un homme extraordinaire qui eût été il y a un siècle — dit Carlyle dans un *Essai* — un dominicain mûr pour la canonisation, un excellent supérieur de Jésuites, un grand Inquisiteur rude et atrabilaire. L'historien saxon fait l'éloge des terribles silences de Francia, « *the grim unspeakabilities* », cette muette solitude dans laquelle les hommes remarquables communiquent avec le mystère des choses.

Après trente ans d'uniforme dictature, le peuple guaranien aurait pu se révolter contre l'autocratie. Cependant ici, au contraire de ce qu'il advint dans d'autres Républiques, la monarchie ne fut pas le terme de l'absolutisme. Francia est remplacé par de nouveaux tyrans, les deux Lopez, et le Paraguay accepte la perpétuelle dictature.

Un « ricorso » ramène l'ancienne évolution. D'abord, le triumvirat; le consulat et la dictature, ensuite.

Le dernier des Lopez est plus instruit et plus modéré que les tyrans antérieurs : il militarise le pays, crée une armée de trente mille hommes, développe la marine. Le Brésil et l'Argentine ont des difficultés avec le Paraguay : ces deux pays se disputent la prédominance dans La Plata. Le Paraguay et l'Uruguay, Etats rebelles à tous les jougs, provoquent des guerres entre ces puissances ambitieuses. Le Brésil exige réparation des attaques dirigées par l'Uruguay contre des Brésiliens et Lopez intervient comme médiateur dans ce conflit. Il aide l'Uruguay pour maintenir « l'équilibre de La Plata ». L'Empire refuse ses bons offices, et le tyran, hautain, lui déclare la guerre. Il demande au général Mitre, président de la République Argentine, la permission pour ses troupes de traverser le territoire de Corrientes. Le général-président refuse cette permission, et proteste contre l'accumulation de soldats paraguayens à la frontière. Les belligérants sont maintenant au nombre de trois :

la Paraguay attaque deux puissants Etats, l'Argentine et le Brésil. La guerre dure cinq ans (1865-1870).

La lutte eut la grandeur d'une antique épopée. L'héroïsme paraguayen vainc le nombre, le destin et la mort ; il bat les alliés, et, cerné par des forces supérieures, résiste sous la direction guerrière de Lopez, transformé en austère professeur de nationalisme. Il se prodigue, il attaque sans réserves, et, en un délire belliqueux, fusille ceux qui critiquent son action, puis continue la guerre sur un territoire dépeuplé et sanglant. Les alliés s'emparent d'Assomption, et dans une bataille est tué Lopez lui-même, tragique personnification d'un peuple irréductible. Le premier des Lopez avait écrit à Rosas en 1845 : « le Paraguay ne peut pas être conquis ». La guerre a confirmé cette prophétie. En 1870, le Brésil et l'Argentine vainqueurs ne trouvent plus qu'un pays décimé : les villes sont désertes, les étrangers se sont emparés du territoire; le grave silence que le docteur Francia rêvait pour sa patrie recluse règne partout. Les femmes accomplissent les devoirs funèbres sur des tombes innombrables : elles ouvrent les fosses ; et portent comme l'Antigone de la tragédie eschylienne, dans les plis de leur manteau, de la terre maternelle pour couvrir les cadavres.

Après cette guerre, rien de plus monotone que la vie paraguayenne : des présidents militaires, des présidents civils se succèdent avec des interrègnes d'anarchie. L'esprit de la dictature n'est pas mort. Les intellectuels, Dominguez, Gondra, Báez, renient Lopez et Francia ; mais de nouveaux tyrans dominent dans cette République méditerranéenne.

Le principe d'autorité, exacerbé, tenace, a créé le Paraguay moderne. Cette nation confirme une loi de l'histoire américaine : la dictature est le gouvernement adéquat pour créer l'ordre intérieur, développer la richesse, et unifier les castes ennemies.

# LIVRE IV

## LES FORMES DE L'ANARCHIE POLITIQUE

---

La révolution est générale en Amérique latine. Les nations les plus assagies ont été déchirées par des guerres civiles. Mais il y a quelques républiques où ces luttes se perpétuent : tel est le cas de l'Amérique Centrale et des Antilles. On dirait que le climat tropical favorise ces agitations. Assassinats de présidents, batailles dans les villes, heurts des factions et des castes, rhétorique enflammée et décevante, tout porte à croire que ces régions équatoriales sont hostiles à l'organisation et à la paix.

Il y a deux peuples sud-américains où le jacobinisme est devenu une maladie nationale, où on trouve tous les dogmatismes en lutte : ce sont la Colombie et l'Equateur. Leur tragique histoire nous montre une forme curieuse de l'anarchie ibéro-américaine, l'anarchie religieuse.

---

## CHAPITRE I

### LA COLOMBIE

Conservateurs et radicaux. — Le général Mosquera : son influence. — Un homme d'Etat : Rafaël Nuñez, ses doctrines politiques.

Un écrivain politique de Nouvelle-Grenade, Rafaël Nuñez, président et chef de parti, écrivait qu' « il n'existe pas dans l'Hispano-Amérique de pays plus iconoclaste, politiquement parlant, que la Colombie ». L'évolution républicaine y est originale : perpétuelle anarchie comme dans les démocraties américaines, guerres civiles aussi longues et aussi sanglantes qu'en Argentine; mais non point cette longue théorie de « caudillos » tenaces, personnification de la discorde locale, dont l'ambition détermine le sens des luttes politiques.

On combat en Colombie pour des idées : l'anarchie y présente un caractère religieux. Les partis ont des programmes définis et dans la querelle de convictions irréductibles, on arrive au byzantinisme, à la destruction. La fortune publique et les richesses privées s'épuisent, le territoire se dépeuple, des inquisiteurs de la religion ou de la libre pensée condamnent leurs ennemis à l'exil. « Chez nous — avoue Rafael Nuñez — il y a eu excès de dogmatisme politique. » Une ardeur jacobine divise les hommes : des idées abstraites, imprécises, passionnent la fougueuse race colombienne. Les défenseurs de la liberté et les partisans

de l'absolutisme appliquent leurs principes à une République incertaine; ils légifèrent pour une démocratie sans passions et sans castes ennemies; ils élèvent, à force de syllogismes, la cité future.

Ces luttes sanglantes ont une rude grandeur. Dans le continent on guerroie pour de fourbes « caudillos », pour la conquête du pouvoir et du trésor fiscal; l'oligarchie qui occupe le gouvernement défend contre les partis d'opposition son bien-être bureaucratique. En Colombie, des convictions exaltées dignifient la querelle humaine; on abandonne fortune et famille, comme aux grandes époques religieuses, pour courir à la défense d'un principe. Ces hidalgos annihilent le pays, et tombent noblement, avec l'ardeur sémitique des croisés espagnols. Dans la ferveur de ces batailles abondent les héros. Obéissant à la logique des Jacobins, la Colombie périt, mais la vérité est sauve[1].

Le parti libéral, vainqueur en 1849, arbore un vaste programme démocratique: en Colombie arrivent les idées socialistes de la Révolution de 1848, le libéralisme romantique des penseurs français. Les Colombiens ambitionnent non seulement l'affranchissement des esclaves, l'abolition des monopoles industriels et l'autonomie des communes; mais encore la réalisation des promesses démocratiques, toutes les libertés sans aucune prudente réserve, le suffrage universel et direct, le jugement par des jurys, la suppression de l'armée, de la peine de mort, des diplômes scientifiques, des universités; l'expulsion des Jésuites, qui sont en Amérique les acharnés défenseurs du régime colonial. La fédération, le pouvoir exécutif faible, l'Etat laïque, la commune puissante: telle est l'aspiration de ces libéraux. Une fraction du parti porte

1. Dans son livre *Desde Cerca* (Paris, 1908), le général Holguin écrit qu'il y a eu vingt-sept guerres civiles en Colombie. Dans celle de 1879, cette nation perdit 80.000 hommes. Elle a dépensé en révolutions 37 millions de pesos en or.

un nom symbolique : elle s'appelle *Golgotha*. Dans leurs guerres civiles, les catholiques choisissent Jésus Nazaréen comme patron. Le radicalisme lui-même aspire à la consécration religieuse: c'est un anarchisme chrétien, comme celui des primitives communautés évangéliques. Il prêche, contre le pouvoir, la fraternité et la liberté.

Rien de plus funeste pour une République désorganisée que ce rationalisme. Il applique les principes que formulent dans des pays de grande culture d'idéalistes effrénés. La Colombie, agitée par des révolutions, a besoin d'un gouvernement fort : le radicalisme le détruit. La vie provinciale n'existe pas, et il crée la commune omnipotente; il supprime l'armée dans une démocratie menacée par la guerre civile et étrangère ; il établit les jugements par des jurys dans un pays où pullulent les illettrés, et prodigue les libertés à un peuple révolutionnaire : il accorde les droits politiques au nègre et à l'Indien, serviles et ignorants ; il défend la fédération, c'est-à-dire, il multiplie le désordre politique. Pressentant les futures erreurs, Bolivar disait aux Colombiens : « Je vois distinctement notre œuvre détruite, et les malédictions des siècles tomber sur nos têtes. »

Le parti libéral lutte de 1849 à 1853 jusqu'à imposer ses doctrines. La Constitution de 1853, célèbre dans les annales colombiennes, est doctrinaire et radicale : elle proclame les libertés de la presse, de la pensée, du suffrage ; elle provoque, en séparant l'Eglise d'avec l'Etat, la guerre religieuse et accepte une centralisation politique modérée. Ainsi sont évités les excès de l'unité et de la fédération.

La charte libérale engendre de longues querelles. Les Etats se donnent des Constitutions opposées : il en est de conservatrices qui renforcent l'autorité ; de radicales qui fondent une démocratie anarchique, de libérales qui étendent le suffrage, de modérées ou

conciliatrices où se réunissent en un instable équilibre les idées de tous les partis. Dans un pays déjà divisé par des questions religieuses, cette variété de statuts crée un perpétuel désordre.

Une nouvelle Constitution, plus précise que celle de 1853, établit sans restrictions le régime fédéral : c'est le triomphe des *golgothas* sur les *draconiens*, c'est-à-dire des radicaux sur les libéraux classiques. La bataille reprend de plus belle. Les communautés religieuses perdent leur caractère légal, elles ne peuvent plus acquérir des biens immeubles ; l'Etat usurpe leurs richesses, les désamortit comme au Mexique. Les impétueux radicaux affaiblissent non seulement le pouvoir ecclésiastique, mais encore le pouvoir politique. Ils réduisent à deux ans la période présidentielle ; concèdent aux provinces pleine souveraineté ; prohibent sans exception la peine de mort ; accordent à la presse liberté absolue ; autorisent le commerce des armes.

Le libéralisme excessif a désorganisé le pays. La Colombie pâtit de ce vain idéalisme : elle sert de laboratoire social aux professeurs d'utopie. Les radicaux accumulent les éléments de discorde : ils attaquent l'autorité, la religion, l'unité nationale. En 1870, le parti abandonne, en présence de la banqueroute, sa primitive intransigeance ; il ne professe plus l'antimilitarisme, ni ne désire la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat. Sceptique quant aux bienfaits du suffrage, il fortifie le pouvoir, en dépit de son vieux *credo* fédéral.

Les conservateurs ont gouverné depuis la dissolution de la Grande Colombie, en 1829, jusqu'en 1849 : ils ont organisé le pays. Sans former une oligarchie, comme au Vénézuéla et au Chili, ils représentent des intérêts permanents et des pouvoirs efficaces : religion, noblesse coloniale, patriciat qui conquiert l'autonomie. Ils sont conservateurs par opposition aux radicaux, mais en

accordant en 1832 une charte politique, ils acceptent les principes libéraux ; ils respectent la liberté municipale, la liberté de la presse, entourent de prestige et d'autorité tous les pouvoirs, sénat et magistrature, créent un Conseil d'Etat nécessaire dans ces démocraties improvisatrices; protègent le catholicisme; limitent le suffrage. Est citoyen qui a « une subsistance assurée sans sujétion à qui que ce soit en qualité de serviteur ou d'ouvrier ». Dans l'ordre social, ils acceptent l'ancienne division de castes. Ils n'affranchissent pas les esclaves et tolèrent l'exportation de la marchandise humaine. Contre ce honteux trafic protestent les radicaux: en 1842, l'émigration noire se trouve réglementée, et 1849 marque la chute du parti conservateur. Alors surgissent d'éloquents démagogues qui prêchent un évangile social semblable à celui des révolutionnaires français de 1848.

La vie politique est moins imparfaite en Colombie que dans d'autres démocraties latines. L'opposition triomphe parfois dans la lutte électorale : ainsi en 1837, le Dr Marquès fut élu président contre la volonté du général Santander, chef du gouvernement. J'ai signalé la solide organisation des partis : cependant point ne manquent les « caudillos » de longue influence dans l'histoire néo-grenadine.

Le premier Président, le général Santander, est un lieutenant de Bolivar, comme Florès dans l'Equateur et Paez au Vénézuéla. Il hérite de l'autorité morale du Libérateur et gouverne pacifiquement dès 1831. Il aspire à l'absolutisme, fonde des écoles et organise les finances publiques ; il commence à Londres la négociation de la Dette colombienne, déclare Panama port libre, aspire à l'unité et à la paix ; il fusille conspirateurs et révolutionnaires.

Après le fondateur de la nationalité, deux fortes individualités dominent, dans l'histoire de Colombie :

le général Mosquera et le Dr Rafael Nuñez[1]. Leur long empire est comparable à celui de Garcia-Moreno dans l'Equateur, ou de Paez et Guzman-Blanco, au Vénézuéla.

Le général Mosquera est d'abord un chef conservateur: son éducation, son origine, ses voyages en Europe, l'éloignent de la démocratie. Il a le don du commandement, raffermi encore par la direction précoce des armées. Président en 1845, il développe les richesses nationales. Son gouvernement, de 1845 à 1849, se distingue par un intense développement matériel : des chemins de fer sont construits ; la navigation à vapeur commence dans le fleuve Magdalena ; l'instruction progresse dans les Universités, les écoles et les collèges spéciaux, la Bibliothèque publique s'enrichit, les finances s'organisent, le service de la Dette est assuré, le prestige moral du pays augmente.

Le président conservateur incline vers le libéralisme. Il présente au Congrès des lois qui inquiètent ses anciens partisans : abolition de *diezmos*, dîmes payées à l'Eglise, diminution du protectionnisme douanier. Il est difficile de prêter à ce militaire fortuné la sage ambition de transformer, sans violence, son gouvernement en régime libéral. Mosquera comprit, après 1848 et ses répercussions en Colombie, que les bases de sa future popularité étaient en un libéralisme violent et devint chef de fédéraux et de démocrates. Il se mit, comme dictateur militaire, à la tête de la révolution de 1860, s'empara de la cité métropolitaine, Bogota, et fut élu président en 1861. Il impose sa volonté omnimode, change d'idées et de parti pour conserver le pouvoir, et veut gouverner par-dessus les lois et par-dessus les hommes.

Mosquera déclare un *Kulturkampf*, sépare l'Eglise

1. Il y a eu dans cette République un président démagogue, le général Obando, qui, les esclaves affranchis, suscita dans le pays une guerre de castes.

d'avec l'Etat, exile les évêques, confisque les biens des couvents, et crée, comme Guzman-Blanco, une Eglise nationale. Sans autorisation du Pouvoir exécutif, les prêtres ne peuvent pas exercer de fonctions religieuses. Le pouvoir civil est le pouvoir suprême : l'Eglise et ses ministres lui sont soumis.

Le Président fusille ou supprime ses ennemis, et impose sa politique par la terreur : il intronise le militarisme. Des armées fidèles le suivent, habituées au triomphe. La politique intérieure de la Nouvelle-Grenade ne limite pas son ambition. Il aspire à restaurer la Grande Colombie, il caresse le même rêve que Rosas ou Santa Cruz : l'hégémonie de sa patrie imposée à d'autres peuples. Il déclare la guerre à l'Equateur, et le vainc. En 1864, lui succède un autre libéral : le Dr Murillo-Toro. En 1865, le « caudillo » militaire revient au gouvernement. Il est hostile au Congrès, et se proclame dictateur, il viole la constitution et les lois, intervient dans les luttes des Etats, ambitionne l'autorité absolue et irresponsable. Ses propres partisans conspirent contre lui, et l'exilent. Il a été en Colombie, comme Paez au Vénézuéla, une autorité indiscutable, depuis 1845 jusqu'en 1867.

Après ce long empire, gouvernent des présidents civils et des présidents militaires, qui modèrent les ambitions libérales. Bientôt surgit un nouveau « caudillo » : le Dr Rafael Nuñez. — Mosquera fut conservateur d'abord, ensuite libéral. — Nuñez, libéral, fomente une réaction conservatrice et domine la politique colombienne pendant vingt ans.

Ancien secrétaire de Mosquera, il a étudié en Europe l'évolution des grands Etats. Il est non seulement un chef, mais aussi un diplomate et un philosophe par son désintéressement politique, sa longue influence morale et l'ampleur de ses vues. Théoricien comme Balmaceda et Sarmiento, il n'oublie pourtant pas les inévitables imperfections de la Colombie. Il devient

président du Sénat en 1878, ministre réformateur, chef de la République en 1880. De lui, la démocratie attend une renaissance.

Dans le sein du parti libéral, le Dr Nuñez dirige un nouveau groupe indépendant. Il avait été radical en 1850; puis il se départit de la rigidité de ses anciens principes devant les tenaces suggestions de l'expérience. Comment affaiblir le pouvoir chez un peuple anarchiste, ajouter aux inquiétudes nationales les affres du conflit religieux? Nuñez devient conservateur-libéral : il oublie son ancienne foi socialiste, les théories de Saint-Simon et de Louis Blanc, pour appliquer à la politique colombienne le bon sens anglais [1].

Ses idées politiques (exposées en divers articles), sont prudentes et conciliatrices : aucun idéalisme stérile ne domine le Dr Nuñez. Il dit avec les hommes d'Etat saxons qu' « il n'y a pas en politique de vérités absolues, et que tout peut être mauvais ou bon, suivant *l'opportunité* et la *mesure* »; il s'oppose par là au dogmatisme colombien. Il croit que « la politique est indissolublement unie au problème économique ».

Conservateur en religion, tolérant en l'art de gouverner, il donne d'admirables leçons aux Jacobins d'Amérique. « Notre population — écrit-il — n'excède pas trois millions d'habitants, peu civilisés en majeure partie. Si la fraction sociale appelée par ses aptitudes aux fonctions gouvernementales se divise et se subdivise, et s'emploie à s'affaiblir elle-même, nous ne pourrons jamais rien faire d'important comme légataires de la domination péninsulaire pour lui être supérieurs ». Son idéal est une libre oligarchie, cohérente dans ses desseins, tenace dans son action.

Egalement funestes sont la division de l'élite et l'intolérance des partis qui gouvernent : Rafael Nuñez prêche le respect des minorités. « L'exclusion absolue

1. Rafael Nuñez. *La Reforma política en Colombia*. Bogota, 1885.

du gouvernement des partis en minorité — dit-il — affaiblit l'esprit national, envenime les discussions, et crée des périls extraordinaires ». Les majorités ont besoin de discussion et d'opposition. « Le « myopisme » de l'esprit de parti — ajoute le « caudillo » — ne perçoit pas ce phénomène de la vigueur virile que prend un groupe politique par le seul fait de donner des preuves de tolérance, de justice, et respecter son adversaire sans défense ». « Quand un des grands partis disparaît, pour une quelconque cause extraordinaire, le survivant se divise, et ses fractions ou rameaux luttent entre elles avec autant d'acharnement, sinon plus, que lorsqu'elles avaient à faire face à l'ancien ennemi commun. »

Cette science politique, le chef des indépendants l'a puisée, non seulement dans des livres étrangers, mais aussi dans l'expérience de la vie publique : il connaît profondément le pays qu'il gouverne, les vices latino-américains, la faiblesse incurable de ces nouvelles démocraties. « Nous n'avons pas en Colombie, dit-il, de vice-roi, mais d'anonymes dominateurs. Nous avons la liberté écrite, mais non pas la liberté pratique. Nous avons la République, mais de nom seulement, car l'opinion ne s'exprime pas par son légitime moyen qui est le suffrage. » « Il est une erreur grave, généralement acceptée parmi nous et qui consiste à dire que tout le desideratum d'un parti politique et tous ses efforts doivent tendre à la possession du pouvoir public représenté par le chef de l'armée nationale. »

Il défend contre l'anarchie le principe d'autorité « premier instrument, destiné à la longue et lourde tâche de civiliser l'espèce humaine ».

Le respect des pouvoirs constitués est inconnu en Colombie. Tout « mécanisme dynamique » doit avoir un régulateur, c'est-à-dire un contrepoids à l'impulsion prédominante. Nuñez écrit : « Les monarchies réclament des institutions libérales accessoires, et les répu-

bliques des institutions restrictives ou conservatrices, sans lesquelles celles-là dégénèrent en autocraties, et celles-ci en anarchies annonciatrices d'un despotisme prochain ». A défaut du principe d'autorité, si nécessaire et généralement si faible dans les démocraties, Rafael Nuñez cherche « des éléments d'ordre dans le domaine de la morale ».

Il devient conservateur, il protège la religion, comme Portales, pour donner à des nations désorganisées l'unité ferme d'une foi. Il ordonne, cet ex-radical, qu'on enseigne la religion dans les écoles. « Traître ! » l'appellent ses anciens partisans ; mais s'il renonce à ses vieux dogmes, c'est en pleine maturité intellectuelle, devant le lamentable spectacle d'une République mal assurée. « Le fanatisme, écrit-il, n'est pas la religion, de même que la démagogie n'est pas la liberté ; mais entre la religion et la morale, il existe un lien indissoluble ».

La Colombie a besoin d'une stable loi intérieure, d'une morale. Pour obtenir l'ordre, le Dr Nuñez désire l'unité catholique ; abandonne ses convictions radicales, croit à l'autorité, à la religion, à la centralisation modérée. Mais les articles de son nouveau programme ne sont-ils pas le résultat d'un libre examen de la réalité et de l'histoire ? Le chef des indépendants inaugure une politique expérimentale.

Il n'accepte ni principes abstraits, ni théories importées d'autres continents. La liberté commerciale domine en Colombie : elle est le dogme économique anglais. « Chez nous, explique l'homme d'Etat, le libre échange mercantile n'est que la transformation de l'artisan en simple ouvrier prolétaire, en chair à canon ou en démagogue, car ce libre-échange ne laisse guère en vigueur que deux industries, commerce et agriculture, auxquelles ne peuvent ordinairement pas se livrer ceux qui manquent de capital ou de crédit ». Ce « caudillo » veut la véritable autonomie basée sur

un protectionnisme modéré : il stimule, comme président, les industries, condamne la bureaucratie ; il comprend que celle-ci favorise les révolutions et qu'on ne bataille guère dans les luttes civiles que pour obtenir des emplois publics. « Les mobiles perturbateurs de la paix, dit le Président, seront d'autant plus faibles que le système officiel abandonnera plus de moyens de travail ».

Le Dr Rafael Nuñez est un sociologue : il a étudié Comte et Spencer, écrit sur la société et ses lois ; il est parti du libéralisme lamartinien pour arriver à la prudence saxonne de Guizot. Un Colombien éminent, don Miguel Antonio Caro, l'appelait « homme providentiel nécessaire «, et demandait que l'infaillibilité politique lui fût reconnue.

Quand il arrive au pouvoir en 1880, c'est soutenu par les indépendants et les conservateurs : on espère de son action politique la réforme et la paix. L'ordre public, sous son gouvernement, n'est point troublé. Il introduit des économies dans les finances, réalise, comme Mosquera, des œuvres de progrès matériel, fonde une Banque nationale, réforme l'Université, il convoque, comme Bolivar, un Congrès de plénipotentiaires à Panama.

Le Dr Zaldua succède à Nuñez en 1882. Mais point n'est éteinte à ce moment l'influence politique du grand « caudillo » : il est réélu en 1884 pour une période de deux ans, il exerce une dictature morale. Il propose à un Congrès favorable la revision de la Constitution de 1863.

Il applique alors ses idées politiques, condamne la présidence de deux ans, le fédéralisme excessif, la licence, la démagogie ; il organise un pouvoir fort, concède liberté à l'Eglise, augmente la durée de la période présidentielle, implante une prudente concentration. La Constitution de 1885 consacre le triomphe des conservateurs.

Dès lors il est président *impérator* : élu pour six ans en 1886, réélu en 1892, il exerce le pouvoir par intervalles. Il réside à Carthagène, et les vice-présidents (désignés) le remplacent. Il devient tuteur de la République : les gouvernants sont ses proconsuls. C'est le dernier grand homme qu'ait produit la Colombie, terre féconde en politiques et littérateurs.

Mosquera a représenté le fédéralisme, le radicalisme ; Nuñez, l'unité et la tolérance. De nouvelles révolutions, entre conservateurs et libéraux, retardent le développement national ; des chefs surgissent, demi-dieux du monde politique. L'œuvre conservatrice de Nuñez a été stérile : la Colombie est toujours la patrie de l'éloquence et du jacobinisme, somptueuse et excessive comme le Tropique. Elle en est à attendre de nouveaux dictateurs qui organisent la future démocratie.

## CHAPITRE II

### L'ÉQUATEUR

Les luttes religieuses. — Le général Florès et son action politique. — García-Moreno. — La République du Sacré-Cœur de Jésus.

L'Equateur se constitue en libre démocratie après de longues indécisions. Guayaquil veut être un état indépendant : il écoute la mélodieuse suggestion de son poète, Olmedo, aspire d'autres fois à s'unir au Pérou. Bolivar et La Mar se disputent cette ville que le provincialisme orgueilleux appelle « la perle du Guayas. » Les vastes ambitions de Bolivar triomphent et l'Equateur devient une province de la Grande-Colombie, sous l'hégémonie du Vénézuéla ou de la Nouvelle-Grenade.

Le général Juan José Florès, Vénézuélien, lieutenant et ami du Libérateur, fonde la République équatorienne en 1830: il est le « Père de la Patrie », le tuteur de cette nation prématurée, comme Paez au Vénézuéla et Sucre en Bolivie. Il gouverne durant quinze ans : on l'élit président en 1831, en 1839 et en 1843. L'unité colombienne que Bolivar maintient sous son autocratie est un obstacle aux projets de Florès qui ambitionne de rompre l'organisation fédérale. Sucre, dont les épaules d'éphèbe glorieux allaient bientôt soutenir l'autorité d'un Libérateur, s'opposait aussi à l'ambition du « Caudillo » vénézolan. Celui-ci réunit une Assemblée constituante à Riobamba. On

promulgue alors le premier statut national de la République équatorienne : le régime représentatif avec deux chambres aux attributions analogues, le pouvoir exécutif indépendant de ces deux chambres, le catholicisme comme seule religion d'Etat, voilà les bases de cette constitution. L'Equateur indépendant, une ère de turbulences incessantes commence ; on lutte pour des chefs et pour des idées. Florès symbolise les principes conservateurs, contraires au radicalisme et à la démocratie ; rêve d'un pouvoir exécutif fort, d'une religion nationale, d'un suffrage restreint. Son idéal, c'est une présidence de huit ans, un sénat de douze, souvenir de la constitution bolivienne. Il accepte la monarchie comme solution nécessaire des conflits équatoriens ; il tombe parce qu'il poursuit la restauration d'un régime suranné.

Lui et Rocafuerte, « caudillo » libéral, chef d'une jeunesse cultivée, se partagent les fonctions publiques. Quand Florès est président, Rocafuerte est gouverneur de Guayaquil; quand le second gouverne Florès est général en chef de l'armée. L'un et l'autre vont en exil ; sont successivement ennemis et alliés. Florès tyrannise, supprime des libertés, aspire à la dictature ; et quand il tombe du pouvoir, il prépare en Europe des expéditions de flibustiers contre sa patrie. L'Espagne lui offre son aide en 1846. « Trahison ! » s'écrient les patriotes équatoriens. Chimère d'un esprit monarchique, scepticisme d'un étranger ambitieux qui a stérilement créé une patrie nouvelle sur les ruines de la Grande-Colombie, dirons-nous après un demi-siècle. L'Amérique s'émeut devant la campagne reconquérante de Florès : en 1851, son projet téméraire a complètement avorté et il cherche l'aide péruvienne pour envahir sa patrie en proie à l'anarchie. Il n'arrive point à vaincre et après un long ostracisme, il s'unit à Garcia-Moreno chef des troupes conservatrices : sous l'autorité de ce dernier, son influence

disparaît et son histoire s'achève. Son émule, Rocafuerte, est un excellent administrateur qui ouvre des écoles, organise la Garde nationale, établit des colonies militaires dans l'orient, sécularise en partie l'enseignement, se fait protecteur libéral des Lettres et des Arts, commence la codification des lois civiles et pénales.

En 1851, le général Urbina impose le radicalisme dans l'Equateur : il est le génie de la destruction, un intrigant, un ambitieux dont les excès provoquent une réaction conservatrice. Il veut en vain établir un régime militaire. Garcia-Moreno a dénoncé la trahison de Florès et le radicalisme d'Urbina : sur l'anarchie grandit son influence morale. Ce remarquable homme d'Etat naquit en 1821 à Guayaquil : il descendait d'une famille Castillane. Sa mère l'éleva sévèrement dans la pauvreté, un prêtre, le père Béthencourt, dirigea son instruction supérieure. Il entra en 1836 à l'Université de Quito et devint bientôt le surveillant de ses propres compagnons, autorité scolaire. Grand, d'aspect sévère, le front large et le regard énergique, il se révélait déjà directeur d'hommes. Il se consacra ardemment aux mathématiques et à la philosophie, acquit des idées générales et une tournure d'esprit analytique. Doué d'une prodigieuse mémoire, d'une dialectique vigoureuse, toujours maître de soi, il avait tous les dons. Vers dix-huit ans, sa chaste jeunesse traversa, au dire de son biographe, une crise morale : il en sortit moins dévot, mais non pas moins croyant. Comme Gœthe il formait rudement sa volonté. Il ne voulait point être timide et se libérait de la tutelle du monde à force d'héroïsme : il est Mucius Scœvola avant d'être César. Son âme fougueuse, son irréductible volonté font de lui un chef que tous respectent, un mystique acclamé par les conservateurs.

Garcia-Moreno intervient dans la politique comme journaliste : il est poète satirique, et écrit dans des

feuilles de polémique : « *El Zurriago* », « *El Vengador* », « *El Diablo* ». Il rédige des pamphlets, accuse et condamne en prose et en vers, écrit sa classique épître à Fabio sur la misère contemporaine. Son style est acéré, énergique, rarement déclamatoire. Il apostrophe à la façon de Juvénal, apporte à la politique de rudes indignations, des rébellions de prophète hébreu qui annonce à la démocratie la catastrophe finale : le journaliste représente des intérêts nationaux. En 1846, quand plane sur l'Equateur la menace d'une invasion espagnole, Garcia-Moreno remue l'Amérique par ses écrits. Il est le pacificateur de Guayaquil où se sont soulevés les partisans de Florès.

Un voyage en Europe met le jeune écrivain en contact avec la révolution sociale de 1848. Le spectacle de l'anarchie triomphante renforce ses opinions conservatrices. Dans sa patrie, le radicalisme triomphe en 1850 ; de retour, le chef conservateur protège l'entrée des Jésuites expulsés de Colombie, exige que leurs biens leur soient rendus et les autorise à fonder des Collèges. Il publie une brochure « Défense des Jésuites » où ils les appelle « créateurs de l'ordre et de la paix » et écrit avec une indomptable franchise : « je suis catholique et orgueilleux de l'être ».

La dictature militaire-radicale-démocratique d'Urbina annihile le pays ; une garde prétorienne, aussi cruelle que les « Mazorqueros » de Rosas, les « Tauras » pille et tue, et sert docilement la tyrannie. Garcia-Moreno fonde alors le journal « La Nación » et soutient qu'il n'y a point de progrès social dans un pays qui ne se soucie pas de progrès matériels et où règne une misère dévorante : on l'arrête, on l'exile. Il regagne l'Europe en 1854, et y consacre de longs jours à étudier la politique européenne. Il avait été un peu gallican, au sujet des relations de l'Etat avec l'Eglise, il croyait à la suprématie du pouvoir civil. Ses

opinions changent. Selon la tradition des papes qui aspiraient à l'empire, il pense que l'Eglise est souveraine absolue par-dessus toutes les puissances terrestres. Cependant, le radicalisme triomphant sécularise les fondations ecclésiastiques; fait envahir les couvents par la troupe. Le « caudillo » conservateur rentre d'exil en 1856 et reçoit tous les hommages; on l'élit maire de Quito, recteur de l'Université. Il fonde un parti politique : l'union nationale. Elu sénateur, il demande du haut d'une tribune vengeresse de l'honnêteté dans les finances, la suppression des loges maçonniques, une loi d'instruction publique, l'abolition de l'impôt personnel qui pèse sur l'indigène : il représente toutes les forces de conservation sociale sous la tutelle de l'Eglise.

La Convention de 1860 le nomme président provisoire, puis président constitutionnel. Garcia-Moreno inaugure une semi-dictature cléricale après trente ans de révolutions. Il ne restreint pas le suffrage : il s'appuie sur la démocratie pour vaincre d'impopulaires démagogues, il pense que « pour moraliser le pays, il faut lui donner une Constitution catholique; et pour lui assurer la nécessaire cohésion, un statut unitaire. » Il organise les finances, l'armée, l'instruction ; réduit les frais fiscaux; fonde à Quito un Tribunal des Comptes que lui-même surveille; combat sans pitié la contrebande, la spéculation, la bureaucratie, fait construire des routes reliant la capitale aux côtes. Il ruine le militarisme, et fonde un régime civil.

C'est un président catholique. Comme à l'époque coloniale, la vie politique tourne autour de l'Eglise, le clergé enseigne et légifère. « Il faut, dit Garcia-Moreno, que l'Eglise marche à côté du pouvoir civil dans de véritables conditions d'indépendance. » Il livre l'instruction publique aux congrégations religieuses, et se prépare à signer un concordat avec l'Eglise : le catholicisme y sera reconnu comme reli-

gion d'Etat à l'exclusion de toutes sectes et de tous cultes étrangers, et les évêques surveilleront collèges et universités ; ils choisiront les livres d'instruction, et le gouvernement, comme l'Inquisition espagnole, veillera à la non-introduction des œuvres défendues. Le for ecclésiastique sera rétabli, et annulé par contre l'*exequatur*, autorisation que les gouvernements américains accordent aux bulles pontificales pour que celles-ci puissent être obéies. Plus catholique que le Sacré-Collège, Garcia-Moreno insiste sur la réforme du clergé, malgré l'indécision papale. Une fois ce Concordat signé, Pie IX crée de nouveaux diocèses ; des tribunaux ecclésiastiques qui jugent toutes les causes relatives à la foi, au culte, aux mariages, aux divorces. Le chef conservateur aspire à un impérialisme catholique. Il intervient dans les affaires intérieures de la Colombie où gouverne un président radical ; il fait l'éloge de l'Empire mexicain qui délivrera le pays des « excès de la démagogie rapace, immorale et turbulente » ; il rêve d'une Amérique inféodée à la papauté.

Des Présidents faibles devant l'anarchie viennent après lui : Borrero, Carrion, Espinosa. Le grand « caudillo » ne perd pas son influence ; maintes fois on l'oblige à quitter sa retraite pour pacifier une province ou diriger un parti politique. En 1860, il revient au pouvoir : il pose alors les bases d'une ferme théocratie. Son programme de gouvernement semble une déclaration épiscopale. Y figurent comme articles essentiels : « le respect et la protection de l'Eglise catholique, l'inébranlable attachement au Saint-Siège, l'éducation basée sur la foi et la morale, la liberté pour tout et pour tous, excepté pour le crime et pour les criminels » ; il déclare que la civilisation, « fruit du catholicisme, dégénère et s'abâtardit à mesure qu'elle s'éloigne des principes catholiques », que « la religion est le seul lien qui nous reste dans ce pays

divisé par des intérêts de partis, de races, de croyances ». La nouvelle Constitution doit se conformer aux principes du *Syllabus* : dans l'Equateur, ne pourra être ni électeur, ni éligible qui ne professera point la religion catholique, et sera privé de ses droits civiques quiconque appartiendra à une secte réprouvée par l'Eglise. Dans son ardeur mystique, il consacre son pays au Sacré-Cœur de Jésus, et proteste, en 1873, dans une note adressée au ministre des Affaires étrangères du roi d'Italie, contre la prise de Rome et la confiscation des Etats Pontificaux. Son idéal, c'est la monarchie de Philippe II, l'empire jésuitique du Paraguay, le retour au Moyen Age, la paix conventuelle. Comme Rafael Nuñez, et Portales, il croit que « la religion est l'unique tradition nationale dans ces démocraties en proie à l'anarchie, l'agent créateur, l'instrument d'unité politique. » La religion est la base de la morale, et « l'absence de moralité, écrit-il, est la ruine de la République : il n'y a pas de bonnes mœurs sans clergé pur, sans Eglise libre de la tutelle officielle. » Despote moralisateur, il réprime le concubinat, impose à ses sujets le mariage catholique ou la chasteté. La vertu, la foi, l'ordre : voilà son idéal.

La Constitution autoritaire qu'il promulgue est analogue au statut chilien de 1833. Le Président est rééligible ; son mandat dure six ans ; il peut gouverner pendant une troisième période après son successeur immédiat. Le gouvernement est à la tête de l'armée, et désigne toutes les autorités provinciales ; la rébellion politique est châtiée au même titre que la haute trahison. La période législative est de six ans pour les députés et de neuf ans pour les sénateurs. Garcia-Moreno observe rigoureusement cette nouvelle loi : il fait la guerre aux révolutionnaires et condamne à mort les chefs de révoltes et de complots. L'ordre intérieur rétabli, il commence de vastes réformes

dans les finances, l'instruction publique, la législation; il ouvre des écoles, rétablit la peine de mort, envoie des officiers en Prusse pour y suivre les manœuvres militaires, réorganise l'Ecole de Médecine, fonde un Observatoire astronomique, attire des Jésuites allemands qui enseigneront la physique et la chimie. Il se montre organisateur puissant : « Vingt-cinq ans me sont nécessaires, dit-il, pour affermir mon système. » Réélu président en 1875, il est vite renversé par ses ennemis. Il résiste à la mort: il faut un poignard pour l'abattre dans la triste solitude de la place de Quito où il tombe près de la cathédrale de ses adorations. Un long silence, un deuil profond suivent la mort du « caudillo »; on l'appelle : Grégoire le Grand, régénérateur de la patrie, martyr de la civilisation catholique.

Infatigable, stoïque, juste, fort dans la décision, admirablement logique dans sa vie, Garcia-Moreno est une des plus grandes individualités de l'histoire américaine. Il n'est point un tyran sans doctrine comme Guzman-Blanco ou Porfirio Diaz. En quinze ans, de 1859 à 1874, il transforme complètement son petit pays d'après un vaste système politique que, seule, la mort l'empêche de réaliser. Mystique à la manière espagnole, il ne se satisfait pas de contemplations stériles : il lui faut l'action; il est organisateur et créateur.

Il sent l'aide et la continuelle présence de Dieu; demande des prières à ses amis, lit journellement *l'Imitation de Jésus-Christ*. Il est trop catholique même pour les conservateurs : on le vit plusieurs fois porter le dais aux processions. « Hercule chrétien, émule de Charlemagne et de saint Louis », l'appelle le Père Berthe, biographe d'enthousiasme ingénu; « homme de Jésus-Christ, non de Plutarque », dit de Garcia-Moreno Louis Veuillot en un dithyrambe; tandis que ses ennemis : Montalvo, Moncayo, l'accusent de

trahison, de jésuitisme et de cruauté. Montalvo reconnaît cependant au président conservateur une « intelligence sublime, une bravoure à toute épreuve, une volonté forte, impérieuse, invincible ». Supérieur à l'éloge outré et à la critique acerbe. Garcia-Moreno représente de grands principes civilisateurs dans la démocratie équatorienne : l'unité, la lutte contre le militarisme de trente ans, le progrès matériel, la religion, la morale, le pouvoir fort opposé à la licence et à la démagogie. Comme autocrate, il ressemble à tous les grands chefs américains; mais il les dépasse en idéalisme, par la logique de son action et l'originalité de son essai de théocratie. Avec Philippe II et les Jésuites paraguayens, il croit que le catholicisme est un instrument de culture, et sa politique, durant quinze ans, est l'exaltation de cette religion. Seuls, Rafael Nuñez et Balmaceda apportent comme lui au gouvernement des idées si cohérentes. Nul, dans l'Equateur, ni Veintemilla, ni Borrero, ni Alfaro, ne recueillera l'héritage du despote admirable : Carlyle, s'il l'avait connu, l'eût classé dans sa galerie de héros.

## CHAPITRE III

### L'ANARCHIE DU TROPIQUE — AMÉRIQUE CENTRALE HAITI — SAINT-DOMINGUE

Tyrannies et révolutions. — Action du climat et du métissage. Une république de nègres : Haïti.

Dans l'Amérique Centrale et dans les îles de la mer des Antilles, les guerres civiles sont, non seulement le résultat du conflit des races, mais aussi de l'action énervante du Tropique. Précoces, sensuels, impressionnables, les Américains de ces vastes zones consacrent leur activité à la politique locale. Industrie, commerce, agriculture, périclitent et la fantaisie désordonnée des créoles se dépense en constitutions, programmes et discours lyriques : l'anarchie est souveraine maîtresse de ces régions.

Cinq républiques s'y forment et qui vivent en lutte continuelle pour parvenir à la domination politique. Les désordres intérieurs et les guerres entre nations se succèdent. Des généraux ambitieux donnent parfois une unité provisoire à ce continent bientôt divisé à nouveau par l'anarchie et les dictatures qui bouleversent sans cesse la terre du Tropique.

Il est impossible de distinguer dans l'évolution du Centre-Amérique une période militaire et une période industrielle. Intellectuels et généraux gouvernent, en effet, alternativement, mais grâce aux mêmes méthodes, exercent tous une tutelle sanglante. Quel-

ques dictatures, qui durent un peu plus longtemps, permettent parfois l'augmentation du nombre des écoles et le développement des finances nationales. Mais pas plus l'essor de l'indépendance personnelle que l'importation des capitaux étrangers ne sont possibles sous la domination de ces autocraties qui ne gouvernent que grâce à l'élément militaire. La liberté, la richesse, les droits humains sont l'apanage de dictateurs dépourvus de douceur.

La république est proclamée et la Constitution politique adoptée au Centre-Amérique, le 10 avril 1825. C'est alors que commence la vie autonome de cinq provinces unies. Le général Manuel José Abel est le premier Président de l'Amérique Centrale. Le statut fédéral de 1824 attribue tous les pouvoirs au Congrès : c'est la dictature parlementaire. En face de l'Assemblée populaire, le Pouvoir Exécutif est impuissant, et faible par le nombre le Sénat auquel la Constitution a cependant confié la haute sanction des lois promulguées par le Congrès. Comme dans toutes les républiques, le gouvernement est populaire, représentatif, fédéral. L'égalité de tous les citoyens et l'abolition de l'esclavage étant décrétées, c'est une ère nouvelle qui s'ouvre, libérale et romantique,

Dans la Chambre basse, le Guatémala avait la majorité, et de cette supériorité découlaient des tendances à la domination politique qui provoquent une longue série de guerres internes. Ce n'est pas le choc de nations, mais le conflit d'intérêts de provinces rivales ou de querelles de généraux. Le Salvador veut réaliser son autonomie : république bien peuplée, virile, elle n'accepte pas aisément l'hégémonie du Guatémala.

Voilà un des aspects de cette histoire monotone : des guerres fréquentes divisent le Guatémala et le Salvador. On lutte pour la suprématie, pour la tutelle morale. Le lien fédéral subsiste, et les Assemblées

se multiplient : il y a des Congrès généraux et des Congrès provinciaux. Tout d'un coup, un Etat déclare caduc le pacte qui l'unissait aux autres républiques : on dissout un Congrès, puis on en installe un autre. C'est une confusion perpétuelle des pouvoirs.

Durant les vingt premières années de liberté, l'instinct anarchique qui sépare les républiques et la raison calme qui veut les unir sous la pression de fortes traditions luttent entre elles. C'est le choc du nationalisme contre l'unité. Comme au Chili, les Carrera s'opposent à l'autorité de San Martin, comme au Vénézuéla, Paez se soulève contre l'œuvre d'unification de Bolivar; Carrera, général du Guatémala, guerroie contre Morazán, le « caudillo » du parti de l'unité, pendant douze années d'une lutte de province à province.

Cependant que les Etats se séparent, puis s'unissent de nouveau sous la domination d'une fédération théorique, on légifère dans les Congrès, on construit avec une ardeur de jacobins la nation future : onze Assemblées de la Confédération préparent codes et statuts. Un trait essentiel des lois nouvelles, c'est l'esprit laïque, les tendances agressives contre le clergé. Avant même qu'au Mexique on promulgue les lois de la Réforme, avant même que s'ouvre en Colombie l'ère des querelles religieuses, la ferveur radicale, contemporaine du libéralisme de Rivadavia, prend son essor en Amérique Centrale. Ce paraît être d'ailleurs un reste de l'ancien « régalisme ». En 1829, l'Assemblée supprime les couvents d'hommes ; en 1830, le Honduras déclare que les ecclésiastiques séculiers peuvent contracter mariage ; au Guatémala, on promulgue que les fils de membres du clergé ordonnés « *in sacris* » sont héritiers nécessaires. En 1832, on proclame bien la tolérance des cultes, mais, en face de cette disposition libérale, les Etats s'agitent dans les luttes du patronage, dans le perpétuel antagonisme

entre l'Etat qui veut imposer sa tutelle et l'Eglise rebelle.

Deux influences dominent l'esprit des nouveaux législateurs : l'utilitarisme anglais et le fédéralisme yankee. Ici, ce ne sont pas les idées françaises qui dominent. Cependant, ces républiques tropicales ne peuvent pas s'assimiler la sévère doctrine anglaise. C'est en vain qu'en 1832, le Congrès observa le deuil à l'occasion de la mort de Bentham ; c'est en vain que l'on proclame au Guatémala la liberté absolue de tester. Ce n'est pas au moyen de lois improvisées que l'on détruit la double influence fatale de la tradition et de la race.

L'Amérique Centrale emprunte aux Etats-Unis le mode du suffrage, le système fédéral, l'organisation du jury, les codes de la Louisiane. Mais l'agitation populaire condamne l'institution du jury ; les codes empruntés aux Etats du Nord ne détruisent pas la barbarie, et le système fédéral est impuissant à maintenir l'unité.

En 1842, cette Confédération agitée de peuples frères est dissoute.

Une fois ces nations sœurs définitivement séparées, commence ce que l'on peut appeler la longue histoire provinciale, confuse et identique. Au-dessus de la multitude anarchique, se dressent d'énergiques « caudillos », tyrans nécessaires qui s'efforcent d'imposer l'ordre à l'intérieur et d'organiser les finances nationales.

Seule l'histoire du Costa-Rica constitue une exception parmi ces républiques qui s'agitent entre la tyrannie et la démagogie. Il n'y a pas dans ce pays de castes sociales nettement divisées, de grands capitalistes ou de nombreux prolétaires. Petit Etat homogène, où les hommes s'appelèrent toujours « hermanicos » (fraternels), parce que les intérêts et les âmes s'y fondent ; le Costa-Rica paraît être la justification

de la pensée classique qui associe aux territoires peu étendus, aux petits groupements humains le succès des républiques. Travail, unité, paix durable sont les caractères de l'évolution du Costa-Rica. Alors que les Etats voisins guerroient, cette république minuscule se perfectionne dans la paix.

Le Salvador aussi se développe normalement sans les discordes du Nicaragua ou du Guatémala. La race explique les différences dont nous sommes témoins dans ces grands champs d'expérience politique : au Salvador et au Costa-Rica l'élément espagnol domine, les castes se sont fondues, la population est dense, la natalité croît. Au Honduras les mulâtres abondent, au Nicaragua et au Guatémala les races se sont mêlées et les Indiens dominent par le nombre. Parmi cinq républiques tropicales, celles qui progressent sont aussi celles où la race est homogène, où le conquérant, l'Ibère, surpasse par le nombre Indiens, nègres et mulâtres.

Cette même anarchie tropicale qui a transformé l'Amérique centrale en un théâtre perpétuel de guerres civiles divise sans cesse les deux zones de l'ancienne Hispaniola, Saint-Domingue et Haïti. Dans l'une ce sont les Espagnols qui gouvernent, dans l'autre les Français, et il y a longtemps que dure l'antagonisme de ces deux puissances à l'étroit dans une île. Haïti est un Etat nègre, et Saint-Domingue refuse de se soumettre à la tyrannie d'anciens esclaves. Aux conflits d'ordre politique s'ajoute ici la guerre des castes. « Caudillos » et tyrans se succèdent au gouvernement, révolutions et guerres internes troublent sans cesse ces petits Etats sur lesquels les Etats-Unis étendent peu à peu leur tutelle.

Depuis le XVII<sup></sup>e siècle les Français se sont établis en Hispaniola : sur la côte septentrionale, des Normands audacieux, chasseurs et pasteurs, les célèbres

boucaniers ont fondé une espèce de république forestière régie par des lois spéciales. En 1691 ce territoire fut une colonie française, en 1726 il y avait là 30.000 personnes libres et 100.000 esclaves, noirs ou mulâtres. Les créoles, suivant les chroniqueurs de l'époque, étaient orgueilleux et inconstants, paresseux et sceptiques en religion. Les nègres adonnés à des travaux serviles, superstitieux, imprévoyants, formaient la foule des esclaves. Un Jésuite, le père Charlevoix, qui avait observé leurs mœurs, écrivait en 1724 : « à proprement parler on peut dire que les Africains entre le cap Blanc et le cap Noir ont seulement pu naître pour l'esclavage[1] ». On prétend que les nègres célébraient dans les bois les rites d'un culte secret, et se préparaient à la conquête de la liberté. Ils haïssaient les autres castes, les blancs, les nègres libres et les mulâtres : de cette haine de races naîtra le Haïti futur. D'anciens esclaves gouverneront l'île, trouvant dans des hécatombes sanglantes la vengeance de leur longue servitude, ils formeront l'oligarchie, l'intolérable aristocratie contre blancs et mulâtres. Ainsi que les soulèvements d'esclaves dans le monde antique, ces révoltes des serfs d'Amérique seront l'occasion de luttes exterminatrices. La Révolution française les provoque par son libéralisme utopique : Mirabeau et Lafayette sont amis des nègres et la Convention décrète en 1794 l'abolition de l'esclavage dans la colonie. Déjà les esclaves s'étaient soulevés en 1791 aux premières rumeurs de la tourmente française et avaient incendié les propriétés et assassiné leurs dominateurs.

C'est donc soudainement, sans aucune transition prudente, qu'ils acquièrent la liberté politique et civile. Un « Caudillo », Toussaint Louverture, est le héros de cette guerre libératrice. La métropole nomme général

1. *Histoire de l'Isle espagnole.* Amsterdam, 1733 : t. IV, p. 362.

cet ancien cocher. Sobre et actif, sournois et patriote, il veut arriver à gouverner l'île, il expulse les Anglais et lutte contre les gens de couleur qui avaient à leur tête le général Rigaud : c'est bien lui le défenseur irréductible de sa race. Les esclaves le considèrent comme un dieu tutélaire ; ils le croient inspiré : il devient peu à peu le fétiche d'une caste superstitieuse. En 1801 une Assemblée l'élit gouverneur à vie, mais lui ne renonce pas cependant au protectorat français. C'est en vain que ses adulateurs l'appellent le Bonaparte des nègres, le général Louverture n'aspire pas à la domination absolue. Il organise une armée et met de l'ordre dans les finances; c'est un administrateur vigilant. Comme le dictateur Francia au Paraguay, il impose le travail à sa race au moyen de règlements sévères; il poursuit les vagabonds : s'attire l'estime des blancs et introduit une sévère moralité dans les finances.

Napoléon veut reconquérir la colonie émancipée et envoie contre elle une forte armée. Les nègres entourent leur chef, ils font une résistance héroïque; à la fin les Français reculent et abandonnent l'île aux esclaves d'hier. En 1825, l'ancienne métropole reconnut l'indépendance de Haïti.

C'est en 1801 que l'on avait promulgué la Constitution de la nouvelle République. Sans dédaigner la tutelle de la France qui avait aboli prématurément l'esclavage, les nègres légifèrent pour l'établissement d'une démocratie ; ils organisent des municipalités, ils reconnaissent le catholicisme comme religion d'État, ils reconnaissent que le travail, pénible pour une nation indolente, est obligatoire. Dès lors l'histoire de Haïti est une perpétuelle succession de guerres civiles et de dictatures. Des lois libérales régissent une caste habituée à la servitude. Pétion, qui s'honore de l'amitié de Bolivar, est président en 1807; il s'applique surtout à l'éducation de son peuple et on

l'appelle Père de la patrie : son gouvernement est une période de paix entre deux crises de vandalisme. Avant lui le successeur de Toussaint Louverture, Dessalines, avait ordonné la mise à mort des blancs et commencé une funèbre guerre de races. Rien n'est plus odieux pour les anciens esclaves que l'aristocratie de la peau : ni le blanc ni le mulâtre même n'échappent à la fureur des gouvernants. L'intégrité de la race nègre, tel est l'idéal de ces dictateurs féroces.

Aucune république sud-américaine n'a eu à souffrir de tyrannies d'aussi mauvais augure que Haïti ; aucune autocratie n'a été plus redoutable que celle de ces anciens esclaves, dont les chefs sont grands amateurs de faste et d'hécatombes. Soulouque, ennemi juré des mulâtres, se proclame empereur en 1849 avec le nom de Faustin I<sup>er</sup> et s'entoure d'une cour grotesquement ambitieuse : c'est le plus exécrable des despotes. On rétablit la République en 1848 et le monotone défilé d'esclaves fats qui satisfont au pouvoir leur passion exterminatrice recommence : guerres civiles, guerres internationales, assassinats, massacres collectifs se succèdent et remplissent la chronique sanglante de l'île. Les chefs haïtiens exercent une dure domination sur Saint-Domingue où les mulâtres abondent et où la tradition espagnole ne meurt point ; l'invasion nègre exile les écrivains dominicains, détruit la culture universitaire et s'avance comme une vague de barbarie sur cette brillante colonie.

Les Dominicains abhorrent leur longue servitude, et malgré les terribles représailles de leurs dominateurs, ils préparent en silence leur délivrance. En 1821, Nuñez de Caceres déclare que Saint-Domingue se sépare de l'Espagne et demande protection à la Colombie : le président de Haïti, Boyer, ne tolère pas cette autonomie inattendue et il envoie des armées qui occupent la capitale de la nouvelle République. Après un long travail secret de l'opinion, un autre

groupe de patriotes proclame de nouveau l'indépendance de Saint-Domingue en 1844, mouvement qui coïncide avec la révolte des libéraux haïtiens contre la tyrannie de Boyer. Cette campagne, que l'on appela « la Révolte », fut dirigée par un idéologue passionné, Juan-Pablo Duarte, qui s'était entouré d'intellectuels et d'hommes d'action. Les oppresseurs traditionnels furent vaincus et les vainqueurs proclamèrent que « les peuples de l'ancienne partie espagnole, en revendication de leurs droits et désirant pourvoir eux-mêmes à leur bien-être et à leur bonheur futur d'une manière juste et légale, se sont formés en Etat libre, indépendant et souverain. »

En conquérant son autonomie, Saint-Domingue ne réalise pas l'idéal rêvé par d'austères républicains. Son histoire est moins agitée que celle de Haïti, l'éducation, la littérature atteignent dans l'ancienne colonie espagnole un développement extraordinaire ; mais la vie politique y est indécise et remplie de soubresauts révolutionnaires, ainsi que dans les autres démocraties de l'Amérique. Peut-être faut-il attribuer au grand nombre de mulâtres incapables de « self-government », ou à la longue durée de la domination haïtienne, l'anarchie d'une des plus jeunes républiques d'outre-mer. Après 1844, année de l'Indépendance, un dictateur métis, rusé, sans culture, implacable dans ses haines, détient le pouvoir : c'est Santana. Les « Fébréristes » furent à la tête de la révolution de « la Réforme » : Duarte, Mella, Sanchez, nobles idéalistes amoureux de la démocratie. Un « Caudillo » profite cependant de ce mouvement régénérateur et l'emporte sur les idéologues au nom d'un despotisme pratique. « Le *fébrérisme*, a dit un penseur dominicain remarquable, c'est-à-dire la constitution d'un gouvernement libre fondé sur le droit, sans *caciquisme* et dépourvu des entraves honteuses mises parfois à l'exercice de la souveraineté, a

dominé pour trop peu de temps dans deux ou trois occasions de notre vie nationale. Par contre, le *santanisme*, c'est-à-dire l'autoritarisme personnel, rigide et étouffant qui caractérise toute la politique de Santana et qui a été pratiqué après lui par presque tous nos gouvernants, atténué chez quelques-uns et exaspéré chez quelques autres, le santanisme paraît avoir des racines profondes et inextricables[1] ».

Mais est-ce que ce despotisme n'est pas la forme nécessaire de tout gouvernement dans ces républiques où la division des castes s'oppose à l'unité et au développement normal de la nationalité? De graves problèmes pèsent à la fois sur l'avenir des Dominicains et des Haïtiens : nous trouvons chez les premiers de la poésie, de l'imagination, une culture élevée, mais l'évolution politique est très lente. Les peuples du Tropique paraissent incapables d'ordre, de patience laborieuse, de méthode : ainsi, la littérature prodigue de Saint-Domingue forme un contraste frappant avec l'archaïsme de sa vie politique. « Sa situation géographique, dit M. Garcia Godoy, la met presque à la merci de l'impérialisme nord-américain. » Haïti est encore une démocratie barbare. Il n'est pas facile de faire naître par la seule vertu de chartes politiques d'origine étrangère, d'une colonie d'esclaves nègres, une république ordonnée et prospère ; il n'est pas démontré que le parlementarisme, les municipes, la division classique des pouvoirs, créations politiques de l'Occident, soient un système de gouvernement adéquat pour des nègres et des mulâtres. C'est en vain que le géréral Légitime, ancien président de Haïti, affirme que s'il avait été bien encouragé et bien dirigé, son peuple serait arrivé déjà « au plus haut degré de prospérité et de civilisation » ; c'est en vain qu'il prétend que la décadence de son pays est due, non

1. *Rufinito*, par F. Garcia Godoy. *Santo Domingo*, 1908, pp. 53 et 54.

pas à une question de race, mais à un problème d'économie sociale : l'excès des impôts et le papier-monnaie. Haïti possède d'immenses richesses naturelles et cependant les impôts épuisent sa population, les chemins de fer font défaut, les ouvriers émigrent, l'agriculture et l'industrie s'épuisent, ainsi que l'ancien président le reconnaît ; tout cela parce que l'indolence de la race ne lui permet pas de féconder la terre ni de se gouverner elle-même.

# LIVRE V

## L'ÉVOLUTION INTELLECTUELLE

---

L'Espagne fonda des Universités en Amérique, elle exerça un vrai monopole des idées. La Révolution de ses colonies s'inspira des doctrines des Encyclopédistes français; et dès lors, c'est-à-dire pendant tout le XIX$^e$ siècle, la métropole perdit la plupart de ses anciens privilèges intellectuels. Les idées politiques et littéraires, le romantisme et le libéralisme, la foi en la raison et le lyrisme, passèrent de la France aux démocraties d'outre-mer. Il est intéressant d'étudier cette longue influence dans la philosophie et dans les lettres.

---

## CHAPITRE I

### L'IDÉOLOGIE POLITIQUE

Conservateurs et libéraux. — Lastarria. — Bilbao. — Echeverria. — Montalvo. —Vigil. — La Révolution de 1848 et son influence en Amérique. — Les idées anglaises : Bello, Alberdi. — Les éducateurs.

Les révolutionnaires d'Amérique cherchent en hâte une idéologie qui consacre leur victoire. A coups d'idées françaises, ils ont démoli une séculaire organisation, ils ont renié la tyrannie espagnole et exalté, dans des discours et des poèmes, l'anarchie. Pour construire de futures cités dans le désert, ils ont besoin d'un évangile politique.

Ils fondent la République, calquent d'étrangères institutions, concèdent à la foule amorphe toutes les libertés. Les premières querelles éclatent entre les défenseurs de l'ordre ancien et les radicaux qui prétendent le détruire: conservateurs et libéraux apparaissent à l'origine même de la vie républicaine. Le militarisme, les révolutions, les guerres de « caudillos » s'expliquent, en partie, par le divorce profond entre les hommes de la tradition et ceux de la liberté.

Dominées par le besoin de vivre, ces nations ont créé une philosophie politique. Elles ne s'en tiennent pas à la critique, à l'analyse ; elles affirment et édifient, elles ont besoin d'une foi aussi intolérante que les dogmes archaïques. Démocratie et libéralisme sont les articles essentiels de cette religion laïque. Aux

yeux de la nouvelle orthodoxie, les convictions monarchistes, l'absolutisme, sont de dangereuses hérésies : on poursuit les royalistes comme autrefois les libres penseurs. La pensée ne se sépare point de l'action. Celle-là reflète les inquiétudes des politiciens, prépare ou justifie les transformations. Un pragmatisme anticipé domine dans les écoles américaines. La poésie est une oraison rimée, un discours lyrique ; le poète exerce un magistère civil ; il exècre les tyrans ou évoque des libertés ingénues, il ne conçoit pas la pensée pure, étrangère à la vie. Alberdi, penseur argentin, écrit : « La philosophie est pour la politique, la morale, l'industrie, l'histoire et si elle ne sert pas tout cela, elle est une science puérile et fastidieuse. » Il condamne l'analyse du XVIII<sup>e</sup> siècle qui « dissout et corrompt tout » ; il préfère à la vaine idéologie, à « rechercher si les idées et les sensations, la mémoire et la réminiscence sont des facultés distinctes », une « philosophie argentine pénétrée des besoins sociaux et moraux de nos pays, claire, démocratique, progressive, populaire, avec des idées comme celles de Condorcet : perfectibilité humaine, continuel progrès du genre humain ; philosophie qui inspire l'amour de la patrie et de l'humanité. »

Les défenseurs du libéralisme fixent les principes du nouvel état social : ce sont de brillants commentateurs des idées françaises et espagnoles. Leur action, dans des sociétés où triomphent encore des préjugés coloniaux, est catégorique et magistrale. Ils créent des institutions et des lois ; appliquent à l'inquiétude contemporaine d'étrangères doctrines. Parfois, ils semblent des illuminés de biblique attitude ; ils prophétisent et condamnent comme Bilbao et Echeverria.

Lastarria, Bilbao, Montalvo, Vigil, Sarmiento dominent à cette époque romantique : chez eux, l'activité intellectuelle est inséparable de la politique. Lastarria et Bilbao combattent l'autoritarisme chilien ; Montalvo

et Vigil, le cléricalisme de l'Equateur et du Pérou, respectivement; Sarmiento, la tyrannie de Rosas. Leurs œuvres sont des pamphlets; leurs théories ont toujours un caractère pratique, critique de la réalité présente ou construction de la Cité future.

Lastarria et Bilbao sont des professeurs de libéralisme au Chili. Le libéralisme du premier se tempère sous l'influence de Comte, et l'étude de la politique et de l'histoire; celui du second, indiscipliné et prophétique, finit par être l'âpre protestation d'un évangéliste incompris.

Lastarria est le grand réformateur chilien, comme Bello le maître prudent qui discipline la jeunesse, et défend traditions et classicisme. Il fut, comme Bilbao, un élève de Bello; mais il opposa à ses doctrines conservatrices un libéralisme généreux. Il est professeur de législation à l'Institut national de Santiago dès 1841; et, du haut de sa chaire, critique les lois et les préjugés chiliens. Il suit d'abord Bentham dans ses leçons de droit constitutionnel; puis, les libéraux français. Son esprit impétueux le porte à accepter toutes les idées démocratiques: il s'inspira de Lerminier et de sa philosophie du droit; il attaqua, en 1843, les abstractions de Bentham, son oubli des traditions législatives. Sur ce jeune passionné, influent Herder, Edgar Quinet, un juriste, disciple de Krause, Ahrens. Finalement, Lastarria accepta quelques idées de Comte: la théorie des trois états, et s'efforça de concilier ses enseignements avec ceux de Stuart Mill, de Tocqueville et de Laboulaye.

Il croyait, avec les penseurs romantiques, au progrès indéfini, à la liberté, à l'harmonie universelle, au pouvoir de l'homme contre la fatalité des lois physiques: en 1846, il mérita par ses études politiques les éloges d'Edgar Quinet. Il étudia, avec un critérium libéral, l'évolution du Chili depuis la conquête jusqu'à la République.

Pour défendre sa foi politique, le professeur intervient dans les luttes de son pays : les dissertations académiques ne le satisfont pas, il a besoin de l'action, des agitations parlementaires. Comme député et comme publiciste, il attaque l'influence de Portales, représentant de l'oligarchie chilienne ; la Constitution de 1833, œuvre admirable des conservateurs. « L'Etat — disait Lastarria — a pour objet le respect du droit individuel : là est la limite de son action. » Portales opinait, au contraire, qu'une forte autorité centrale, une rude tutelle, était nécessaire dans ces Républiques en proie à l'anarchie. La liberté lui semblait un don prématuré pour la foule. Lastarria opposait son idéalisme imprécis à l'œuvre positive du dictateur : pouvoirs limités, liberté de conscience, de travail, d'association, pouvoir exécutif impuissant à limiter ces libertés, municipalités, fédération, tels sont les articles fondamentaux de sa propagande. Il critiquait dans les constitutions américaines la vague détermination des droits individuels et des attributions des pouvoirs publics, l'irresponsabilité de ces derniers, l'amalgame de formes politiques coloniales avec la centralisation administrative du régime français.

Deux Présidents, Bulnes et Montt, de 1841 à 1861, continuèrent le régime despotique implanté par Portales : contre eux, le professeur libéral entreprit sa magnifique campagne. On l'exile en 1850. Il voyage alors, et continue de publier des livres de politique. Il a étudié Comte, Stuart Mill, Tocqueville, et précisé son enseignement. Son nouveau livre, *Leçons de politique positive* (1874), applique à l'évolution sud-américaine et à l'histoire du Chili les principes de l'école positiviste. Il étudie l'organisation des pouvoirs, la Société et le Gouvernement et abandonne l'ancien radicalisme. Il reconnaît que dans les pays où le catholicisme est la religion de la majorité (et c'est le cas du Chili), l'Etat peut protéger l'Eglise natio-

nale, en exerçant sur elle cette tutelle modérée qu'on appelle « *le patronat* ».

Lastarria influe sur les destinées du Chili. A sa mort, le libéralisme conquiert le pouvoir ; et les politiciens, comme Santa-Maria et Balmaceda, qui défendent les lois libérales peuvent être considérés comme des disciples de l'auteur de *la Politique positive.*

Lastarria est le politicien ; Bilbao, le penseur apocalyptique. Il fonde la société de l'*Egalité* qui est un club démocratique. Ame généreuse et radicale, il critique dans un article célèbre sur la *Sociabilité chilienne* (*1844*), « la tradition, l'autorité ancienne, la foi, les coutumes serviles, l'apathie nationale, le dogme de l'obéissance aveugle, le respect de l'ordre établi, la haine de l'innovation, la persécution contre l'innovateur ». Il analyse impitoyablement les préjugés chiliens et étudie tous les problèmes nationaux : commerce, éducation, mariage, contributions, fonctions de l'Eglise et de l'Etat, et il les résout dans un sens démocratique. Il fut accusé d'immoralité, de blasphème et de sédition. Il avait attaqué aussi la Constitution de 1833, et le ministre Montt ne lui pardonnait pas cette campagne libérale. Dix ans après, Bilbao fut exilé pour sa prédication anarchiste ; et, à Paris, il connut Quinet et Lamennais, les évangélistes de sa foi démocratique. En 1880, de retour au Chili, il reprit ses cours enflammés.

Montalvo représente dans l'Equateur le même effort libéral que Bilbao et Lastarria. Mais ce démocrate a lu Montaigne et Voltaire : il manie la satire, l'ironie ou le sarcasme. En sa nature contradictoire s'unissent la foi lamartinienne en la démocratie et le scepticisme du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il est non seulement un politicien, mais un littérateur. Sa vaste culture se révèle en les multiples formes de son activité intellectuelle. Essayiste, il rappelle Carlyle par son lyrique désordre. Sa critique âpre contre le clergé national, dans « *La*

*Mercurial Eclesiastica* », est réjouie comme un conte italien. Il imite Cervantes avec une telle perfection qu'il peut pasticher « Don Quichotte ». Il connaît Byron, Milton, Lamartine, Racine, les Latins et les Espagnols et serait le type le plus complet d'humaniste qu'ait produit le nouveau monde latin, si son esprit inquiet n'eût cédé trop complaisamment aux sollicitations de la politique.

En face de Garcia-Moreno, dictateur catholique, se dresse Montalvo, sagittaire libéral : il ne pardonne pas au « caudillo » sa longue tyrannie, sa foi intolérante, sa soumission au pape, comme à un monarque suprême. Le polémiste équatorien croit à la république et à la liberté ; il déteste la théocratie implantée par le président chrétien.

Mais sa campagne n'est pas dissolvante : Montalvo est un croyant à la manière des révolutionnaires de 1848. « La démocratie pure et sainte a besoin de Jésus-Christ », écrit-il dans son enthousiasme libéral : il aime le christianisme parce que c'est la religion de la démocratie. Cette dernière sera la loi des nations « si l'esprit de l'Evangile prévaut quelque jour ». Il fait l'éloge, dans la république romaine à l'image de laquelle il veut construire la propre démocratie, du stoïcisme et de la vertu : telle est la noblesse qu'il exalte en un magnifique essai. Il n'est pas radical comme Bilbao; il accepte, précurseur du pragmatisme, les idées utiles, voire le catholicisme, s'il ne devient pas une tyrannie politique. « Rien ne sert d'attaquer certaines croyances, écrit-il, lesquelles à force d'être générales et utiles à tous finiront par être des vérités, même si la curieuse et hardie investigation des choses anciennes pouvait constituer un motif pour en douter ».

Penseur américain, il applique des idées latines au continent. Dans les « *Sept Traités* », son œuvre capitale, publiée en 1873, il écrit de superbes

pages sur les héros de l'émancipation sud-américaine. C'est le même culte que celui de Carlyle, religieux et lyrique. « En quoi le cède-t-il aux grands hommes de l'antiquité? » — questionne-t-il en faisant allusion à Bolivar. « En ce que moins de siècles nous séparent de lui, et que, seul, le temps, ce grand maître, distille dans un laboratoire magique le chrême dont on oint les princes de la nature ». Il trace un parallèle entre Bolivar et Napoléon, entre Bolivar et Washington: « il y a en Napoléon quelque chose de plus que chez les autres : un sens, un rouage dans la machine de l'entendement, une fibre dans le cœur. Il vole à travers le monde depuis les Appennins jusqu'aux colonnes d'Hercule, depuis les pyramides d'Egypte jusqu'aux neiges de la Moscovie. Les rois frissonnent, pâles, à demi morts; les trônes craquent et s'écroulent; les nations lèvent la face, regardent, épouvantées, le géant, et plient le genou. » Montalvo admire Napoléon; mais il lui juge supérieur Bolivar, parce que l'œuvre du premier a été détruite par les hommes, tandis que l'œuvre du second est en pleine prospérité. « Celui qui réalise des entreprises grandes et durables est supérieur à celui qui n'en réalise que de grandes et éphémères. »

Montalvo croit en la race américaine, en les métis, « à l'esprit élevé et au cœur fort qui composent l'aristocratie de l'Amérique du Sud ». Son enthousiasme prophétique exalte les futurs habitants de l'Amérique : « que seront nos descendants quand le voyageur s'assiéra, triste, pour méditer sur les ruines du Louvre, du Vatican ou de Saint-Paul? » A l'œuvre critique de Montalvo contre Garcia-Moreno et les cléricaux, il faut ajouter cet américanisme religieux, cette tenace espérance en les destins de la démocratie.

Sans le lyrisme de Montalvo, lourd et poudreux, comme un palimpseste, Vigil représente au Pérou le

libéralisme en lutte contre le pouvoir de l'Eglise. Né en 1792, il fut prêtre, et abandonna cet état, mais sans conserver comme Renan l'onction du séminaire. Stoïque dans sa vie, défenseur de la liberté, en plusieurs Congrès, il consacra son âge mûr à une longue campagne contre les privilèges ecclésiastiques. Son admirable érudition le servit dans cette propagande. Il défendit l'Etat contre les empiétements du clergé. Idéaliste, il prêcha la paix universelle, l'union des nations américaines, il enseigna les excellences de la démocratie en la vertu chrétienne de laquelle il croyait, comme Montalvo. Il s'imposa, à la manière de Bilbao, par l'austérité de sa vie et la sincérité de ses exhortations, maître socratique dont la vie fut harmonieuse comme un poème.

Un penseur argentin, génial et tumultueux, Sarmiento, ne représente pas dans sa patrie un libéralisme aussi défini que celui d'Echeverria, mais sa fonction de remueur d'idées dans la démocratie tyrannisée par Rosas, permet de le placer à côté de Lastarria et de Montalvo. Menendez Pelayo l'a appelé : le « gaucho » de la République des Lettres, c'est-à-dire que son individualisme batailleur, son impétuosité barbare, sa semi-culture sauvée par d'admirables intuitions, l'opposent à tout classicisme ordonné, à toute discipline. Sarmiento est romantique par tempérament : il attaque la culture espagnole au nom du libéralisme français, condamne la tradition qui réduit à l'esclavage; croit en la virtualité des idées, en la mission de l'école, en la grandeur de la démocratie. Il demande aux Etats-Unis des modèles pour éducation populaire, des tableaux politiques pour la vie fédérale. Il est instituteur, journaliste, auteur de pamphlets et président.

Il analyse la vie argentine et les conflits américains ; en 1845, il publie « *El Facundo* », qui est une évocation des guerres civiles argentines, avec la pas-

sion et le lyrisme de Michelet. Sarmiento est l'ennemi de Rosas, comme Montalvo, l'éloquent rival de Garcia-Moreno. Il y a dans « *El Facundo* » des pages impitoyables contre la tyrannie du « caudillo » fédéral. Exilé, il fonda au Chili, en 1842, une revue contre Rosas, mais point ne se limite au journalisme éphémère l'activité du lutteur. Dans les batailles contemporaines, il découvre des éléments éternels, il étudie l'homme et le territoire : ainsi dans le prologue d' « *El Facundo* ». Il étudie ensuite le problème de la race dans le continent et décrit dans un autre livre la république idéale dont il rêve. Son œuvre est profondément américaine.

Le libéralisme américain, entre 1830 et 1860, s'inspire d'idées françaises. Une révolution, celle de 1789, explique, en partie, le mouvement pour la conquête de la liberté politique. Une autre révolution, celle de 1848, rayonne jusque dans ces lointaines démocraties, et les inquiète avec l'éloquence insinuante d'un nouvel évangile. On observe un curieux parallélisme entre les revendications du socialisme français et celles du radicalisme américain.

En France, 1848 a non seulement un sens politique, mais aussi un aspect social. On veut l'extension de la capacité électorale, et l'on proclame le droit au travail ; on lutte pour la souveraineté du peuple, et l'on fonde des ateliers où l'Etat assure la subsistance des classes travailleuses. En même temps que les partis républicains bataillent contre la monarchie de Louis-Philippe, Icariens et Communistes préparent la révolution sociale, les prolétaires se soulèvent contre la bourgeoisie, comme hier le Tiers Etat contre la noblesse. On note dans la protestation de la foule la ferveur égalitaire. Les directeurs du mouvement contre Guizot et son oligarchie de propriétaires sont des socialistes, comme Louis Blanc, Pierre Leroux, Blanqui et Ledru-Rollin : aux conquêtes démocra-

tiques s'ajoute un programme de réformes sociales.

Dans l'Amérique latine, la révolution est principalement politique : elle réclame le suffrage, l'égalité devant la loi, le respect des droits ; elle condamne les excès de l'autorité. Elle n'oublie pas la protestation sociale, le désir de nivellement ; mais la lutte des classes n'est pas encore bien violente.

« La Révolution de 1848 eut au Chili un fort retentissement » — écrit l'historien Vicuña-Mackenna. — Contre l'oligarchie, les jeunes Lastarria, Bilbao, les Amunategui, les trois Matta, les trois Blest, Santiago Arcos, Diego Barros-Arana fondèrent la société de *l'Egalité*, club secret « pour arracher le peuple à la honteuse tutelle à laquelle on l'a soumis » [1].

Cette tutelle est surtout politique ; c'est pourquoi la société proclame des principes démocratiques : la souveraineté de la raison, la souveraineté du peuple, l'amour et la fraternité universels. Ces jeunes gens ouvrent des écoles pour le peuple. Lillo publie une traduction des « *Paroles d'un croyant* », de Lamennais, qui servent de Bible à la société radicale.

Mais le véritable maître de la nouvelle génération au Chili et dans les autres démocraties, c'est Lamartine. « De 1848 à 1858, il fut un demi-dieu, comme Moïse », écrit un historien. Les « jeunes » commentent *l'Histoire des Girondins*. Ils imitent les grandes figures révolutionnaires : Bilbao, c'est Vergniaud ; Santiago Arcos, Marat ; Lastarria, Brissot. Des sociétés se forment, des congrès : un groupe d'exaltés s'intitule : la Montagne.

Au Vénézuéla, en 1846, un démagogue, Antonio Leocadio Guzman, offrit au peuple la liberté des esclaves, et la répartition des terres : il dirige une révolution contre la société et le Gouvernement. En Colombie, la Constitution libérale de 1853 fut une

1. Zapiola. *La Sociedad de la Igualdad*. Santiago, 1902 ; p. 8.

répercussion du 1848 français ; des *Sociétés démocratiques* s'y formèrent comme au Chili. Elles gouvernaient le pays par la terreur, et dominaient dans le journalisme, elles propageaient le socialisme, la haine de l'oligarchie de propriétaires, du clergé omnipotent. Les libéraux évoquaient le Christ comme premier démocrate; d'où vient qu'une fraction de ce parti s'appelle le « *Golgotha* ». L'anarchie augmenta dans les provinces. Evêques et conservateurs furent poursuivis : les Jésuites, expulsés ; et les esclaves, affranchis en 1851. Une longue inquiétude se révèle dans l'œuvre de ces révolutionnaires éloquents qui imitent, comme les Girondins chiliens, les politiciens français.

« La démocratie — avait dit Lamartine en 1848 — est, en principe, le règne direct de Dieu ». Son idéal était une République égalitaire. Ses idées politiques découlent de l'Evangile ; il découvre dans la Révolution française « une pensée sainte et divine ». Charité, protection des déshérités, égalité, fraternité, tout le *credo* démocratique n'est que l'application des idées chrétiennes dans l'ordre politique. Lamartine défend toutes les libertés, et veut que le Gouvernement soit un « instrument de Dieu ». On comprend quel enthousiasme dut provoquer en Amérique cette éloquence religieuse, tout imprégnée d'idéalisme et d'amour : on retrouve des accents lamartiniens en Montalvo aussi bien qu'en Bilbao. Et l'anarchie devint bientôt une sorte de mystique rébellion contre les tyrans. Sur tout le continent, Lamartine et la Révolution de 1848 inspirent des livres ou des discours, engendrent des révolutions ou de nouvelles tyrannies.

L'influence française est souveraine. L'action de Guizot et des doctrinaires s'ajoute à celle de Lamartine. Des idées anglaises s'imposent aussi : Bentham fait autorité en science politique dès les premières années de la République ; à sa mort, le congrès centro-

américain, qui a suivi ses enseignements, se déclare en deuil. En Colombie, le Président Santander défend contre Bolivar les textes inspirés du radicalisme anglais et de Tracy. Bentham critiquait âprement le « *Contrat social* » de Rousseau, et les prétendus droits naturels ; il basait la politique sur l'utilité du plus grand nombre ; Tracy professait un relativisme modéré, des idées utilitaires, comme Bentham. Bolivar croyait, contre de tels professeurs d'individualisme, aux bienfaits d'une dictature morale.

Bello représentait aussi la pensée anglaise non seulement dans son œuvre philosophique, mais aussi dans ses écrits de juriste. Il fut, à la façon des classiques législateurs, le créateur du droit écrit. Son code civil promulgué au Chili (1855) servit de modèle à d'autres nations ; et son *Droit des gens* devient la loi internationale sud-américaine. Il était né pour enfermer dans des moules logiques le langage aussi bien que le droit. En son œuvre législative, on admire l'analyse sévère, la prudence saxonne, l'étude constante de la réalité sociale. Bello haïssait le vague, le nébuleux, et aspirait à concréter sa pensée en claires formules ; il appliquait aux problèmes sociaux un solide *common sense*.

Alberdi adopte aussi des méthodes et des idées saxonnes. En France, il admire Guizot et se défie de Lamartine. Il attaque le vain intellectualisme américain et défend le protestantisme, religion propre des Républiques sur un continent catholique. Il croit en la monarchie constitutionnelle anglaise, aux bienfaits d'écoles pratiques, à l'influence néfaste des docteurs parasitaires : il veut des gouvernements forts comme au Chili, et déteste les démagogues. « La République a été, elle est encore — écrit-il — le pain des Présidents, le métier des militaires, l'industrie des avocats sans causes et des journalistes sans talent ; le refuge des ratés de tous genres, et la machine à amalgamer toutes

les scories » : tel était son jugement sur le système politique sud-américain.

Il demandait la monarchie comme régime de salut; « elles pourront (ces républiques) ainsi s'unir à l'Europe d'où dérivent leur richesse et leur civilisation, et s'opposer au monopole nord-américain ». De l'influence européenne, il espérait non seulement la culture ; mais encore la consécration de l'indépendance politique. Il sollicitait du vieux monde des émigrants, des capitaux et des princes. En un livre admirable (1858) il analysa les « bases » de l'organisation argentine. Ce n'est pas un évangile latin : avec le relativisme des Saxons, il propose des solutions pratiques ; il accorde la suprématie à la population, à la fermeté des Gouvernements, à l'émigration laborieuse, à la richesse industrielle ; il dédaigne l'idéologie révolutionnaire, l'implacable jacobinisme. Son effort peut être comparé à celui de Burke dans la critique de la Révolution française. Au-dessus du lyrisme stérile des politiciens romantiques, son livre se dresse, grave, sobre, sensé, réaliste, comme un éternel enseignement.

D'autres esprits conservateurs d'Amérique : Lucas Alaman, chef des conservateurs mexicains et auteur d'une belle histoire de sa patrie ; Bartolomé Herrera, partisan de Guizot, au Pérou ; Cecilio Acosta, au Vénézuéla, sont d'accord avec Alberdi sur quelques points de sa riche doctrine. Comme le penseur argentin, Acosta veut que l'on préfère l'école élémentaire, l'école secondaire, que l'on réduise le nombre des universités, que « les connaissances pratiques remplacent l'érudition de parchemin ; le discours libre, les entraves du péripatétisme ; la généralisation, la casuistique ». Les juristes obéissent à la même tendance : ce sont des esprits positifs et analytiques. Ils apportent clarté et discipline à la politique incohérente. Parmi eux, on peut citer, après Bello : Calvo,

García-Calderón, Velez Sarsfield, Ambrosio Montt. Ils opposent aux Constitutions inefficaces des codes précis.

L'idéalisme libéral vainc le bon sens conservateur. Lastarria attire la jeunesse impétueuse plus que Bello et Alberdi ; Guizot a peu de lecteurs ; Lamartine et Benjamin Constant sont populaires. Libéralisme, radicalisme, jacobinisme : voilà les divers travestis de l'anarchie sud-américaine.

## CHAPITRE II

## LA LITTÉRATURE DES DÉMOCRATIES NOUVELLES

Classicisme espagnol et romantisme français. — Leur influence en Amérique. Le « modernisme ». L'œuvre de Ruben Dario. — Le roman. — Le conte.

Les anciennes colonies espagnoles affranchies de l'autorité politique de l'Espagne la suivent encore en littérature : soumission intellectuelle et autonomie républicaine ne s'excluent pas. Vers 1825, poètes et prosateurs n'imitent point la France, qui leur donne pourtant la politique déclamatoire et le code révolutionnaire. Elevés en Espagne, les meilleurs esprits cherchent leur inspiration dans la littérature espagnole du XVIIIe siècle : le classique Quintana, Moratin, Gallego, Lista, Jovellanos dominent les écoles d'Amérique.

Divorce durable, celui d'une politique romantique d'avec une classique littérature. Quand dans les lettres le romantisme fera naître des lamentations pleines de lyrisme, un réalisme sain — préoccupation de finances, minutieuse codification — luttera contre le vague de toute cette rhétorique. Des formes littéraires démodées en France et même en Espagne réveillent encore l'enthousiasme américain : il adoptera ainsi le réalisme du roman naturaliste quand les écoles françaises seront déjà gagnées au symbolisme, pour devenir ensuite moderniste et décadent, pendant que dans celles-là commence une restauration classique. On voit l'Amérique préférer aux courants véritables de la littérature européenne

des excès éphémères, des cénacles qu'elle imitera avec passion. Il y a dix ans à peine, les lettres sud-américaines reflétaient — curieusement en retard — les directions de la poésie française. La littérature du nouveau continent, envahie aujourd'hui par les idées et par les livres, suit une route parallèle à celles que suivent les littératures française et espagnole. Toute nouveauté y accède : de la diversité des imitations doit bientôt naître l'originalité définitive.

Des poètes, romantiques ou classiques, se mêleront aussi aux luttes sociales; d'où cette parenté entre la poésie et l'éloquence, déjà reconnue en France par Brunetière[1]. Nous trouvons dans la poésie américaine des accents civiques, des éloges de la liberté, des odes à la civilisation et à la patrie, plutôt que des plaintes ou des « états d'âme ». Tyrtée y sera plus populaire qu'Anacréon; Béranger, plus imité que Musset. Le classicisme s'est ainsi converti en poésie civile; il chante, froid, calme et maniéré, des sujets politiques, le progrès, l'indépendance, les victoires de la liberté sur la théocratie.

Au Mexique, à l'Equateur, en Argentine, la première génération de poètes républicains eut incontestablement pour maître celui des poètes espagnols, Quintana, dont les odes solennelles et viriles exaltent l'imprimerie, la philanthropie, le progrès, déités nouvelles, érigées par la Révolution française sur les vieux autels. Son emphase, le mouvement de ses poésies, le souffle oratoire que vivifient les strophes, subjuguent les écrivains d'outre-mer. La liberté, conquise à peine, fait naître une poésie qui chante héros et batailles. Idées et formes que Quintana inspire; leur meilleur éloge est une comparaison avec le modèle. Aussi, Olmedo, le puîné de cet âge classique, est-il appelé le Quintana américain.

1. *L'Evolution de la poésie lyrique en France au XIX^e^ siècle.* Paris, 1899; p. 134.

Disciples aussi du poète espagnol, ceux qui acclament au Mexique la Révolution : des orateurs républicains qui versifient, Quintana Roo ou Sanchez del Tagle, et décrivent les héros de l'Indépendance. Une éminente poétesse, Salomé Ureña de Henriquez, chante, à Saint-Domingue, la patrie et la civilisation, avec une éloquence plus austère et plus noble.

Poète politique encore, en Argentine, Juan Cruz Varela proclame avec élégance la gloire du parti unitaire et celle du réformateur Rivadavia.

Les écrivains contemporains de la Révolution n'ont pas oublié l'enseignement reçu en Espagne, dans les Universités du XVIII[e] siècle, où ils étudiaient en latin, et commentaient les classiques de la Grèce et de Rome. Ils lisent et imitent Horace et Virgile, la Révolution s'inspire des démocraties antiques, des hommes de Plutarque ; on comparait l'isthme de Panama à celui de Corinthe. Les Républiques ont, à leur naissance, des consuls et des triumvirs. Dans les discours et les proclamations, on trouve, nombreuses, des réminiscences classiques : politiciens ou poètes empruntent leurs images à Pindare, à Horace, à Homère et à Virgile.

Cette influence des classiques et de Quintana est surtout remarquable dans Olmedo, poète équatorien, qui chanta la victoire de Junin et le génie de Bolivar : le mouvement de ses poésies est celui des odes latines; l'éloquence, la sonorité, la progression élégante des strophes rappellent le classique espagnol.

Le lyrique vénézuélien Bello, humaniste véritable, s'inspire de Virgile, et atteint à la perfection antique.

Mais Quintana n'est pas seul à diriger les colonies perdues : d'autres, l'ardent Gallego, Moratin, auteur d'exquises comédies, un critique, Alberto Lista, Melendez, Cienfuegos, Martinez de la Rosa, cultivateurs d'une forme élégante, correcte, froide, y sont aussi imités; et l'imitation ne saura pas s'affranchir

de leur classicisme appauvri. Olmedo est de 1780, Bello de 1781 : maîtres tous deux de mesure, d'harmonie et de goût. Il est malaisé de séparer en eux le politicien de l'artiste, eux-mêmes considérant leur art comme un haut magistère républicain; Olmedo conseille la fédération dans son *Canto à Junin*, José Eusebio Caro flétrit le tyran Lopez, dans une poésie sur la liberté; Felipe Pardo écrit des satires politiques. Il dit des démocraties américaines :

« Zar de tres tintas, indio, blanco y negro
Que rige el continente americano
Y que se llama Pueblo Soberano[1]. »

Vers 1840, le classicisme cède la place au romantisme. La Révolution, mouvement de protestation de l'individualisme contre le régime espagnol, devait mépriser les vieux canons littéraires après avoir condamné le vieux système politique. Les poètes, nombreux encore, cherchent des modèles en Espagne. Arolas, Espronceda; Zorilla, le duc de Rivas; en France, Victor Hugo, Lamartine, Musset. Byron a aussi des disciples. Tous sont de vie et d'œuvre romantique, pèlerins à la Childe-Harold, qui écrivent des *Châtiments* et sont persécutés pour la liberté. Désordonnés, imparfaits, dominés par un démon intérieur qui leur donne une exaltation continuelle, ils traduisent la constante inquiétude de leurs âmes.

Le romantisme en Europe était le triomphe de l'individu, la liberté, le lyrisme des confessions, — mélancolie de René, ou satanique orgueil de Manfred — la revanche, enfin, du sentiment sur la raison. En art, ce fut la liberté, le culte de l'exotisme, le retour à la nature, la restauration gothique, la guerre aux classiques conventions.

1. « Czar à trois teintes, indien, blanc et noir
Qui gouverne le continent américain
Et qu'on appelle Peuple Souverain. »

Quels, parmi ces éléments, pouvaient donner à la nouvelle génération sud-américaine cet enthousiasme qui provoqua dans le continent un état d'âme romantique? Certes pas les antiquités nationales, méprisées et lointaines. Si quelques poètes écrivent des *Orientales* sans sincérité, nul ne chercha à renouveler son lyrisme dans la tradition quechua ou aztèque. Mais cette imitation des courants d'Espagne ou de France fut aidée par l'indiscipline du caractère américain, plus épris d'idéalisme et de sentiment que de rigidité classique ou de raison. Tout était favorable au romantisme, les luttes politiques et l'anarchie formaient des héros byroniens; la passion tropicale trouvait sa nourriture dans le sentimentalisme de Lamartine et l'ardeur de Musset; la lutte contre les tyrans développait l'individu. Dans la vie incertaine et barbare des démocraties naissantes, les rôles se confondaient, le poète devenu « vates », conducteur de foules, se sentait exilé parmi les médiocres, victime des ignares. Mélancolie, individualisme exaspéré, haute mission du poète et solitude — éléments romantiques qu'on retrouve dans la littérature américaine.

Le Colombien Caro croyait à la « mission consolatrice » du poète, et cette mission était, pour l'Argentin Andrade, sacerdoce et don prophétique. Le poète parait quand « la caravane humaine change de route dans le désert ». Mais à cette mission, Némésis l'Implacable inflige la solitude et la douleur. De désespoir, les poètes sud-américains abandonnent le monde.

« Sufrirás el martirio
Que al que nació poeta
Reserva el hado impío[1]. »

chante l'Argentin Echeverria.

1. « Tu subiras le martyre
Qu'à celui qui naît poète
Réserve le sort impie. »

Marmol dit :

« Yo vivo solamente cuando feliz deliro
Que los terrenos lazos mi corazón rompió.
. . . . . . . . . . . . . . . . .
Venid porque yo gozo, yo vivo solamente
Si pienso que he dejado la humanidad detrás[1]. »

Le Péruvien Salaverry contemple son cœur :

« Cual la ruina de un templo silencioso
Vacío, abandonado, pavoroso,
Sin luz y sin rumor[2]. »

José Eusebio Caro, qui a chanté en d'admirables strophes la liberté, voudrait s'ensevelir dans les bois :

« Que los hombres ya me niegan
Una tumba en sus ciudades,
En mi patria me expulsaron
De la casa de mis padres[3]. »

Ces romantiques ne furent pas, comme Rousseau, inclinés vers la vie simple par les excès d'une civilisation artificielle. Leur mélancolie, quand elle n'imite pas des chagrins exotiques, est le cri d'angoisse d'une âme noble, perdue dans une République barbare ! Ce contraste du milieu et de l'homme explique bien la forte emprise de l'idéal romantique : littérature de

1. « Je vis seulement quand je rêve
Que mon cœur a brisé tous liens avec le monde
. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .
Venez, car ma vie et ma joie commencent à peine
Quand je pense avoir laissé les hommes loin derrière moi. »

2. « Comme les ruines d'un temple silencieux,
Vide, abandonné, effrayant,
Sans lumière et sans bruit. »

3. « Que les hommes me refusent
Une tombe dans leurs villes,
Dans mon pays on m'expulsa
De la maison ancestrale. »

passion, d'orgueil et de révolte, elle exprime un état social de luttes intestines et de solitude.

En Argentine, Marmol imite Byron dans son *Pèlerin*. Grandiloquent, passionné et triste, il maudit la tyrannie de Rosas. Echeverria cache mal, sous un manteau classique, son subjectivisme romantique, comble de passion et de mélancolie vague. Au Vénézuéla, Heriberto García de Quevedo laisse de vastes poèmes.

A Cuba, Gertrudis Gomez de Avellanada, ennuyée et lyrique, retrouve, pour exalter l'amour, la voix de Musset; le mulâtre Placido décrit musicalement; Juan Clemente Zenea, traducteur de Leopardi et de Longfellow, nous avoue, en élégies harmonieuses, sa conception désabusée de la vie; et, plus haut que tous, Heredia, le chantre du Niagara, à l'âme endolorie, fougueuse et, comme sa poésie, pleine de contrastes, nous dit sa douleur et sa foi; il vivifie en de belles images l'amour et la nature, admirant à la fois, aux tropiques, la puissance divine et l'enivrante sensualité.

Au Mexique, Espronceda et Lamartine inspirent Fernando Calderon et Ignacio Rodriguez Galvan; Zorrilla trouve un disciple en Manuel Florès, le poète de la sensualité ardente et de la nature sauvage. Le Brésil, aussi fécond en romantiques que Cuba, eut Gonçalvez Diaz qui chante la tristesse et la nostalgie qu'exprime si bien ce mot de sa langue, « saudades », la douleur, la délivrance par la science, la consolation par les larmes.

« Meu Deus, senhor meu Deus, o que ha no mundo
Que não seja soffrir?
O homen nasce, e vive um so instante
E soffre até morrir[1] ! »

1. « Mon Dieu, seigneur mon Dieu, qu'y a-t-il au monde
Qui ne soit pas de la souffrance?
L'homme naît, et vit un instant
Et souffre jusqu'à mourir. »

Il y a, dans ses poésies d'amour, une très belle sincérité, bien qu'on y reconnaisse ses maîtres divers, Byron, Zorrilla et les romantiques français. Cité par lui, ce vers de Sainte-Beuve :

« Mon Dieu, fais que je puisse aimer! »

nous fait comprendre ses plaintes.

Casimiro de Abrou s'essaie aussi sur des sujets romantiques : la solitude, le chagrin et l'exil. Alvares de Azevedo imite Byron et Musset, tandis qu'un poète qui ne versifie pas, José de Alencar, expose dans des contes et des romans une conception romanesque de l'Indien vertueux et simple, comme un personnage de Rousseau.

On la trouve aussi chez un grand poète de l'Uruguay, Zorrilla de San Martin, qui a chanté dans *Tabaré* les luttes des conquérants avides et des Américains ingénus.

Le romantisme n'est pas, chez eux, privilège de l'œuvre : leurs vies ne sont pas moins tourmentées et lyriques. Vies de révoltés et de nomades, assoiffées de liberté démocratique, gaspillées dans la lutte contre les tyrans et tronquées de bonne heure sur l'échafaud ou dans l'exil, comme si le sort respectait l'unité de leur course trouble. Ainsi, ces disciples de Lamartine, imaginatifs et sensuels, d'œuvre véhémente et mélancolique, épris de spiritualisme et toujours excessifs, donnent à une époque américaine, qui va de 1840 à 1860, une couleur intense et sombre.

Andrade eut, parmi tous, la plus sonore éloquence. Il est le plus grand par la vertu oratoire, la richesse et l'ambitieuse grandeur de ses poèmes, vastes compositions qui rappellent la *Légende des siècles*, le *Prométhée*, de Shelley, ou l'*Ahasverus*, d'Edgar Quinet. Il n'est pas, sans doute, l'égal de ses maîtres. Mais, libre de mélancolie et de passion trouble, il a eu par sa rhétorique, sa plénitude verbale et sa voix sybilline, une

influence puissante. Renouvelant les excès grandiloquents de Hugo, il a été le poète de la démocratie et de la race latine.

Son *Atlantide*, c'est l'avenir latin; *Prométhée*, l'éternelle bataille de la pensée contre le fanatisme. Il est rempli d'espagnole arrogance. Aussi, merveilleusement sonores, ses strophes proclament-elles, avec pompe, une foi romanesque en l'Amérique et en la liberté. L'âme de Rome, « destinée à inaugurer l'histoire et embrasser l'espace », revit outre-mer; l'Espagne en fut d'abord l'héritière, jusqu'à ce qu'elle étouffât sous « l'ombre énervante de la Papauté ». La France

« Montaña en cuya cumbre
Anida el genio humano[1]. »

est aujourd'hui la nation latine par excellence, et Napoléon l'instrument de l'antique génie impérial. Son épée

« Que sobre el mapa de la Europa absorta
Trazó fronteras, suprimió desiertos
Y que quizás de recibir cansada
El homenaje de los reyes vivos,
Fué á demandar en el confin remoto,
El homenaje de los reyes muertos[2]. »

Andrade croit au rôle sacré du poète : Hugo, son maître, dont il admire

« La voz de trueno del gran profeta hebreo
La cuerda de agrios tonos
De Juvenal

1. « Montagne au sommet de laquelle
Le génie humain fait son nid. »

2. « Qui sur la carte de l'Europe étonnée
Traça des frontières, supprima des déserts,
Et que, fatiguée peut-être de recevoir
L'hommage des rois vivants,
S'en fut demander au loin
L'hommage des rois défunts. »

Y el rumor de cavernas de los cantos
Del viejo Gibelino[1]. »

lui semble prophète et précurseur, martyr et proscrit. Le poète, voyant et conducteur d'hommes, est ainsi

« Hermano de las águilas del Cáucaso
Que secaron piadosas con sus alas
La ensangrentada faz de Prometeo[2]. »

Docteurs lyriques dans des Républiques troubles, les romantiques voulurent ennoblir la politique par un généreux idéalisme, renverser des tyrans et réaliser une impossible démocratie.

Le naturalisme et le parnassianisme français influent peu l'Amérique latine. Si Zola jouit d'une étrange popularité — qui correspond, dans l'ordre littéraire, à l'engouement des universités d'outre-mer pour le matérialisme ou le positivisme — on rencontre peu d'imitations de *Germinal* ou de la *Terre*. Les écrivains d'Amérique ne s'assimilent pas les méthodes naturalistes, l'observation brutale et menue, l'étude des foules, le pessimisme voulu : on lit à peine les maîtres réalistes, Balzac, Flaubert. Ce n'est que depuis vingt ans que Maupassant, le romancier portugais Eça de Queiros, d'Annunzio, les grands écrivains russes, intéressent et inquiètent. L'amour du roman déloge peu à peu le vieil enthousiasme lyrique.

Le Parnasse, en Amérique, eut l'Argentin Léopoldo Diaz. Il adapte, aux vers espagnols, la sonorité, le relief, la beauté plastique des maîtres de France. Un de ses poèmes est dédié, en hommage, au poète

1. « La voix de tonnerre du grand prophète hébreu
La corde aux tons sévères
De Juvénal
Et la rumeur caverneuse des chants
Du vieux Gibelin. »

2. « Frère des aigles du Caucase
Qui essuyèrent pieusement de leurs ailes
Le visage ensanglanté de Prométhée. »

des *Sonnets*, à son incomparable modèle. J.-M. de Hérédia. Diaz a voulu donner à l'espagnol, langue de l'éloquence, la parnassienne justesse, mouler son abondance rhétorique dans l'étroitesse du sonnet : « *Les sombras de Hellas* » invoquent la vie grecque, sensuelle et lumineuse ; « *Les conquistadores* », l'épopée fulgurante ; tous ses chants optimistes parlent d'une Renaissance latine dans les démocraties d'outre-mer.

L'engouement pour le symbolisme et les décadents, pour la poésie « déliquescente » et les petites chapelles parisiennes a provoqué un intense mouvement intellectuel : le *modernisme*, qui, par la richesse des idées et le renouvellement de la langue, signifie une Renaissance véritable. A le considérer, les vieux mouvements romantique et classique semblent des ternes imitations que l'exubérance moderne décolore[1].

Le modernisme est sans doute, pour les Latins d'outre-mer, nourriture adéquate. Au moins, cette inspiration décadente s'inspire-t-elle mieux que la passion ou l'éloquence de jadis? Est-ce donc un indice de servitude? Certes, non ; les grands poètes gardent une foi robuste en la vie ; et leur maître, Ruben Dario, a fait suivre ses « *Proses profanes* » de « *Chants de vie et d'espérance* ».

Des raisons toutes psychologiques poussent les jeunes à cet art subtil. L'Espagnol s'est raffiné dans un milieu nouveau : son caractère s'y affaiblit, certes ; mais il y gagne une intelligence plus aiguë et une fantaisie plus riche. Le clair-obscur, la nuance, cette passion française, enchante aussi le créole, friand de finesse, de byzantinisme délicat, sceptique avec élégance devant la rude foi espagnole. Nombreux sont

1. L'influence de Heine n'est pas à dédaigner dans la littérature sud-américaine. Soit directement, soit à travers un poète génial de l'Espagne, Becquer, dont les « rimes » rappellent les *Lieder*, l'auteur de l'*Intermezzo* a enrichi l'inspiration de plusieurs poètes du romantisme et du « modernisme » d'outre-mer.

les métis que les hérédités ennemies de deux races agitent douloureusement. Les plus étranges caractères, la sensualité du nègre, la tristesse de l'Indien donnent à la race nouvelle un état d'âme tout en nuances contradictoires, mélancolie non sans optimisme, faunesques désirs, paresseux ou violents, le goût du rare, de la musique verbale, de la complication dans les sentiments, du langage choisi et du rythme inédit. Lisant Verlaine, Samain, Laforgue, Moréas, Henri de Régnier, sans oublier encore ni Gautier, ni Banville, mêlant tous les cultes et demandant l'ivresse à tous les flacons, les poètes d'Amérique ont trouvé l'accent national. Le symbolisme ne les a aidés que fort peu : il exige une haute conception du monde, et un sens profond du mystère. Aussi bien lui préfèrent-ils l'art décadent, à cause de son lyrisme musical, de ses images exotiques et de ses vers douloureux. Une « affinité élective », pour employer le mot de Gœthe, leur a permis de tirer de l'instrument étranger une musique personnelle.

Ainsi, des mètres nouveaux et de vieilles manières rajeunies, des images modernes en strophes sonores et tortueuses, ce qui en Europe est voix de l'ennui, fruit tardif de monde vieilli, art baudelairien de sceptiques raffinés, servent à une jeunesse éprise de vie à exprimer son ambition. Cette réforme a gagné l'Espagne, l'initié entraînant l'initiateur, comme dans le drame de Renan. Les voix récentes de la poésie espagnole suivent celle du pontife de l'école nouvelle, Ruben Dario. De même, le Brésil guide la poésie portugaise, et — dit Théophilo Braga — la surpasse.

Le romantisme allemand et français fit revivre les vieilles chansons de geste oubliées, la poésie méconnue de l'art gothique, épris du rude naturalisme des légendes primitives. De même, les modernistes d'Amérique ont renouvelé la littérature espagnole en écoutant la voix ingénue de Berceo, et celle plus mélanco-

lique de Manrique. De sorte qu'ils se trouvent être plus traditionalistes que les classiques du XVII[e] siècle dont l'intolérance appauvrit la langue.

Cette renaissance compte vingt ans à peine. Quelques précurseurs, Marti et Julien del Casal, Cubains tous deux, l'un révolutionnaire en poésie comme en politique, de vie tragique l'autre ; Gutierrez Nájera au Mexique, révélèrent, à un continent que le sentimentalisme ennuyait, la parole nouvelle. Des rythmes inconnus ou nouveaux et des vers agiles furent porteurs d'un lyrisme inédit et intime. Pourtant, l'accent n'en est pas encore décadent : Banville, ou Gautier, et même Musset, n'ont pas cédé la place à Verlaine, qu'on ignore autant que Mallarmé. Un critique vénézuélien, Pedro Emilio Coll, a signalé chez les maîtres du « décadentisme américain » ce culte persistant pour le grand Théo, et pour l'auteur des « *Funambulesques* ». Dans « *Azul* » de Ruben Dario, il note, plutôt que l'influence du symbolisme, celles de Mendès, de Loti, voire celle de Daudet et des réalistes de son genre[1].

Par la vivacité et l'éclat du vers, Manuel Gutierrez Nájera fait songer à Banville. Il a dit sur un ton nouveau, créole et exotique à la fois, les sensations compliquées qui tourmenteront plus tard Ruben Dario. On n'avait pas encore mis en vers espagnols tant de grâce et d'esprit, ni cette sensualité que les larmes apaisent, ni cette mélancolie hautaine. *A Cecilia*, *Vidas Muertas*, *Castigadas*, *Mariposas*, voilà tout un lyrisme nouveau, élégiaque et tendre, un rythme inconnu, une manière oubliée. Il fut un précurseur; qui ne connaît son éloge de l'enfant gâtée qu'il aime ?

« ¡ No hay en el mundo mujer más linda !
Pié de Andaluza, boca de guinda,

1. Cf. *Decadentismo y americanismo*, dans son beau livre *El castillo de Elsinor*. Caracas, 1902.

*Esprit* rociado de Veuve Cliquot,
Talle de avispa, cutis de ala,
Ojos traviesos de colegiala,
Como los ojos de Louise Théo[1]. »

Il n'est pas toujours aussi frivole. Le mystère l'angoisse, il connaît l'amertume des illusions évanouies, il a, pessimiste, la vision de ces papillons de la mort « qui ont les ailes très noires et nous entourent en funèbre ronde ». Le monologue de l'incrédule est une lamentation comme celle du Sigismond de Calderon, sur la vanité de la vie.

« Si es castigo ¿ cuál pecado,
Sin saberlo, cometimos ?
Si premio ¿ porqué ganado ?
Sin haberlo demandado,
Responded ¿ porqué vivimos ?[2] »

Poésies et chroniques sont remplies d'une égale inquiétude. Il écrit des *Odes* dignes d'une anthologie, il traduit Musset et Coppée. Son maître est Gautier : il partage son amour de la lumière :

« ¿ Qué cosa más blanca que cándido lirio ?
¿ Qué cosa más pura que místico cirio ?
¿ Qué cosa más casta que tierno azahar[3] ? »

dira-t-il, épris d'idéale blancheur.

Le modernisme d'outre-mer s'inspire d'abord du

1. « Il n'y a pas au monde de plus jolie femme !
Pied d'Andalouse, bouche de fruit,
Esprit arrosé de Veuve Cliquot,
Taille de guêpe, peau d'aile,
Des yeux espiègles de pensionnaire
Comme les yeux de Louise Théo. »

2. « Si c'est un châtiment, quel péché
Avons-nous commis sans le savoir ?
Si c'est une récompense, comment gagnée ?
Sans l'avoir demandée,
Dites, pourquoi vivons-nous ? »

3 « Quoi de plus blanc que le candide lis ?
Quoi de plus pur que le mystique cierge ?
Quoi de plus chaste que la tendre fleur d'oranger ? »

parnassianisme de France, ne cédant que plus tard à la voix nouvelle, symboliste ou décadente. Verlaine, Samain et Laforgue le guident. Mais, à travers l'imitation, il crée un mouvement de plus en plus original, une grande école raffinée. « Nous devons aux littératures étrangères, et plus particulièrement à la française, dit un écrivain déjà cité, l'affinement des organes nécessaires pour l'interprétation de la beauté, nous leur devons des méthodes d'observation et le goût des impressions, plutôt qu'une sorte de perspective esthétique coordonnée... Nos yeux ont appris (d'elles) à mieux voir, et notre esprit à recueillir les sensations fugitives. »

Nul ne représente mieux cette évolution, ce raffinement progressif que Ruben Dario, poète de l'Amérique du Centre (du Nicaragua), maître reconnu de la poésie nouvelle et un des plus grands lyriques de tous les temps en langue espagnole. Il domine l'Amérique comme Hugo et Verlaine la France. Ses images, ses clichés même, excitent l'imitation servile. De nobles émules aspirent à continuer son œuvre immortelle. Il renie ses disciples : « Celui qui suivra servilement mes traces perdra son trésor et, page ou esclave, ne pourra cacher sa livrée. » Mais, en vain : une jeunesse ardente l'écoute et dépose des offrandes votives au pied du grand artiste dédaigneux.

Sa réforme poétique est très efficace. Il a rajeuni des mètres archaïques, adapté à l'espagnol des rythmes français; modifié, avec un goût sûr, la coupe classique des strophes. Il a, avec une maîtrise égale, employé des lents vers majestueux pour dire les mélancolies de la chair ou des mètres sautillants à la Banville, ou encore des formes plastiques d'une perfection hellénique. Il semble faire sien le cri de Carducci : *Odio l'usata poesia.*

La moderne poésie espagnole usait souvent des vers de huit et onze syllabes, formes auxquelles la pompe rhétorique s'alliait volontiers. Porteur d'idées nou-

velles, Dario ne voulut pas accepter, comme le poète français, de vieilles formes : il employa les vers de dix et douze syllabes, adopta le pentamètre avec l'hexamètre des classiques, fit usage des vers de quinze et seize syllabes[1]. Il changea les accents, écrivit des « vers libres » admirables. Révolutionnaire, il transforma en dix ans la poésie espagnole.

*Prosas profanas*, publié en 1900 est, selon la phrase de son inégalable critique José Enrique Rodo, « la pleine tension de son arc de poète ». Tout, depuis le titre paradoxal jusqu'à la richesse métrique, est étrange dans ce livre délicat, qui ouvre un nouveau cycle littéraire, comme l'ouvrirent en France les *Émaux et Camées* ou les *Fleurs du mal*. L'originalité du livre vient de la prodigieuse faculté du poète de reconnaître dans chaque école ce qui lui est essentiel pour se l'approprier, sans pour cela cesser d'être personnel. Une lyrique inquiétude le porte vers l'une ou vers l'autre manière, mais, archaïque ou moderne, elle deviendra sienne. Sa grâce, sa souplesse, sa complication savante, sont sans égales : il écrira une symphonie en Gris Majeur comme Gautier, des poésies à la manière de Verlaine, un *Chant au Centaure*, comme Maurice de Guérin. Son œuvre n'est pas faite d'imposant granit, mais de ces marbres bigarrés, aux nuances décadentes, qu'aimait le ciseleur des *Camées*.

Ses vers ont, à la fois, de la sensualité faunesque, de la distinction d'un marquis du Grand Siècle et le désenchantement d'un mystique. Nulle forme, nulle époque n'arrête son âme vagabonde :

« Yo persigo una forma que no encuentra mi estilo,
Botón de pensemiento que busca ser la rosa[2]. »

1. Cf. la définitive étude de ces innovations dans *Horas de Estudio*, par P. Henriquez Ureña, pp. 118 et suiv. Paris, Ollendorff.

2. « Je poursuis une forme que mon style ne trouve pas,
Bouton d'idée que voudrait être la rose. »

Devant l'amour, l'art et la vie, il a un enthousiasme vite évanoui, il découvre la mélancolie finale de tout, l'angoisse des choses éphémères. Il connaît, comme le Latin, la tristesse qui se cache dans les joies humaines, *quod in ipsis floribus angit.*

Il a aimé pourtant, avant de dire son amertume automnale, la nature, les civilisations antiques, l'art de tous les siècles, la vie somptueuse. Il a dit, dans sa *Divagación*, toutes les annonces de son désir et aussi son amour du XVIII^e siècle qui revient ailleurs :

« Los abates refieren aventuras
A las rubias marquesas. Somnolientos
Filósofos defienden las ternuras
Del amor, con sutiles argumentos
Mientras que surge de la verde grama,
En la mano el acanto de Corinto,
Una ninfa á quien puso un epigrama
Beaumarchais, sobre el mármol de su plinto[1]. »

« La marquesa Eulalia, risas y desvíos
Daba á un tiempo mismo para dos rivales
El vizconde rubio de los desafíos
Y el abate jóven de los madrigales.
Cerca, coronado con hojas de viña,
Reía en su máscara Término barbudo,
Y como un efebo que fuese una niña,
Mostraba una Diana su mármol desnudo[2]. »

1. « Les abbés content des aventures
Aux blondes marquises. De somnolents
Philosophes défendent les tendresses
De l'amour avec de subtils arguments,
Tandis que sort des verts bocages,
L'acanthe de Corinthe à la main,
Une nymphe, pour qui écrit un épigramme
Beaumarchais, sur le marbre de plinthes. »

2. « La marquise Eulalie, rires et folies
Donnait en même temps à deux rivaux,
Le blond vicomte des défis
Et le jeune abbé des madrigaux.
Près d'eux, couronné de feuilles de vigne,
Un Terme barbu riait sous son masque
Et, telle un éphèbe qui serait une enfant,
Une Diane montrait son marbre nu. »

Mais ce même poète à la grâce versaillaise saura chanter le rude galop des Centaures :

« unos enormes, rudos, otros
Alegres y saltantes como jóvenes potros;
Unos con largas barbas como los padres ríos
Otros imberbes, ágiles y de piafantes bríos,
Y de robustos músculos, brazos y lomos aptos
Para portar las ninfas rosadas en los raptos[1]. »

D'autres poètes l'accompagnent : plus jeunes que le maître, ils définissent peu à peu leur idéal. Quoique ses disciples par la technique, ils sont plus Américains que Dario. Il y en a qui gardent, tel Almafuerte, une grande indépendance; d'autres s'abandonnent à la pénétrante influence du Précurseur ou à celle des cénacles parisiens. Cet effort n'a pas encore fixé son mode. Qui pourrait dire où s'arrêtera la belle révolte de cette jeunesse? Elle veut un art américain, sans clichés rhétoriques, ni déclamation, ni sensiblerie : l'arrêt sénile de quelques imitateurs ne décourage pas la caravane dans sa marche. Angel de Estrada chante l'exotisme dans *Alma nómade ;* Guillermo Valencia, aussi grand que Dario dans l'exégèse des légendes et l'amour de la Grèce, a une curiosité universelle et une étonnante variété de lyrisme. Rufino Blanco Fombona a écrit, comme Baudelaire, la chanson de l'ennui et s'est lyriquement souvenu de chagrins et d'amours, mais il n'oublie pas le héros de sa patrie, le magnifique Bolivar. Son érudition est vaste : il a lu Tibulle et Verlaine, Byron et Swinburne, Oscar Wilde et Francis Jammes, sans perdre son originalité. Chocano aspire à devenir le poète de l'Amé-

1. « les uns énormes, rudes, d'autres
Gais et bondissants comme de jeunes poulains,
Les uns avec de longues barbes fluviales,
D'autres imberbes, agiles et piaffant de fougue
Et avec des muscles robustes, des bras et des épaules aptes
A porter les nymphes rosées dans les rapts. »

rique, grandiloquent, sonore, riche en image,s Lugones est aussi un grand poète au souffle épique, un prosateur remarquable. José Asunción Silva s'impose par des vers mélancoliques et langoureux : il fut un précurseur, un maître comme Dario. Ricardo Jaimes Freire se sert des mètres les plus audacieux. Amado Nervo, aussi radical dans l'amour de la forme nouvelle, donne à son modernisme un arrière-goût de panthéisme bouddhique, chante « la sœur eau » comme dans les *Fioretti*.

Nombreux sont en Amérique les essayistes à la manière anglaise : ils importent des idées européennes ou réfléchissent librement sur de hauts problèmes. S'ils s'appliquent à critiquer les lettres, ils y découvrent des idées générales; au lieu de l'analyse minutieuse, ils écrivent d'artistiques commentaires. José Enrique Rodo, de l'Uruguay, est le maître du genre : il a publié sur les poésies de Ruben Dario un harmonieux essai, et ses deux livres, *Ariel*, noble discours à la jeunesse sud-américaine, et *Motivos de Proteo*, collection d'essais d'une grande beauté, sont devenus classiques. D'autres sont aussi brillants dans la critique. Manuel Ugarte, à la fois penseur et artiste, conteur, poète, idéologue, auteur d'un livre remarquable sur l'avenir de l'Amérique latine. Le Colombien Sanin Cano, passionné d'idées ; deux Argentins, Emilio Becher,qui analyse admirablement les idées et les livres, Ricardo Rojas qui devient de plus en plus, par son nationalisme et sa grande culture, le maître de la nouvelle génération ; deux Vénézuéliens, Manuel Diaz Rodriguez et Pedro Emilio Coll, le premier un noble idéaliste à la prose artiste, l'autre un rêveur, qu'entraine la sceptique ironie de Renan. Au Pérou, Manuel Gonzalez Prada, dont le style agressif et sonore révèle de hautes inquiétudes morales : il y a dans son essai sur la vie et la mort des pages qu'aurait signées Guyau, son étude sur Castelar est une magnifique

satire ; José de la Riva Agüero, historien, critique, polémiste d'une rare vigueur. A Saint-Domingue, un esprit puissant qui connaît admirablement les lettres classiques et les littératures étrangères, Pedro Henriquez Ureña ; dans l'Uruguay, Carlos Reyles vient de démontrer par un livre, *la Mort du Cygne*, que toutes les idées nouvelles lui sont connues et qu'il peut en faire une forte synthèse. Deux essayistes brésiliens, Oliveira Lima (qui est aussi un grand historien) et Jose Verissimo ont étudié les civilisations et les livres dans des ouvrages très remarqués.

Le conte, négligé sous le romantisme, renaît. Le modernisme, qui avait déjà transformé la poésie, a apporté ici la finesse dans l'analyse des passions, une psychologie que l'obscurité morbide ne saurait effrayer, et l'indispensable concentration de l'intérêt. Machado de Assis est un maître dans la forte analyse, le style sobre et l'ironie, la mélancolique vision de la vie. Diaz Rodriguez a écrit de superbes nouvelles. Une évocation ou un symbole met celles de Carlos Reyles, de l'Uruguay, bien au-dessus des romans ordinaires. Deux jeunes : Attilio Chiappori, Argentin, et le Péruvien Clemente Palma, ont apporté dans le conte une esthétique nouvelle : ce dernier semble influencé par Hoffmann et par Poe, ses récits macabres sont pourtant d'une originalité puissante ; Chiappori, médecin aliéniste, aime ces états crépusculaires d'une âme qui vacille entre la raison et la folie. De cette contrée indécise, *Borderland*, nous parle dans une langue sinueuse, et, en Amérique, inattendue.

Un grand écrivain du Pérou, Ricardo Palma, a créé un genre littéraire, la *tradition*, qui appartient à la fois à l'histoire, au conte et au roman. Il a décrit dans une langue très riche la vie des anciennes colonies espagnoles, dévotes et sensuelles, les traditions d'une ville raffinée, Lima. Son ironie subtile, ses

récits joyeux et libertins, rappellent souvent l'air de M. Anatole France et des conteurs italiens.

On publie en Amérique latine non seulement des contes exquis, mais des romans où l'on n'oublie pas l'étude sociale et l'analyse des âmes. On peut citer, entre autres : *El Hombre de Hierro*, par Rufino Blanco Fombona, Vénézuélien; *Canaan*, du Brésilien Graça Aranha ; *La Gloria de don Ramiro* et *Redención*, des Argentins Enrique Rodriguez Larreta et Angel de Estrada. *Idolos Rotos* et *Sangre Patricia*, de M. Diaz Rodriguez, dont nous avons déjà loué le beau talent de conteur; *La Raza de Caín*, de Carlos Reyles, si remarquable aussi comme essayiste et conteur.

Blanco Fombona possède le don de conter, l'ironie, la richesse descriptive, le dialogue léger et la force des scènes. Romancier de tempérament, il a écrit la biographie d'un créole représentatif, le type lamentable que le milieu détermine, pour qui l'amour et la vie réservent leurs plus terribles cruautés. Employé plein de scrupules, ni malin, ni fort, il est le produit maladif de la langoureuse vie tropicale : cet « homme de fer » est le symbole de toutes les faiblesses. Autour de cette vie, la monotonie d'une petite ville, la guerre civile, la haine secrète des créoles et des étrangers, la grâce surannée des manières et la pompe espagnole, tout un petit monde grouillant.

*Canaan* est le roman de la terre promise, le Brésil fécond, où des blonds immigrants et des métis de toute nuance se disputent une nature prodigue. Cette longue lutte est l'intérêt dramatique du livre; sa beauté vient des magnifiques descriptions du tropique; la langue de Graça Aranha est d'une poésie harmonieuse et dense.

Angel de Estrada est, en Amérique, un des esprits les plus cultivés. Voyageur (n'a-t-il pas intitulé *Ame nomade* un de ses livres?), romancier et poète, il distill dans ses livres des longues méditations, la

quintessence d'infinies lectures. Son roman *Redención* est l'œuvre d'un humaniste : civilisations, arts, croyances, défilent évoqués avec force dans les pages du livre. Une langue nuancée et subtile lui sert à faire vivre des idées et revivre des villes mortes.

Enrique Rodriguez Larreta a décrit dans un roman, *La Gloria de don Ramiro*, l'époque de Philippe II, rouge, austère et tyrannique. Nul artiste américain n'eut la richesse verbale, la force d'évocation et la minutie érudite de reconstitution de l'écrivain argentin. Cet effort harmonieux et patient surprend dans une littérature souvent improvisée comme celle d'outre-mer.

*La Raza de Cain* de Reyles est un beau roman où l'auteur met aux prises, outre-mer, les hommes de proie de Nietzsche et les faibles, les vaincus, et il exalte, dans une langue pleine d'éloquence, la joie dionysiaque de dominer et de vivre.

Conteur, romancier à ses heures, mais surtout brillant chroniqueur, Gomez Carrillo a eu la plus grande influence en Amérique latine. Dans un style nerveux, nuancé, plein d'harmonie, il a enseigné aux jeunes générations d'outre-mer le symbolisme, les élégants paradoxes de Wilde, le d'annunzianisme, Verlaine, tout l'art décadent. Il fit surtout l'éloge de Paris, de « son âme charmante », de son boulevard sonore, de ses femmes, de la frivolité galante de ses inquiétudes. Professeur de sourire et d'ironie subtile, il possède l'aménité, le goût délicat de Scholl ou Fouquier, l'art de l'anecdote, d'analyser une comédie, de se moquer de l'emphase savante ou de la gravité vaniteuse. Ses livres sur le Japon et sur la Grèce, loués par les critiques français, ont révélé en Amérique le mystère de l'exotisme et toute son œuvre nous dit la suggestion éternelle de la France.

Telle est cette littérature nouvelle où vous trouverez des romanciers et des poètes, et un amour de la

beauté très florentin. Celui qui ne connaît de l'Amérique que l'imparfaite ébauche sociale, les guerres civiles et la barbarie tenace, n'en voit que le tumulte extérieur : il y a un divorce bizarre entre la politique branlante et l'art raffiné. Si jamais la théorie de Taine sur une fatale concordance entre le milieu et l'art fut erronée, c'est sans doute dans ces troubles démocraties qui enfantent des écrivains au style précieux, des poètes raffinés et des analystes.

## CHAPITRE III

### L'ÉVOLUTION PHILOSOPHIQUE

Bello. Hostos. L'influence anglaise. Le positivisme. L'influence de Spencer et de M. Fouillée. Les sociologues.

Les démocraties américaines n'ont pas créé des systèmes nouveaux de philosophie ; voire contribué comme Emerson et William James, aux Etats-Unis, à poser sous une forme nouvelle les anciens problèmes. La politique et l'histoire : voilà l'occupation des intelligences. A la pure spéculation, elles préfèrent l'étude lente du passé, l'analyse passionnée des luttes quotidiennes.

Elles adoptent cependant des théories européennes dès les premières années de la République : les idéologues français, Cabanis, Laromiguière, s'imposent dans quelques écoles; et l'influence anglaise s'étend depuis le Centre-Amérique jusqu'au Chili. Avec elle triomphent un utilitarisme modéré, une ferme analyse des doctrines de liberté politique et économique. L'Angleterre a contribué à la liberté américaine, aussi bien à Montevideo qu'en Colombie : avec l'or anglais que reçoivent les révolutionnaires, pénètre le radicalisme philosophique. Juristes et politiciens profitent de ces enseignements; quelques penseurs se libèrent du péripatétisme sous l'influence de la philosophie écossaise. Ainsi, Ventura Marin et José-Joaquin de Mora, au Chili; Alcorta, en Argentine. Avec Andrès Bello, poète et législateur, philologue et philosophe,

ces doctrines acquièrent grande importance. Son livre « *Philosophie de l'Entendement* » s'inspire de Reid et d'Hamilton. Il avait connu en Angleterre James Mill; et quelques-unes de ses idées sur la méthode inductive et la causalité rappellent les doctrines de Stuart Mill, fils du précédent. Notables étaient en Bello la vigueur logique, l'analyse qu'il applique aux phénomènes de la conscience, sa pénétrante psychologie, son positivisme qui le fait dédaigner toute métaphysique. Son esprit conservateur accepte les dogmes catholiques, sa critique s'arrête devant eux : ce que détruit son analyse implacable, son esprit religieux le reconstruit. Il croit en la conscience, en la liberté, en la réalité du monde extérieur, en la cause première; il transforme, par son analyse psychologique, la grammaire; par son positivisme, le droit civil et le droit des gens. L'excès de sa critique se convertit parfois en abstraction raffinée, en algèbre intellectuelle. Bello a passé de l'idéologie au positivisme, de Destutt de Tracy à Stuart Mill, au travers des philosophes écossais. Son admirable effort grammatical et juridique est attributaire de l'analyse et du réalisme saxons.

Après Bello, le plus remarquable des philosophes sud-américains est Eugenio de Hostos, né en 1839. Il n'est pas seulement un expositeur de théories étrangères, il a son système à lui qu'il développe dans des ouvrages remarquables : c'est un moraliste plutôt qu'un métaphysicien, et, soit à Saint-Domingue, soit à Lima ou à Santiago du Chili, il s'efforça toujours de réformer l'éducation et les lois. Les problèmes moraux et sociaux l'inquiètent, il veut fonder une morale et une sociologie.

On pourrait dire de sa philosophie que c'est un rationalisme optimiste.

Hostos croit en ce monde idéal. La science est, d'après lui, un agent efficace de vertu. Il ne pense pas à discipliner les volontés, mais à enseigner ce qui est vrai. Le bien n'est pas une entité métaphysique

ni le devoir un impératif : tous deux constituent un « ordre naturel ». Une profonde harmonie existe entre l'homme et le monde et la loi morale n'est que la révélation dans la conscience de la géométrie des choses. Pour Hostos, le monde est juste, logique, chargé de raison : une loi intérieure, *lex insita*, se manifeste dans les harmonies sidérales et dans les actions vertueuses.

L'idéal moral n'est donc que l'adaptation de la conduite aux relations fatales et harmonieuses des choses. Cet optimisme ne rappelle-t-il pas la morale de Spencer, l'éthique rigoureuse de Spinoza ou la pensée de Cournot, « la base philosophique de la morale est l'idée de conformité à l'ordre universel? »

Les fondateurs de la République ont été formés par le scholasticisme. Dans les archaïques Universités, on discute avec des syllogismes embroussaillés. Une libre doctrine philosophique qui accepte toutes les vérités catholiques : l'immortalité, le libre arbitre, la Providence et les explique avec une éloquence enflammée, est la réaction contre cette pensée cristallisée en invariables formes : cette philosophie correspond au romantisme des politiciens, à leur foi en la démocratie, en la liberté, en le progrès humain.

Dans l'Amérique espagnole prédominent les idées françaises; dans le Brésil, la pensée allemande. Tobias Barreto et Sylvio Romero propagent cette culture contre l'éclectisme incolore : le premier est un disciple des philosophes allemands; le second vulgarise Spencer, sans négliger les maîtres germaniques. En ses études allemandes, Barreto adopte le monisme de Ludwig Noiré : « L'univers se compose d'atomes, entièrement égaux, qui sont doués de deux propriétés : l'une, intérieure, le sentiment; l'autre, extérieure, le mouvement ». C'est là la métaphysique du penseur brésilien, et telle fut son influence que, suivant un critique, « les théories de Comte et de Noiré expli-

quent le moderne Brésil mental ». Sylvio Romero expose l'évolutionnisme de Spencer, « monument philosophique même plus important que celui de Comte », mais malgré les efforts de cet apôtre, Spencer n'arrive pas à être populaire comme dans les autres nations d'Amérique.

Barreto, moniste en philosophie, est partisan du finalisme juridique de Ihering; Sylvio Romero, disciple de Spencer, expose et défend les conclusions de la science sociale de Demolins : dans l'ardeur scientifique de ces propagandistes, s'assemblent des doctrines qui ne présentent entre elles aucune affinité. Au Brésil, on commente toutes les philosophies exotiques; mais il manque, dans la confusion créée par des imitations aussi incohérentes, l'unité d'une direction nationale. Un psychologue de grande valeur, libre disciple de Renan, M. Joachim Nabuco, écrit dans une langue subtile des pensées et des essais.

Un philosophe espagnol, moins rigide que les scolastiques, plus riche de doctrine que les éclectiques, Balmes accapare force esprits fatigués de stérile éloquence. Il ne fait point école en Amérique; mais il est très lu par les conservateurs. Sa pénétrante analyse, son réalisme saxon, son rationalisme qui cherche l'harmonie avec les dogmes, s'imposent contre un spiritualisme diffus.

Ces divers courants — empirisme anglais, éclectisme français, benthamisme — ne constituent pas des mouvements intellectuels profonds. Ils remplacent la scolastique caduque. On veut une idéologie politique adéquate aux luttes pour le pouvoir; les discussions métaphysiques, on les relègue dans l'oubli.

Le positivisme est la première philosophie qui domine les esprits : il prépare de grands mouvements sociaux, telles la Réforme au Mexique et la République au Brésil. Il devient une dictature intellectuelle, une nouvelle scolastique. Les libres penseurs croient en

Comte et en Spencer; en la religion humanitaire du premier, en l'agnosticisme du second.

Comte avait fondé, au dire de Stuart Mill, un système complet de despotisme spirituel : il défend l'ordre et l'autorité contre les abus de l'individualisme, « l'énergique prépondérance du pouvoir central » ; il condamne « l'anarchie, le libéralisme dissolvant ; il exalte le génie éminemment social du catholicisme ». Dans des nations annihilées par la révolution et une romantique liberté, ces théories devaient justifier, comme cela arriva au Brésil, la dictature. Là, la formule comtienne « ordre et progrès » devint le symbole national.

D'autres causes expliquent la suprématie du positivisme : on réagit contre la théologie au nom de la science et aussi contre une philosophie officielle et vague. Les esprits formés par le catholicisme réclament même, s'ils ont perdu la foi, des dogmes laïques, des vérités organisées en système facile, bref, une nouvelle foi : la philosophie comtienne satisfait ce besoin. En même temps, le progrès matériel, basé sur le développement scientifique, l'utilitarisme qui exagère le rôle de la richesse, trouvent dans le positivisme dédaigneux de vaines idéologies, le système adéquat à la vie industrielle,

Au Mexique, au Brésil, au Chili domine le positivisme intégral, méthode philosophique et religion de l'humanité. Au Brésil, l'école, avec Benjamin Constant Botelho de Magalhaes, Oscar d'Araujo, Tavares Bastos et leurs disciples, conserve le calendrier, les saints laïques, les rites du fondateur. Elle forme des professeurs, crée des constitutions politiques comme celle de Rio Grande do Sul, propage avec ardeur les doctrines de Comte. — Au Chili, Juan Enrique Lagarrigue prêche un généreux idéalisme, l'oubli des haines patrotiques; mais la démocratie n'écoute pas cet apôtre ingénu. Au Mexique, Barreda, fondateur de

l'Ecole Préparatoire, directeur de la vie intellectuelle, avait été dès 1867, à Paris, le disciple de Comte. Il réforma l'instruction mexicaine dans le sens du positivisme ; mais il n'accepta point l'aspect religieux de la nouvelle philosophie. Il existe encore au Mexique une « Revista Positiva » de mince influence.

Le comtisme influe comme méthode, comme réaction contre la théologie et la métaphysique, comme direction pédagogique. Mais plus profondément s'enracine dans les Républiques latines la philosophie de Spencer : au progrès, idée cardinale des romantiques, succède ainsi l'évolution, formule préférée des esprits positivistes. Depuis 1880 jusqu'à ces dernières années, les théories de Spencer ont conquis deux générations ; elles constituaient, dans certaines universités, un système officiel. On n'appliquait point sa psychologie ni sa biologie ; mais on suivait servilement ses doctrines morales et sociales. Des politiciens et des journalistes employaient des formules spencériennes : l'organisme social, l'instabilité de l'homogène, la différenciation, la relativité de la connaissance. En 1883, un politique colombien, Président de cette nation, Rafael Nuñez, exposait à ses concitoyens la sociologie de Spencer comme remède au dogmatisme politique de ses prédécesseurs. Les hommes d'Etat d'Amérique auraient facilement demandé au philosophe de l'évolutionnisme des suggestions scientifiques, comme le firent les Japonais.

Sous l'influence du penseur anglais, on arrive à l'époque scientifique. L'étude de la science sociale commence ; on professe un matérialisme ou un positivisme hostile aux idées ontologiques ; on croit à la Science plus encore qu'aux sciences, à l'explication rationnelle de tous les mystères, à la suprématie des mathématiques et de la physique. Diverses influences dominent à cette époque et se mêlent confusément pour favoriser le triomphe du positivisme. Les théories

politiques et sociales du Dr Gustave Le Bon, les livres passionnés de Max Nordau, la criminologie de Lombroso et de Ferri, les formules de Taine, la biologie et la sociologie de Létourneau, sont commentés dans les universités, les parlements et les écoles. On répudie l'éloquence, comme contraire à la précision scientifique ; la foi romantique que le positivisme dédaigne. Un parti qui domine l'évolution du Mexique durant trente ans, s'intitule : « *parti scientifique* ».

La signification de ces doctrines acquiert bientôt une excessive importance : au lieu de fermes méthodes et de claires idées, nous trouvons, dans l'enseignement des professeurs, l'étroitesse du dogme. Le positivisme implante ainsi un rationalisme limité et vulgaire, une nouvelle métaphysique qui accorde aux formules de la science une vérité absolue ; exalte, dans la vie, l'égoïsme, les intérêts pratiques, la poursuite acharnée de la richesse. Pour les esprits simplificateurs d'Amérique, cette philosophie n'est point une discipline de la connaissance et de l'action : elle limite l'effort de l'homme à la conquête de l'utile. Les Positivistes organisent des tyrannies ploutocratiques dans quelques nations américaines.

Sans dominer dans les écoles comme Spencer, un philosophe français, M. Alfred Fouillée, influe vigoureusement sur le droit, la politique et l'éducation. En face du positivisme régnant, cette doctrine flexible attire force Américains, et les ouvrages de ce penseur, tels que *l'Idée du Droit* et *l'Histoire de la Philosophie* deviennent des livres de texte dans quelques universités. La théorie des idées forces est bien connue : des penseurs et des éducateurs s'inspirent de cette « philosophie de l'espérance ». Par son noble idéalisme, par son admirable richesse, par son rationalisme serein, par son caractère si latin, l'harmonieux système de M. Fouillée est devenu populaire parmi la jeunesse d'Amérique.

On ne peut point séparer de son influence celle du jeune poète philosophe consacré par une mort prématurée : Guyau a été le professeur d'idéalisme de deux générations américaines. Dans *Ariel*, José-Enrique Rodó commente ses plus belles métaphores; un penseur péruvien, Gonzalez Prada, a popularisé les suggestions de cet esprit platonicien sur la mort.

Nietzsche a aussi des disciples et des commentateurs. Traduit en espagnol, vulgarisé, ses doctrines furent la bible de l'égoïsme exaspéré. On ne devine point son stoïcisme, sa culture de la vie héroïque et de la tragique aventure : des ministres concussionnaires, des métis qui aspirent au pouvoir, se croient nietzschéens, parce qu'ils oublient tout scrupule en leur avancement immoral. Une génération qui est au delà du bien et au delà du mal, pratique en Amérique l'arrivisme, désorganise la politique et la société, oublie le code de la dignité humaine.

Fouillée, Guyau et Nietzsche ne se sont point substitués à la philosophie positiviste : la superstition de la science, la haine des constructions métaphysiques dominent encore. Toutes les nouvelles doctrines se propagent : pragmatisme, bergsonisme, philosophie de Wundt et de Croce, philosophie de la contingence, sans créer toutefois de nouvelles directions. De la variété d'imitations surgira peut-être un système américain. Aujourd'hui, toute nouveauté intellectuelle s'applique passionnément : un juge argentin inspira certaines de ses sentences des idées de Tarde.

Contre le positivisme dogmatique commence une réaction : c'est la période de dissolution et de critique. En acceptant des influences aussi variées : saxonnes, allemandes, françaises, on laisse s'évanouir l'ancienne foi en la science, en Comte et en Spencer. Deux jeunes philosophes : Antonio Caso, au Mexique, et Pedro-Henriquez Ureña, à Saint-Domingue, ont contribué à cette analyse. En s'inspirant des idées de M. Emile

Boutroux, ils attaquent l'étroite interprétation des lois scientifiques.

Ainsi le positivisme perd son prestige, après trente ans d'influence. Aucun rigide système ne va le remplacer dans les écoles; il reste seulement, au lieu d'un dogme intolérant, un libre examen dont les conséquences ne se peuvent prévoir. Quelques essais de Enrique Varona, en ses conférences de morale et de psychologie; de Cárlos-Octavio Bunge, dans sa *Psicologia individual y social*; de Vaz-Ferreira, dans sa critique du problème de la liberté ; de Deustua à Lima, dans ses essais sur la morale, révèlent qu'une sérieuse orientation philosophique ne fait point défaut. Mais l'originalité, la doctrine nouvelle, l'école ibéro-américaine seront-elles de prochaines réalités? Tant que ces nations en seront encore à s'organiser, au milieu de l'inquiétude anarchique, tant que le culte de la richesse dominera par-dessus tout effort désintéressé; il n'y aura sûrement pas d'autre philosophie que l'adaptation provisoire de systèmes étrangers.

Mais dans les nouveaux mouvements, la spéculation philosophique perd son ancienne simplicité; les études de psychologie se développent, l'analyse est plus profonde, on repousse les vieilles solutions verbales, l'étude des sociétés acquiert une extraordinaire importance.

Il y a un demi-siècle, les livres de science politique foisonnaient. La même préoccupation pragmatique — adaptation des idées scientifiques à la direction de la vie sociale — domine aujourd'hui.

Divers sociologues s'inspirent soit de la biologie, soit de la psychologie, soit du matérialisme historique. Cornejo, au Pérou, adopte les théories psychologiques de Wundt, son analyse du langage, le mythe et la coutume; Letelier, au Chili, incline au positivisme de Comte; Ramos Mejia, Argentin, explique les phénomènes sociaux dans un sens biologique. Ses

livres : *La Locura en la Historia*, *Las Masas argentinas* révèlent cette tendance. — Ingegnieros étudie l'histoire de l'Argentine en relation avec le facteur économique. Son œuvre, *De la barbarie al capitalismo*, est un essai de sociologie marxiste.

En résumé, la science sociale préoccupe plutôt que la pure philosophie. Ni les grands idéalistes allemands, ni les penseurs-critiques ne sont connus en Amérique : ni Hume, ni Kant, ni Hegel, quoique les discours de l'orateur espagnol Emilio Castelar propagèrent dans le nouveau continent un hégélianisme *ad usum delphini*. Le pessimisme de Schopenhauer ne s'acclimate point au Tropique. Eclectisme, positivisme, spiritualisme y règnent.

# LIVRE VI

## L'ESPRIT LATIN ET LES PÉRILS ALLEMAND, NORD-AMÉRICAIN ET JAPONAIS

---

Certes, au point de vue de la race, on ne pourrait pas dire que les républiques d'outre-mer soient des nations latines. Elles seraient plutôt indo-africaines ou afro-ibériques. La culture latine — idées et art de France, lois de Rome, catholicisme — a créé dans le Sud-Amérique une forme d'esprit analogue à celle des grands peuples méditerranéens et qui est hostile ou étrangère à la civilisation des Germains ou des Saxons.

Les nouvelles influences, qu'elles viennent de l'Allemagne ou de l'Amérique saxonne, encore plus du Japon, sont dangereuses pour les nations latino-américaines, si elles tendent à détruire leurs traditions.

## CHAPITRE I

### LES IBÉRO-AMÉRICAINS SONT-ILS DE RACE LATINE?

L'hérédité espagnole et portugaise. — La culture latine. — L'influence des lois romaines, du catholicisme, de la pensée française. — L'esprit latin en Amérique : ses qualités et ses défauts.

Quand en Amérique on oppose à la République impériale du Nord les vingt démocraties du Sud, on cherche la raison de l'antagonisme existant entre elles, dans un élément essentiel : la race. Le contraste de deux cultures s'oppose nettement entre Saxons et Latins. — Les Américains du Sud se croient Latins de race, comme leurs frères géographiques du Nord sont les rejetons lointains de pèlerins anglo-saxons ; mais si les Etats-Unis se formèrent grâce au concours d'austères émigrants anglais, dans la colonisation du Sud, point d'intervention d'éléments latins purs. Des navigateurs, originaires du Latium, découvrent un continent ignoré ; des Espagnols, des Portugais le conquièrent et le colonisent. On ne trouve guère le sang latin dans les foyers que forme la sensualité des premiers conquérants dans l'Amérique désolée.

Emigrants de l'Estrémadure et de la Galice, Andalous et Castillans, gent bigarrée d'Espagne et de Portugal, tous concourent à créer le premier métissage avec les races vaincues : ce sont des Ibères, en qui les anthropologistes découvrent des analogies morales avec les Berbères du Nord-Africain. Les Basques, rudes

et virils, qui émigrent d'Espagne, pour dominer l'Amérique, ne viennent pas du Latium; l'élément andalou, de Séville ou de Cadix, est d'origine orientale. Une Espagne, mi-africaine, mi-germanique, colonise les vastes territoires américains; deux hérédités, la visigothe et l'arabe, s'unissent en son étrange génie.

Les colons français et italiens n'ont pas l'importance de ceux de l'Espagne ou du Portugal : infériorité en nombre et en richesses. Les Ibères défendent jalousement leurs prérogatives de race, dans ces Etats isolés d'outre-mer. Après trois siècles, et une fois le continent ouvert au commerce européen, les Italiens envahissent les riches plaines de l'Argentine : ils contribuent à la formation d'une race nouvelle, plus latine qu'espagnole.

N'oublions pas cependant les innombrables Saxons qui apportèrent la richesse et fondèrent des familles en Argentine et au Chili; ni les Allemands du Brésil méridional, ni les Asiatiques du littoral péruvien. — Ibères, Indiens, Latins, Saxons et Orientaux se confondent en Amérique, Babel de races, au point qu'on n'arrive pas à y découvrir les lignes bien définies d'un type futur.

Inutile d'y chercher l'unité de race. Et aux Etats-Unis même, l'invasion confuse de Juifs russes et d'Italiens méridionaux mine, peu à peu, la primitive unité saxonne.

Cette confusion de races, du Nord au Sud, laisse en présence deux traditions : l'anglo-saxonne et l'ibéro-latine; leur force d'assimilation transforme les races nouvelles. Anglais et Espagnols disparaissent; seuls, subsistent les deux héritages moraux.

On découvre facilement cette tradition latine chez les Américains du Sud. Ils ne sont pas exclusivement des Espagnols ou des Portugais : au legs reçu d'Espagne se sont unies de tenaces influences originaires de France et d'Italie.

Du Mexique à La Plata, par une action étendue et séculaire, les lois romaines, le catholicisme, les idées françaises, ont donné des aspects uniformes à la conscience américaine.

Des lois d'origine espagnole régissent l'Amérique : elles tracent le cadre rigide de la vie civile. Et ces lois, en dépit de forts éléments féodaux, c'est de Rome qu'elles viennent. Sous l'influence du droit latin, Alphonse X unifie la législation espagnole, durant la première moitié du XIIIe siècle ; trois siècles après, les Espagnols colonisent l'Amérique. Les *Partidas*, vaste encyclopédie de droit et recueil des lois castillanes, sont un code romain. Elles affirment le sens individualiste de la propriété contre les formes espagnoles de collectivisme ; elles renforcent le pouvoir du *pater familias* dans l'austère famille ibérique ; elles consacrent l'égalité, autorisant le mariage entre gens de condition libre et serfs naguère bannis de la cité ; elles adoptent le formalisme romain.

Politiquement, après l'éclipse de l'époque féodale, des princes ambitieux, d'Alphonse X aux rois catholiques et à Charles-Quint, imposent le sens romain de l'autorité royale. Ces monarques sont des Césars ; ils concentrent tous les pouvoirs, ils centralisent, unifient, légifèrent. Cet absolutisme royal détruit les privilèges et nivelle les hommes. Une vaste démocratie espagnole, soumise au César, se forme à la manière romaine. Le sens latin de l'autorité et de la loi s'impose dans les colonies espagnoles : la propriété est individuelle, absolue ; l'égalité civile y domine ; malgré la diversité de races, on nivelle théoriquement Indiens et Espagnols ; la famille comme la *gens* romaine, réunit enfants et esclaves, sous le sombre pouvoir paternel. Le monarque, lointain, est seigneur formidable, à qui s'adressent vice-rois et chapitres, cours judiciaires et cléricales, pour demander lois et règlements, châtiments et sanctions.

Le catholicisme s'unit indissolublement à l'autorité romaine des rois : en Espagne et en Amérique, le Prince est en même temps pasteur de l'Eglise. La religion est un instrument de domination politique ; c'est une force impériale, héritée du génie latin. Elle multiplie formes et rites, disciplinant les colons, exigeant l'obéissance extérieure, l'uniformité de la croyance et des mœurs. « L'Eglise romaine, dit Harnack, est un institut juridique. » Le catholicisme est aussi une religion sociale. En Amérique, il créa la patrie brésilienne contre le danger hollandais ; il fonda des Républiques chez des Indiens hostiles à toute vie organisée ; répandit l'énergie latine, favorisa du Nord au Sud la constitution de sociétés et de gouvernements nouveaux.

Sous la double pression du catholicisme et de la législation romaine, l'Amérique se latinise. Elle apprend à respecter les formes et les lois, à subir une discipline tant dans la vie religieuse que dans la vie civile. Les idées françaises, s'ajoutant à ces influences, préparent d'abord la Révolution, puis gouvernent les esprits américains, depuis l'époque de l'indépendance jusqu'à nos jours.

Ces idées constituent une nouvelle pression latine. La France est dans les temps modernes l'héritière du génie de la Grèce et de celui de Rome : en l'imitant jusqu'à l'excès, les Ibéro-Américains s'assimilent les éléments essentiels de la culture antique. Nous trouvons dans l'esprit français le sens du goût et de l'harmonie, le *lucidus ordo* des classiques, l'amour des idées générales, des principes universels, des droits de l'homme, la répulsion pour les brumes du Nord et la lumière trop violente du Midi, le rationalisme, la vigueur logique, l'émotion devant la beauté et le culte de la grâce. La France a été une maîtresse de sociabilité et de littérature pour les démocraties américaines : son action est déjà séculaire. Voltaire

et Rousseau furent les théoriciens de la période révolutionnaire ; Lamartine fit connaître le lyrisme et la mélancolie romantique ; Benjamin Constant, la théorie de la politique, et Verlaine, les lamentations de la décadence.

Soit indirectement par l'influence de la pensée et la littérature de l'Espagne et du Portugal, soit directement, ces Républiques ont vécu d'idées françaises.

Il s'est formé ainsi, sur le continent américain, un courant général de pensées, qui est non seulement ibérique, mais français et romain. La France a réalisé la conquête spirituelle de ces démocraties, et elle y a créé une variété de l'esprit latin. Cette âme latine n'est pas une réalité à part : elle est formée de caractères communs à tous les peuples méditerranéens. Français, Grecs, Italiens, Portugais et Espagnols y rencontrent les éléments fondamentaux de leur génie national, de même que dans l'antiquité, les femmes grecques retrouvaient en Hélène les traits de leur propre beauté. A cette synthèse spirituelle, l'Espagne contribue par son idéalisme ; l'Italie, par le paganisme de ses enfants et la perpétuelle suggestion de ses marbres ; la France, par son éducation toute d'harmonie.

Dans les démocraties ibériques, un latinisme inférieur, un latinisme de décadence domine ; abondance verbale, rhétorique boursouflée, emphase oratoire, tout comme dans l'Espagne romaine. Les qualités et les défauts de l'esprit classique se révèlent dans la vie américaine : l'idéalisme tenace qui dédaigne souvent la conquête de l'utile, les idées d'humanité, d'égalité, d'universalité malgré la variété des races, le culte de la forme, la vivacité et l'instabilité latines, la foi en les idées pures et en les dogmes politiques se rencontrent dans ces terres d'outre-mer, à côté de l'intelligence brillante et superficielle, du jacobinisme, de la facilité oratoire. L'enthousiasme, la sociabilité et l'optimisme sont aussi des qualités ibéro-américaines.

Ces Républiques ne sont à l'abri d'aucune des faiblesses ordinaires aux races latines. L'Etat est omnipotent, les professions libérales sont excessivement développées, le pouvoir de la bureaucratie devient inquiétant. Le caractère de leurs citoyens est faible, inférieur à leur imagination et à leur intelligence; les idées d'union, l'esprit de solidarité luttent contre l'indiscipline innée de la race. La vie intérieure manque à ces hommes dominés par les sollicitations de l'extérieur, par le tumulte de la politique : on ne trouve parmi eux ni grands lyriques ni grands mystiques. En face des réalités vulgaires, ils dressent leur individualisme exaspéré.

Indisciplinés, superficiels, brillants, les Américains appartiennent à la grande famille latine; ce sont des rejetons de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie, par le sang et les traditions profondes; des enfants de la France, par les idées générales. Un homme politique français, M. Clemenceau, a trouvé au Brésil, en Argentine, dans l'Uruguay, « un latinisme surabondant, latinisme de sentiments, latinisme de pensée et d'action avec tous ses avantages primesautiers, avec tous ses défauts de méthode, ses alternatives d'élans et de défaillance dans la conduite des desseins. » Cet esprit d'une Amérique nouvelle est irréductible. Le contact de la civilisation anglo-saxonne pourra le renouveler partiellement; mais la transformation intégrale du génie propre à ces nations, ne s'opérera jamais. Ce serait le suicide de la race. Là où les Yankees et les Latins américains se joignent, on observe mieux les contradictions insolubles qui séparent les uns des autres. Les Anglo-Saxons conquièrent l'Amérique commercialement, économiquement, sur les Latins; mais la tradition et l'idéal, l'âme de ces Républiques leur sont hostiles.

Il convient de corriger les vices de la race ibéro-américaine sans sortir du cadre des traditions qui lui

sont propres. Sans perdre son originalité comme nation, la France triomphe aujourd'hui dans les luttes sportives, et elle dépense sans compter énergie et génie inventif pour la conquête de l'air : elle fait siennes des victoires qui paraissaient être le privilège des Anglo-Saxons. De même, pour que les démocraties américaines acquièrent l'esprit pratique, une activité tenace et une belle énergie, il n'est pas nécessaire qu'elles renoncent à leur langue, à leur religion et à leur histoire.

La défense de l'esprit latin est leur devoir primordial. Barrès, idéologue passionné, enseigne contre les barbares le culte du moi : aucune tutelle étrangère ne doit troubler la révélation intérieure spontanée. Les républiques d'outre-mer qui progressent sous des regards hostiles ou indifférents, *sous l'œil des Barbares*, doivent cultiver leur originalité spirituelle à l'encontre des forces ennemies.

Le péril nord-américain, la menace de l'Allemagne, celle du Japon, entourent l'avenir de l'Amérique latine, comme ces forces mystérieuses qui, dans les drames de Mæterlinck, dominent la scène humaine et préparent en silence les grandes tragédies. Pour défendre les traditions d'un continent latin, il est utile de mesurer l'importance des influences qui les menacent.

## CHAPITRE II

### LE DANGER ALLEMAND

L'impérialisme germain et la doctrine de Monroe. — La *Deutschtum* et le Brésil méridional. — Ce qu'en pensent les Brésiliens.

L'invasion tudesque inquiète les écrivains ibéro-américains. La protection tutélaire des Etats-Unis ne suffit pas à leur faire oublier le péril européen : les souvenirs de la Sainte-Alliance, de la croisade d'absolutisme religieux et de reconquête, demeurent vivaces en Amérique latine.

Trois grandes nations, l'Angleterre, la France et l'Allemagne ont aspiré à établir outre-mer leur suprématie d'une façon durable. L'Angleterre, colonisatrice sur tous les continents, voulut dominer à Buenos-Ayres : la défense de cette ville espagnole par le vice-roi Liniers, fut, dit Onésime Reclus, la revanche latine de la perte de Québec. La France attaque le Mexique et lui impose un trône ; l'Angleterre et un monarque français envoient des expéditions contre le dictateur nationaliste Rosas. Lord Salisbury, dans un duel diplomatique avec le secrétaire d'Etat nord-américain Olney, veut ignorer la signification tutélaire du monroïsme.

Le triomphe de ces tentatives aurait introduit en Amérique latine des colonies étendues, peuplées et orgueilleuses. Les efforts de Républiques mal organisées, n'auraient pu prévaloir contre elles.

C'était pour le nouveau continent la perte de l'autonomie ; mais la doctrine de Monroë opposée à toutes les conquêtes, à l'exception de celles du fait des Etats-Unis, et le désaccord subit des nations envahissantes, la France et l'Angleterre, dans leur campagne contre Rosas, firent avorter ces grandes tentatives. Les trois Guyanes, le Honduras britannique, quelques îles de la mer des Antilles, témoignent des projets de l'Europe : ce sont là des fragments épars de l'empire que le Vieux-Monde ambitionnait d'établir. Invasions de capitaux et navires de commerce remplacèrent vite les escadres.

Mais sourdement, sans l'emploi de ces moyens guerriers, l'Allemagne s'impose : son impérialisme revêt la forme mercantile et celle de l'immigration. De tenaces colonisateurs tudesques se dirigent vers le Brésil, le Chili, le Centre-Amérique, et si le péril européen disparaît, le danger allemand subsiste. Ni la Russie, qui possède en Asie de vastes territoires déserts, ni l'Italie, dont les ambitions se limitent à l'Afrique, à Tripoli, n'envisagent la possibilité de conquêtes sur le continent américain.

Contre les expéditions bien définies d'envahisseurs de toutes provenances, la tutelle yankee est une protection, mais contre l'invasion lente et inaperçue des émigrants germains, le monroïsme est impuissant. Par leurs capitaux et leurs aventuriers, l'Allemagne et les Etats-Unis occupent l'Amérique méridionale ; les autres continents étant fermés à leur ambition expansive, c'est au Nouveau Monde, terre libre, qu'ils fondent des colonies. Nous trouvons là des banquiers et des négociants, rudes émissaires de ces puissances commerciales. Américains et Germains se ressemblent par la race et l'énergie. Le Middle-West nord-américain fut peuplé par des émigrants allemands ; deux cités imposantes, New-York et Saint-Louis, semblent d'immenses réservoirs d'énergie teutonne. Le nouvel empire est agité par des ambitions

identiques à celles des Etats-Unis, conquérants et ploutocrates. Il est possédé par les passions des peuples nouveaux : la foi active, le christianisme pratique, le culte de l'or, l'instinct des accumulations gigantesques, des entreprises cyclopéennes, cartels, trusts, l'optimisme, l'anxieux désir d'improviser sous la pression de l'argent l'œuvre civilisatrice des siècles. Le Kaiser et Roosevelt, bibliques pasteurs de races, évangélistes de la vie intense, dirigent cette ardente évolution industrielle et fondent un impérialisme mystique. C'est de cette analogie de tendances que naîtra le choc futur. Aujourd'hui les incursions continuelles des Etats-Unis dans les affaires sud-américaines, et l'immigration allemande organisée, sont des formes diverses d'une même ambition.

Au Guatémala et au Costa-Rica, l'influence de l'Allemagne est immense : l'importance de ses capitaux dans le Centre-Amérique ne peut être comparée qu'à celle des capitaux anglais en Argentine. On l'évalue à trois cents millions de marks. Ils acquièrent des propriétés foncières, construisent des chemins de fer, établissent des banques. Dans ces régions, deux influences dominatrices sont en lutte, l'impérialisme germain et le monroïsme : le Kaiser s'empresse de reconnaître le président Madriz au Nicaragua, tandis que des révolutionnaires protégés par les Etats-Unis se hâtent de le jeter à bas de sa puissance éphémère. Dispersés au Chili, au Vénézuéla, au Pérou, dans le Centre-Amérique, les Allemands se concentrent dans le Brésil méridional. Ils aspirent à coloniser intégralement trois Etats brésiliens : Santa-Catalina, Parana et Rio-Grande-do-Sul. Depuis 1825, un lent courant humain envahit ces riches provinces. 350.000 Allemands y sont établis qui dominent les municipes, jouissent des droits de *self-government*, méprisent nègres et métis, vivent dans un aristocratique isolement. Ils conservent la langue, les traditions, les pré-

jugés de la métropole. Dans certaines colonies du Sud, il y a seulement 10 p. 100 de citoyens brésiliens : les Allemands représentent la race dominante, la nationalité de fait. Leur effort seconde les ambitions territoriales de la *Deutschtum*.

Les économistes recommandent que l'immigration excessive, qui envahit régulièrement les Etats-Unis, soit dirigée vers l'Amérique du Sud. Le dixième de la population nord-américaine se reconnaît une origine tudesque : il y a huit millions d'Allemands dans l'immense démocratie septentrionale. Grâce à des affinités de race, ou grâce à l'action assimilatrice de l'esprit national, cette colossale colonie ne forme pas un Etat dans l'Etat : ses membres s'adaptent à la vie américaine et s'assimilent, dans de nombreuses écoles, les éléments de la culture saxonne. Ils ne menacent pas le progrès normal de la République, comme le font les nègres du Sud et les Asiatiques du Far-West.

Au Brésil, les Allemands occupent 8.000 milles carrés de territoire. Ils opposent orgueilleusement les destins magnifiques de la *Vaterland* au fédéralisme tourmenté des Etats brésiliens. Compagnies de colonisation et « filiales » de banques puissamment actives, surtout de la *Deutsche Uberseeische Bank*, merveilleux instrument de conquête, étendent au Brésil, dans toute l'Amérique latine, la prosaïque hégémonie allemande. Au Chili, ils dirigent l'instruction, organisent l'armée : tout comme dans les écoles prussiennes, ils y enseignent un patriotisme intolérant et une histoire orgueilleuse.

Pendant que les émigrants réalisent leur odyssée impérialiste, de sévères professeurs condamnent la doctrine de Monroë : Hugo Münsterberg, philosophe à Harvard, Adolphe Wagner, économiste berlinois, jugent que la thèse yankee n'est qu'une improvisation périssable et de fondement fragile. L'intérêt de l'Allemagne exige que les Etats-Unis abandonnent leur

tutelle et que de nombreuses légions germaniques envahissent le continent méridional. Münsterberg écrit dans son livre *The Americans*, que les Yankees comprendront bientôt « l'erreur et la folie » de cette thèse, qu'il qualifie de doctrine moribonde. Aucune colonie russe, française, italienne en Amérique du Sud, dit-il, ne pourrait créer de difficultés aux Etats-Unis; seule la doctrine qui interdit leur établissement expliquerait des heurts dans l'avenir. Si on affranchissait l'Amérique du Sud de cette tutelle, si on en limitait la portée à l'Amérique Centrale, les possibilités d'un conflit entre les Etats-Unis et l'Europe diminueraient considérablement. Ce conseil désintéressé ne cache-t-il pas le désir de fonder des colonies sur un continent que la vigilance des Etats-Unis ne protégerait plus?

Un économiste qui, comme Treitschke et Sybel, croit à la mission divine de l'empire allemand, Gustave Schmoller, veut que l'on fonde dans le Brésil austral un pays de vingt ou trente millions d'hommes.

Concentrée dans trois provinces du Brésil, une race pure et hostile lutterait contre les métis brésiliens et les dominerait, ainsi que le veut l'enseignement de ces professeurs de conquête. Cette féconde invasion réaliserait le rêve caressé par de riches banquiers d'Augsbourg, les Velzers, qui, il y a trois siècles, achetèrent une province vénézuélienne à Charles-Quint, monarque hispano-germanique. Héritiers de ce vaste plan avorté, les financiers allemands de nos jours ambitionnent d'implanter une province étrangère au cœur des vastes territoires du Brésil.

Les penseurs brésiliens protestent contre cette conquête allemande déguisée : ils reconnaissent le danger, et veulent le conjurer. Sylvio Romero suggère d'efficaces mesures, dans le but de limiter cette expansion : il voudrait une colonisation du Brésil par des éléments d'origines diverses, un système anglo-

saxon d'éducation développant le goût de l'initiative, le sens de l'effort, une émigration de prolétaires brésiliens qui occuperaient les territoires du Sud contre les Allemands; enfin, l'établissement de colonies militaires dans les régions menacées. C'est la traditionnelle lutte pour la nationalité, pour la possession du sol même. Le langage est un instrument de conquête : il est donc urgent d'imposer la pratique du portugais dans ces écoles du Sud, où des colons prévoyants enseignent seulement leur propre langue. Des syndicats étrangers acquièrent des territoires étendus et nombreux : M. Romero voudrait qu'on interdît ces trusts du sol et que l'on favorisât l'établissement de centres indigènes parmi les populations allemandes. afin de lutter contre cette périlleuse invasion d'une race étrangère [1].

L'inquiétude nationale a même atteint les formes de la vie artistique : Graça Aranha a écrit, dans *Canaan*, le drame du contact des races. C'est l'annonce douloureuse de la conquête. « Pour le moment, dit Milkau, le dominateur blond de la patrie métisse, nous ne sommes pas autre chose qu'un dissolvant de la race de ce pays. Nous faisons là une nouvelle conquête, lente, tenace, pacifique par les moyens qu'elle emploie; mais terrible par ses projets ambitieux. » Hentz, son compagnon, décrit orgueilleuse-

1. Voir *A America latina*. Porto, 1907; p. 323.

M. Onésime Reclus donne le même conseil aux Lusitaniens d'Amérique :

« Qu'en chaque État, dans chaque municipe, ceux chargés de la répartition des terres, n'établissent de colonies polonaises, allemandes, anglaises, irlandaises, sinon des colonies espagnoles, portugaises, brésiliennes, françaises, ou autres analogues; qu'aucune colonie ne soit formée exclusivement de gens d'une seule nationalité; mais bien divisée entre colons de langage différent, qu'on observe strictement une telle loi, et l'Amérique latine pourra résister à la poussée fatale de l'Europe slave ou germaine. » *Le Partage du Monde*; p. 278.

ment le triomphe de l'homme blanc, l'expulsion de « l'homme de couleur, qui naquit sur cette terre ». Il prophétise le terrible avenir : « Les Allemands arriveront avec leur soif de possession et de domination, avec leur âpre originalité de barbares, leurs cohortes infinies; ils tueront les hommes sensuels et fous qui formèrent leurs sociétés sur cette terre splendide et la dégradèrent par leurs turpitudes. »

C'est l'épuration d'un territoire infesté d'esclaves africains. L'Allemagne, mère d'hommes sans nombre, *officina et vagina gentium*, envahit de ses blondes légions la patrie des hommes bruns; elle envoie de chastes Germains à la conquête de la forêt lascive.

Sans nier la réalité de ce péril, on ne peut que reconnaître qu'il sera difficile d'établir, d'une manière durable, sur la terre brésilienne, des colonies qui reflètent les gloires de la *Deutschtum*. Déjà 350.000 Allemands se sont perdus dans la masse nationale : démographiquement, ils ne signifient rien, en face de 19 millions de Brésiliens. Pour fonder un empire colonial à l'intérieur de la République lusitanienne, il est nécessaire d'avoir une forte base d'hommes : les théoriciens de l'expansion germanique voudraient disposer, pour ces riches provinces australes, de 18 à 20 millions d'émigrants. De plus, l'invasion allemande ne se concentre pas encore uniquement au Brésil. Les Etats-Unis absorbent l'alluvion germanique; et les métis brésiliens étant féconds, dans l'avenir la disproportion numérique entre les naturels et leurs blonds envahisseurs sera immense.

D'autre part, le contingent d'immigration tudesque diminue. Les cités modernes de l'Allemagne industrielle croissent en nombre et en population; elles attirent de nouveaux éléments à leur vie artificielle. La multitude rurale qui émigre a changé la direction de son pénible voyage : elle n'abandonne plus sa patrie de tradition, et laisse le travail des champs silencieux

pour celui des villes déprimantes. Son goût s'est affiné; elle préfère les attractions des cités à celles de l'émigration aventureuse. Dans la dernière décade, 30.000 Allemands, à peine, abandonnent chaque année le *Vaterland*[1] : ce n'est pas avec ces misérables légions, réparties entre les Etats-Unis, l'Amérique Centrale et le Brésil, que l'on peut établir un centre de domination dans les pays d'outre-mer.

Les Italiens, enrichis et triomphants, envahissent l'Argentine et le Brésil méridional. C'est un courant d'une intensité croissante : plus de 50.000 Latins émigrent annuellement; ils s'adaptent à leur patrie nouvelle, acquièrent d'immenses étendues de terres, accumulent d'énormes fortunes, imposent des noms d'origine étrangère dans les lettres argentines, dans les salons ploutocratiques du nouveau continent. Ils transmettent l'héritage latin à leur nombreuse lignée. Le groupe hautain de colons allemands ne pourra pas vaincre ces races de mêmes affinités que les naturels, et qui apportent outre-mer la sensualité napolitaine et le bon sens milanais.

Quand l'émigration allemande n'est point excessive sur un point déterminé, elle y forme des populations laborieuses et assimilables. L'Allemand apprend plus facilement que l'Anglais la langue de la nouvelle patrie; il étudie les mœurs locales et les adopte : il apporte aux démocraties inquiètes et agitées d'Amérique, sa lenteur, son esprit d'industrie, son activité méthodique. En Argentine, au Chili, au Pérou, dans les pays où il n'entreprend pas encore d'établir les fondements d'un empire, son influence est féconde.

La tutelle yankee nous semble plus périlleuse que l'invasion allemande.

1. René Gonnard. *L'Emigration européenne au XIXe siècle.* Paris, 1906; p. 126.

## CHAPITRE III

### LE PÉRIL NORD-AMÉRICAIN

La politique des Etats-Unis. — Le « monroïsme » : ses divers aspects. — Grandeur et décadence nord-américaine. — Opposition des deux Amériques latine et anglo-saxonne.

Pour se défendre contre l'impérialisme yankee, les démocraties américaines accepteraient presque l'alliance allemande ou l'aide des armes japonaises : partout, on redoute les Américains du Nord. Dans les Antilles, dans l'Amérique Centrale, l'hostilité contre les envahisseurs anglo-saxons revêt le caractère d'une croisade latine. Les Etats-Unis méritent-ils cette accumulation de haines? Ne sont-ils pas, comme le prêche leur diplomatie, des frères aînés, généreux et tutélaires? Et n'est-ce point là, d'ailleurs, leur rôle dans un continent déchiré par l'anarchie?

Il est nécessaire de définir les différents aspects de leur action en Amérique du Sud : un examen sommaire de leur influence ne pourrait être qu'injuste. Ils conquièrent de nouveaux territoires, mais ils ont défendu l'indépendance d'Etats faibles; ils aspirent à l'hégémonie du continent latin, mais cette ambition a évité de nombreux et graves conflits entre nations sud-américaines. La pression morale des Etats-Unis s'y fait partout sentir, la République impérialiste et maternelle intervient dans tous les conflits intérieurs des démocraties de langue espagnole. Elle suscite ou

étouffe des révolutions; elle remplit une haute mission de culture. Elle use et abuse d'un privilège qu'on ne peut contrecarrer. Pour mieux protéger les Ibéro-Américains, elle a élevé d'orgueilleuses colonnes d'Hercule contre l'ambition du vieux monde.

Parfois, cette influence devient un monopole et les Etats-Unis accaparent les marchés du Sud. Ils poursuivent l'accomplissement du trust des Républiques latines, rève suprême de ses conquistadors multimillionnaires. Alberdi a écrit qu'ils sont le « Puerto Cabello » de l'Amérique nouvelle, c'est-à-dire, qu'à la manière espagnole, ils veulent isoler le continent méridional et arriver à être ses fournisseurs exclusifs d'idées et d'industries.

Leur suprématie fut excellente lorsqu'il s'agit d'asseoir sur de solides fondements d'indépendance vingt Républiques à l'avenir incertain. Les néo-Saxons n'intervinrent point alors dans les guerres du Sud; ils demeurèrent neutres et observèrent la paix que prècha Washington. Ils proclamèrent l'autonomie du continent et contribuèrent à la conservation de l'originalité de l'Amérique méridionale en interdisant la formation de colonies dans ses territoires déserts, en défendant contre l'Europe réactionnaire des Etats républicains et démocratiques.

Mais qui délivrera les Ibéro-Américains des excès de cette influence? *Quis custodiet custodem?* Une suprématie irresponsable est périlleuse.

Naturellement, dans les relations entre les Etats-Unis et les nations du Sud, les actes ne répondent pas toujours aux paroles; l'art oratoire prodigue un idéalisme fraternel, mais de fortes volontés imposent leur ambition impérialiste. Quoique pleins d'attention pour de sonores promesses, les hommes d'Etat du Sud refusent de croire à l'amitié des Yankees; inquiétés par le souvenir d'anciennes et de récentes conquètes, ces peuples exagèrent peut-être le danger qui peut

venir du Nord. Une confiance aveugle et une crainte excessive sont également stériles.

En 1906, à la conférence de Rio de Janeiro, le secrétaire d'Etat Root fut, devant l'Amérique assemblée, le prédicateur laïque de l'évangile nouveau. « Nous ne voulons, dit-il, remporter aucune victoire; nous ne désirons aucun autre territoire que le nôtre, ni une souveraineté plus étendue que celle que nous désirons conserver sur nous-mêmes. Nous considérons que l'indépendance et l'égalité de droits des moindres et plus faibles membres de la famille des nations méritent autant de respect que ceux des grands empires. Nous ne prétendons à aucun droit, privilège ou pouvoir que nous ne concédions librement à chacune des Républiques américaines. » Ce sont là les déclarations solennelles d'un politicien puritain: M. Root continue aux Etats-Unis la noble tradition de Washington, de Jefferson et de Hamilton.

Dix ans auparavant, un autre secrétaire d'Etat américain, M. Olney déclarait, à lord Salisbury, que la grande République saxonne était pratiquement souveraine (*paramount*) du continent américain, et que son *fiat* faisait loi dans les affaires auxquelles s'appliquait son intervention. Où est la vérité, dans la déclaration impérialiste de M. Olney ou dans l'idéalisme de M. Root?

En face de la politique du respect des libertés latines, les instincts d'une ploutocratie triomphante se sont dressés. Le centre de la vie nord-américaine passe de Boston à Chicago : la citadelle de l'idéalisme cède le pas au progrès matériel de la grande cité porcine. Divers courants moraux s'opposent. La tradition puritaine de la nouvelle Angleterre parait inutile pour la lutte violente, le *struggle* du Far-West; la conquête du désert exige une autre morale, morale de lutte, d'âpreté, de succès. Les trusts s'élèvent au-dessus des clameurs impuissantes des faibles. Le

combat entre hommes nouveaux est tumultueux et brutal : comme au temps de la Rome impériale, les derniers républicains se sentent vaincus par une nouvelle caste animée d'impétueuse ardeur. C'est la lutte de l'idéalisme et de la ploutocratie, de la tradition des « *pilgrim fathers* » et de la morale de *Wall street*, des patriciens du Sénat et des rois de *Tammany Hall*.

Les grands partis historiques se divisent : tandis que les démocrates n'oublient pas l'idéal de Washington et de Lincoln, les républicains ne songent qu'à l'impérialisme.

Une élite généreuse pourra-t-elle résister victorieusement à cette impulsion de la race? Peut-être, mais rien n'arrêtera la marche en avant des Etats-Unis. Leur impérialisme est un phénomène inéluctable.

La nation, qui était peuplée de neuf millions d'hommes en 1820, compte au nouveau siècle quatre-vingts millions de citoyens, immense puissance démographique : dans l'espace de dix ans, de 1890 à 1900, cette population expansive s'accroît d'un cinquième. Par la puissance du fer, du blé, du coton, par le pouvoir de son industrialisme conquérant, la démocratie aspire à des destins mondiaux ; la conscience de sa force lui crée de nouveaux devoirs internationaux. L'orgueil yankee croît avec la multiplication infinie de ses richesses et de ses hommes, le sentiment patriotique atteint une telle intensité qu'il se transforme en impérialisme.

Les Etats-Unis acquièrent chez les nations tropicales les produits qu'ils ne possèdent pas. Dominer ces zones fécondes, leur paraît l'idéal géographique d'un peuple septentrional. Leurs industries ne recherchent-elles pas de nouveaux débouchés en Amérique et en Asie? Et la vieille ambition mystique s'ajoute à ces besoins de progrès utilitaire. Nation industrielle, ils prêchent un christianisme pratique à des conti-

nents vieillis, comme l'Europe, à des terres encore barbares comme l'Amérique latine ; ils professent une doctrine d'idéalisme conquérant, fusion étrange de tendances économiques et de ferveur puritaine. La République Très Chrétienne impose à des races inférieures sa tutelle qui les prépare à l'exercice du *self government.*

Cette expansion utilitaire et mystique est opposée à la simplicité primitive du « monroïsme ». En 1823, en face des méthodes politiques de Sainte-Alliance, le président Monroë défend l'originalité républicaine des anciennes colonies espagnoles. Le message célèbre déclarait qu'il n'existait pas en Amérique de terres libres, condamnant ainsi par avance tout projet d'établissement de colonies européennes sur le continent américain désert ; que les Etats-Unis limitaient leur action politique au Nouveau Monde, qu'ils renonçaient à intervenir dans les querelles de l'Europe.

A la fin du siècle, l'absolutisme politique de la Sainte-Alliance n'est plus qu'un souvenir ; la démocratie progresse jusque dans le giron des plus despotiques monarchies. La France est républicaine. L'Europe renonce, après la tragique aventure du Mexique, à organiser des expéditions de conquête. Les Etats-Unis, oubliant leur isolement initial, interviennent dans la politique du monde ; ils défendent l'intégrité de la Chine et prennent part à la conférence d'Algésiras ; ils maintiennent la paix en Orient. Comme au personnage de Térence, rien dans le monde ne les laisse indifférents. Les deux bases de la doctrine de Monroë, absolutisme de l'Europe et isolement des Etats-Unis, n'existent plus ; mais le monroïsme persiste indéfiniment. « Si — dit M. Coolidge, professeur de droit politique à l'Université de Harvard — si, par ses principes, l'Américain se voit amené à des conclusions qui ne lui plaisent pas, d'ordinaire il regimbe, laisse là ses promesses et bondit à des con-

clusions qui lui conviennent mieux. » A la logique des Latins, Américains et Anglais opposent l'utilité, le bon sens, l'instinct.

La doctrine de Monroë subit d'essentielles transformations : elle passe successivement de la défensive à l'intervention, puis à l'offensive. D'une théorie qui condamne tout changement de régime politique chez les nouvelles démocraties, sous la pression de l'Europe ; qui interdit toute acquisition de territoire ; le transfert du pouvoir d'une puissance faible à une puissance forte, naît la doctrine Polk, qui, en 1845, décrète l'annexion du Texas par crainte d'interventions étrangères. Le président Grant demande, en 1870, la mainmise sur Saint-Domingue comme mesure de protection nationale, nouveau corollaire du monroïsme. Le président Johnson ambitionne la possession de Cuba au nom des « lois de gravitation politique qui précipitent les petits Etats dans l'avaloire des grandes puissances ». En 1895, le secrétaire d'Etat Olney, lors du litige entre l'Angleterre et le Vénézuéla, déclarait que les Etats-Unis étaient, en fait, souverains sur l'Amérique. De Monroë à Olney, la doctrine défensive devient une tutelle morale.

Si les théories changent, les frontières sont non moins mobiles. La République vit au milieu d'une expansion territoriale incessante : en 1813, elle acquiert la Louisiane ; en 1819, la Floride ; le Texas, en 1845 et 1850 ; les provinces mexicaines, en 1848 et 1852 ; l'Alaska, en 1858. L'annexion d'Hawaï a lieu en 1898. Dans la même année, Porto-Rico, les Philippines, Guam, une des îles Mariannes, passent, par le traité de Paris, sous la domination yankee. Les Etats-Unis obtiennent les îles Samoa en 1890 ; ils veulent acheter les Antilles danoises en 1902 ; ils plantent leur tente impérialiste à Panama en 1903.

Les interventions deviennent plus fréquentes avec l'expansion des frontières ; dans le territoire de l'Acre

pour y fonder une république de caoutchoutiers; à Panama, pour y développer une province et y construire un canal; à Cuba, sous le couvert de l'amendement Platt, pour maintenir l'ordre à l'intérieur; à Saint-Domingue, pour surveiller les douanes; au Nicaragua, pour soutenir des révolutions civilisatrices et abattre des tyrans; au Vénézuéla, au Centre-Amérique, pour imposer à ces nations, déchirées par des discordes intestines, la tutelle politique et financière de la démocratie impériale. Au Guatémala, au Honduras, les emprunts conclus avec les monarques de la finance nord-américaine réduisent les peuples à un esclavage nouveau. Surveillance des douanes; envois de navires pacificateurs qui défendent les intérêts du nord saxon, tranquillité et paix forcées : voilà les moyens employés. Le *New-York American* annonce que M. Pierpont Morgan se propose d'enserrer les finances de l'Amérique latine dans un vaste réseau de banques yankees. Marchands de Chicago et financiers de Wall Street trament le trust de la viande en Argentine. Les Etats-Unis offrent des millions pour convertir en emprunts yankees ceux que réalisèrent à Londres, au siècle dernier, les Etats latins-américains : ils veulent obtenir le monopole du crédit. On a même annoncé, quoique la nouvelle paraisse peu probable, qu'un syndicat nord-américain voulait acheter d'immenses zones au Guatémala, où l'anglais est langue obligatoire. La fortification du canal de Panama, l'acquisition possible des îles Galapagos dans le Pacifique, sont de nouvelles manifestations de ce progrès impérialiste.

Le monroïsme prend un sens agressif avec M. Roosevelt, le politicien du *big-stick* et de l'intervention à outrance. Roosevelt a conscience de sa mission sacrée; il veut une armée puissante, une marine de guerre voguant majestueusement sur deux Océans. Ses ambitions trouvent un commentaire inattendu dans

un livre de M. Archibald Coolidge, le professeur de Harvard, sur les Etats-Unis comme puissance mondiale. Il y montre l'origine de l'inquiétude des Sud-Américains devant le péril septentrional : « Quand deux Etats contigus — dit-il — sont séparés par une longue ligne de frontières et que l'un des deux croît rapidement, plein de vigueur et de jeunesse, alors que l'autre possède, en même temps qu'une faible population, des territoires riches et désirables et est travaillé par de continuelles révolutions qui l'énervent et l'affaiblissent, le premier s'imposera fatalement au second de la même manière que l'eau cherche toujours à rétablir son niveau. »

Il reconnaît que l'histoire des progrès accomplis par les Etats-Unis n'est pas faite pour tranquilliser l'Amérique du Sud, « que le Yankee croit que ses voisins méridionaux sont des gens vaniteux, enfantins et surtout incapables de maintenir un bon *self-government* ». Il pense que l'exemple de Cuba, libérée « de la domination espagnole, mais non pas de ses troubles intérieurs, rendra les Yankees sceptiques sur l'aptitude des populations latino-américaines de sang mêlé, à se gouverner sans désordres » ; et reconnaît que la « pénétration pacifique » du Mexique par les capitaux américains constitue une menace possible pour l'indépendance de cette République, si la mort de Porfirio Diaz la ramenait à son anarchie primitive et troublait la tranquillité que désirent voir durer les millionnaires du Nord.

Avertissements, conseils, mépris, invasion de capitaux, projets d'hégémonie financière, tout cela justifie l'inquiétude des peuples méridionaux.

Les Nord-Américains aspirent toujours au *Zollverein*, union douanière de toutes les Républiques : ils veulent réunir en leurs mains impériales le commerce du Sud, les productions tropicales. D'un *Zollverein* naquit l'unité allemande et, peut-être demain, se formera,

grâce à lui, cet empire éternel dont rêve le patriotisme de M. Chamberlain. Les Etats-Unis, d'après le sincère professeur Coolidge, sont vis-à-vis de l'Amérique latine, en une situation analogue à celle de la Prusse envers les nations du *Zollverein* : leur population est plus grande, plus imposante. « L'histoire nous montre — écrit-il — que lorsque des Etats faibles et des Etats forts s'associent étroitement, l'indépendance des faibles court certains risques[1]. » L'idéal yankee est, donc, fatalement contraire à l'indépendance latino-américaine.

Pour des raisons géographiques, à cause de son infériorité même, l'Amérique ne peut renoncer à l'influence du Nord saxon, à ses richesses exubérantes, à ses industries. Elle a besoin de capitaux, d'hommes entreprenants, d'explorateurs audacieux : les Etats-Unis les lui envoient avec prodigalité. La défense du Sud devra consister à éviter l'établissement de privilèges ou de monopoles, tant en faveur des Yankees que des Européens.

Il faut connaître non seulement les fondements de la grandeur nord-américaine, mais les faiblesses de la démocratie saxonne, pour se libérer des dangers d'une imitation excessive.

Les Anglo-Saxons d'Amérique ont créé une admirable démocratie sur une terre prodigue. Une caravane de races a planté ses tentes de l'Atlantique au Pacifique, fécondé le désert de son sang impétueux. Hollandais, Français, Saxons, Allemands, gens de toutes sectes, quakers, presbytériens, catholiques, puritains, ont mêlé leurs *credos* dans une même patrie multiforme. Au contact de la terre nouvelle, les hommes ont ressenti l'orgueil de créer et de vivre. Initiative, affirmation de soi (*self assertion*) confiance de soi (*self reliance*) audace, amour de l'aventure,

1. Ouvrage cité, pp. 328 et 329.

toutes les formes de la volonté conquérante s'unissent en cette République de l'énergie. Un optimisme triomphal accélère le rythme de la vie, une immense agitation créatrice bâtit des villes dans le désert, fonde de nouvelles ploutocraties au milieu du vertige des marchés. Des ateliers, des usines, des banques, de l'obscure agitation du *Wall Street*, de l'insolence architecturale des gratte-ciels, du Far-West bigarré et grossier, s'élève perpétuellement un hymne farouche, qui témoigne de la bataille acharnée de la volonté contre le destin, de la génération, contre la mort. Les poètes exaltent la grandeur de l'Amérique perdurable.

Ecoutez Walt Whitman, l'aède de cette démocratie en marche :

> « Long, too long America...
> For who except myself has yet conceived
> What your children en-masse really are...?
> I will make the most splendid race the sun
> Ever shone upon. »

dit-il en ses libres rimes.

> « O mother of a mighty race ! »

s'exclame Bryant, en célébrant les gloires du Nord-Amérique ; et l'exquis Whittier, voudrait que les Etats-Unis dominassent le monde antique de leur propre force :

> « And cast in some divine mould,
> Let the new cycle shame the old. »

Ils ont concilié l'égalité avec la liberté, dans les mœurs et dans les lois. Le « fair play », les chances presque identiques que la République ménage à ses citoyens, en créant des écoles, en stimulant l'avancement des hommes nouveaux (*self made men*) dans la société, constituent les bases profondes de la vie d'une République. Equité et égalité dominent l'âpre

marche en avant des citoyens : égalité dans les luttes industrielles contre les monopoles, égalité entre les églises contre l'intolérance, égalité à l'école contre les privilèges que crée la richesse. Cette exaltation tenace de la liberté s'harmonise avec le sentiment de la discipline sociale. Le sens germanique d'organisation s'ajoute à l'individualisme saxon; les associations se multiplient en mailles d'un réseau gigantesque étendu sur tout le territoire : clubs, ligues, sociétés de coopération et de production, institutions de philanthropie.

Mais cette civilisation, dans laquelle des hommes de forte musculature conquièrent la richesse, inventent des machines, créent des villes nouvelles et professent un christianisme fécond en énergie, n'a pas la majesté des constructions harmonieuses. C'est l'œuvre violente d'un peuple aux origines diverses, et que n'a pas revêtue la patine ennoblissante de la tradition et des siècles. Dans les villes que des ouvriers inquiets élèvent hâtivement sur la terre barbare, on n'aperçoit encore pas d'unité définitive. Des antagonismes de race troublent l'évolution nord-américaine : les nègres envahissent le Midi; Japonais et Orientaux aspirent à la conquête de l'Ouest. La civilisation néo-saxone recherche encore la forme finale qu'elle prendra, et, en attendant, crée de l'opulence au milieu de l'indiscipline régnante. « On trouve aux Etats-Unis, dit M. André Chevrillon, un système politique, mais non pas une organisation sociale. » Les traditions admirables d'Hamilton et de Jefferson ont à subir les attaques d'influences nouvelles, le progrès de la ploutocratie, la corruption des fonctions administratives, la dissolution des partis, le pouvoir abusif des monopoles. L'axe de la grande nation se déplace vers l'Ouest, et chaque étape nouvelle marque le triomphe de la vulgarité.

Une ville tentaculaire, New-York, pourrait être le

symbole de cette nation extraordinaire : elle nous offre le vertige, l'audace, tout le défaut de proportions de la vie américaine. Près de la misère du Ghetto et des spectacles troublants de Chinatown on peut admirer les richesses de la Cinquième Avenue et les palais de marbre, qui plagient l'architecture des villes toscanes. En face de l'obscur troupeau des immigrants parqués dans les docks, on trouve le luxe raffiné des hôtels ploutocrates ; en face des édifices majestueux de Broadway, les maisons des avenues parallèles, qui ressemblent aux tentes volantes d'une foire provinciale. Confusion, tumulte, instabilité voilà les traits frappants de la démocratie nord-américaine. Ni l'ironie, ni la grâce, ni le scepticisme, dons des vieilles civilisations, ne s'y opposent à la brutalité plébéienne, à l'optimisme excessif, à l'individualisme violent.

Tout contribue au triomphe de la médiocrité : la multitude des écoles primaires, les vices de l'utilitarisme, le culte de *l'average citizen*, le M. Homais d'outre-mer, la tyrannie de l'opinion étudiée par Tocqueville ; et, dans cette vulgarité sans traditions, sans aristocratie dirigeante, le retour au type primitif du Peau-Rouge, qu'ont déjà signalé des observateurs perspicaces, menace la fière démocratie. De l'excès de tension des volontés, de l'état « primaire » de la culture, de l'agitation perpétuelle de la vie, de l'âpreté de la lutte industrielle, naîtront dans l'avenir l'anarchie et la violence. C'est en vain qu'on cherchera dans cent ans « l'âme américaine » ou le « génie de l'Amérique » ailleurs que dans la force indisciplinée ou dans la violence irrespectueuse des lois morales.

Chez les nations anglo-saxonnes, l'individualisme trouve ses bornes dans l'existence d'un foyer stable ; il peut aussi lutter contre l'État selon la formule consacrée par Spencer : « *the man versus the state* ». Il défend son autonomie jalouse contre les lois exces-

sives, contre l'intervention du gouvernement dans les batailles économiques et dans la vie de famille. Et précisément l'esprit de famille s'affaiblit dans l'Amérique du Nord, sous la pression exercée par de nouvelles conditions sociales. La natalité diminue et les foyers des immigrants étrangers contribuent fortement à former les générations d'aujourd'hui ; le stock natif héritier des bonnes traditions de la race, paraît être submergé peu à peu par le nouveau flot humain. Un fonctionnaire nord-américain écrit que « la décroissance de la natalité amènera des changements complets dans le système social de la République »[1] : il en résultera l'abandon de l'austérité traditionnelle, des notions de sacrifice et de devoir. Les descendants des races étrangères constitueront les Etats-Unis de l'avenir. L'héritage national est menacé par l'invasion de Slaves et d'Orientaux, par la fécondité des nègres : une douloureuse inquiétude pèse sur les destinées de la race.

La famille est instable, les divorces augmentent en proportion extraordinaire. De 1870 à 1905 la population a doublé ; mais pendant cette même période, le nombre des divorces a sextuplé et les mariages sont moins nombreux. Il n'y a pas de fixité dans les éléments sociaux et les causes de cet état de transition ne disparaîtront pas, car elles sont intimement unies au développement de la civilisation industrielle qui a apporté un nouvel idéal de bonheur. En émancipant hommes et femmes des anciens principes moraux, elle a modifié la moralité sexuelle ; en précipitant le progrès social, elle a donné plus d'âpreté à la mêlée sociale, plus d'égoïsme aux luttes humaines.

L'immigration excessive, hétérogène, empêche les cristallisations définitives : dans les derniers dix ans,

1. *Race Improvement in the United States.* Publications de l'Académie des Sciences politiques et sociales de Philadelphie, 1909 ; pp. 70-71 et suiv.

8.515.000 étrangers entrèrent dans la grande union hospitalière. Ils provenaient soit d'Allemagne, soit d'Irlande, soit de Russie, soit enfin de l'Italie méridionale. On calcule que les Etats-Unis peuvent s'assimiler de 150 à 200.000 émigrants chaque année; mais ils ne peuvent certainement pas accueillir sans défiance une telle foule accablante d'un million d'êtres humains.

La criminalité augmente; l'élaboration d'un type commun parmi ces hommes de différentes origines se fait plus lente. Sans doute, à l'abri de la fédération politique des divers Etats, il se formera une agglomération confuse de races, et ceci justifierait l'interrogation du professeur Ripley : « les Américains du nord — dit-il, — « ont été témoins de la disparition des Indiens et des buffles; mais pourraient-ils dire aujourd'hui si les anglo-saxons leur survivront?... »

Lorsqu'on prétend imiter les Etats-Unis, il ne faut pas oublier que la civilisation des hommes du Nord présente ces symptômes de décadence.

L'Europe offre aux démocraties latino-américaines ce que celles-ci vont demander à l'Amérique Saxonne, qui fut elle-même formée dans ses écoles. Nous trouvons esprit pratique, industrialisme, liberté politique en Angleterre; organisation et instruction en Allemagne; en France, génie inventif, culture, richesse, grandes universités, démocratie. De ces peuples dominateurs, le nouveau monde latin doit recevoir directement le legs de la civilisation occidentale.

Des divergences essentielles séparent les deux Amériques. Différences de langage, et, par là même, d'esprit; opposition entre le catholicisme espagnol et le protestantisme multiforme des anglo-saxons; entre l'individualisme yankee et l'omnipotence de l'Etat chez les nations du sud. Dans leur origine même, dans la race, on trouve des antagonismes fondamentaux : l'évolution du nord est lente, docile

aux enseignements du temps, aux influences de l'habitude ; l'histoire des peuples méridionaux est pleine de révolutions, riche de rêves d'une perfection irréalisable.

Les Yankees haïssent les métis, les impurs mariages entre blancs et nègres, qui ont lieu dans les foyers du sud latin ; aucune manifestation du panaméricanisme ne sera assez puissante pour détruire ce préjugé de races enraciné au nord du Mexique. Les métis et leurs descendants gouvernent les démocraties ibéro-américaines ; et la République formée par des Allemands et des Anglais conservera pour les hommes du Tropique le même mépris qu'elle prodigue aux esclaves de la Virginie, libérés par Lincoln.

Dans son amitié pour eux il y aura du mépris ; dans ses progrès, une conquête ; dans sa politique des ambitions d'hégémonie. C'est la fatalité du sang, plus forte que les affinités politiques ou les rapprochements géographiques.

Au lieu de se prêter à une impossible fusion, les néo-latins doivent conserver les traditions qui leur sont propres. Le développement des influences européennes qui les enrichissent et les perfectionnent, l'épuration du métissage, l'immigration qui forme des centres de résistance contre toute possibilité de conquête, sont les divers aspects de cet américanisme latin[1].

1. Le sociologue mexicain F. Bulnes écrit dans son livre *l'Avenir des nations hispano-américaines* :

« Il est plus que probable qu'en 1980 les Etats-Unis auront une population de 250 millions d'habitants. Ils suffiront à peine alors à subvenir aux besoins de cette population et ne pourront plus céder au monde l'énorme quantité de céréales qu'ils lui cèdent aujourd'hui. Il leur faudra donc opter entre le recours aux méthodes de culture intensive et la conquête des terres extra-tropicales de l'Amérique latine, propres, par leurs conditions, à la production facile et à bon marché de céréales excellentes. » (Mexico, 1899 ; p. 122.)

## CHAPITRE IV

### UNE EXPÉRIENCE POLITIQUE : CUBA

L'œuvre espagnole.— Les réformes nord-américaines.—L'avenir.

Tour à tour espagnole et yankee, agitée souvent par la lutte de deux américanismes, l'histoire de la « perle des Antilles » a été une longue expérience politique. Son résultat, le succès de l'une ou de l'autre méthode, signifiera l'excellence ou l'incapacité des Latins d'Amérique dans l'art d'organiser un Etat et d'instituer une République.

Dernière colonie, vestige du vaste empire espagnol d'outre-mer, on y retrouve encore, vers la fin du XIXe siècle, l'influence politique et morale de la métropole. — Exubérante terre classique du tabac et du sucre, son opulence tropicale lui amenait des pionniers et des colons. Aussi, l'Espagne luttait-elle pour garder ce pays, qu'elle donnait en récompense de l'audace de ses aventuriers et de la rapacité de ses fonctionnaires.

Situation géographique, richesse, tradition, tout y est exceptionnel. La race — imaginative et précoce — est féconde en poètes, en héros, en tribuns. On voit des généraux de trente ans, de lyriques traineurs de sabre partagés entre les batailles et les vers, des *guerrilleurs* irréductibles, des orateurs à l'abondante éloquence tropicale, des pèlerins passionnés, qui s'en vont contant, à travers l'Amérique, les misères de la tyrannie espagnole : sombre récit qui rendra

les démocraties délivrées attentives au destin de la sœur captive. Ainsi fit frémir en Europe le sort de la Pologne ou de l'Irlande. Etonnante audace de ces soldats, Garcia, Maceo, Gomez, défendant, jusqu'à mourir, la liberté nationale : âpre lutte corps à corps ou guerre d'escarmouches. De la haute lignée des Bolivar, de San Martin et de Sucre, le dernier des « Libertadores », à la fois poète, homme d'Etat et guerrier, et, mieux chevalier gothique, épris d'une idéale Dulcinée, l'autonomie cubaine : Marti en est le capitaine représentatif.

De même que dans les autres colonies, libres depuis cent ans, l'action de l'Espagne à Cuba fut à la fois créatrice et bornée, utile et néfaste. Quel effort plus paradoxal que celui de gêner d'entraves et de monopoles la vie de ces mêmes villes dont la naissance et le développement étaient son œuvre? Autoritaire, elle poursuit toute envie de liberté, et dans l'île, consumée par la haine des races — la vieille haine des conquérants et des créoles — elle répondra à toute demande révolutionnaire d'indépendance par des répressions terribles. Tel gouverneur y a laissé les rouges traces d'un duc d'Albe, pacificateur des Flandres.

A Madrid, un grand ministre, Canovas del Castillo, traditionaliste intransigeant, croyait que l'Espagne devait avoir, « pour garder sa position dans le monde », un empire colonial. Dès lors, seule une action énergique sur les îles révoltées pouvait sauver la métropole. Déjà, en 1865, aux débuts de sa carrière, il veut limiter la représentation de Cuba et de Puerto Rico; et, en 1868, quand éclate la longue guerre, il appuie les exigences des 9.000 Espagnols de la colonie qui demandent le rejet de toute réforme[1]. Arrivé au pouvoir, en 1876, Canovas est

1. Cf. le livre de E. Piñeyro : *Como acabó la dominación de España en América*. Paris, s. d., *passim*.

encore plus affirmatif : le problème cubain n'est résoluble que par la violence. A la générosité d'un Martinez Campos, succède bientôt l'inflexibilité de gouverneurs qui font de l'île merveilleuse une vaste caserne. Les timides libertés accordées à Zanjon seront tôt supprimées; ni élections populaires, ni libertés commerciales; mais la loi martiale, et un général pour aider les Espagnols de l'île dans la guerre contre mulâtres et créoles.

En 1878, la première guerre civile est finie; mais en 1895. la révolte est si vivante, si populaire, si terrible, que Martinez Campos abandonne le gouvernement de l'île, se sentant incapable de « fusillements et autres faits du même genre ». Marti, tragique symbole de la révolte, est tué. Le général Weyler instaure le régime de la Terreur; l'île s'épuise. Nul ne peut déloger les guerillas des plantations de canne à sucre qui leur servent de refuge. Weyler ordonne la « reconcentration » des femmes, des enfants et des vieillards dans les villes fortifiées. Le délit d'opinion est puni de mort, et on exige une soumission qui isole. L'intervention des Etats-Unis force l'Espagne à accorder, en 1896, une autonomie fragile. L'assassinat de Canovas par un anarchiste permet une réaction contre ses idées intransigeantes et on offre la constitution de Chambres sans autorité, pourtant, sur le gouverneur mandé par la métropole; d'un Conseil d'administration où des Cubains auraient accès; mais on néglige les intérêts économiques, et le sucre et le tabac n'obtiennent pas de franchise.

Cuba attendait son croisé, son Lohengrin : les Etats-Unis remplirent ce rôle. Attentifs aux affaires de l'île, ils négocient une intervention avec des agents non officiels; et New-York est le port des expéditions de flibustiers. Les péripéties de cette campagne yankee, dirigée contre l'Espagne, sont connues; de l'explosion du *Maine*, dans les côtes de

l'île, au traité de Paris. Une fois leur rivale vaincue, les Yankees vont-ils donner à Cuba cette liberté tant souhaitée? Puerto Rico est conquis. Cuba n'obtient qu'une bien médiocre autonomie.

Etude malaisée, celle qui reconnaîtrait quoi — ambition impériale ou élan chevaleresque, cher encore à force Cubains — poussa les Américains dans l'aventure. L'opinion de leurs politiciens fut toujours nette : annexion de l'île ou *statu quo*. Ils craignaient que l'Espagne cédât à une puissance mieux armée cette colonie, escomptée, dès les temps de Jefferson. parmi les contrées qu'une « loi de gravitation politique » devait leur donner. Un éminent historien et diplomate brésilien, M. Oliveira Lima, a même démontré que quand Bolivar, après avoir convoqué le Congrès de Panama, voulut, en 1826, comme dernière étape de sa vaste épopée, donner la liberté à Cuba, les Etats-Unis l'en empêchèrent. Car ils savaient que l'indépendance signifiait aussi l'affranchissement des races asservies, et il fallait des esclaves à la riche et orgueilleuse féodalité de Virginie. Ces terres tropicales, Cuba et Puerto Rico, étaient la proie promise au futur impérialisme fédéral, et l'Espagne pouvait en demeurer la gardienne, jusqu'à ce que la puissance yankee pût en exiger la cession ou en faire la conquête.

Ainsi, ce même intérêt yankee qui interdisait, en 1826, l'indépendance de Cuba, donnait plus tard à choisir entre son autonomie ou la guerre, tragique dilemme auquel la hautaine métropole ne pouvait se soustraire. Entre l'âpreté commerçante de jadis et ce récent don-quichottisme, l'opposition n'est qu'apparente : une logique cachée guide la politique américaine. Si l'on considère le but : s'assurer le contrôle incontesté de la mer Caribe, par l'achat ou l'annexion d'îles, l'attitude d'hier, d'un pays qui n'avait pas encore peuplé son propre territoire et celle que pro-

voque aujourd'hui la pléthore des richesses et d'hommes, n'apparaissent plus inconciliables.

Déjà en 1845, on discute, à Washington, l'achat de Cuba. Le célèbre « manifeste d'Ostende » (1854) lancé par les diplomates américains, expliquait leur droit à s'emparer de l'île au cas où l'Espagne en refuserait la vente. Cette résolution de rendre indépendant un pays qu'ils désespéraient d'acheter ne fut donc que la fin d'une longue campagne.

Sans doute, en 1898, une fois la paix signée et Puerto Rico conquis, ils respecteront cette indépendance. Mais leur détachement est incomplet : ils occupent l'île, y envoient des gouverneurs, en réforment, généreusement, les finances, l'instruction, l'hygiène. Tutelle provisoire, bientôt suivie de la proclamation de la République. Etait-ce là l'indépendance que Marti rêvait? Le traité qui la proclamait l'amoindrit aussi : l'amendement Platt y insinuait, en marge d'un texte libéral, que les Etats-Unis se réservaient le droit d'intervention pour remédier à l'anarchie possible. Etrange sévérité que d'exiger d'une République tropicale inexpérimentée, où l'hostilité des castes est vivace, une vie sereine et sans violences. L'occupation militaire éventuelle pour dompter la révolte, c'était, pour l'indépendance, un empiétement dangereux. L'intervention dans les affaires publiques de l'ancienne colonie espagnole, répétée deux fois, fut toujours suivie, dans la presse jaune, d'une campagne d'annexion. Il est difficile de prévoir si l'impérialisme yankee, toujours plus avide, respectera, à l'avenir, malgré les occupations périodiques, l'autonomie de l'île. Il conseillera plutôt, lassé par la turbulence d'une démocratie incapable de « self government », le protectorat, la définitive conquête.

Deviendra-t-elle un jour, la belle Antille, un Etat de la Confédération anglo-saxonne? Dans l'ordre

politique et social, l'accès des Cubains dans cette démocratie, causerait un trouble aussi profond que celui créé par l'immigration japonaise dans le Far-West. Les ploutocrates d'Amérique méprisent trop les métis et les nègres pour accepter les députés d'une contrée où le mélange des races très profond compte un important apport africain. Comment une société qui hait le nègre en supporterait-elle une autre, gouvernée par des métis d'Espagnol, de nègre et d'Indien? Le protectorat serait un acheminement vers ce « control of the Tropics » que M. Kidd et autres sociologues anglo-saxons imaginent être l'apanage de leur race.

L'œuvre civilisatrice des Etats-Unis a été admirable. Une fois l'Espagne vaincue et sa colonie conquise, ils transforment dans l'île l'enseignement, les finances, l'hygiène, pour préparer un peuple à la liberté qu'il ignore. Ils tardent quatre ans à la lui donner, quatre ans de pédagogie dont le général de brigade Wood, chef militaire et civil, eut la charge, jusqu'au jour, 20 mai 1902, où « grâce à la bonne volonté du Président Roosevelt, nous fûmes reconnus majeurs »[1].

Quatre années d'extraordinaire activité transforment l'île épuisée en une contrée prospère, réforme que les mémoires du général Wood nous font suivre. Deux années de lutte font disparaître la fièvre jaune, qui régnait à La Havane depuis 1762. Les Yankees s'efforcent de détruire les moustiques, véhicules du mal, et, assainissant la ville, y font décroître la mortalité de 91,3 p. 1000, en 1898, à 20,63 en 1902. Dans la même période, la mortalité dans les troupes américaines d'occupation s'abaissait de 91,03 à 20,68. Ils attaquent aussi la *malaria* et la tuberculose, jusqu'à faire de La Havane, écrit avec fierté l'un d'eux, une des villes les plus saines de l'Amérique.

1. Enrique Collazo. *Cuba intervenida*. Habana, 1910; p. 93.

Le pavage, l'établissement d'égouts, la démolition de vieux édifices, la construction d'autres : asiles, hôpitaux, prisons, donnent à l'île un aspect à la fois moderne et sain. L'argent du fisc, mal employé jadis par une bureaucratie malhabile, trouve un emploi utile ; les dilapidations sont signalées, les chemins de fer reçoivent un statut. Les Yankees tracent des routes, sachant combien la prospérité de l'île en dépend : en 1906, seconde année de l'occupation, on n'y comptait que 610 kilomètres de routes carrossables[1]. La Jamaïque, d'une superficie cinq fois moindre, en avait 10.113.

Les communications ainsi rendues faciles, l'industrie du sucre, à laquelle est lié le sort de l'île, se développa avec force. Les Nord-Américains n'oublient pas d'attirer l'immigration et de reconstruire des ports.

Le gouvernement de M. Wood installe des écoles modernes dans les vieilles bâtisses espagnoles, en édifie de spéciales, des *kindergarten*, des écoles de travail manuel dans les grandes villes.

Sous les Espagnols, l'instruction était obligatoire, sans doute, mais ce furent les Yankees qui donnèrent vie à la loi désuète. Des amendes punirent la négligence paternelle. Un millier d'instituteurs vont à Harvard, dans la seule année de 1900, envoyés par Wood, pour vivifier leur enseignement routinier; de nouvelles méthodes pédagogiques et une culture plus vaste modifient fortement la vie politique et sociale. Les Yankees ont laissé dix fois plus d'écoles qu'ils n'en trouvèrent, et une éducation adéquate à la race, à l'enfant cubain, « impressionnable, nerveux, furieusement imaginatif ».

Le gouverneur Wood demande à son pays de réduire de moitié les tarifs douaniers qui visent le café, les fruits, le sucre, produits de l'île, comme

1. V. *Informe del Gobernador Charles E. Magoon*. Habana, 1909 ; pp. 26 et 39.

base d'une *Zollverein* profitable aux deux pays. Il se plaint, dans son mémoire, de l'indifférence des riches envers la vie communale et la politique qu'il veut rendre plus actives. Une loi, qu'il édicte, réglemente les élections dans la République nouvelle.

Les Cubains reconnaissent volontiers que les Américains ont fait une œuvre excellente d'éducation et de finances, mais les accusent d'avoir provoqué dans la vie politique une corruption analogue à celle qui, à *Tammany Hall*, suscite des « bosses » ou meneurs, et remplace la violence par la fraude. Il est malaisé de se prononcer, certes ; mais, peut-être, la réaction contre ces méthodes dangereuses fut-elle insuffisante. En 1906, après quatre années de vie indépendante, le Président Estrada Palma demanda l'intervention. Il faut reconnaître que les Américains ne l'effectuèrent pas sans inquiétude : M. Roosevelt, dans une lettre au diplomate cubain M. Gonzalo de Quesada, donnait de nobles conseils : « J'exhorte solennellement les patriotes cubains, écrit-il, de s'unir étroitement, d'oublier leurs différends et leurs ambitions personnelles, et de se souvenir qu'ils ont un seul moyen de sauvegarder l'indépendance de la République : éviter à tout prix le besoin d'une intervention étrangère, destinée à les délivrer de la guerre civile et de l'anarchie. »

Inattentifs à la voix du biblique Président, ils lui demandent de mettre fin à la longue querelle des libéraux et des modérés. Les Américains occupent l'île pendant un an ; M. Taft, leur Président actuel, fut un des pacificateurs. Il est difficile de savoir si, après leur départ, les anarchiques habitants de l'Antille ont fait des progrès. Un de ses plus remarquables politiciens, M. Mendez Capote, croit qu'à Cuba — et plus généralement dans un pays trop jeune, où le gouvernement a besoin d'une autorité sans faiblesses pour mater les discordes — des repré-

sentants d'un ou de deux partis politiques devraient appartenir au cabinet, afin de rendre la vie politique moins disparate et moins changeante[1]. Et cette organisation est précisément impraticable dans une démocratie qui passe alternativement de la révolte à la dictature.

Quelques Cubains, satisfaits des progrès matériels, voudraient l'annexion. D'autres, et, parmi eux, un des plus remarquables écrivains du pays, M. Jesus Castellanos, ne se lassent pas de donner aux Etats-Unis, en souvenir de leur heureuse intervention, le titre de « grande République sœur ». Elle leur a donné, certes, l'autonomie : ne serait-ce pas un traître don? *Timeo Danaos et dona ferentes.* L'intérêt historique des Américains pour l'Antille se trouve aujourd'hui augmenté par des visées impérialistes. Un professeur de l'Université de Harvard, M. Coodlige, écrit dans un livre déjà cité : « Un coup d'œil sur la carte suffit à faire saisir combien l'île a pour les Etats-Unis de l'importance. De grande valeur par ses nombreuses ressources naturelles et son climat tempéré, elle est, stratégiquement, la clef du Golfe du Mexique, où la vallée du Mississipi se termine face à la mer Caribe et au futur Canal de Panama. Situation comparable à celle de la Crète dans la Méditerranée orientale. »

Le danger est donc grave pour l'île, déjà dans la gueule du lion. Seule une politique astucieuse pourrait maintenir vivant l'espoir de la délivrance. La servitude offerte par le cyclope moderne n'est que pilule dorée : pour l'avaler, des marchands de l'île oublieraient vite la fierté nationale. Faisant l'analyse d'un livre de Rodo, M. Jesus Castellanos a dénoncé l'utilitarisme outrancier de ces hommes, cupides et dénués d'idéalisme : matérialisme grossier, qui rend impossible un effort collectif pour l'unité nationale. Poètes

1 Cité dans le livre *Cuban pacification*. Washington, 1907 ; p. 506.

et rêveurs, il faudrait que les Cubains changeassent prodigieusement pour s'intéresser à l'action, pour savoir reconnaître, dans le fatras des luttes politiques, l'intérêt du pays, pour établir la solidarité là où l'anarchie est maîtresse, et tempérer leur nonchalante confiance en les Yankees par un indispensable scepticisme préservateur. Parviendront-ils à transformer leurs dons intellectuels en une moins éclatante, mais plus efficace, capacité de lutte et de discipline? Acquerront-ils le sens du réel? Cuba sert d'expérience au Nouveau Monde latin. Elle souffre de ce caractéristique mal de la race : le divorce entre l'intelligence et la volonté.

Contre l'envahissement anglo-saxon, elle oppose, très espagnole encore, sa délivrance étant d'hier, mais américaine aussi par le mélange des deux races, vaincue et conquérante; les faiblesses et les vertus latines. La perte de son indépendance serait pour les Républiques du Centre et pour le Mexique même, où l'anarchie prépare la servitude, une rude leçon. Les Etats-Unis offrent la paix au prix de la liberté. Alternative douloureuse : indépendance ou richesse, progrès matériel ou traditions. Le choix est pénible entre la dignité et l'avenir. Seule, une immigration abondante, sous de « bons tyrans » assez forts pour rendre la paix durable, une orientation nouvelle de la vie nationale rendant les affaires, la vie rurale, l'industrie plus importantes que la politique, pourraient sauver ce pays du sort tragique qui lui semble dévolu.

Une nouvelle intervention, suivie sans doute d'annexion, démontrera, triste épreuve, l'incapacité américaine de se gouverner. La domination successive des Anglo-Saxons et des créoles rendra évidente la supériorité de ceux-là dans l'ordre administratif, économique et politique.

## CHAPITRE V

### LA MENACE JAPONAISE

Les ambitions du Mikado. — Les « Shin Nihon » en Amérique occidentale. — L'invasion pacifique. — Nippons et Américains.

En face des Etats-Unis, dans le mystéreux Orient, il existe un Empire étendu, qui envoie vers le Nouveau Monde des légions d'envahisseurs pacifiques. Anticipant les victoires japonaises, le Kaiser annonça à l'Europe somnolente le terrible péril jaune : de nouvelles hordes, comme celles de Gengis-Khan, devaient détruire les trésors de la civilisation occidentale. Ce danger, à la suite de la défaite russe et de l'alliance avec l'Angleterre, se fait sentir dans l'Amérique depuis Vancouver et la Californie jusqu'au Chili.

Dominer le Pacifique est à la fois l'ambition de la République nord-américaine et celle de la monarchie asiatique.

Avant de gouverner l'Amérique, les Japonais, en butte à l'hostilité des Californiens, livreront au Nord la grande bataille qui décidera du sort de leur conquête. La doctrine de Monroë, qui libéra l'Amérique Latine de la tutelle de la Sainte-Alliance, est peut-être destinée à la protéger aussi contre la menace de l'Orient. Les Anglo-Saxons ne peuvent tolérer que des colonies japonaises se fondent sur la côte méridionale de l'Amérique : pour s'y opposer, ils brisent l'obstacle qu'est pour eux l'Isthme, ils y creusent un

canal, ils le fortifient, ils augmentent le nombre de leurs navires. Les Etats-Unis comprennent que leur avenir se jouera en Orient, et ils deviennent par l'acquisition des Philippines une puissance asiatique. Ils défendent l'intégrité de la Chine, président à la paix russo-japonaise, exigent la neutralité des chemins de fer mandchous, réclament une participation financière aux emprunts chinois et aux entreprises de civilisation matérielle. La politique de M. Taft tend à assurer à son pays le contrôle des finances chinoises.

L'industrie nord-américaine veut se créer des débouchés en Asie, parce que l'Amérique du Sud est encore un fief commercial de l'Europe. D'autre part, la population japonaise croît d'une manière si excessive que l'émigration est un phénomène nécessaire pour ce pays : un peuple de marins tenu à l'étroit par l'Océan doit s'adonner aux aventures fécondes. D'ailleurs l'Etat stimule l'exode ; le socialisme l'inquiète, la dense population de prolétaires crée d'implacables antagonismes de castes. Des anarchistes, de brillants propagateurs de doctrines européennes, font partager leurs convictions à la multitude qui végète sur une terre misérable. L'industrialisme, les transformations de la nation rendent plus âpre encore la protestation des déshérités.

Ce courant d'émigration n'est ni désordonné, ni stérile. Plus encore que l'Allemand, le Japonais est un émissaire de visées impérialistes. Il ne s'assimile pas dans la nationalité nouvelle où il vit ; il ne se naturalise pas sous la protection de lois hospitalières : il conserve son culte pour le Mikado, ses traditions nationales, sa noble dévotion envers les morts.

Le Japon aspire à la domination politique et à l'hégémonie économique en Corée et dans la Chine septentrionale. Il annexe la Corée, et, en arborant l'étendard impérial sur cette péninsule, il devient

puissance continentale. Il reçut de la Chine archaïque des leçons de sagesse, des artistes, des philosophes ; et, aujourd'hui, l'initié veut dominer l'initiateur. Le Japon transforme la Chine et lui transmet les méthodes de l'Occident, la philosophie d'Heidelberg, les arts de Paris. En Mandchourie, malgré des ambitions nord-américaines, il prétend commander par l'entremise de ses industriels et de ses banquiers.

« L'Asie aux Asiatiques ! » ont proclamé les Nippons, opposant ainsi cette formule exclusive à celle des Yankees : « L'Amérique aux Américains ! »

Ni l'un ni l'autre de ces deux peuples ne respecte l'autonomie des nations étrangères. Les Etats-Unis conquièrent économiquement l'Asie, et le Japon, défenseur de l'originalité orientale, envahit lentement le Far-West américain. Les Philippines pour les Etats-Unis, Hawaï pour le Japon, sont des positions avancées de l'expansion commerciale d'une part et de l'impérialisme de l'autre.

Nous sommes donc en présence d'une lutte de races, d'un choc d'intérêts inconciliables. On note chez l'orgueilleuse démocratie nord-américaine une inquiétude qui se révèle par l'exclusion hostile des Japonais de la vie de l'Ouest et par d'inébranlables préjugés de race. Le général nord-américain Homer Lee, dans un livre pessimiste : *The Valor of Ignorance*, dit qu'une nation hétérogène, où les étrangers constituent la moitié de la population totale, ne pourra jamais vaincre le Japon. Il prévoit que l'empire insulaire, après avoir éliminé ses deux rivaux : la Russie et la Chine par des guerres successives, vaincra les Etats-Unis et occupera dans le Nord-Ouest américain de vastes territoires. Seule l'alliance avec l'Angleterre, « liée aujourd'hui aux destins du Japon », pourrait sauver la République nord-américaine de la mainmise de ses rivaux orientaux.

De tels présages ne revêtent pas cependant un

caractère général. En attendant la guerre future, la lutte pour le Pacifique demeure toujours aussi forte entre ces puissances hostiles. Les émigrants japonais s'arrêtent aux îles Hawaï; ils s'assimilent les méthodes américaines et reprennent leur exode vers l'Eldorado californien. Aux îles, ils sont électeurs, ils dominent par le nombre, ils changent avec une mobilité extraordinaire de profession et d'industrie; puis, ils retournent à la métropole, ou restent et conservent le sentiment inviolable de leur nationalité. En Californie, ils exercent d'humbles métiers; ils se préparent sourdement à la conquête. D'innombrables légionnaires arrivent ainsi d'Orient; ils sont audacieux, spéculateurs, orgueilleux; ils aspirent à la domination économique.

Là-bas, en Californie, dans cette âpre terre de l'aventure et de l'or, le problème de l'immigration japonaise se complique. M. Louis Aubert explique que les Nippons constituent dans cet Etat une défense nécessaire contre la tyrannie des syndicats[1]. Ils acceptent un salaire dérisoire et fournissent à l'oligarchie financière des bras utiles et des estomacs sobres. Alors que les groupements ouvriers exigent l'augmentation des salaires et menacent de grèves et de revendications socialistes les ploutocraties cupides, le Japonais subit passivement la loi d'airain du capitalisme. Si en Californie l'intérêt de race fait qu'on l'exile, l'intérêt de classe veut qu'on le protège. L'instinct de la démocratie qui défend dans le monde l'héritage civilisateur de l'homme blanc, *the white man's burden*, est plus fort que son égoïsme utilitaire. La législation locale ferme les écoles aux Japonais; elle restreint leur émigration ou l'interdit; elle leur impose des lois d'exception. On accuse l'immigrant d'impudeur ou de servilité. L'énergie, la frugalité,

1. LOUIS AUBERT. *Américains et Japonais.* Paris, 1908; pp. 151 et suiv.

le respect de soi-même, la patience triomphatrice, l'isolement hostile du Japonais aux Hawaï et en Californie inquiètent les Américains.

Repoussés au nord, ils se réfugient donc, ces conquérants japonais, sur la longue côte de l'Amérique méridionale. Ils ne renoncent pas à la Californie et à sa terre admirable ; mais ils veulent oublier le dédain de l'Amérique du Nord, transiger avec cette démocratie hautaine, se préparant silencieusement pour les luttes futures.

Ils se sont transformés ; ils ont renié leur propre histoire au milieu de l'Orient millénaire et extatique, et cette rénovation a pour conséquence une forte ambition expansive. Le Japon qui singe l'Europe n'oublie pas les enseignements de l'impérialisme anglo-saxon. Ses hommes d'Etat, émules de Disraëli et de Chamberlain, voudraient constituer un empire immense sous la tutelle de l'Angleterre asiatique, orgueilleuse et insulaire comme le Royaume-Uni. Le Comte Okuma, disait que l'Amérique du Sud est comprise dans la « sphère d'influence » à laquelle l'Empire Nippon peut légitimement prétendre. N'est-ce pas là le langage même des conquérants européens, pour qui de telles « sphères d'influence » préparent le protectorat, la tutelle ou l'annexion? « L'Amérique occidentale, écrivent les journaux japonais, est un champ favorable pour l'émigration nippone. De tenaces émigrants pourront y édifier un nouveau Japon, *Shin Nihon*. C'est là le but même des Allemands dans le Brésil méridional : la création d'une *Deutschtum* d'outre-mer.

Les Japonais émigrent au Canada pour y poser des bases d'invasion des Etats-Unis ; ils font de même au Mexique, et ils s'établissent jusqu'au Chili ; mais le

1. Cf. L. Aubert, ouvrage déjà cité, dans lequel l'auteur publie de nombreux extraits de journaux japonais sur l'Amérique latine.

Pérou est la terre de prédilection de ces aventuriers impérialistes. Pour les hommes d'Etat, c'est là un « *shin nihon* », d'avenir assuré, un nouvel Hawaï. Son climat ressemble à celui du Japon. « Au Pérou, comme dans la plus grande partie de l'Amérique du Sud, le Gouvernement est faible ; et si l'on emploie une grande énergie, il ne pourra refuser d'accepter des immigrants japonais », écrit un journal de Tokio. « Dans ce pays hospitalier, les Nippons pourront s'instruire dans les écoles publiques, acquérir des terres, exploiter les mines ». Il est nécessaire, dit-une feuille d'Oasaka, que ces émigrants ne reviennent pas au Japon, après avoir amassé une fortune ; il faut qu'ils restent au Pérou et qu'ils y créent un *Shin Nihon*. On rappelle aux immigrants japonais qu'il y a déjà plus de 60.000 Chinois dans les plantations de canne à sucre du Pérou, que cette République est une des plus riches du littoral du Pacifique. On leur explique minutieusement quels sont les produits agricoles que l'on peut obtenir au Mexique, au Chili et au Pérou ; quels sont les privilèges accordés aux immigrants dans ces pays : ces déclarations tranchantes ne troublent cependant pas les hommes d'Etat de l'Amérique. La date même du premier exode japonais vers l'Eldorado des conquistadors est devenue l'anniversaire classique du début d'une ère nouvelle : c'est l'an 1899, « le trente-deuxième du Meiji », de la régénération de l'Empire. D'après des statistiques récentes, 6.000 Japonais travaillent au Pérou, dans les plantations de canne à sucre, les exploitations de caoutchouc, et les cultures de coton ; suivant les traces des Chinois ils accaparent les petites professions, vainquent les métis et les mulâtres dans la lutte économique. Des flottes nouvelles amènent sous le pavillon impérial ces légions tenaces. L'Etat protège les Compagnies de navigation, qui font le service entre le Japon et l'Amérique du Sud ; et, quoique le com-

merce qu'il favorise ainsi soit plus profitable au Pérou et au Chili qu'au Japon lui-même, le Mikado, prévoyant, encourage des relations peu favorables aujourd'hui, mais qui permettent de développer les intérêts japonais le long de la côte du Pacifique, et de créer des centres de population et d'influence nippones au Mexique, au Pérou et au Chili[1]. Les navires orientaux déposent leur charge humaine au Callao et à Valparaiso. La terre, qui manque de serfs chinois, est ainsi fécondée par des immigrants japonais; et, pourvue de main-d'œuvre, l'oligarchie agricole du Chili et du Pérou se tient pour satisfaite. Le Brésil lui-même attire ces émigrants et oppose à la féconde invasion italienne, des ouvriers sobres et de race hostile : il prépare l'établissement sur son propre territoire de deux groupes de même tendance, mais ennemis : l'un Japonais, l'autre Allemand.

On a découvert des espions japonais à l'Equateur et au Mexique. Aux fêtes des centenaires Mexicain et Argentin, en 1910, un croiseur japonais et un ambassadeur du Mikado apportèrent le message fraternel de l'Orient. Inquiets en face du danger nord-américain, quelques écrivains des démocraties latines du Sud ont confiance en la sympathie du Japon; peut-être même escomptent-ils une alliance avec l'empire du Soleil Levant. Nous ne voyons cependant pas avec le brillant écrivain argentin, Manuel Ugarte, que la diplomatie latino-américaine doive compter dès maintenant sur le Japon, parce que l'hostilité entre cette nation et les Etats-Unis pourra être utilisée avec succès à un moment donné. Dans les batailles commerciales qu'il livre pour la domination du Pacifique le Japon ne défend pas l'autonomie de l'Amérique latine : ses hommes d'Etat et ses publicistes consi-

1. Les importations péruviennes au Japon atteignirent, en 1909, £ 101.000; et celles du Japon au Pérou, £ 4.400 seulement. Il existe un traité de commerce entre le Chili et le Japon.

dèrent que le Pérou, le Chili et Mexique sont des terres d'expansion nippone. Nous avons cité des opinions concluantes à ce sujet et elles contredisent l'optimisme du sociologue argentin.

A part les émigrants et les compagnies qu'ils encouragent, les projets et les desseins du comte Okuma, chef des impérialistes nippons, se manifestent dans les articles de la presse nationaliste, qui les trahit parfois un peu. Aujourd'hui, en présence de l'opinion unanime de ces journaux, on ne peut nier les projets ambitieux du Japon sur l'Amérique. La guerre future naîtra du choc de deux doctrines, de deux impérialismes, de l'idéal d'Okuma et de la tutelle des disciples de Monroë. Vainqueurs, les Nippons envahiraient l'Occident américain, et convertiraient le Pacifique en une vaste mer fermée aux ambitions étrangères, *mare nostrum*, peuplée de colonies japonaises [1].

L'hégémonie japonaise ne serait pour les nations d'Amérique qu'un simple changement de tutelle. En dépit de différences essentielles, les Latins d'outre-mer ont des liens communs avec les Yankees, une religion séculaire, le christianisme, une civilisation cohérente, européenne, occidentale. Du Japon tout les sépare : l'histoire depuis les origines les plus reculées; une croyance millénaire, le bouddhisme ; vingt siècles de tradition romaine et chrétienne. Peut-être y a-t-il une obscure fraternité entre le Japonais et l'Indien américain, entre Nippons jaunes et Quéchuas bronzés, peuples disciplinés et sobres. Mais la race dominante, le seigneur d'origine espagnole, qui imposa la civilisation de l'homme blanc à l'Amérique,

1. Peut-être l'émigration des Orientaux vers les deux Amériques s'arrêtera-t-elle car il y a un Far-West chinois qui commence à se peupler. Le Japon aspire à s'assurer la domination de la Mandchourie, et envoie des colons en Corée, péninsule annexée. L'excès de population de la Chine et du Japon tend, naturellement, à occuper des territoires où tout lui est favorable : climat, religion et race.

cette race, est hostile à tout l'Orient envahisseur.

La géographie de l'Empire oriental ne rappelle en rien celle de l'Amérique, ni par de larges plateaux, ni par de puissantes rivières, ni par des forêts d'une fécondité luxuriante. Horizons étriqués, douces collines, îles minuscules, mers fermées, une flore étrange dans l'harmonieux paysage insulaire : lotus, criptomères, bambous, chrysanthèmes, arbres nains. Croyances, mœurs et coutumes, tout cela diffère radicalement des mêmes choses d'Amérique. « Les Européens, — écrivait Lafcadio Hearn, — bâtissent en vue de la durée, les Japonais en vue de l'instabilité. » Un sentiment aigù de ce qu'il y a de fugitif dans la vie, l'angoisse devant la mobilité incessante des choses, font aimer les apparences éphémères. Le bouddhisme parle de la fluidité de la vie. L'art nippon s'efforce de fixer des impressions passagères : la rosée, la blafarde lumière de la lune, les teintes fugitives du crépuscule, les temples provisoires, les petites maisons de bois, les paravents de laque, sur lesquels les geishas mêmes, projettent des ombres indécises. Rien ne persévère dans la vie japonaise : l'habitant est nomade et la nature variable. D'impassibles bouddhas, juchés sur des lotus bleus, contemplent l'irrésistible courant des apparences. Mobilité, impudeur, sens religieux du devenir, tous ces éléments seraient des facteurs de dissolution dans l'Amérique divisée.

Puissante et traditionnelle, la civilisation japonaise s'imposerait trop fortement aux démocraties latines si entremêlées. Le *Bushido*, culte de l'honneur et de la fidélité aux ancêtres, base d'un fort nationalisme ; le mépris de la mort ; l'orgueil d'un peuple insulaire ; la soumission de l'individu à la famille et à la patrie ; l'ascétisme des samouraïs, constituent une si formidable supériorité que, dans la lutte de l'Amérique métisse et du Japon stoïque, celle-là perdrait son autonomie et ses traditions.

# LIVRE VII

## LES PROBLÈMES

---

De graves problèmes se posent à ces démocraties latines en plein développement. Elles se divisent, malgré des traditions communes; on y trouve des races dont les mariages ne sont pas précisément heureux. En dépit des ressources du sol, des richesses fabuleuses, les Etats vivent d'emprunts. La vie politique n'est pas organisée; les partis obéissent à des meneurs qui n'apportent dans les luttes pour le pouvoir ni un idéal, ni un programme de réformes concrètes. — La population y est si faible, qu'on peut appeler l'Amérique un désert.

Nous étudierons minutieusement tous ces problèmes : de l'unité, de la race, de la population, l'état des finances, la politique.

---

# CHAPITRE I

## LE PROBLÈME DE L'UNITÉ

Les fondements de l'unité : religion, race, langage, analogies de développement. — Ni l'Europe, ni l'Asie, ni l'Afrique ne présentent, comme l'Amérique latine, cette unité morale. — Les futurs groupes de peuples : l'Amérique Centrale, la Confédération des Antilles, la Grande Colombie, la Confédération du Pacifique, la Confédération de la Plata. — Aspects politiques et économiques de ces unions. — Les derniers essais de fédération en Amérique Centrale. — Le Congrès bolivien. — L'A. B. C., union de l'Argentine, du Brésil et du Chili.

Un professeur à l'Université américaine de Harvard, M. Coolidge, écrit que s'il y a quelque chose qui prouve l'esprit politique arriéré des Latino-Américains, c'est précisément l'existence de tant de démocraties hostiles sur un continent uniforme. Avec tant de points communs, avec la même langue, la même civilisation, les mêmes intérêts essentiels, ils persistent à maintenir des subdivisions politiques dues à de simples accidents de leur histoire[1]. Et il conseille en toute sincérité à ces nations ennemies de s'associer en groupes importants, moyen de défense auquel personne ne pourrait s'opposer, ni les Etats-Unis, ni l'Europe. — Si, par exemple, la Bolivie, l'Uruguay et le Paraguay s'unissaient à la République Argentine; si les anciens Etats-Unis de Colombie étaient rétablis

1. *Les Etats-Unis, puissance mondiale*. Paris, 1908; p. 354.

et si, comme autrefois, le Vénézuéla et l'Equateur avec, peut-être, le Pérou, formaient une confédération ; si les Républiques de l'Amérique centrale réussissaient enfin à organiser une fédération durable et se joignaient peut-être au Mexique, l'Amérique latine ne comprendrait que quelques grands Etats, dont chacun serait assez important pour avoir droit à une belle place dans le monde moderne et pour ne redouter aucune agression de la part d'une puissance étrangère.

Les Républiques latines ne prêtent pas attention à la sagesse de cet avertissement : on y observe une tendance au désagrégement, au fractionnement atomique. Dès l'origine, un mouvement différent et plus large, dans le sens de l'union étroite de nations semblables, s'était cependant manifesté. Le principe contraire domine aujourd'hui ; il en résulte la séparation de provinces complémentaires et des conflits entre des peuples frères.

En un siècle de développement politique isolé, sous l'influence du climat et du territoire, des caractères divergents se sont formés dans les nations d'Amérique : le Mexique est privé de l'éloquence tropicale que l'on trouve en Colombie; la raideur chilienne contraste avec la riche imagination des Brésiliens; les Argentins forment un peuple commercial; le Chili est une République belliqueuse; la Bolivie a une politique astucieuse, œuvre d'un peuple lent et pratique, qui lui donne une force nouvelle; le Pérou persiste dans ses rêves d'idéalisme généreux ; l'Amérique centrale demeure déchirée par une anarchie qui paraît irrémédiable; le Vénézuéla et les Antilles s'inspirent encore d'un vain lyrisme. — Quelques-unes de ces républiques sont formées par des peuples pratiques et gouvernées par des ploutocraties actives ; d'autres, par des peuples rêveurs que mènent des présidents névrosés. Au Tropique : guerre civile et paresse; sur

les plateaux froids, dans les plaines tempérées et dans les villes maritimes : richesse et paix.

Mais de telles divergences ne creusent pas des séparations essentielles; elles ne peuvent détruire l'œuvre séculaire des lois, des institutions, de la religion, des traditions, du langage. L'unité possède des fondements indestructibles, anciens et aussi profonds que la race.

Du Mexique au Chili, la religion est la même; l'intolérance envers les cultes étrangers est identique; et aussi le cléricalisme et l'anticléricalisme, le fanatisme, la libre pensée superficielle; l'influence du clergé dans l'Etat, sur la femme, à l'école; le manque d'esprit religieux véritable sous les apparences d'une croyance mondaine.

A ce premier facteur très important d'unité, il faut ajouter l'influence permanente et puissante de la langue espagnole, dont l'avenir est lié au sort des peuples latins d'outre-mer. Sonore et arrogante, elle exprime, cette langue, et mieux que toute autre, les vices et les grandeurs de l'âme américaine, sa rhétorique et son héroïsme, la continuité d'un même esprit, depuis les gestes du Cid jusqu'aux révolutions républicaines. L'espagnol unit intimement le destin de la métropole à celui de ses anciennes colonies, et il sépare deux Amériques : l'une expression du génie latin; l'autre, du génie saxon.

Toutefois, la langue s'est transformée dans ces démocraties : les provincialismes et les américanismes abondent; la langue populaire diffère du castillan autocratique. Don Rufino Cuervo a prédit que l'espagnol subirait, en Amérique, des déformations essentielles, comme il advint au latin, à l'époque de la décadence romaine. Un écrivain argentin, M. Ernesto Quesada, croit qu'un langage national est en voie de formation sur les bords de la Plata, et que les barbarismes du parler populaire sont les présages d'une

nouvelle langue. Au Chili, un patriote exalté a défendu, dans un livre anonyme, l'originalité de la race et de la langue chiliennes, dérivés lointains du tronc gothique. C'est ainsi qu'on s'exagère l'influence de l'esprit national. Chez les Républiques ibéro-américaines, il y a de profondes ressemblances dans la prononciation et dans la syntaxe de la langue ; elles ont les mêmes défauts linguistiques. L'espagnol de la Péninsule perd de sa majesté dans les pays d'outre-mer : ce n'est plus la langue seigneuriale par sa beauté, solennelle par ses ornements, de Granada, de Mariana, de Perez de Guzman ; familier, déclamatoire, prononcé avec un accent caressant, le castillan est uniforme du Nord au Sud.

Plus énergique encore que la religion et la langue, l'identité de race explique les analogies entre les peuples américains, et constitue une promesse d'unité durable. La race indigène, la race espagnole et la race nègre se sont mêlées partout, dans des proportions semblables, de la frontière des Etats-Unis aux confins du continent méridional. Sur les côtes de l'Atlantique, l'immigration européenne de Russes, d'Italiens, d'Allemands a donné la suprématie à la race blanche ; mais cette influence se limite à de petites zones, si l'on considère l'immense étendue du continent.

Une même race métisse, avec ici la prédominance du nègre, et là de l'Indien, sur le conquérant espagnol, domine du Pacifique à l'Atlantique. Il y a une plus grande ressemblance entre Péruviens et Argentins, Colombiens et Chiliens, qu'entre les habitants de deux provinces françaises éloignées : de la Provence ou des Flandres, de la Bretagne ou de la Bourgogne ; qu'entre l'Italien du Nord, positif et viril, et le Napolitain languide et sensuel ; qu'entre le Nord-Américain du Far-West et celui de la Nouvelle-Angleterre. Les faibles différences provinciales font mieux comprendre l'unité du continent.

Cette identité explique l'histoire monotone de l'Amérique : succession de périodes militaires et de périodes industrielles, de révoltes et de dictatures; perpétuelles promesses de restauration politique, tyrannie d'aventuriers ignorants et législation compliquée et décevante.

Soumis à des pressions aussi uniformes : catholicisme, tradition espagnole; parlant la même langue, uni par la race, par l'histoire, le Nouveau Monde latin forme réellement un continent, au double point de vue géographique et moral.

C'est dans les grandes crises de son histoire séculaire que cette unité s'est révélée. Les guerres de l'Indépendance furent un mouvement unanime, expression d'une profonde solidarité. En 1865, après un demi-siècle d'isolement, les démocraties du Pacifique s'unirent de nouveau contre les ambitions de reconquête de l'Espagne. Des soldats de nations différentes, qui avaient déjà lutté ensemble dans d'anciens combats, combattirent derechef de concert pour l'indépendance commune. En face de divers projets de conquête : expédition de Florès contre l'Equateur, de la France contre le Mexique, alliance franco-anglaise contre Rosas, la même unité d'inspiration se retrouve. Au deuxième Congrès de La Haye, en 1907, l'Amérique latine révéla au monde occidental l'importance de ses richesses et la valeur de ses hommes[1] et défendit son idéal, l'arbitrage; à la doctrine de Monroë, elle opposa la doctrine de Drago; elle affirma, sans entente préalable, son unité.

Aucun autre continent n'offre de si nombreuses raisons d'union, et c'est là la plus grande originalité de l'Amérique latine.

En Europe, Etats et races sont en lutte, et l'équilibre instable n'est maintenu qu'au moyen d'alliances.

1 Seul, le Mexique avait été invité à prendre part à la première Conférence de La Haye.

Les religions, les systèmes politiques, les traditions, les langues diffèrent. L'histoire n'est qu'une succession d'hégémonies turbulentes : de l'Espagne, de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne. Nous y trouvons des nations artificielles, comme l'Autriche ; des unions de peuples démocratiques et théocratiques, comme l'alliance franco-russe ; des rivalités d'empire de même race, comme l'Angleterre et l'Allemagne ; des rapprochements politiques de races étrangères, comme l'Allemagne et l'Italie ; la dispersion de peuples qui recherchent douloureusement leur unité perdue, comme les Polonais, les Irlandais, les Slaves. La fédération de l'Europe est une utopie.

L'Afrique n'est pas arrivée à l'autonomie : c'est un groupe immense de peuples esclaves, de races primitives, colonisés par les grandes puissances européennes. Là, le génie anglais essaie d'établir une union politique entre Saxons et Hollandais ; et, peut-être, un jour, l'empire rêvé par Cecil Rhodes, s'étendra-t-il du Caire au Cap. Mais l'unité africaine est impossible, car les colons arrivent au continent noir en conquérants, et, représentant des intérêts hostiles, ils ne peuvent que se disputer le Maroc, Tripoli et le Congo.

L'Océanie possède seulement une unité partielle, en le *commonwealth* australien, œuvre anglaise. En Asie, il est encore impossible de deviner d'où viendra l'unité future. Musulmans et Bouddhistes se partagent l'Inde ; le Japon n'a conquis qu'une supériorité passagère ; la Chine conserve toute son indépendance irréductible ; en Mandchourie et en Corée, les intérêts russes s'opposent aux intérêts asiatiques ; au Turkestan, en Perse, au Thibet, des conflits de race et de religion suffisent à éloigner tout espoir d'union.

En Amérique, et en Amérique seulement, le problème politique est relativement simple. L'unité y est à la fois une tradition et une nécessité présente, et,

malgré cela, la désunion entre ces démocraties latines se perpétue.

Il y a quarante ans, Alberdi crut nécessaire et jugea possible de refaire la carte d'Amérique.

Aujourd'hui, les nations latines d'outre-mer sont moins plastiques; les frontières paraissent trop définitivement établies et les préjugés trop enracinés pour qu'on puisse opérer un tel remaniement; mais la formation de groupes de nations n'en est pas moins urgente. Si l'unité du continent, par voie d'une immense confédération à la manière anglo-saxonne paraît irréalisable, il n'en reste pas moins nécessaire de grouper d'une manière durable les nations latino-américaines, suivant leurs affinités. En respectant les fatales inégalités géographiques qui donnent à certains peuples une supériorité évidente sur d'autres, et les non moins fatales inégalités économiques qui créent des unions naturelles, on pourra fonder un assemblage stable de nations, un Continent.

Il y a une hiérarchie spontanée dans le Nouveau Monde latin : des peuples supérieurs et des démocraties inférieures, des nations maritimes et des Etats méditerranéens. Le Paraguay demeurera toujours inférieur à la République Argentine ; l'Uruguay, au Brésil; la Bolivie, au Chili; l'Equateur, au Pérou; le Guatémala, au Mexique, tant au point de vue de la richesse que de la population et de l'influence. La conservation de l'autonomie de Républiques si différentes par l'étendue et la situation de leurs territoires, ne peut être résolue que par le groupement fédératif. Opprimer et coloniser ces pays, est le désir des impérialistes de toutes origines ; mais la paix de l'Amérique exige une autre solution, qui n'est pas la synthèse imposée par quelque Etat fort, mais la coopération d'organismes libres. En se groupant autour de peuples plus avancés, les nations secondaires pourront conserver leur autonomie menacée.

L'Amérique Centrale, épuisée par l'anarchie, peut aspirer à l'unité : cinq petites nations y défendent contre les Etats-Unis une indépendance précaire. Jusqu'en 1842, l'Amérique Centrale n'était qu'un seul Etat, et des essais postérieurs d'unification démontrent que ce ne fut pas là une création artificielle des politiciens. Ces nations formeront au Nord, avec le Mexique, une vraie force espagnole d'avant-garde, quand le Canal séparera les deux Amériques et augmentera la puissance nord-américaine.

De plus, on réunirait les îles libres de la mer Caribe en une confédération des Antilles, d'après le noble rêve de Hostos. On pourra reconstituer la Grande Colombie avec l'Equateur, la Nouvelle-Grenade et le Vénézuéla. Leurs plus grands chefs voulurent leur union, comme obstacle à leur fractionnement indéfini et à leurs discordes intérieures. Sur la base de traditions communes et de raisons géographiques profondes. ces trois nations peuvent former une imposante confédération. Une fois le Canal creusé, ce groupement de peuples, s'étendant de l'Atlantique au Pacifique, sur l'extrémité septentrionale du continent, serait un bloc latin massif, capable d'allécher les immigrants européens et d'opposer à l'invasion saxonne la résistance d'un vaste territoire peuplé et unifié.

La Bolivie, République méditerranéenne, privée de côtes par le Chili, s'est déjà unie deux fois au Pérou ; en 1837, sous l'autorité de Santa-Cruz, et, en 1879, contre la suprématie chilienne sur le Pacifique. Quoi pourrait désormais la séparer d'un peuple auquel tant de liens historiques et économiques, une similitude de territoire et de race, depuis le Cuzco jusqu'à Oruro, la rattachent? Le Chili et le Pérou seront ou bien deux ennemis perpétuels, ou deux peuples rapprochés par une entente utile. Leur proximité géographique, leurs produits qui se complètent, fruits tropicaux du Pérou, production des zones tempérées du

Chili, peuvent contribuer à les grouper. Ne sont-ce pas là de véritables harmonies économiques ? Dans l'ordre moral, les mêmes causes qui ont engendré la haine du Chili contre le Pérou, depuis Portales jusqu'à Pinto, peuvent également être des éléments d'amitié future. Le Pérou, devenu pauvre par la conquête chilienne, privé du salpêtre, plus n'existe, au Sud, cette convoitise de l'or ni cette rancune d'une colonie misérable contre l'élégante vice-royauté. Le Chili est supérieur comme richesses au Pérou ; il y a, en outre, chez ce peuple plus de force, plus de volonté, s'il y a moins d'imagination, moins de noblesse, moins d'éloquence. A la grâce, à la vivacité péruviennes s'oppose la prosaïque lenteur du Chilien ; à l'anarchie d'un pays, la stabilité politique de l'autre ; à l'idéalisme du Pérou, le sens pratique du Chili. Au physique et au moral, ces deux nations se complètent. Les nécessités économiques de chacune d'elles pourraient fournir des bases permanentes à une alliance possible. La confédération du Pacifique formée par le Pérou, la Bolivie et le Chili empêcherait des guerres futures en Amérique. Malheureusement, le Chili prétendrait y imposer sa supériorité fondée sur la victoire, de même que, lors de la confédération allemande, la Prusse, victorieuse et guerrière, l'emporta sur la Bavière artiste.

La Confédération de la Plata, héritière des traditions de l'époque coloniale, pourrait se constituer avec l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. Rosas aspira à créer cette vaste organisation fédérale. Durant le cours du siècle, l'Uruguay porta tour à tour ses sympathies de l'Argentine au Brésil, et le Paraguay défendit, en des journées épiques, son isolement. L'union de ces Républiques fut reculée par des rivalités nationales et des ambitions de « caudillos », mais elle se réalisera sûrement dans l'avenir, sous la poussée de la puissance argentine. Il est certain que

l'Uruguay a une originalité trop définie dans l'ordre intellectuel, au point de vue du libéralisme et de l'instruction; cependant la fédération future ne sera pas l'imposition de la dure hégémonie d'un peuple sur d'autres; mais la coopération de Républiques égales en droits, qui auront enfin compris la misère de leur existence isolée. Le Paraguay, caché et lointain, dominé tantôt par la dictature jésuitique, tantôt par la dictature civile, a besoin de figurer dans un vaste assemblage de peuples cultivés.

Ces groupes de nations formeront ainsi une Amérique nouvelle, organisée et forte. Le Brésil, avec son immense territoire et sa dense population; la Confédération de la Plata; la Confédération du Pacifique; la Grande Colombie établiront enfin dans le continent méridional l'équilibre si anxieusement désiré. Au Nord, le Mexique, l'Amérique centrale et la Confédération des Antilles seraient trois Etats latins parant le mouvement enveloppant des Anglo-Saxons. Au lieu de vingt républiques divisées, nous aurions ainsi sept nations puissantes. Ce serait là, non point la vague Union, dont, depuis Bolivar, parlent en Amérique les professeurs d'utopie, mais le groupement en confédérations définitives de peuples unis par de réels liens géographiques, économiques et politiques.

Pour réaliser ces fusions, il existe à la fois des méthodes économiques et des méthodes politiques. Des conventions faites à la hâte seraient impuissantes pour déraciner les haines et l'étroite conception du patriotisme chez les peuples américains. L'organisation du continent doit être l'œuvre des penseurs, des hommes d'Etat, des capitaines d'industrie : œuvre fortifiée par le temps et par l'histoire. A cette tradition, la discorde, il faut en opposer une autre. l'union.

Une série de traités partiels de commerce, de navigation, de régime des chemins de fer, d'union

douanière, des congrès internationaux, comme ceux dernièrement tenus à Montevideo et à Santiago, sont tout indiqués comme moyens de réaliser l'unité. Les chemins de fer surtout créeront un continent nouveau : le désert et l'isolement, voilà les ennemis de la fédération américaine.

Aujourd'hui, ces peuples s'ignorent les uns les autres. Paris est leur capitale intellectuelle : ici se réunissent poètes, penseurs, hommes d'Etat. En Amérique, tout est cause de séparation : bois, plaines et la Cordillère... Que sait-on du Vénézuéla au Chili, du Pérou au Mexique, de la Colombie en Argentine? Même entre nations voisines, les dirigeants de la politique ne se connaissent pas. La psychologie du peuple voisin est un mystère; de là, les erreurs traditionnelles, les guerres néfastes. Le journalisme américain n'ignore rien de la vie européenne : sessions de la *Douma*, crises ministérielles de la Roumanie; noblesse du Gotha, scandales de Berlin; mais, sur la vie publique des nations américaines, il ne publie que des nouvelles vagues, erronées. En stimulant l'amour des voyages et en créant des chemins de fer, ces peuples renonceraient à un isolement si périlleux. « Chaque ligne de chemin de fer qui traverse une frontière », disait Gladstone, « prépare la confédération universelle ». Les Yankees l'ont compris ainsi, et c'est pourquoi ils préparent la construction d'un grand chemin de fer panaméricain qui relierait les deux Amériques et les réunirait sous leur sceptre financier.

Les rails qui, depuis peu, unissent les deux capitales du Sud : Santiago et Buenos-Ayres, ont contribué à la conclusion d'une solide entente argentino-chilienne. Ceux qui uniront Lima à Buenos-Ayres, dans un avenir prochain, porteront la culture argentine aux plateaux boliviens, jusqu'au Cuzco, centre des traditions incaïques; rapprocheront les peuples

riverains des deux océans, l'Atlantique et le Pacifique, et seront un agent puissant de civilisation et d'unité. Les grandes rivières du bassin de l'Amazone, depuis le Putumayo jusqu'au Béni ; les affluents du Rio de la Plata, les fleuves Magdalena et Orénoque, réunis par de nouveaux chemins de fer, contribueront aussi à l'unité continentale, en multipliant les relations entre les peuples. On peut répéter en Amérique — souvenir d'une phrase célèbre — que gouverner, c'est poser des rails. Les chemins de fer vainquent la barbarie, attirent l'étranger, peuplent le désert, civilisent l'indigène. L'organisation politique et la paix intérieure correspondent au développement des moyens de communication. Avec l'apparition des rails, les « caudillos » perdent leur influence ; une double transformation s'opère, à l'intérieur, par l'action civilisatrice des intérêts qui s'entrecroisent ; à l'extérieur, par les rapprochements qu'entraîne la multiplication des voies ferrées.

Les unions douanières créèrent en Allemagne l'unité impériale ; M. Chamberlain pense qu'un « Zollverein » fera également la force de l'empire britannique. Le groupement économique des nations prépare les confédérations futures. Les congrès fréquents qui unifient le droit et la jurisprudence, et unissent hommes politiques, hommes de lettres et hommes de science, concourent au même résultat. Augmenter le nombre de ces assemblées, changer les capitales où leurs sessions doivent se tenir, remplacer les Congrès panaméricains, de plans indéfinis, par des Congrès partiels de l'Amérique latine, c'est également travailler au profit de l'unité économique et intellectuelle, de l'harmonie dans la politique et dans les lois. — Un droit[1] et un régime monétaire américains uniques,

1. Voir le livre de A. ALVAREZ : *le Droit international américain* (Paris, 1910), où l'on trouve une intéressante liste des problèmes de frontière, d'immigration, de voies de communi-

un éloignement égal du protectionnisme et du libre-échange, l'unification des méthodes pédagogiques, l'équivalence des titres académiques peuvent se discuter dans ces assemblées générales. Chaque nation aura dans les autres Républiques des ministres qui seront à la fois des émissaires intellectuels et des propagandistes, alors qu'aujourd'hui des peuples américains, qui envoient des représentants en Autriche ou en Suisse, n'ont pas même de missions accréditées dans les capitales circonvoisines. A l'ambition nationale, qui satisfait aujourd'hui les politiciens, s'ajoutera un dessein plus vaste et plus original, embrassant l'avenir de tout le continent, comme il y a un siècle.

En somme, on ne doit négliger nulle forme de coopération : conventions et voyages, travaux diplomatiques et congrès périodiques, groupements partiels de peuples et traités de commerce. — Seule, une impuissance douloureuse peut perpétuer, en face de l'unité nord-américaine, la division des peuples latins.

Et les nations du sud ne l'ignorent pas qui aspirent à reconstituer, après un siècle d'indépendance, d'anciennes unions. L'Amérique centrale, inquiétée par des guerres périodiques, poursuit la réalisation d'une confédération. En 1895, un traité entre le Honduras, le Nicaragua et le Salvador forme la République du Centre-Amérique : seuls, Costa-Rica et le Guatémala se tiennent à part de cette union. En 1902, toutes ces nations, à l'exception du Guatémala, acceptent une convention d'arbitrage. En 1905, les présidents des cinq Républiques se réunissent à Corinthe pour rendre hommage à l'œuvre de Morazan et de Rufino Barrios : spontanément, ou sous l'influence des Etats-Unis et du Mexique, ils signent divers traités destinés

cation affectant plus particulièrement l'Amérique latine, et qui ont reçu, à plusieurs reprises, des solutions occasionnelles, bases d'un droit nouveau (pp. 271 et suiv.).

à réaliser l'unité des peuples frères. On crée un Institut pédagogique centro-américain et un Bureau des cinq Républiques, dans le même but d'unification. En 1907, après neuf conflits différents dans l'intervalle, on réunit à Washington une conférence de ces mêmes nations. On installe, en cette occurrence, un tribunal d'arbitrage centro-américain, et on reconnait la neutralité du Honduras. Ce tribunal, qui a son siège à Cartago, en Costa-Rica, doit juger les conflits entre les Etats et les réclamations diplomatiques des gouvernements et des particuliers. De plus, les Républiques du Centre-Amérique s'engagent, par déclaration, à ne reconnaître aucun gouvernement imposé par une révolution ou par un coup d'Etat, et à ne pas intervenir dans les mouvements politiques des pays voisins.

La cour d'arbitrage ainsi établie a déjà tranché en 1909 des différends survenus entre le Salvador et le Honduras, entre le Guatémala et le Nicaragua, en repoussant les prétentions du Honduras d'une part et du Nicaragua de l'autre[1]. En somme, les Etats-Unis et le Mexique conduisent ces peuples en discorde perpétuelle vers l'unité nécessaire à leur progrès.

Un congrès a réuni dernièrement (1911) à Caracas les représentants des Etats affranchis par Bolivar : le Vénézuéla, la Nouvelle-Grenade, l'Equateur, la Bolivie et le Pérou. Ce fut là une assemblée vraiment bolivienne, en souvenir du Héros. L'objet de ce Congrès était de reconstituer la Grande-Colombie, avec les trois Républiques, qui, autrefois, en firent partie : le Vénézuéla, la Nouvelle-Grenade et l'Equateur ; on reviendrait ainsi, après un siècle écoulé, à la réunion harmonieuse de nations fraternelles, voire même à leur donner un avenir commun.

La formation d'un grand Etat bolivien, après une

1. ALVAREZ, ouvrage cité, pp. 189 et suiv.

période d'isolement qui dura plus d'un siècle, est certainement le rêve d'hommes d'Etat généreux. Toutefois, on ne conçoit pas aisément l'union politique de peuples aussi éloignés que le Vénézuéla et la Bolivie; mais de cette assemblée, une union naturelle des peuples du Nord, une Grande-Colombie nouvelle, peut naitre, dont les provinces s'étendront de l'Atlantique au Pacifique.

Au Sud, l'A. B. C., l'alliance de l'Argentine, du Brésil et du Chili, est la question sans cesse discutée dans la presse à informations sensationnelles et dans les chancelleries qui s'entourent d'une atmosphère mystérieuse. Ces trois nations, enrichies et militaires, situées dans des zones distinctes, aspirent à se fédérer; elles voudraient exercer en Amérique une tutelle qui leur semble indispensable. Déjà les ententes du mois de mai 1902 avaient limité les armements du Chili et de l'Argentine et mis fin à un long conflit. La rivalité entre l'Argentine et le Brésil, la vieille amitié entre ce dernier pays et le Chili, qui se changea ensuite en éloignement jaloux, l'émulation de l'Argentine et du Chili en richesses et en puissance; discordes, menaces de guerre, amitié inquiète, tout cela ne peut suffire à contenir cette ambition militaire chez les trois grandes nations. Certes, les hommes d'Etat de Buenos-Ayres, de Rio de Janeiro et de Santiago travaillent à la réalisation d'une alliance entre les trois peuples les plus riches en civilisation et en organisation, les plus avancés du continent. Une fois cette union accomplie, à l'influence indiscutable des Etats-Unis viendrait s'ajouter l'action modératrice des trois grands Etats du Sud et l'équilibre entre Latins et Saxons en serait la conséquence immédiate.

Il y a en Amérique des écrivains qui défendent l'autonomie chauvine des petites patries contre la naturelle suprématie de telles combinaisons d'Etats. Il est cependant certain que ces alliances n'impliquent

pas une menace pour les pays qui en font partie : elles respectent leur constitution intérieure, leur organisation historique; elles se limitent à fondre ensemble des intérêts généraux et extérieurs de commerce, de paix et de guerre. Ces défenseurs utilitaires de l'indépendance de chaque peuple ne conçoivent pas le groupement des nations : Grande-Colombie, Confédération du Pacifique, Alliance Australe, sans l'existence d'intérêts commerciaux évidents. Il est bien certain que le « Zollverein », les liens douaniers permanents, ont été la base de l'unité allemande. Mais il est des intérêts moraux aussi puissants, aussi évidents que les intérêts commerciaux. Un péril commun, le danger yankee, à Panama et en Amérique Centrale, ne doit-il pas conduire les peuples à la fédération et à l'unité?

La fédération n'est d'ailleurs pas toujours le résultat de liens purement commerciaux. Notre siècle travaille dans le sens d'une synthèse. De même que les nations modernes se formèrent en vainquant l'anarchie féodale, métropole et colonies se réunissent de nos jours en empires formidables, que l'intérêt commercial ne saurait seul expliquer. Quel lien économique servit de fondement à la Fédération sud-africaine, où se groupent des races hostiles gardant le souvenir de leur autonomie? Aux Etats-Unis, le Nord et le Sud ne se livrèrent-ils pas une terrible guerre d'intérêts, et, cependant, malgré cet antagonisme utilitaire, Lincoln, fondateur de l'Union, n'est-il pas aujourd'hui aussi grand que Washington, fondateur de la nationalité? L'énorme puissance de la nation yankee est la conséquence de cette unité. Si les patriciens du Sud avaient été victorieux lors de la guerre de Sécession, s'ils avaient pu annihiler les liens fédératifs, au lieu de la République qui inquiète l'Europe et prétend américaniser le monde, il existerait deux Etats impuissants et ennemis : au Sud, une nation

oligarchique, servie par des esclaves; au Nord, un faible assemblage de provinces puritaines et le Far-West serait incapable de conjurer le péril Jaune.

Mais par surcroît, il existe, entre les nations latino-américaines, des liens économiques qui peuvent servir à la préparation d'unions respectables. Entre le Brésil et le Chili, entre le Pérou et le Chili, entre la Bolivie, le Chili et le Pérou; entre l'Argentine, le Paraguay et la Bolivie, il y a de véritables courants d'échanges commerciaux, de produits agricoles de zones complémentaires et là peut se trouver une base d'union.

L'Amérique latine ne peut pas continuer à demeurer divisée, alors que ses ennemis bâtissent de vastes fédérations, d'immenses empires. Soit au nom de la race, des intérêts commerciaux, de l'utilité commune ou de leur indépendance véritable, les démocraties américaines doivent se grouper en trois ou quatre Etats puissants. Le Nouveau Monde latin résiste seul, à la poussée universelle d'idées qui veut l'établissement de syndicats et de fédérations, de trusts et de trades-unions, d'associations et d'alliances, d'organisations, enfin, toujours plus vastes et plus puissantes.

## CHAPITRE II

### LE PROBLÈME DE LA RACE

Gravité du problème. — Les trois races, européenne, indienne et nègre. — Leurs caractères. — Les métis et les mulâtres. — Les conditions du métissage d'après M. Gustave Le Bon. — La régression au type primitif.

La question des races est un problème très grave dans l'histoire américaine : elle explique le progrès de certains peuples, la décadence de certains autres ; elle est la clef du désordre incurable qui déchire l'Amérique. D'elle enfin dépendent un grand nombre de phénomènes secondaires : la richesse commune, le régime industriel, la stabilité des gouvernements, la fermeté du patriotisme. Il est donc nécessaire que le continent ait une politique constante, basée sur l'étude des problèmes posés par la race, de même qu'il existe une politique agraire en Russie, protectionniste en Allemagne, libre-échangiste en Angleterre.

Aux Etats-Unis, toutes les variétés du type européen se mélangent : Scandinaves et Italiens, Irlandais et Allemands ; mais, dans les Républiques latines, d'étranges lignées se fondent : Indiens d'Amérique, nègres, Orientaux, Européens de toutes origines créent, dans des foyers très mélangés, la race future.

En Argentine, où se confondent immigrants espagnols, russes et italiens, la formation sociale est fort compliquée. Aux Indiens aborigènes se sont unis les

nègres venus d'Afrique, les juifs espagnols et portugais ; ensuite, les Italiens et les Basques, les Français et les Anglo-Saxons ; une invasion multiple, où domine l'élément latin. Au Brésil, Allemands et Africains se marient aux Indiens et aux Portugais. Chez les peuples du Pacifique, surtout au Pérou, un fort apport asiatique, Chinois et Japonais, complique encore le mélange humain. Au Mexique et en Bolivie, l'élément indigène, l'Indien, domine. Les nègres forment une très importante partie de la population de Cuba et de Saint-Domingue. Costa-Rica est une démocratie de blancs ; et en Argentine ainsi qu'au Chili, tout vestige de l'homme africain a disparu. En somme, il n'y a pas de races pures en Amérique. L'Indien aborigène, lui-même, était déjà un produit du mélange d'anciennes tribus et de vieilles castes.

En attendant que des races historiques se forment, un indéfinissable métissage domine pour le présent.

Cette complication de castes, ce mélange de sangs divers ont suscité de nombreux problèmes. Est-ce que, par exemple, la formation d'une conscience nationale est possible avec des éléments aussi disparates? Est-ce que des démocraties aussi hétérogènes pourraient résister à l'invasion de races supérieures? Enfin, le métissage sud-américain est-il absolument incapable d'organisation et de culture?

Des généralisations faciles ne peuvent suffire à résoudre ces questions : ici, l'expérience des voyageurs et l'histoire américaine même valent plus que les sentences rendues par les anthropologistes. D'abord, les métis ne sont pas tous des hybrides, et il n'est point vrai que l'union espagnole et américaine ait été toujours stérile. Donc, nécessité absolue d'étudier le caractère propre de chacune des races qui ont formé l'Amérique actuelle.

Les Espagnols qui arrivent au Nouveau Monde appartiennent à différentes provinces : première

cause de variété. En même temps que les Andalous languides et les Basques austères, les Catalans graves et les gens impétueux d'Extrémadure abandonnent l'Espagne. Là où les descendants des Basques dominent, comme au Chili, l'organisation politique est plus stable, si moins brillante qu'ailleurs, et une volonté s'affirme : travailler et réussir. Les Castillans importent en Amérique l'arrogance, les gestes stériles de l'hidalgo; quand les Andalous sont en majorité, la fantaisie agile, la douce *non curanza* font tort à la continuité et au sérieux de tout effort. Les descendants des Portugais sont beaucoup plus pratiques que ceux des Espagnols; ils sont pareillement plus disciplinés et plus laborieux. Les caractères psychologiques de l'Indien varient également : le rejeton des « *Quéchuas* » ne ressemble à celui des « *Charruas* », pas plus que le tempérament de l'Araucanien à celui de l'Aztèque. Au Chili, dans l'Uruguay, en Argentine, il y a des populations aguerries, qui par leur union avec les conquérants, ont formé des métis virils, une plèbe énergique. Au Chili, Araucaniens et Basques se sont entremêlés; et n'est-ce pas dans cette fusion qu'il faudrait chercher l'explication de la ténacité de la nation chilienne et de son esprit militaire? L' « *Aymara* » de Bolivie et du Sud-Est péruvien est dur et sanguinaire; le « *Quéchua* » des plateaux des Andes est doux et servile. Il n'est pas indifférent que le citoyen moderne des démocraties latines descende de *Guarani* ou d'*Aztèque*, d'*Araucan* ou de *Chibcha;* il sera, suivant les cas, agressif ou passif, pasteur nomade ou cultivateur silencieux de la terre commune.

L'Indien de l'époque actuelle, miné par l'alcool et la misère, est libre, suivant la loi, mais serf par la permanence des mœurs autoritaires. De petites tyrannies le rendent esclave : il travaille pour le « *cacique* », baron du féodalisme américain. Le curé, le sous-

préfet et le juge, tout-puissants dans ces naissantes démocraties, l'exploitent et le dépouillent de ses biens. Les communautés, assez semblables au mir russe, disparaissent, l'Indien perd son droit traditionnel aux terres de la collectivité. Sans alimentation suffisante, sans hygiène, bête affolée et laborieuse, il déchoit et périt; pour oublier la douleur de son existence quotidienne, il s'enivre, devient alcoolique et sa nombreuse progéniture présente les caractères de la dégénérescence[1]; il habite, dans la montagne, les plateaux où règne un froid glacial et où la solitude est éternelle. Rien n'y trouble la monotonie des étendues désolées, ni ne brise la ligne inflexible d'un horizon sans bornes; là, l'Indien croît triste et desséché comme le désert qui l'environne. Les grandes étapes de sa vie civile : naissance, mariage et mort, sont l'objet d'une exploitation religieuse. Servile et superstitieux, il finit par aimer les tyrannies qui l'oppriment. Il adore les dieux familiers des « *Cerros* », de la montagne. Il est à la fois chrétien et fétichiste; il croit voir dans la nature mystérieuse, démons et esprits follets, pouvoirs occultes, tour à tour hostiles et favorables.

Il existe toutefois des régions où le despotisme a rencontré et développé chez l'Indien une sorte de résistance passive. Là, il est sobre et vigoureux, et, par son adaptation complète à la terre maternelle, il est devenu apathique et routinier. Il hait tout ce qui pourrait dissoudre ses traditions séculaires : l'école, l'instruction militaire, l'autorité spoliatrice. Conservateur, mélancolique, il vit en marge de la République et de ses lois; son âme devient farouche contre la tyrannie dont il souffre à perpétuité. Simulation, servilisme, tristesse sont ses traits marquants;

1 Des sociétés : « Indianista », au Mexique, et « Pro Indígena », au Pérou, se sont fondées pour la protection et la réhabilitation des Indiens.

rancœur, dureté, hypocrisie, ses énergies défensives. Il supporte son esclavage sur cette terre froide, mais il se révolte parfois contre ses exploiteurs, et à Huanta, à Ayoayo, il lutte avec un véritable courage, soutenu par la haine, contre ses oppresseurs, comme aux temps héroïques de Tupac-Amaru[1]. Après cette sanglante épopée, il reprend son existence monotone sous le ciel indifférent. Dans ses chants, il maudit sa naissance et son destin. Le soir, il abandonne l'étroite vallée où son esclavage s'emploie aux travaux agricoles, pour se transporter dans les « *cerros* » et pleurer l'abandon de ses dieux lares. Sur la terre assombrie, une lamentation macabre passe, et, de sommet en sommet, la Cordillère répercute la plainte douloureuse et mélodique de l'Indien, maudissant et la conquête et la guerre.

Les nègres d'Angola ou du Congo se mêlent également à l'Espagnol et à l'Indien. La femme d'Afrique satisfait l'ardeur des conquérants ; elle assombrit le sang de la race.

Les nègres arrivés en Amérique comme esclaves, vendus *á usanza de feria* (comme bêtes de somme) sont des êtres primitifs, impétueux et sensuels. Paresseux et serviles, ils ne contribuent pas au progrès de la race. Dans les demeures de l'époque coloniale, ils sont des domestiques, sorte de « pions » des enfants du maître ; aux champs, dans les plantations de canne à sucre, ils sont des serfs marqués de l'empreinte du fouet des intendants. Ils forment une population illettrée, qui exerce une influence déprimante sur l'imagination et le caractère des Américains. Ils augmentent encore l'intensité voluptueuse

1. Le sociologue bolivien A. Argüedas, écrit des Indiens « Aymara » :

« Ils sont durs, rancuniers, égoïstes et cruels. Les Indiens pasteurs n'ont d'autre ambition que d'augmenter le nombre des têtes de bétail qu'ils paissent. »

du caractère tropical, l'affaiblissent, et infusent dans le sang créole des éléments d'imprévoyance, de paresse et de servilisme, qui deviennent permanents.

Les trois races : Ibères, Indiens et Africains, unies par le sang, constituent la population de l'Amérique. Aux Etats-Unis, l'union avec les aborigènes répugne au colon, dans l'Amérique du Sud, le métissage est un grand fait national, universel. L'oligarchie chilienne se tient bien à part des *araucans*; mais, même dans ce pays, les unions entre conquérants et conquis abondent. Métis sont les descendants de blancs et d'Indiens; mulâtres, les rejetons d'Espagnols et d'Africains; *zambos*, les fils de nègres et d'Indiens. En outre, il y a une multitude de sous-divisions sociales. Sur les côtes du Pacifique, Chinois et nègres se sont entre-croisés. Depuis le blanc du Caucase, bronzé par le tropique, jusqu'au nègre indomptable, nous trouvons une variété infinie dans l'index céphalique, dans la couleur de la peau et dans la stature.

C'est l'Indien qui toutefois domine; et les démocraties latines sont métisses ou indigènes. La classe dirigeante a adopté les costumes, les usages et les lois de l'Europe; mais la population qui forme la masse nationale, est « *quechua* », « *aymara* » ou « *aztèque* ». Au Pérou, en Bolivie, dans l'Equateur, l'Indien de pure race, n'ayant pas encore mêlé son sang avec celui des conquérants espagnols, constitue la base ethnique. Dans la *sierra*, on parle « *quechua* » et « *aymara* »; là aussi, les races vaincues conservent leur communisme traditionnel. Sur la population totale du Pérou et de l'Equateur, l'élément blanc n'atteint que la faible proportion de 6 p. 100, alors que l'élément indien représente le 70 p. 100 de la population de ces pays, et le 50 p. 100 en Bolivie. Au Mexique, l'indigène est également en majorité et l'on peut dire qu'il y a quatre nations indiennes sur ce continent : le Mexique, le Pérou, l'Equateur et la Bolivie.

Dans les pays où les indigènes purs n'ont pas pu se maintenir, les métis abondent : ils forment la population de la Colombie, du Chili, de l'Uruguay et du Paraguay ; et dans ce dernier pays même, on parle « *güarani* » tout autant qu'espagnol. L'Américain véritable, c'est le métis, descendant d'Espagnols et d'Indiens ; mais cette race nouvelle, qui fait la loi de Mexico à Buenos-Ayres, n'est pas toujours un produit hybride. Les peuples guerriers comme ceux du Paraguay et du Chili, descendent d'Espagnols, d' « *araucans* » et de « *güaranis* ». Des chefs énergiques se sont trouvés parmi les métis : Paez, au Vénézuéla ; Castilla, au Pérou ; Porfirio Diaz, au Mexique ; Santa Cruz, en Bolivie. Un anthropologiste argentin, M. Ayarragaray, dit que : « le métis primaire est inférieur au progéniteur européen ; mais en même temps, souvent supérieur à l'ancêtre indigène. » Il se montre hautain, viril, ambitieux, si ses ancêtres étaient « *charruas* », *güaranis* » ou « *araucans* », le rejeton des paisibles « *quechuas* » est lui-même supérieur à l'Indien. Il apprend l'espagnol, il s'assimile les mœurs nouvelles d'une civilisation supérieure et forme la caste dominante au barreau et dans la politique. Le métis, produit d'un premier croisement, ne constitue pas d'ailleurs un élément utilisable, pour l'unité politique et économique de l'Amérique : il conserve trop les défauts de l'indigène, il est faux et servile et répugne souvent à tout effort. C'est seulement après de nouvelles unions avec l'Européen que se manifeste la force des caractères, acquise du blanc. Héritier de la race colonisée, de la race autochtone, adapté à la terre même, il est extrêmement patriote ; l'américanisme, doctrine hostile aux étrangers, est son œuvre. Il veut conquérir le pouvoir pour usurper le privilège des oligarchies créoles.

On peut dire que le mélange des sangs avec la race noire a été funeste pour ces démocraties. En appli-

quant la loi des variations concomitantes de Stuart Mill au développement de l'Amérique espagnole, on pourrait fixer une relation nécessaire entre la proportion numérique des nègres et l'intensité de la civilisation. La richesse croît, l'ordre à l'intérieur s'affermit en Argentine, au Chili, dans l'Uruguay, et précisément dans ces pays la proportion de nègres a toujours été faible : ils ont disparu dans le mélange avec les races européennes. A Cuba, à Saint-Domingue, dans quelques Républiques de l'Amérique Centrale, et dans certains Etats de la Confédération brésilienne, où les fils d'esclaves constituent le plus fort de la population, les désordres intérieurs se perpétuent. Une République noire, Haïti, est là pour démontrer par son histoire révolutionnaire l'incapacité politique de cette race.

Le mulâtre et le « *zambo* » sont les véritables hybrides d'Amérique. D'Orbigny croyait à la supériorité du métis sur les descendants des Africains importés comme esclaves ; Burmeister est d'opinion que chez le mulâtre les traits caractéristiques de la race nègre dominent. Ayarragaray affirme que les enfants, nés de l'union de nègres avec des « *zambos* » ou des indigènes, sont en général inférieurs à leurs parents, tant par l'intelligence que par la force physique. Les éléments inférieurs des races qui s'unissent se combinent évidemment dans leur progéniture. On note d'ailleurs, à la fois chez les mulâtres et les « *zambos* », certaines contradictions intérieures : ils n'ont qu'une faible et incertaine volonté, dominée par l'instinct et par des passions grossières. A la faiblesse de caractère correspond une intelligence peu lucide, incapable d'analyse profonde, de méthode, d'idées générales, une certaine abondance oratoire, une rhétorique pompeuse. Le mulâtre aime le luxe et le gaspillage ; il est servile et manque de sens moral. L'invasion des nègres s'étendit à toutes les colonies ibériques,

où, pour racheter l'Indien outrageusement exploité, des apôtres ingénus importèrent des esclaves africains. Au Brésil, à Cuba, à Panama, au Vénézuéla et au Pérou, cette caste atteint une proportion élevée du chiffre global de la population. Au Brésil, 15 p. 100 de la population sont composés de nègres, sans compter l'immense quantité de mulâtres et de « *zambos* »; Bahia est une ville à moitié africaine. A Rio de Janeiro les nègres affranchis abondent. A Panama, les Africains pur sang atteignent 10 p. 100. De 1759 à 1803, 642.000 nègres sont entrés au Brésil; de 1792 à 1810, Cuba en reçoit 89.000. Ces chiffres accusent l'influence formidable des anciens esclaves dans l'Amérique moderne. Mais c'est aussi une revanche de leur servitude que ce sang mêlé à celui de leurs anciens maîtres. Incapables d'ordre et de *self-control*, ils sont un facteur d'anarchie; toutes les vaines démonstrations extérieures les attirent, sonore phraséologie, ostentation. Ils font étalage de leurs fonctions, d'un grade, d'un titre universitaire ou d'un diplôme académique. Comme l'Indien ne pouvait pas travailler sous les tropiques, l'immigration noire se dirigea principalement vers ces régions, et le climat énervant, l'indiscipline du mulâtre, la faiblesse de l'élément blanc contribuent à la décadence des nations équatoriales.

On méprise plus le mulâtre que le métis, parce qu'il montre souvent l'abjection de l'esclave et l'indécision de l'hybride : il est à la fois servile et arrogant, envieux et ambitieux. Son violent désir de monter à un rang social plus élevé, d'acquérir des richesses, de la puissance et du faste, est, dit très justement M. Bunge, une « hyperesthésie d'arrivisme ».

Les « *zambos* » n'ont rien créé en Amérique. Par contre, de robustes populations métisses, « *mamelucos* » du Brésil, « *cholos* » du Pérou et de Bolivie, « *rotos* » du Chili, descendants d'Espagnols et de

« *guaranies* », se distinguent par leur virilité et leur fierté. L'instabilité, l'apathie, la dégénérescence, tous les signes des races épuisées se rencontrent bien plus fréquemment chez le mulâtre que chez le métis.

L'Européen établi en Amérique devient un créole : c'est la race nouvelle, terme final d'unions séculaires. Elle n'est ni indienne, ni noire, ni espagnole. Les castes se sont fondues, et ont créé une souche américaine où on distingue les traits psychologiques des Indiens et des nègres et les tons de la peau et les formes du crâne qui révèlent un métissage éloigné. Si toutes les races du Nouveau Monde doivent s'unir un jour, le créole sera le véritable Américain.

Il est paresseux et brillant. Il n'y a rien d'excessif en lui, ni son idéal, ni ses passions; tout est médiocre, mesuré, harmonieux. Son ironie caustique et fine a tôt fait de refroidir les enthousiasmes exubérants : il triomphe par le rire. Il aime la grâce, le calembour, l'élégance verbale. les formes artistiques ; de grandes passions ou de grands désirs ne l'agitent pas. En religion, il est indifférent, sceptique, et disputeur à la mode byzantine en politique. Personne ne pourrait découvrir chez lui la trace de l'aïeul espagnol, aventureux et stoïque.

Mais l'unité est-elle réalisable avec des castes aussi nombreuses? Faudra-t-il le travail de plusieurs siècles pour qu'une population nettement américaine se forme? Le mélange des sangs indien, européen, métis et mulâtre continue. Comment former de toutes ces variétés une race homogène? Il y aura, à ce propos, une période d'inquiétude douloureuse : les révolutions américaines révèlent le déséquilibre des races et des hommes. Le métissage produit souvent des types dépourvus de toute proportion, tant au physique qu'au moral.

La résistance des néo-Américains à la fatigue et à la maladie diminue considérablement. Dans la cornue

de l'avenir, terriblement agitée, les éléments de la synthèse future se combinent et se compliquent. Si les castes restent divisées, il n'y aura pas d'unité possible à opposer aux invasions probables. « Trois conditions sont nécessaires, écrit M. Gustave Le Bon, pour que des races arrivent à fusionner et à former une race nouvelle, plus ou moins homogène. La première de ces conditions est que les races soumises aux croisements ne soient pas trop inégales par le nombre ; la seconde, qu'elles ne diffèrent pas trop par leurs caractères ; la troisième, qu'elles soient soumises pendant longtemps à des conditions de milieu identiques[1]. »

En examinant, en conformité avec ces principes, le métissage de l'Amérique, nous voyons que l'Indien et le nègre sont très supérieurs au blanc par le nombre : l'élément européen pur n'atteint pas le 10 p. 100 de la population totale. Au Brésil et en Argentine, les immigrants allemands et italiens abondent, mais dans les autres pays le nécessaire courant d'invasion des races supérieures n'existe pas.

Nous avons indiqué les différences profondes qui séparent l'Espagnol audacieux du nègre esclave, nous avons dit que le servilisme de la race indienne contraste avec l'orgueil des conquérants : c'est dire que le mélange de ces castes rivales, Ibères, Indiens et nègres, a généralement des conséquences funestes. Seules peuvent être exceptées, au Chili, dans le Brésil méridional, au Mexique, dans la Colombie, au Pérou, en Bolivie, d'heureuses combinaisons de sang métis. Finalement, la terre n'a pas pu exercer encore une influence décisive sur les races en contact. Le Français et le Saxon modernes naissent des croisements d'anciennes races soumises pendant des siècles à la pression efficace de la terre. Les grandes

1. *Les Lois psychologiques de l'Evolution des peuples.* Paris, 1900 ; p. 144.

invasions qui modifièrent la souche traditionnelle eurent lieu il y a dix siècles; elles expliquèrent les terribles luttes du Moyen Age. Le nouveau type américain n'a pas une histoire aussi longue.

En somme, aucune des conditions établies par le psychologue français ne se réalise dans les démocraties latino-américaines, et, par contre, leur population dégénère.

Les castes inférieures luttent avec succès contre le dominateur traditionnel : à l'ordre qui existait autrefois, succède l'anarchie morale; aux convictions solides, un scepticisme superficiel; à la ténacité castillane, l'indécision. L'œuvre de la race noire avance, et le continent revient à la primitive barbarie.

Cette régression constitue une grave menace. Dans l'Amérique du Sud, la civilisation dépend de la domination numérique des conquérants espagnols, du triomphe de l'homme blanc sur le mulâtre, le nègre et l'Indien. Une forte immigration européenne peut seule rétablir l'équilibre rompu des races américaines entre elles. En Argentine, l'alluvion cosmopolite a détruit le nègre et éloigné l'Indien. Il a un siècle, on trouvait à Buenos-Ayres 20 p. 100 d'Africains; l'ancien esclave a maintenant disparu, et les mulâtres sont devenus rares. Par contre, à Mexico, en 1810, les Européens formaient la sixième partie de la population; aujourd'hui, ils n'en sont plus que la vingtième.

M. Pearson, dans son livre célèbre, *National Life and Character* [1], a écrit : « A la longue, les civilisations inférieures font preuve de plus de vigueur que les civilisations supérieures ; les déshérités l'emportent sur les castes privilégiées et le peuple conquis absorbe le conquérant. » Il déclarait encore que le Brésil tomberait vite au pouvoir des nègres, pendant

1. Londres, 1894; p. 73.

que les Indiens se développeraient dans les régions inaccessibles du Nord et du Centre, et que les blancs, refoulés par le progrès de ces races, abonderaient seulement dans les villes et dans les régions salubres. Cette pénible prophétie se serait accomplie à la lettre si, dans le conflit des castes, la population blanche n'eût pas été promptement renforcée par l'arrivée de nouveaux colons.

Mais il ne peut suffire d'un croisement pour que les caractères de la race supérieure soient communiqués au métis d'une manière durable. « Il est nécessaire qu'il soit le fruit d'une union de troisième, de quatrième ou cinquième degré ; c'est-à-dire qu'il y ait eu autant de croisements successifs, avec un père ou une mère de race blanche, pour que le métis puisse être en condition de s'assimiler la culture européenne », a écrit un sociologue argentin. Pour que cette vaste sélection puisse être réalisée au profit du conquérant de race blanche, il faudrait que, non seulement les races soumises au croisement soient proportionnées en nombre, mais encore que la masse des Européens domine et puisse imposer son esprit aux castes futures. En somme, le problème de la race dépend de la solution donnée au problème démographique. Sans l'appoint d'une population nouvelle, il y aura en Amérique, non seulement un épuisement lamentable, mais encore un prompt recul de la race. La phrase d'Alberdi reste toujours vraie : « En Amérique, gouverner, c'est peupler. »

Les colons apportent avec eux les traditions et les mœurs de races disciplinées, une organisation morale qui est l'œuvre de siècles de vie commune. Les gens d'origine rurale, qui arrivent en Amérique, défendent les intérêts établis, le gouvernement, la loi et la paix : ils travaillent, luttent et thésaurisent. De plus, seuls, les hommes entreprenants émigrent, et ils transmettent aux démocraties nouvelles une impulsion de vie

qu'elles ignoraient jusqu'alors. Dès la deuxième génération, les descendants de colons étrangers sont devenus argentins, brésiliens ou péruviens : leur patriotisme est aussi ardent et exclusif que celui des nationaux. Ils adoptent complètement les mœurs locales. Ils ont subi l'action du milieu américain.

Basques et Italiens ont déjà transformé l'Argentine: ils arrivent comme ouvriers, comme employés ou commerçants, forment des colonies agricoles et deviennent propriétaires. Ils brûlent les étapes : leurs fils seront des banquiers, d'orgueilleux ploutocrates. Sur 1.000 individus, il y a 128 Italiens et seulement 99 Argentins qui possèdent des terres. Ces Latins sont prolifiques: en 1904, 1.000 femmes argentines donnèrent la vie à 80 enfants; 1.006 espagnoles, à 123, et 1.000 italiennes, à 175 [1]. Les immigrants augmentent donc la richesse nationale et peuplent le désert [2]. De plus, leurs descendants figurent dans la politique et les lettres. Signalons seulement quelques noms argentins remarquables à divers titres : Pellegrini, ancien président ; Groussac, Magnasco, Becher, Bunge, Ingegnieros, Chiappori, Banchs, Gerchunoff.

1. V. Gonnard. *L'Emigration européenne au XIX^e^ siècle.* Paris, 1906; p. 220 et suiv.

2. Pour comprendre l'importance de l'immigration, il suffit d'observer qu'il y a au Mexique 7 habitants par kilomètre carré; au Brésil, 1.7; en Argentine, 1.6; alors qu'il y en a 72 en France, 105 en Allemagne, 110 en Italie, 120 en Angleterre et 248 en Belgique.

## CHAPITRE III

### LE PROBLÈME POLITIQUE

Les « caudillos » : leur action. — Les révolutions. — Divorce entre les constitutions écrites et les mœurs politiques. — Les futurs partis. — La bureaucratie.

Le développement des démocraties ibéro-américaines diffère considérablement de l'admirable esprit de leurs chartes politiques. Celles-ci renferment tous les principes de gouvernement appliqués par les grandes nations européennes : harmonie des pouvoirs, droits naturels, suffrage libéral, assemblées représentatives; mais la réalité contredit l'idéalisme de ces statuts importés d'Europe. Les traditions de la race dominante ont créé, en fait, de simples et barbares systèmes de gouvernement. Le « *caudillo* » est le pivot de cette politique : chef d'un parti, d'un groupement social ou d'une famille puissante par l'importance de ses relations, il impose sa volonté tyrannique à la multitude. En lui se concentrent le pouvoir et la loi. De son action permanente dépendent l'ordre à l'intérieur, le développement économique, l'organisation nationale. Son autorité est inviolable, supérieure à la Constitution et aux lois.

Toute l'histoire de l'Amérique, l'héritage des Espagnols et des indigènes, aboutit à cette exaltation du « *caudillo* ». Le gouvernement par les « *caciques* », maîtres absolus de même que les « *caudillos* », est très ancien en Espagne, ainsi que l'a démontré Joa-

quin Costa dans son analyse des fondements de la politique espagnole. Dans chaque province, dans chaque ville, on trouve une personnalité centrale qui incarne la justice et la force, que la tourbe admire, à laquelle l'opinion obéit, et qui impose mœurs et idées. Les Indiens d'Amérique obéissaient à des « *caciques* », et les premiers conquérants comprirent vite qu'en attirant les chefs locaux, ils soumettraient par là même les peuplades indigènes. L'existence de ces caudillos peut aussi s'expliquer par des influences territoriales. On a écrit que le désert est monothéiste : sur l'uniformité aride s'élève, en effet, un Dieu imposant. De même pour les steppes, les pampas, les plateaux d'Amérique, vastes et monotones étendues : Paez et Quiroga sont les divinités de ces régions. Aucune autre force ne peut limiter leur autocratie. En face du nivellement des hommes, œuvre de la plaine, leur ferme volonté de chefs acquiert des attributs divins. Les révolutions américaines apparaissent alors comme des guerres mauresques, menées par des « *caïds* » mystiques.

M. Raphaël Salillas a écrit qu'en Espagne le « *cacique* » est une hypertrophie de la personnalité politique : il symbolise l'excès du pouvoir et d'ambition de l'individualisme espagnol. En Amérique, les premiers conquistadors se disputent l'autorité suprême. Les guerres civiles de la conquête proviennent de conflits entre chefs frénétiques : aucun d'entre eux ne conçoit le pouvoir comme réel s'il n'est illimité et despotique. Après eux, le vice-roi tout-puissant, demi-dieu par ses pouvoirs, exerce une domination analogue. Le Président sud-américain, héritier des traditions des gouverneurs de l'époque coloniale, possède aussi la plénitude de l'autorité ; la Constitution lui confère des pouvoirs semblables à ceux des czars de Russie.

Le pouvoir pour lui-même est l'idéal de ces gens :

les chefs peu importants sont satisfaits de commander à une province; les grands aspirent à dominer une République. Les questions de personnalité sont le caractère dominant de la politique; et les despotes abondent. Quand un « *Régénérateur* » détient le pouvoir, il se présente un « *Restaurateur* » pour lui disputer ce dernier; puis un « *Libérateur* », et enfin un « *Défenseur de la Constitution* ». Les dieux mineurs se combattent à l'envi, et la démocratie accepte le vainqueur en qui elle admire un chef représentatif, robuste création de la race. Ce n'est pas le personnage ibsénien, fort de son isolement : en lui, les caractères moyens de la nation, ses vices et ses qualités sont mieux définis, plus accentués; il obéit à l'instinct et à des idées fixes; il ne conçoit pas d'idéal; il est impressionnable et fanatique.

M. Ayarragaray distingue deux variétés de « *caudillos* », le rusé et le violent. Ce dernier fut surtout particulier à la période militaire de l'histoire ibéro-américaine. Chefs de bandes qui détruisent comme des Huns, il domine par la terreur et l'audace, imposant à la vie civile une discipline de caserne. Le « *caudillo* » du type rusé exerce une dictature morale plus longue; il appartient à une période de transition, entre l'époque militaire et l'époque industrielle. Ce nouveau maître conserve le pouvoir grâce au mensonge et aux subterfuges. Tyrans à moitié cultivés, ils usent de la richesse comme les autres de la force; et, au lieu de s'imposer brutalement, ils emploient la corruption tortueuse.

Le régime des « *caudillos* » conduit au gouvernement présidentiel. Les Constitutions établissent des assemblées, mais, en dépit de ces cadres théoriques, la tradition triomphe. Depuis l'époque coloniale, la centralisation et l'unité ont été des formes américaines de gouvernement.

Dans la personne du président de ces démocraties,

réside toute autorité, ordinairement dévolue aux fonctionnaires politiques. Il commande l'armée, multiplie les rouages de l'administration, s'entoure de docteurs ès lois et de prétoriens. Les Congrès lui obéissent; il intervient au cours des élections, et obtient les majorités parlementaires qui lui conviennent. La haute magistrature est parfois indocile aux désirs du gouvernement; mais dans la vie de province, les juges dépendent entièrement des chefs politiques. La direction suprême des finances, de l'armée, de la flotte, de l'administration appartient au président, comme avant l'ère républicaine elle appartenait au vice-roi.

Les partis luttent entre eux, non seulement pour la conquête du pouvoir, mais encore pour détenir cette présidence omnipotente. Ils comprennent que le chef de l'Exécutif est l'agent efficace de toutes les transformations, que ministres et parlements ne sont que des facteurs secondaires dans la vie politique. Un sociologue argentin, M. Joaquin Gonzalez, a écrit avec beaucoup d'à propos que « chaque période gouvernementale est caractérisée par la condition et par la valeur de l'homme qui y préside. Cette modalité du système présidentiel de la constitution, à défaut d'une éducation politique solide et élevée, a favorisé dans une grande mesure le retour au régime personnel. »

A ce système dominant correspondent des groupes politiques sans programme : on ne lutte pas pour le triomphe d'idées, mais pour celui de certains hommes. Les termes consacrés perdent leur signification traditionnelle. Il existe des « *civilistes* » qui défendent le militarisme, des libéraux qui essaient de renforcer l'autorité présidentielle, des nationalistes qui préconisent le cosmopolitisme, des constitutionnalistes qui violent la charte politique. Le personnalisme groupe ensemble conservateurs et libéraux. Même au Chili,

où l'activité des partis eut une rare continuité, les plus anciens se dissolvent en factions informes. Le président établit son autorité despotique sur la division de ces groupements rivaux ; il s'efforce de dissoudre les petites factions, de diviser pour gouverner.

Sans idéal ni unité dans leur action, les partis se convertissent en bandes faméliques que l'on peut distinguer par la couleur de leur fanion. De même qu'à Byzance, les Bleus luttent contre les Jaunes, au Vénézuéla ; les Blancs combattent les Rouges dans l'Uruguay; le rouge est la couleur distinctive des fédéralistes argentins. Une intolérance agressive sépare ces groupes : autour de leur gonfalonier et de leur symbole, ils se réunissent en factions irréductibles. Aucun intérêt commun, parfois pas même celui de la Patrie, ne peut les réconcilier. Chaque parti défend un chef, un intérêt, un dogme : d'un côté, il considère les siens, missionnaires de culture et de vérité; de l'autre, ses ennemis, impurs et mercenaires. Chaque groupe croit détenir le monopole du désintéressement et du patriotisme : Rosas appelait ses opposituers des « sauvages immondes ». Pour la bande qui possède le pouvoir, les révolutionnaires sont des malfaiteurs; pour ceux-ci, les dirigeants ne forment qu'un gouvernement de tyrans et de larrons. Il y a de bons et de mauvais dieux, comme dans les théogonies orientales. Elevés par l'Eglise Romaine, les Américains apportent dans la politique, l'absolutisme des dogmes religieux, ils ne conçoivent pas la tolérance. Le parti dominant aspire à annihiler ses adversaires, à réaliser l'unanimité complète de la nation : la haine des contraires est le premier devoir du politicien conséquent. L'opposition ne peut guère prétendre à un poste de contrôle dans les Assemblées, à conquérir lentement le pouvoir. Ce n'est que par la violence que les partis peuvent sortir de l'ostracisme

où les tient la faction au pouvoir, et c'est par le même moyen qu'ils y retournent. Hors du régime des « *caudillos* », le mensonge politique domine : la liberté des suffrages n'est qu'une promesse platonique, inscrite dans la Constitution; les élections sont l'œuvre du gouvernement; il n'y a pas d'opinion publique. Le journalisme, presque toujours opportuniste, ne fait que refléter l'indécision des partis. Statuts politiques et conditions sociales s'opposent : ceux-là proclament l'égalité et les races sont diverses; le suffrage universel, et les races sont illettrés, la liberté, et les despotes imposent leurs pouvoirs arbitraires. Par l'entremise de ses préfets et gouverneurs, le Président dirige les élections, appuie tel ou tel candidat, impose même son successeur. Il est le suprême électeur.

Les assemblées représentatives deviennent de véritables institutions bureaucratiques : députés et sénateurs acceptent les ordres du Président. Selon M. L.-A. de Herrera, deux castes se forment : « d'une part, les oligarchies qui détiennent le pouvoir, à l'encontre de la volonté populaire; de l'autre, les citoyens privés de toute participation au pouvoir. » Des révolutions fréquentes, des *pronunciamientos*, suivant la tradition espagnole, viennent troubler la classe dominante dans l'exercice du pouvoir : ces mouvements superficiels ne peuvent pas être comparés aux grandes crises européennes, qui font disparaître un régime politique ou imposent l'avènement d'une nouvelle classe sociale. Ils ne sont que le résultat des conflits perpétuels des « *caudillos* ». Les chefs et les oligarchies changent; mais le régime politique, avec ses vices séculaires, subsiste.

Les révolutions sud-américaines peuvent être considérées comme une forme nécessaire de l'activité politique : au Vénézuéla, cinquante-deux révoltes importantes ont éclaté en un siècle. Le parti vainqueur essaie de détruire les autres groupes : la révo-

lution représente alors un moyen politique pour les partis privés du suffrage. Elle correspond aux protestations des minorités européennes, aux grèves anarchistes du prolétariat, aux grands meetings anglo-saxons, où les partis d'opposition combattent le Gouvernement. C'est à l'excessive simplicité de la politique, où l'opinion n'a pas d'autre moyen d'expression que la tyrannie des oligarchies d'un côté et la rébellion des vaincus de l'autre, que sont dues les interminables luttes sanglantes de l'Amérique espagnole. Ces guerres intérieures continuelles s'opposent au développement économique et à la stabilité des Républiques ; elles en ruinent le crédit extérieur, préparent des interventions humiliantes, suscitent des tyrannies; mais il ne faut pas oublier que la Révolution fut souvent, chez ces démocraties sans droit de suffrage réel, l'unique moyen de défense de la liberté. Contre des tyrans des esprits conservateurs même se soulevèrent, et la rébellion devint une réaction.

Les guerres civiles ont d'ailleurs perdu leur ancien caractère. Elles symbolisaient le retour au chaos primitif: des multitudes vagabondes, des bandes armées désolaient les champs et incendiaient les villes. L'assassinat, le vol, la dévastation des propriétés, la guerre sans merci, le feu envahisseur, tous les pouvoirs de destruction étaient en lutte contre les faibles fondements de la nationalité.

C'était la même sélection à rebours qu'opérait l'Inquisition espagnole, d'après Buckle. Des centaures brutaux occupaient les villes où la civilisation espagnole atteignait son apogée. Sarmiento a décrit l'assaut des charrettes nomades, qui transportèrent à travers les pampas argentines les pénates nationaux, sorte d'odyssée tartare dans l'infinie désolation des plaines. Même une fois les classes sociales organisées, et les intérêts économiques définis, la rivalité des chefs continue, et la politique demeure personnelle.

Cependant, la guerre civile n'est déjà plus l'âpre choc de gens sans loi ni foi, de « *outlaws* ». Le drame remplace l'épopée, la lutte des passions et des intérêts succède aux batailles des personnages semi-divins, orgueilleux de leur mission tragique. On achète les votes, les comités électoraux faussent le suffrage, comme aux Etats-Unis, par la force de l'argent.

C'est ainsi que la ploutocratie conquiert les bancs du Congrès.

Si le continent crée spontanément des dictateurs, toute l'ambitieuse construction politique des démocraties américaines : parlements, ministres, municipalités, n'est-elle pas une invention décevante?

Dans quelques Etats, où la vie économique est intense, en Argentine, au Chili, au Brésil, dans l'Uruguay, les bons despotes ne marquent pas le terme du développement national : là, de nouveaux partis peuvent se former, et les « *caudillos* » disparaîtront vite. Le Dr Ingegnieros prévoit la création en Argentine de nouveaux groupes politiques, à tendances financières. La classe rurale qui domine dans les provinces et possède les grandes richesses nationales, élevage et agriculture; la bourgeoisie commerçante et industrielle des grandes villes, formeraient, comme les agrariens et les industriels en Allemagne, les tories et les whigs en Angleterre, les deux partis futurs. Une fois les partis secondaires disparus, seules deux grandes organisations politiques domineraient.

Cette transformation des anciens groupements est d'ailleurs logique. A l'époque coloniale, les rivalités pour la possession du pouvoir se donnèrent cours dans les limites étroites de la vie publique : les Espagnols étaient en majorité dans les « *audiencias* », tribunaux, et les créoles dans les « *cabildos* », municipalités. Ceux-là défendaient l'intolérance religieuse, le monopole économique, l'empire exclusif et universel de la

métropole ; ceux-ci s'efforcèrent d'obtenir l'égalité économique et politique, la disparition des privilèges, un gouvernement national. Après la révolution, ces divisions se compliquèrent ; le fédéralisme et l'unité, les querelles religieuses, parfois l'hostilité des castes entre elles, séparent les hommes en groupements instables. La politique devient une guerre de clans irréductibles. Dans les nations organisées de la zone australe, les anciennes dissensions perdent peu à peu de leur importance et une indifférence générale succède aux haines théologiques. Fédéraux et unitaires bataillent toujours ; mais ils ont perdu la dureté ancienne de leurs antagonismes. D'autre part, les castes se confondent progressivement par l'effet du métissage.

Les facteurs économiques persistent cependant et leur importance s'accroît à mesure qu'industries et villes se développent. Les questions financières diviseront dans l'avenir les citoyens de démocraties devenues nettement industrielles : les agrariens lutteront contre les manufacturiers, les libres-échangistes contre les protectionnistes. De même que républicains et démocrates aux Etats-Unis, certains groupes aspireront à l'impérialisme et d'autres à la neutralité. Au groupement qui voudra stimuler l'influence allemande ou yankee s'opposera un autre, partisan de l'action française ou italienne.

Déjà existent aujourd'hui, à Cuba, un parti qui demande l'annexion aux Etats-Unis et un autre qui défend l'autonomie nationale. Certains politiciens accepteront l'immigration sans réserves ni restrictions, alors que d'autres, nationalistes, défendront l'intégrité de leur héritage contre l'invasion étrangère. L'Amérique, comme la France moderne, aura ses *métèques :* ce seront les Européens, les Yankees et les Jaunes.

Hors des nations australes, il ne s'est pas encore

formé de classes, ni d'intérêts sociaux. Aucun des problèmes qui agitent l'Europe : extension du droit de suffrage, représentation proportionnelle, autonomie municipale, n'ont là-bas d'importance immédiate. L'Etat est le tuteur nécessaire, sorte de providence sociale d'où proviennent la richesse, la force et le progrès. Affaiblir cette influence serait encourager le désordre à l'intérieur : seules ont été utiles en Amérique les Constitutions qui ont renforcé le pouvoir central contre l'anarchie perpétuelle.

Le progrès de ces démocraties est l'œuvre des capitaux étrangers, et, quand l'anarchie politique domine, le crédit périclite. Les gouvernements qui assurent la paix, les tyrans paternels sont donc préférables aux démagogues. Un jeune critique vénézuélien, M. Machado Hernandez, après avoir étudié l'histoire de sa patrie déchirée par les révolutions, pense que la meilleure forme de gouvernement pour l'Amérique du Sud est celle qui renforce les attributions du pouvoir exécutif et établit la dictature. Au lieu du référendum suisse et de l'organisation fédérale des Etats-Unis, l'autocratie est, nous semble-t-il, le seul moyen pratique de gouvernement.

Augmenter la durée du pouvoir présidentiel, afin d'éviter les trop fréquentes luttes des partis; simplifier la machine politique qui transforme les parlements toujours plus nombreux en de simples organisations bureaucratiques; prolonger le mandat des sénateurs et des députés pour empêcher que des élections fréquentes ne troublent l'existence des peuples; renoncer en somme aux dogmes ingénus des statuts politiques au nom de réformes concrètes : tel semble l'idéal qui arrêterait dans l'Amérique tropicale, au Mexique, au Pérou, en Bolivie, l'action dissolvante des révolutions.

Il est évident qu'un président muni d'une forte autorité peut vite devenir tyran, mais le pouvoir,

dans ces nations, n'est-il pas une semi-dictature que l'on tolère? Les chefs d'Etat gouvernent quatre ans suivant les termes de la Constitution, mais leur action continue par l'entremise de leur successeur. La véritable durée de leur influence politique est de vingt ans.

Si un président tutélaire est nécessaire, il n'en convient pas moins d'opposer à son autocratie un pouvoir modérateur qui rappellerait, par sa constitution, le Sénat à vie de Bolivar. On peut concevoir de même un Sénat qui représenterait les véritables intérêts nationaux : corps stable, réunion de toutes les forces de conservation sociale, assemblée sereine étrangère à toute velléité démocratique, où le clergé, l'université et le commerce, les industries, l'armée, la marine, les pouvoirs judiciaires, pourraient défendre contre les assauts de la démagogie, contre les réformateurs trop audacieux, la Constitution, la tradition, les lois. Garcia-Moreno voulait qu'on étendît à douze ans la durée du mandat des sénateurs.

La dualité des chambres législatives est inefficace en Amérique. En effet, provenant toutes deux du vote populaire, des mêmes majorités électorales, la Chambre l'emporte toujours sur le Sénat qui ne représente ni intérêts ni traditions. Il existe donc, en réalité, une assemblée uniforme, divisée artificiellement en deux corps indépendants. Dans les congrès domine, sans l'utile correctif d'institutions conservatrices, la volonté anonyme ou jacobine d'une multitude agitée par tous les intérêts qui divisent : ambition du pouvoir, orgueil provincial, passion de cabale et d'intrigue.

Un fait aussi grave dans la politique américaine que les révolutions périodiques, c'est le développement de la bureaucratie.

Dans la vie encore simple de la nation, les organes de l'administration publique se compliquent d'une

manière exagérée. Le budget fait ainsi vivre une classe stérile, recrutée principalement parmi les créoles qui préfèrent la sécurité du fonctionnarisme à la conquête de la terre. L'énergie et l'espoir diminuent avec l'accroissement du nombre presque infini des budgétivores.

Les étrangers monopolisent l'industrie et le commerce et acquièrent ainsi la propriété de cette terre dont ont hérité des Américains dépourvus d'énergie.

Un observateur nord-américain[1] écrit que les grandes fortunes des Argentins d'origine ont été constituées par la valeur toujours croissante de la propriété foncière et sont dues au développement naturel du pays plutôt qu'à leur propre initiative ou à leur esprit d'entreprise. Mais les Sud-Américains sont en train de dilapider ces richesses et des colons fortunés d'Espagne et d'Italie les remplacent peu à peu dans la hiérarchie sociale.

Suivant un homme d'Etat mexicain, M. Justo Sierra, le gouvernement dans l'Amérique du Sud est une administration d'employés, protégés par d'autres employés, l'armée. Ces nations, que doivent envahir des immigrants actifs, sont donc dirigées par un groupe de mandarins, et si une éducation pratique ne développe pas dans la jeunesse les vocations commerciales et industrielles, les colons enrichis chasseront le créole de ses vieilles positions. Quelques écrivains défendent la bureaucratie comme le refuge, en face de l'invasion cosmopolite, des esprits choisis, écrivains, artistes et hommes politiques : « si les étrangers disposent de la fortune matérielle, dit un jeune observateur très distingué, M. Manuel Galvez[2], il est juste que nous autres, Argentins, nous disposions de la fortune intellectuelle ». Noble idéalisme qui se satisfait d'une richesse

1. Cité par J. V. González dans *La Nación*, de Buenos-Ayres, 25 mai 1910.

2. *El Diario de Gabriel Quiroga*. Buenos-Ayres, 1910; p. 85.

irréelle. Mais au point de vue de la vie nationale, ce défaut d'équilibre est inquiétant. En face des progrès des conquérants étrangers qui se rendent maîtres de la terre, s'enfermer dans une tour d'ivoire serait le plus complet des renoncements.

Dans l'organisation de l'Amérique future, il ne faut pas oublier les suggestions de Caliban. Parmi les innombrables bureaucrates qui dévorent les budgets, il n'y aura pas toujours des écrivains dignes de la protection officielle ; ils se recruteront plutôt parmi la jeunesse indolente, rétive à tout effort soutenu.

L'encouragement d'esprits choisis ne doit pas se confondre avec l'entretien injustifiable d'une légion parasitaire. Le « *caudillo* » multiplie les fonctionnaires pour récompenser ses amis : le népotisme domine dans la politique.

Les grandes transformations politiques de l'avenir seront dues au développement de la richesse commune : de nouveaux partis apparaîtront et la bureaucratie devra considérablement diminuer.

## CHAPITRE IV

### LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE

Les emprunts. — Les budgets. — Le papier-monnaie. — La formation d'un capital national.

Les richesses inexploitées abondent en Amérique : forêts de caoutchouc, comme au Congo africain; mines d'or et de diamant, qui rappellent les trésors du Transvaal et du Klondyke; rivières qui roulent dans leur lit des sables aurifères, comme le Pactole de la légende antique; café, cacao et blé, dont l'abondance est telle, que ces produits peuvent accaparer les marchés du monde. Mais il n'y a pas de capitaux nationaux. C'est du contraste entre la richesse du sol et la pauvreté des Etats que surgissent de graves problèmes économiques.

Par le moyen d'efforts longtemps soutenus, une race active aurait conquis son indépendance financière. Les Latino-Américains, paresseux et accoutumés à tout attendre de l'initiative de l'Etat, n'ont pas su faire la conquête de la terre, et c'est le capital de l'Etranger qui exploite les richesses d'outre-mer.

Depuis l'origine même de leur indépendance, les démocraties latines, qui manquaient de réserves financières, ont eu besoin de l'or de l'Europe. Le gouvernement de l'Espagne s'était emparé des trésors d'outre-mer pour satisfaire aux besoins d'une cour prodigue, et pour prévenir sa propre faillite.

L'indépendance de l'Amérique se fit grâce à l'argent anglais : ce furent là les premiers emprunts nécessaires. Canning encouragea les révolutionnaires sud-américains, et les banquiers anglo-saxons donnaient leur appui à ses desseins, sous forme d'avances aux nouveaux gouvernements. Des agents colombiens, argentins et péruviens sollicitaient dans la Cité de Londres des emprunts onéreux, sans lesquels on ne pouvait vaincre le pouvoir espagnol.

Le régime républicain débutait en assumant ainsi d'impérieuses responsabilités financières. Avant de commencer à pratiquer une politique d'économie fiscale, il était nécessaire d'accepter la conclusion des emprunts les plus urgents ; mais, une fois les marchés européens ouverts, l'orgie financière commença. En 1820, M. Zéa conclut le premier emprunt colombien ; en 1821, le gouvernement de ce pays déclare qu'il ne peut assurer le service de cette Dette. Les besoins de la guerre contre l'Espagne, la formation toujours difficile de sociétés nouvelles, exigent l'apport d'argent étranger ; les emprunts s'accumulent, et bientôt les Etats en sont réduits à solliciter, à la fois, la réduction du capital emprunté et du taux d'intérêt. L'histoire lamentable de ces démocraties en banqueroute commence alors.

Peu à peu, les contrats financiers perdent tout aspect d'affaires sérieuses. Dans l'impossibilité d'obtenir des garanties vraiment solides, les banquiers imposent des conditions léonines, et l'agio devient la règle des nouvelles conventions. Une série d'interventions à Buenos-Ayres, au Mexique, à Saint-Domingue, au Vénézuéla ; de conflits diplomatiques, de réclamations d'indemnités, est le résultat de cette vie précaire. De plus, grâce à la protection que leur accordent leurs pays respectifs, les étrangers acquièrent une position privilégiée. Les Américains sont soumis à la juridiction des tribunaux ordinaires.

devant lesquels ils doivent réclamer le paiement de leurs créances sur l'Etat; les étrangers, eux, jouissent de lois d'exception. Un statut s'établit en leur faveur, et leurs gouvernements les appuient dans le recouvrement de créances injustifiées. Sir Charles Wyke, ministre d'Angleterre au Mexique, écrivait au *Foreign-Office*, en 1862 : « Dix-neuf sur vingt des étrangers qui résident dans ce pays infortuné ont quelque réclamation contre le gouvernement, soit d'une manière, soit de l'autre. Beaucoup de ces réclamations ont vraiment pour base des dénis de justice réels; alors que d'autres ont été fabriquées de toutes pièces, comme étant de bonnes affaires de spéculation, qui permettraient d'obtenir de l'argent en compensation de quelque tort imaginaire, par exemple, trois jours de prison que l'on se fait infliger intentionnellement, et cela dans le but de formuler une réclamation que l'on pourra développer dans une proportion exorbitante[1]. »

En face de la kyrielle de dettes qui proviennent soit du fait des emprunts mêmes, soit du fait des réclamations pour dommages subis durant les guerres civiles, les gouvernements ne peuvent que succomber. L'immoralité des gens du fisc et les convoitises de l'étranger expliquent donc ces banqueroutes perpétuelles, qui constituent l'histoire financière de l'Amérique.

Les descendants du prodigue conquérant espagnol, qui ignorent aussi bien le labeur que l'épargne, ont sans cesse recours à de nouveaux emprunts pour combler les déficits de leurs budgets. Dans l'ordre économique, les politiciens improvisés ne connaissent qu'une solution à leur dérèglement : l'emprunt, et c'est ainsi que, peu à peu, les pays latino-américains sont devenus de véritables colonies financières de l'Europe.

1. Cité par F. Bulnes, *Le Vrai Juarez*. Paris, 1904; p. 29.

La dépendance économique a comme corollaire nécessaire la servitude politique. L'intervention française au Mexique puisa son origine dans des réclamations pécuniaires non satisfaites : les étrangers, détenteurs de créances sur l'Etat, furent favorables à cette intervention. L'Angleterre et la France, qui commencèrent par vouloir assurer le recouvrement de certaines créances, finirent par imposer un monarque à la nation débitrice. Les Etats-Unis nourrissent l'ambition de devenir les uniques créanciers des peuples américains : ce remarquable et singulier privilège leur assurerait, en effet, dans l'avenir, une hégémonie incontestable sur tout le continent.

Dans l'histoire de l'Amérique latine, les emprunts symbolisent le désordre politique, l'imprévoyance, le gaspillage : c'est grâce à des prêts d'argent que se font les révolutions, et à des emprunts que les « *caudillos* » s'enrichissent. On liquide les anciennes dettes au moyen de nouvelles, on solde au moyen de l'or étranger les différences des exercices budgétaires. Quand la misère causée par le désordre politique devenait trop grande, les gouvernements américains s'agitaient fébrilement sur les marchés d'Europe pour hypothéquer les revenus publics, et se procurer de nouveaux fonds, en offrant de payer un intérêt élevé et en reconnaissant le bien-fondé de toutes les créances en suspens.

On grève, d'autre part, le budget pour créer de nouveaux emplois, qui puissent assouvir les appétits ; on augmente les droits protectionnistes, afin d'enrichir l'Etat. Ainsi, les forces productrices disparaissent, la vie devient plus chère, et la misère ne fait que croître. On ne connaît pas en Amérique les emprunts productifs pour la construction de chemins de fer, d'ouvrages d'irrigation, de ports, ou pour l'organisation de colonies d'immigrants.

Le produit des douanes et des autres impôts fiscaux

ne peut suffire à stimuler le progrès matériel des nations. On a donc recours aux banquiers de Paris ou de Londres; mais c'est l'excès même de ces opérations d'emprunt, et le mauvais emploi des fonds obtenus par ce moyen qui appauvrissent le continent. Le trop grand nombre de sinécures administratives, l'avidité des chefs, la vanité des gouvernements, tout cela demande de l'or; et quand les revenus normaux ne suffisent pas à enrichir ces faméliques oligarchies, l'emprunt qui engage l'avenir même du pays, paraît être pour tous chose naturelle.

Les budgets des divers Etats viennent encore compliquer cette situation économique déjà trouble. Ils augmentent démesurément, sans rapport avec les progrès faits par le pays. Ils sont basés sur des impôts qui sont une cause d'appauvrissement pour la nation, ou sur un protectionnisme douanier, qui met très haut le coût de la vie. Les politiciens amateurs d'apparences négligent le développement des ressources nationales pour l'augmentation immédiate des richesses fiscales; les budgets enflent, grâce à de nouvelles contributions. Et ces ressources nouvelles ne sont pas employées à des œuvres profitables : voies de communication, navigabilité des fleuves, chemins de fer. La bureaucratie augmente dans la même proportion, et l'argent de budgets établis pour duper l'opinion, sert à l'entretien d'une nichée de parasites. Dans la vie économique de ces pays, l'Etat est une sorte de Providence bienfaisante, qui crée et conserve la fortune des particuliers, augmente la misère commune par l'impôt, le faste, les œuvres vaines, l'entretien d'employés militaires et civils, le gaspillage de l'or emprunté à l'étranger : c'est la politique alimentaire dont parle Le Play. Le gouvernement est le Trésor public : c'est de lui que vivent, directement ou indirectement, tous les citoyens, alors que l'étranger profite des richesses nationales en les exploitant. Pou-

voir centralisateur, l'Etat impose à cette foule bureaucratique de magistrats et de députés, d'autorités politiques et de maîtres de l'enseignement, une livrée dorée.

En résumé, le nouveau continent, libre politiquement, est vassal dans l'ordre économique. Cette dépendance est nécessaire : sans le capital européen il n'y aurait en Amérique, ni gouvernements stables, ni chemins de fer, ni ports. Mais le désordre, qui règne dans les finances de ces pays, transforme en servitude réelle cette relation qui pourrait être bienfaisante autrement. Par l'accumulation des emprunts, on provoque des crises fréquentes et l'intervention étrangère.

Une politique d'épargne doit conduire vers l'établissement de l'équilibre économique. L'or de l'étranger viendra toujours, non plus sous forme d'emprunt, mais sous celle d'œuvres matérielles : chemins de fer, ports, industries, entreprises agricoles. C'est d'ailleurs de cette manière que le capital anglais s'entasse en Argentine, dans l'Uruguay, au Brésil et au Chili, où il devient un facteur indiscutable dans l'évolution industrielle de ces pays. En Argentine, il atteint 300 millions ; au Brésil, 150 millions ; au Chili, 51 millions ; dans l'Uruguay, 46 millions de livres sterling.

Du rapport entre le montant du capital importé et le chiffre de la population, de nouveaux problèmes surgissent. L'augmentation de la fortune étrangère, dans des peuples qui ne sont pas fécondés par de puissants courants d'immigration, constitue un danger réel. Pour payer les intérêts sans cesse croissants de la richesse empruntée, de nouvelles productions, une augmentation constante des échanges économiques est nécessaire ; il faut, en un mot, une plus grande densité de population. L'épuisement du stock humain chez les nations débitrices crée un défaut d'équilibre

financier très grave, qui peut avoir pour conséquence, non seulement la banqueroute, mais la perte de l'indépendance politique par l'annexion.

La solution du problème financier dépend, donc, de celle apportée au problème du peuplement. Les immigrants le résoudront en augmentant le nombre des unités productives; en accumulant leurs épargnes; en préparant, par des efforts irrésistibles, de solides fortunes. Certes, la richesse qu'ils créeront sera aussi d'origine étrangère, mais à la deuxième ou troisième génération, les descendants des colons enrichis deviennent de véritables citoyens du pays où leurs ancêtres ont établi leur foyer. Ils ont alors oublié leur patrie d'origine, et se sont mêlés aux vieilles familles qui conservent la tradition nationale.

Pour des peuples dont la condition économique est la dépendance, l'idéal est naturellement l'autonomie; sans elle, toute liberté est précaire. Une exportation considérable a lieu d'Amérique vers l'Europe, pour payer les importations et l'intérêt des capitaux étrangers. Seule, cette forte exportation de produits comme c'est le cas pour l'Argentine, le Mexique et le Brésil, peut maintenir une balance commerciale favorable. L'économiste argentin M. Alberto Martinez a démontré que, comme il n'existe pas dans son pays de réserve économique, ni de capital national, la diminution des exportations cause de graves troubles financiers : le change est très variable, le taux de l'escompte s'élève, le commerce diminue, le crédit est suspendu.

Dans les autres pays, le régime économique est l'instabilité même. Il dépend presque exclusivement de deux ou trois produits agricoles : le café, la canne à sucre, le caoutchouc, et des fluctuations incessantes du prix de ces produits qui constituent la richesse de ces contrées. On n'y rencontre pas la régularité des exportations de l'Argentine et du

Brésil, non plus qu'un développement industriel important. Pour remédier au défaut d'équilibre des budgets, et pour payer les intérêts de la Dette, l'Etat, gérant de la fortune publique, a de nouveau recours à l'emprunt. La création d'un capital national est donc une nécessité urgente pour ces démocraties prodigues.

En stimulant le développement de l'agriculture, en créant ou en protégeant l'industrie, en diminuant les charges budgétaires par la réduction des emplois bureaucratiques inutiles et des frais somptuaires, les gouvernements d'outre-mer pourront établir peu à peu les réserves nécessaires.

D'autre part, les unions douanières, les traités de commerce, les chemins de fer, doivent contribuer à la solidarité économique de ces nations entre elles. L'Europe y a placé d'énormes capitaux, elle leur envoie des quantités considérables de produits de ses industries, mais il y a des peuples plus favorisés que d'autres par cette invasion de capitaux. Il devrait donc être possible, par une suite de conventions pratiques, de poser les bases d'un « *Zollverein* » américain. La dépendance de certaines Républiques, vis-à-vis de quelques autres, préparerait l'indépendance commerciale envers l'Europe. Déjà, quelques industries se développent en Amérique : au Brésil leur production annuelle atteint la valeur de 46 millions de livres sterling; en 1909, les importations diminuèrent de 3 millions de livres, en conséquence de ce nouveau facteur économique. On peut donc concevoir que, dans un avenir encore éloigné, les peuples agricoles de l'Amérique achèteront les productions de leurs voisins industriels, Argentine, Brésil, Uruguay. L'unification des systèmes de monnaie rendra encore plus facile le développement de ce commerce entre peuples de zones diverses, les uns presque exclusivement agricoles, les autres agricoles et industriels;

le rapprochement économique sera ainsi la base d'une entente politique durable.

Il n'est pas de République américaine qui soit arrivée au terme de son développement économique. On peut distinguer trois périodes dans l'évolution des nations vers l'autonomie : pendant la première, la dépendance est absolue, tant pour les idées que pour les capitaux et les hommes : telle est la situation présente de la majorité des démocraties d'outre-mer. Durant la seconde, l'agriculture suffit aux nécessités nationales et l'industrie naît : l'Argentine, le Brésil, le Mexique ont déjà conquis cette liberté partielle. Finalement, la période d'exportation agricole et industrielle commence, et l'influence intellectuelle se fait sentir au delà des frontières. Après la France et l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis sont parvenus à cette période glorieuse. Ni le Mexique, ni l'Argentine, ni le Brésil n'envahissent encore le monde de leurs productions industrielles ou de leur activité intellectuelle originale ; il n'y a pas de culture ou de philosophie que l'on puisse proprement qualifier d'argentine ou de chilienne. L'Europe peut être tributaire de l'Argentine pour son blé et ses viandes, du Brésil pour son café ; mais les idées comme les machines arrivent en Amérique de Paris, de Londres ou de New-York.

M. Limantour, qui tenta d'arracher les chemins de fer mexicains aux capitalistes yankees, les économistes argentins, qui voudraient convertir la dette extérieure en dette intérieure, préparent le règne futur de la liberté financière ; mais cette transformation dépend de l'accroissement de la richesse privée ou publique, de l'activité des immigrants, qui deviennent vite, dans l'Amérique hospitalière, propriétaires fonciers et banquiers.

Dans les campagnes, dans les villes, chaque jour plus denses, la richesse commune et les revenus

fiscaux augmentent grâce aux efforts d'hommes industrieux. Non seulement des entreprises et des banques étrangères se fondent, mais aussi des institutions nationales, alimentées par des capitaux nationaux. Quand les emprunts pourront être souscrits dans le pays même, quand chemins de fer et ports seront construits avec les capitaux de l'Etat ou des particuliers, ou avec le concours financier d'autres gouvernements d'Amérique, quand les multimillionnaires américains (qui abondent déjà en Argentine) auront opéré la nationalisation des travaux publics actuellement aux mains des étrangers, l'idéal économique de ces démocraties sera réalisé.

L'Amérique Latine peut dejà être considérée comme indépendante au point de vue agricole; elle possède, en effet, des richesses qui lui sont propres : café du Brésil, blé de l'Argentine, sucre du Pérou, fruits et caoutchouc du Tropique. Sa capacité productive est considérable. Elle peut dominer les marchés du monde. L'exploitation systématique des mines révélera des trésors que l'on ne soupçonne seulement pas. On peut donc dire que, même sans de grandes industries, le continent américain, indépendant dans le domaine agricole, et exportateur de métaux précieux, peut conquérir une liberté économique sans doute précaire.

# CONCLUSION

## L'AMÉRIQUE ET L'AVENIR DES PEUPLES LATINS

Le canal de Panama et les deux Amériques,. — Les luttes futures entre Slaves, Germains, Saxons et Latins. — Rôle de l'Amérique latine.

Une nouvelle route offerte au commerce humain transforme la politique du monde. Le canal de Suez ouvrit à l'Europe l'Orient légendaire, dirigea le flot de l'émigration européenne vers l'Australie, et favorisa la formation, dans l'Afrique australe, d'une Confédération anglo-saxonne. Le canal de Panama est destiné à produire de profondes perturbations dans l'équilibre des nations du Nouveau Monde. Humboldt les annonçait déjà en 1804[1]. « Les productions de la Chine seront rapprochées de plus de 2.000 lieues, écrivait-il, de l'Europe et des Etats-Unis ; de grands changements auront lieu dans la condition politique de l'Asie orientale, parce que cette langue de terre (Panama) est depuis des siècles le boulevard de l'indépendance de la Chine et du Japon. »

L'Atlantique est aujourd'hui l'Océan de la civilisation moderne. L'ouverture du canal déplacera donc l'axe de la politique du monde. Le Pacifique, océan séparé des courants civilisateurs d'Europe, recevra directement du monde ancien ses richesses, les produits de

1. *Essai sur le gouvernement de la Nouvelle-Espagne*. T. I[er]

son travail, ses émigrants. Jusqu'à aujourd'hui, les Etats-Unis et le Japon se partagent sa domination comme « mare clausum » et ils se disputent la suprématie en Asie et dans l'Amérique occidentale. Une fois l'isthme percé, de nouveaux peuples commerçants envahiront de leurs industries conquérantes les pays enchantés de l'Asie, les Républiques éloignées de l'Amérique. New-York se rapprochera du Callao, mais la distance entre Hambourg, Le Havre et la côte péruvienne diminuera également. On a calculé que, par la voie nouvelle, le trajet entre Liverpool et les grands ports du Pacifique sera réduit de 2.600 à 6.000 milles, suivant les positions respectives de ceux-ci, et la distance entre New-York et ces mêmes centres d'activité commerciale et industrielle diminuera de 1.000 à 8.400 milles. Des compagnies de navigation allemandes, françaises et anglaises enverront des navires modernes en service direct dans les grands ports du Chili et de la Chine. Les directions du commerce mondial changeront : Panama servira de route civilisatrice à l'Asie orientale et à l'Occident d'Amérique, comme Suez à l'Asie centrale, à l'Afrique orientale, à l'Océanie. L'Atlantique deviendra l'océan d'un monde vieilli.

Le commerce de l'ère nouvelle prépare des révolutions inattendues. L'influence de l'Europe en Chine et en Amérique occidentale s'accroîtra considérablement. L'Allemagne disputera aux Etats-Unis la suprématie commerciale en Orient et dans les républiques de l'Amérique latine. Ses navires, messagers d'impérialisme, qui traversent en un long voyage, le détroit de Magellan pour arriver à Valparaiso et au Callao, emploieront la route du canal. Les navires du Japon porteront en Europe, comme autrefois les navigateurs phéniciens, les produits de l'Orient exotique ; New-York aura détrôné Anvers, Hambourg et Liverpool ; les Anglais perdront leur position historique d'intermédiaires entre l'Europe et l'Asie. Les Etats-Unis,

maîtres du canal, créeront à New-York la grande foire où se concentreront les marchandises d'Orient et d'Occident, les trésors de l'Asie, l'or de l'Europe, et les produits de leur propre industrie expansive à l'excès. Ils auront conquis alors une hégémonie commerciale sur le Pacifique, l'Amérique du Sud et la Chine, où ils seront tout au moins des concurrents privilégiés dans la lutte contre l'Angleterre et l'Allemagne. Entre New-York et Hong-Kong, New-York et Yokohama, entre Melbourne et le grand port nord-américain, des relations commerciales nouvelles s'établiront. En se rapprochant de New-York, l'Orient s'éloignera de Liverpool et des ports d'Europe : la route de Panama favorisera les industriels yankees en Asie et en Océanie. On peut déjà prévoir que les Etats-Unis seront de terribles concurrents en Australie et surtout en Nouvelle-Zélande qui chasseront les négociants anglais de ces marchés.

Il est difficile d'écrire, comme Tarde, un « fragment d'histoire future » : trop de forces inconnues interviennent dans ce drame de l'histoire des peuples. Mais nul doute que si aucun événement extraordinaire ne vient troubler l'évolution des peuples modernes, les grandes nations de l'Europe industrielle et le Japon, défenseur de l'intégrité asiatique, s'opposeront au progrès formidable des Etats-Unis.

Le Canal met une frontière à l'ambition yankee : c'est la ligne méridionale, la « South Coast Line », dont rêvait un homme politique nord-américain, Jefferson. Déjà en 1809, il croyait que Cuba et le Canada devaient s'incorporer, comme Etats de l'Union, à l'immense fédération; devançant le rude lyrisme de Walt Whitmann, il pensait fonder « un empire de la liberté si vaste qu'on n'en eût jamais vu de pareil. » Héritiers du génie saxon, les Américains du Nord veulent former une fédération démocratique.

Ils ont réussi à Cuba ce que le Japon a fait en Corée :

d'abord, la lutte pour l'autonomie, les interventions nécessaires, ensuite le protectorat, peut-être l'annexion. C'est ainsi que se réalisera la prophétie de Jefferson. Entre le Canada, colonie autonome, et les Etats-Unis, les intérêts économiques s'entre-croisent, les traités de commerce créent une telle complexité d'influences que de ces alliances pratiques l'évolution vers l'union politique semble facile. La désagrégation de l'empire anglo-saxon sera l'œuvre des Yankees. L'action nord-américaine au Canada croît sans cesse ; le capital yankee, employé dans les diverses industries, s'élève à 100 millions de dollars. Le commerce augmente et, en vertu de nouvelles conventions, les Etats-Unis seront encore mieux à même de disputer les marchés canadiens à l'Angleterre. Dans cette libre colonie, il y a un Far-West qu'ils ont peuplé. L'Est est saxon, industriel, aristocratique; l'Ouest, barbare et agrarien, désire l'union avec la démocratie voisine. M. Hugo Münsterberg rapporte qu'un journal de Boston imprime tous les jours, en première page, en grands caractères, que le premier devoir des Etats-Unis est l'annexion du Canada.

L'amitié de l'Angleterre, l'harmonie morale de l' « English speaking world » empêcheront peut-être le progrès de l'impérialisme des Nord-Américains vers le Septentrion ; mais le capital, qui développe et exploite l'ouest du Canada, est un concurrent contre lequel rien ne se peut. D'ailleurs, des hommes comme Goldwin Smith, une autorité morale au Canada, conseillent l'union avec la grande République voisine. La liberté commerciale, que les radicaux anglais veulent maintenir, relâche les liens économiques qui pourraient assurer la durée de l'Empire Britannique, et empêche la formation d'un Zollverein, de cette union douanière entre la Grande-Bretagne et ses colonies qui fut le grand projet de Chamberlain. C'est pour garantir des intérêts économiques, com-

merciaux et industriels, que le Canada se rapproche des Etats-Unis et s'éloigne de l'Angleterre.

Le Mexique, où les capitaux nord-américains atteignent 500 millions de dollars; Panama, république soumise au protectorat du Nord saxon; la zone du Canal que les Yankees acquirent comme une lointaine possession méridionale ; les Antilles, qu'ils conquièrent progressivement; l'Amérique Centrale, où des Républiques sans cesse troublées tolèrent des interventions pacificatrices; le Canada, riche et autonome, forment, pour les orgueilleux hommes d'Etat de Washington et pour la presse jaune, le grand empire convoité. En deux siècles, les petites colonies puritaines de l'Atlantique seront parvenues peut-être à dominer un continent du pôle au tropique ; et à créer, avec le concours de toutes les races, une nouvelle humanité saxonne, industrielle et démocratique. Ainsi gouvernèrent le monde, la République romaine à l'étroit entre les Apennins et la mer, et la Grande-Bretagne, peuplée d'hommes tenaces.

Pour contrecarrer la marche en avant des Etats-Unis, le Sud manquera d'une force politique de même poids. Le conflit entre les Américains du Nord unis et les Américains du Sud désunis aura nécessairement une issue fatale pour le Nouveau Monde latin.

Le Pacifique sera le théâtre de guerres de races et d'émigrations transformatrices. Une fois le Canal ouvert, il est extrêmement peu probable que des émigrants européens parviennent en grand nombre aux rives de l'Amérique occidentale. Le Brésil et l'Argentine attirent l'aventurier moderne : l'Eldorado est dans la plaine argentine, dans les forêts du Brésil. Le Vénézuéla, envahi par des émigrants de race germanique, pourra renaître à une vie nouvelle, quand une foule dense peuplera ses vallées : Caracas deviendra certainement une grande cité latine. Mais en

Colombie, au Pérou, dans l'Equateur, en Bolivie, les centres de civilisation à l'intérieur font grandement défaut, et la sierra demeure triste et sauvage : tout le progrès est dans les petites villes de la côte, au milieu de l'aridité du désert. Chinois et Japonais, qui se contentent d'un salaire modique, écrasent dans les concurrences du travail l'ouvrier européen. Les colonies japonaises peupleront l'Occident américain, de Panama au Chili ; d'ailleurs, sur ces terres nouvelles, la fusion du sang japonais et du sang indien n'est pas d'impossible réalisation.

Il y aura toujours dans l'Amérique du Sud deux régions distinctes, séparées par les Andes, divisées par le Tropique. Celle de l'Atlantique conservera sa liberté, augmentera en puissance et en richesse. Il est possible que le Sud du Brésil devienne allemand ; mais l'Argentine, le Chili, l'Uruguay et les grands Etats brésiliens défendront l'héritage latin et la tradition européenne. Au Nord et à l'Ouest, des nations dépeuplées et divisées seront en lutte contre une invasion de gens de races semblables, venus d'Orient, et contre un peuple conquérant, venu du Nord. Grâce à la protection du Japon, ils pourront se libérer de la tutelle des Etats-Unis, ou bien éloigner les sujets du Mikado, en se soumettant à l'influence nord-américaine. Seule la fédération de toutes les Républiques latines, sous la pression de l'Europe, c'est-à-dire de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, qui possèdent en Amérique des marchés importants, pourra sauver les nations du Pacifique, comme, il y a un siècle, la Grande-Bretagne put défendre l'autonomie de ces peuples contre les projets mystiques de la Sainte-Alliance.

La doctrine de Monroë s'oppose à l'intervention de l'Europe dans les affaires d'Amérique, mais cette doctrine, qui irrite les impérialistes allemands, les professeurs d'expansion à l'extérieur, comme Münster-

berg, peut devenir caduque. Si l'Allemagne ou le Japon triomphent des Etats-Unis, la doctrine tutélaire ne sera qu'un mélancolique souvenir. L'Amérique latine sortira de l'isolement que lui impose le peuple yankee, elle fera partie du concert européen, de la combinaison des forces politiques — Alliances et Ententes — qui est la base de l'équilibre moderne. Elle s'unira par des liens politiques aux nations qui l'enrichissent de leurs capitaux et achètent ses produits.

Le Japon n'a pas perdu son originalité comme nation asiatique, parce qu'il s'est uni à l'Angleterre par un traité qui assure le *statu quo* oriental. Les Républiques latines ne renonceront pas à leur caractère de peuples américains parce qu'elles concluront des ententes avec des nations de l'Occident. Il existe déjà entre elles et l'Europe des traités de commerce, une harmonie économique, des affinités intellectuelles. Le Brésil et l'Argentine, où dominent les capitaux anglais et les idées françaises, pourraient s'unir dans une vaste combinaison d'alliances au groupe des nations européennes qui conquirent, civilisèrent et enrichirent l'Amérique, c'est-à-dire : l'Espagne, la France et l'Angleterre. Est-ce qu'une communauté d'intérêts en Amérique ne donnerait pas une force nouvelle à l'union de ces peuples solidaires en Europe? De grands changements politiques seraient la conséquence de ces nouvelles influences : les Latins d'Amérique, en entrant dans les combinaisons de la politique européenne, sépareraient de la Triple Alliance l'Italie, dont les intérêts sont si considérables en Argentine et au Brésil ; ils renforceraient l'entente de l'Angleterre et de la France contre l'Allemagne qui leur dispute non seulement l'hégémonie de l'Europe mais encore la prépondérance en Amérique. Canning, le ministre anglais qui combattit les desseins de la Sainte-Alliance, disait, il y a un siècle, qu'il avait

donné la liberté au Nouveau Monde pour rendre son équilibre à l'ancien. En face des peuples théocratiques qui cherchaient à étendre une ombre tenace sur les destinées du monde, il suscita l'apparition de ces libres démocraties destinées à établir fermement les bienfaits de la liberté. Son espérance fut prématurée, parce que des ruines de l'absolutisme espagnol il était difficile que surgissent spontanément des Républiques parfaites. Aujourd'hui à peine, après un siècle de tentatives constitutionnelles, seuls quelques Etats latino-américains : l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou, la Bolivie, paraissent capables d'exaucer le vœu de Canning.

Ces peuples voudraient contribuer à la défense de l'idéal latin. Mais cette ambition de nations encore à demi-barbares n'est-elle pas excessive? Les vieilles races d'Occident contemplent leur impétueuse marche en avant avec le même mépris dont Rome accablait les turbulentes émigrations des Goths et des Germains. Et même si la race latine pouvait arrêter sa décadence irrémédiable, grâce à la richesse et à la jeunesse de ces peuples américains, conviendrait-il vraiment de s'opposer au triomphe des Saxons et des Slaves au nom de la conservation d'une caste déchue? Il y a soixante-dix ans, Tocqueville visitait les Etats-Unis, et devinait leur grandeur future. Aujourd'hui, M. Clemenceau, homme politique, grand admirateur de la république nord-américaine, fait l'éloge de la vigueur latine, telle qu'il la constata à Buenos-Ayres, dans l'Uruguay, à Rio de Janeiro. La République yankee a réalisé les prophéties du premier; et il ne serait pas étrange que les démocraties australes d'Amérique confirmassent l'optimisme du second. Une énergie nouvelle, un progrès matériel indiscutable, une foi créatrice, annoncent l'avènement sur le nouveau continent sinon de l'Eldorado dont rêvèrent les émigrants avides, du moins de nations riches, au point

de vue agricole et industriel, d'un monde où se renouvellera, comme dans la fontaine classique, la glorieuse vieillesse du monde latin fatigué. Quand Emerson visita l'Angleterre, il y a un demi-siècle, il déclara que le cœur de la race britannique était aux Etats-Unis, et que « l'île mère », épuisée, serait satisfaite quelque jour, comme beaucoup de parents, de la vigueur que lui donneraient ses propres enfants[1]. Est-ce qu'en parlant de l'Espagne et du Portugal, Argentins, Brésiliens et Chiliens ne pourraient pas prononcer la même phrase orgueilleuse?

La décadence des Latins, qui paraît évidente aux sociologues, pourrait n'être cependant qu'une longue période d'abattement. Les aventures où se dépense une force exubérante et les prodiges de l'héroïsme, ont pour conséquence nécessaire le recueillement, la lassitude après la création. Au commencement de l'âge moderne, au XVI$^{e}$ siècle, les Anglais, aventuriers sans discipline, étaient hostiles à la régularité et à la monotonie de la vie industrielle; au XIX$^{e}$ siècle, ils construisirent un empire, organisèrent un industrialisme puissant et devinrent lents et méthodiques; puis en 1894, M. Charles Pearson s'inquiétait déjà de « la décadence de l'énergie anglaise qui se révèle par l'adoption du socialisme d'Etat et par la pauvreté des inventions mécaniques[2] ».

Dans l'avenir, les Latins pourront acquérir de nouveau leur ancienne virilité. Les « *ricorsi* » que Vico étudia dans l'histoire, font que certains peuples recouvrent la prééminence qu'ils ont perdue et que d'autres, nations prospères, retombent dans la décadence : aucun privilège n'est éternel, aucun recul n'est l'effet d'une fatalité sans remède.

*Multa renascentur quæ jam cecidere, cadentque*
*Quæ nunc sunt in honore...*

1. *Works*. T. II. p. 160.
2. *National Life and Character*, pp. 102 et suiv.

La politique impériale de Charles-Quint et de Philippe II, la conquête d'un continent par Espagnols, Portugais et Français, la fête glorieuse de la Renaissance, le triomphe de Lépante, le splendide empire de Venise, l'action politique de Richelieu, le grand siècle du classicisme français, la Révolution qui a proclamé les Droits de l'Homme, l'Epopée Napoléonienne, la libération de l'Amérique espagnole, sont des hymnes de gloire de la race latine. Aujourd'hui, la Belgique, l'Italie et l'Argentine donnent des signes de la renaissance d'une race, que l'on prétend épuisée.

Légataires de l'esprit latin dans l'ordre moral, religieux et politique, les peuples ibéro-américains aspirent à conserver leur héritage glorieux. L'idée de race, dans le sens des traditions et de la culture, domine dans la politique moderne. Nous assistons à la floraison du panslavisme, du panislamisme, du panasiatisme, du pangermanisme, du panlatinisme : mots barbares qui donnent l'indication des luttes futures. Slaves de Dalmatie et d'Allemagne, de Serbie et de Bosnie voudraient reconstituer, avec les fragments de nations divisées, un Etat qui serait aussi une race. L'Islam unit des peuples divers, par l'ardeur d'un nouveau fanatisme, sous l'inspiration de califes ou de marabouts populaires, du Soudan à Fez, de Bombay à Stamboul. De vastes unions de peuples dispersés se forment ainsi, au nom d'une religion ou d'une origine communes. Slaves, Saxons, Latins, Jaunes se disputent le monde. C'est ainsi que se simplifie le drame de l'histoire : au-dessus des querelles de nations précaires, s'élèvent les profonds antagonismes de races millénaires.

Onésime Reclus a étudié, dans un livre excellent, le *Partage du monde*, la situation respective de chacun de ces forts groupes humains. Les conclusions de son analyse sont remplies d'espoir : en face des

Saxons et des Slaves, les Latins conservent de vastes territoires qu'il leur faudra peupler. Leur position géographique, malgré l'impérialisme anglo-saxon, et l'immense superficie de toutes les Russies d'Europe et d'Asie, n'est certainement pas inférieure.

Il y a cent millions de Slaves répartis sur un immense territoire asiatique et européen, qui s'étend de Vladivostock à la mer Baltique : deux milliards et demi d'hectares s'offrent à la descendance de cette race prolifique. En unissant les peuples de Norvège, de Suède, de Belgique, de Hollande, du Danemark et de Suisse aux Germains d'Autriche, la race allemande destinée à propager par le commerce ou la violence l'évangile du pangermanisme, possède environ 100 millions d'hectares, pour 93 millions d'hommes. Les Anglo-Saxons, ennemis naturels de l'expansion allemande, rivaux de la Deutschtum en Asie, en Afrique et en Amérique, dominent une superficie presque sans limites, de 4 milliards d'hectares : l'Inde, le Canada, les Etats-Unis, l'Afrique Australe, l'Egypte, l'Australie, terres conquises et royaumes tenus en tutelle, gens de toutes les croyances et de toutes les races. Plus de 200 millions d'Anglo-Saxons peuplent cette « plus grande Angleterre », dans laquelle n'est pas comprise l'Inde inassimilable.

Le territoire occupé par les peuples latins en Europe, en Amérique et en Afrique, est de 3 millions 900.000 hectares, habités par 250 millions d'hommes : le nombre des Latins n'est donc pas réellement inférieur à celui des Anglo-Saxons ; pas plus que les territoires ouverts à l'expansion latine ne sont inférieurs à ceux réservés à la race rivale. Ils atteignent, avec les colonies françaises de l'Asie, 4 milliards d'hectares.

Il y a donc une supériorité latine ; par l'extension de leurs territoires et par leur nombre, les Latins débordent Slaves et Germaniques. Ils ne le cèdent aux Anglais ni en capital humain, ni en richesse de terres

exploitables. Et l'Angleterre est arrivée à la plénitude de sa période industrielle, au maximum de son développement politique; le chiffre de la natalité dans les villes industrielles diminue ; l'émigration cesse presque complètement, l'Etat devient le protecteur de la tourbe démagogique •et décadente. Les Etats-Unis aspirent à conquérir de nouvelles terres pour leur race impérialiste. Mais les Latins possèdent en Amérique du Sud un riche continent presque inhabité ; et dans le nord de l'Afrique, les Français sont en train de fonder un empire colonial qui rivalisera avec l'Egypte en richesse et en importance, et qui s'étendra du Maroc au Congo et de Dakar à Tunis.

Reclus calcule que l'Amérique Latine pourra alimenter cent personnes par kilomètre carré. Alors que la natalité reste stationnaire aux Etats-Unis, dans les villes saxonnes de l'Atlantique, la population latino-américaine croît prodigieusement : elle est aujourd'hui de 80 millions et il y a un siècle, quand Humboldt visita le Nouveau Monde, elle n'était approximativement que de 15 millions. Il est possible que dans les dernières années du siècle présent, le nombre des Sud-Américains atteigne 250 millions : l'équilibre entre Latins et Saxons sera alors rompu en faveur des premiers.

L'Amérique est donc un facteur essentiel de l'avenir des nations latines. Le destin de la France, de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie changerait si les 80 millions de Latino-Américains perdaient leurs traditions de race ; si dans un ou deux siècles l'Amérique devenait une sous le sceptre yankee ou si, au delà de l'Océan, Allemands et Anglo-Saxons opprimaient le noyau de civilisation formé par l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil méridional. Economiquement, elle perdrait des marchés ; intellectuellement, des colonies dociles; au point de vue pratique, des centres d'expansion. Aujourd'hui, Saxons, Germains, Slaves et Néo-Latins sont des forces équilibrées qui peuvent se

développer harmonieusement, dans le cadre de la civilisation chrétienne, sans guerres de conquête, ni ambitions de monopole. L'unité morale de l'Amérique du Sud contribuerait à la réalisation de ce projet. Un nouveau continent saxon s'élevant de l'Alaska au cap Horn, sur les ruines de vingt républiques espagnoles, serait pour les héritiers de la culture romaine le présage d'une définitive décadence. Dans les luttes menées pendant des siècles entre la cité latine et les barbares, le catholicisme et le protestantisme, le génie français et l'esprit tudesque, entre la Renaissance et la Réforme, les Latins auraient perdu la dernière bataille.

L'Amérique est un laboratoire d'hommes libres. M. Charles W. Eliott, recteur de la grande Université de Harvard, a recherché pour quelle part les Etats-Unis avaient contribué à la civilisation moderne : l'arbitrage, comme principe universel, la tolérance, le suffrage universel, le bien-être matériel, la liberté politique lui paraissent être les caractères de la culture nord-américaine. Dans le Sud latin, nous rencontrons des principes analogues. L'arbitrage est la base des relations internationales, la tolérance, au point de vue religieux, est en voie de développement. La liberté politique existe dans les Constitutions encore plus que dans les mœurs ; mais les chartes politiques libérales, adaptées aux principes de la civilisation moderne, constituent l'idéal de ces républiques. Quand le désert sera peuplé par des races nouvelles, des démocraties croîtront dans ce cadre et le libre suffrage, les droits individuels et la tolérance seront des réalités.

En Amérique latine, surtout parmi les nations australes, on ne conçoit pas la restauration de l'ancien ordre social, despotisme, inquisition religieuse. Le nouveau continent, tant saxon que latin, est démocratique et libéral.

Si, comme au temps de la Sainte-Alliance, les peuples théocratiques se coalisent, l'Autriche catholique et guerrière; l'Allemagne dominée par le féodalisme prussien ; la Russie, mystique et formidable, l'Amérique tout entière sera le boulevard de la liberté. Si Allemands et Latins, Latins et Anglo-Saxons luttent entre eux, les démocraties d'outre-mer contribueront grandement à la vitalité latine. Si, dans une Europe dominée par les Germains et les Slaves, les peuples de la Méditerranée sont forcés de reculer dans un exode pénible vers la mer bleue peuplée d'îles grecques et de symboles anciens comme le monde, il est probable que le mythe antique se réalisera de nouveau et que le flambeau qui contient l'idéal de la civilisation latine, passera de Paris à Buenos-Ayres ou Rio de Janeiro, comme de Rome à Paris dans l'époque moderne, comme de Grèce à Rome dans l'époque classique. L'Amérique, aujourd'hui déserte et divisée, sauvera la culture de France et d'Italie, l'héritage de la Révolution et de la Renaissance, et aura ainsi justifié jusqu'au bout l'heureuse audace de Christophe Colomb.

FIN

# TABLE DES MATIÈRES

## LIVRE II

## LES « CAUDILLOS » ET LA DÉMOCRATIE



## LIVRE III

## LE PRINCIPE D'AUTORITÉ AU MEXIQUE, AU CHILI, AU BRÉSIL, AU PARAGUAY.

## LIVRE VI

## L'ESPRIT LATIN ET LES PÉRILS ALLEMAND, NORD-AMÉRICAIN ET JAPONAIS

---

836. — Paris. — Imp. Hemmerlé et Cie. — 4-1912.

